

P. Broué
E. Témime

La Révolution et la Guerre d'Espagne

②

Table des matières

| | |
|-----------|----------------------------|
| Chap. I : | L'Europe et la guerre..... |
|-----------|----------------------------|

[La non-intervention](#) [La position française](#) [Formation de l'Axe](#) [La reconnaissance du gouvernement nationaliste](#) [L'équilibre européen et la guerre d'Espagne](#)

[Participation des italiens aux opérations militaires](#) [L'intervention italienne](#) [Chap. II : L'intervention italo-allemande](#) [Plans de contrôle](#) [Le Comité de Londres](#)

[L'adhésion au pacte Antikomintern](#) [Les accords miniers germano-franquistes](#) [La Hisma](#) [L'intervention allemande](#) [Les dettes italiennes](#) [L'offensive contre Malaga \(février 37\)](#)

[L'aide matérielle](#) [Le tournant de l'automne 36](#) [La neutralité initiale](#) [La Russie de Staline et la guerre d'Espagne](#) [Chap. III : L'aide russe et les Brigades Internationales](#)

[Organisation des brigades](#) [La base d'Albacete](#) [Le recrutement des Brigades](#) [Les Brigades Internationales](#) [Les premiers volontaires internationaux](#) [L'aide russe : les hommes](#)

[Chap. IV : La conquête du Nord](#)
[La campagne contre Santander](#) [La bataille de Brunete](#) [La diversion: Brunete](#) [La campagne pour Bilbao](#) [Le front nord](#)

[Les hommes du nouveau régime](#) [Chap. V : L'évolution politique en Espagne nationaliste](#) [Belchite](#) [La fin des Asturies](#) [La capitulation des basques](#)

[Le nouveau personnel franquiste](#) [L'engagement de l'Église](#) [Les résistances politiques](#) [Le parti unique](#) [Le général Franco](#) [Le gouvernement provisoire nationaliste](#)

[L'Église et l'État nouveau](#) [Le principe d'Unité](#) [L'État national-syndicaliste](#) [E.puration et surveillance](#) [Le maintien de l'Ordre](#) [Chap. VI : L'organisation de l'État nouveau](#)

[La bataille de Teruel](#) [Les conditions de l'offensive](#) [Chap. VII : Teruel, tournant de la guerre](#) [L'Armée nationaliste](#) [L'« Hispanité »](#) [L'Église et l'Enseignement](#)

[L'affaire du « Deutschland »](#) »
[Chap. VIII : L'abandon de la République](#)

[Le renvoi de Prieto](#) [Généralisation de l'offensive](#) [La bataille d'Aragon](#) [La contre-offensive nationaliste](#)

[Le retrait des volontaires](#) [Le plan de Londres](#) [Les dernières hésitations françaises](#) [Le triomphe de la politique Chamberlain](#) [La piraterie en Méditerranée](#)

[La neutralité franquiste dans la crise tchèque](#) [Munich et l'Espagne : les espagnols devant la crise européenne](#)

[Chap. IX : La bataille de l'Ebre et la campagne de Catalogne](#)
[La Catalogne avant l'attaque](#) [La bataille d'usure](#) [Le passage de l'Ebre](#) [L'offensive, nécessité politique](#)

[Le gouvernement Negrín devant le problème de la paix](#) [La capitulation de Minorque](#) [La fuite vers la frontière](#) [La perte de Barcelone](#)

[Nouvelle guerre civile ?](#) [Le retour du gouvernement en Espagne](#) [Le gouvernement Negrín en France](#) [Chap. X : La junte Casado et la liquidation de la République](#)

a. L'Europe et la guerre

« Si la démocratie est vaincue dans cette bataille, si le fascisme triomphe, le gouvernement de Sa Majesté peut revendiquer cette victoire pour lui-même »¹. Lloyd George, en s'exprimant ainsi, souligne un fait nouveau : aux yeux du monde, la guerre d'Espagne a pris en 1937 l'aspect d'une guerre idéologique. Sans qu'aucune autre nation ne s'engage ouvertement dans le conflit, celui-ci est devenu européen. Désormais, et surtout après l'affaiblissement des partis révolutionnaires du côté républicain, la guerre d'Espagne n'est plus qu'un aspect particulier de la lutte qui oppose en Europe les grandes puissances. C'est elle qui a déterminé le rapprochement italo-allemand, la formation de l'axe Rome-Berlin. C'est elle aussi qui fera apparaître sous une lumière brutale les incertitudes et les contradictions des démocraties occidentales, France et Grande-Bretagne, et par contrecoup infléchira la politique russe vers une prudente expectative.

L'équilibre européen et la guerre d'Espagne

Pour comprendre à quel point la guerre d'Espagne a bouleversé l'équilibre politique européen, il faut se rappeler qu'en 1936 la position allemande en Europe est encore précaire. Depuis l'arrivée des nazis au pouvoir en 1933, l'Allemagne a rompu avec la

Société des Nations. Son réarmement et les revendications d'Hitler inquiètent les petits pays voisins, sans que sa puissance les impressionne encore. La position diplomatique des puissances occidentales paraît autrement forte. L'entente semble solide entre la France, la Grande-Bretagne et la Belgique. L'influence Française reste considérable dans les Balkans, malgré l'assassinat, en 1934, à Marseille, d'Alexandre de Yougoslavie. Enfin le gouvernement de la III^e République, pour faire face au danger que constitue le réarmement allemand vient de renforcer à l'Est son système d'alliance : en 1935, les traités d'assistance mutuelle ont été signés entre l'U.R.S.S. et la France d'une part, l'U.R.S.S. et la Tchécoslovaquie de l'autre. Le rétablissement de la puissance allemande inquiète en effet beaucoup les Russes : Hitler n'a-t-il pas désigné le « bolchevisme » comme le premier adversaire à combattre ?

Le gouvernement fasciste italien se trouve lui aussi en 1935 dans une situation difficile. Sa campagne contre l'Éthiopie, destinée à créer un véritable « empire » africain, a surtout prouvé son inefficacité militaire; et une large majorité est trouvée à la Société des Nations pour décider de prendre des sanctions contre le gouvernement de Mussolini.

L'État fasciste italien et l'État nazi allemand, ainsi isolés en Europe, ont trouvé dans le conflit espagnol l'occasion d'un rapprochement. Cette guerre, en permettant une confrontation politique générale, a précipité alliances et revirements ; elle a contraint chaque puissance à prendre position. En ce sens, elle a créé les conditions politiques de la guerre mondiale.

Pour les dictatures d'Europe centrale, le conflit espagnol ne représente pas seulement l'épreuve-test de la faiblesse des démocraties; elle est la « répétition générale », le premier choc, le banc d'essai de leurs armes contre celles venues de Russie ou de Tchécoslovaquie, la première utilisation d'un matériel destiné à être employé sur de plus vastes champs de bataille : Il n'est que de lire les multiples articles ou ouvrages écrits sur ce thème pour juger de l'intérêt qu'a suscité sur le plan militaire cette « guerre limitée ».

Par contraste, l'importance stratégique ou économique de l'Espagne passe au second plan; s'il est important de pouvoir disposer de bases, comme Majorque ou Ceuta, encore plus d'utiliser les mines de fer ou de cuivre des Asturies et du Rio Tinto, cet élément ne saurait être décisif au point d'orienter sérieusement la politique internationale. Viennent les graves événements de l'été 38, la question des Sudètes, et l'Espagne ne sera plus qu'un pion parmi d'autres dans le jeu européen.

La reconnaissance du gouvernement nationaliste

Comment les puissances européennes vont-elles manifester leur choix à l'égard des deux camps qui s'affrontent en Espagne ?

Juridiquement, la situation est simple : il existe un parlement espagnol régulièrement élu, qui doit désigner un gouvernement; ce sont les seuls organismes dont la légalité soit indiscutable. Après l'échec relatif du 19 juillet, les nationalistes ne sont que des militaires rebelles contrôlant certaines provinces. Ils en ont eux-mêmes parfaitement conscience, puisqu'ils se contentent dans les premiers mois de constituer un pouvoir officiellement destiné à disparaître après la victoire pour faire place à un véritable gouvernement². Leur capitale, Burgos, est ignorée par les autres pays, même par ceux qui manifestent à l'Espagne nationaliste la plus agissante sympathie : quand Franco, après sa nomination comme chef de l'État espagnol en octobre 36, envoie un télégramme de salut à Hitler, celui-ci ne lui répond pas, témoignant ainsi qu'il ne juge pas bon pour le moment de le reconnaître officiellement ; lorsque Welczeck, ambassadeur d'Allemagne à Paris, rend compte de la situation espagnole à Berlin, il oppose tout naturellement le « gouvernement espagnol » aux « rebelles »³.

Mais si l'on se refuse, dans les chancelleries européennes, à donner aux révoltés des droits de « belligérance » qui ne peuvent être accordés qu'à un pouvoir légal, on ne saurait non plus leur permettre de se fournir en matériel de guerre auprès d'États étrangers. Cette situation n'allait pas tarder à gêner considérablement l'Italie, l'Allemagne et le Portugal; et les chancelleries de ces États seront amenées à développer toute une argumentation pour justifier leur intervention : ce serait la gauche qui, en truquant la loi électorale et en provoquant ainsi la constitution d'un gouvernement de Front populaire, aurait créé la situation révolutionnaire ; les formes légales de gouvernement auraient elles-mêmes disparu depuis les élections de février 36 et les chefs militaires se seraient alors soulevés pour les rétablir. Contentons-nous de rappeler que la loi électorale avait été votée par une assemblée de droite qui croyait s'assurer ainsi un long bail de gouvernement...

D'ailleurs ces arguments juridiques ne sont employés qu'avec précaution; les gouvernements fascistes préfèrent la méthode du fait accompli. Pour donner des formes diplomatiques décentes à la reconnaissance des autorités nationalistes comme gouvernement de l'Espagne, les ministres des Affaires étrangères allemand et italien Neurath et Ciano, voudraient attendre la chute de Madrid. Un projet allemand de communication au chargé d'affaires d'Espagne à Berlin, préparé dans les derniers jours d'octobre 36, commence par ces mots : « Maintenant que le général Franco s'est emparé de la capitale espagnole de Madrid et que son gouvernement a ainsi la maîtrise de la plus grande partie du pays ... »

A défaut d'autre fondement juridique, la possession de la capitale et de ses bâtiments administratifs, le contrôle de fait, permettraient d'opposer le « pays réel » au « pays légal ». De toute façon, un prétexte serait alors trouvé dans la nécessité d'assurer la « défense des intérêts allemands ». Le départ du gouvernement républicain pour Valence semble préparer cet événement, mais la capitale résiste et la guerre menace de durer. Amenés alors à prendre une position plus ferme, les Allemands et les Italiens se décident enfin, le 18 novembre, à procéder à la reconnaissance *de jure* du gouvernement de Burgos. Le Portugal fait de même.

Certes les deux assertions selon lesquelles d'une part le gouvernement, de Franco contrôle la plus grande partie du territoire et d'autre part qu'il n'y a plus « d'autorité gouvernementale en Espagne républicaine » paraissent à la mi-novembre

2 Sur le système politique provisoire et la formation du gouvernement de février 38, voir ci-dessous chapitres V et VI.

3 Archives secrètes de la Wilhelmstrasse.

également fausses. Le contrôle réel du territoire par les nationalistes ne s'étend sur aucune des provinces méditerranéennes ou centrales du pays; et si la situation est encore assez « mouvante » en zone loyaliste le gouvernement, Caballero a certainement beaucoup plus d'autorité que n'en ont eu ses prédécesseurs. Il est donc paradoxal de maintenir des relations avec la République espagnole en août et de les rompre en novembre.

Cependant ce changement d'attitude contribue à clarifier la situation internationale; les puissances favorables à Franco montrent ainsi leur volonté de considérer le gouvernement légal de l'Espagne comme un véritable adversaire. La rupture qui s'établit entre les grandes puissances européennes est d'autant plus claire qu'elle coïncide avec la signature d'un pacte germano-italo-japonais, prélude à la constitution d'un formidable bloc militaire.

Formation de l'Axe

A la veille du *pronunciamiento* du 18 juillet, malgré la similitude de leurs conceptions politiques et leur égale hostilité au socialisme, les gouvernements fasciste et nazi étaient en opposition sur de nombreux points. Les deux puissances avaient en effet manifesté des visées expansionnistes qui risquaient de les mettre souvent en compétition⁴. L'Italie considérait d'autre part la Méditerranée comme une « chasse gardée » et se méfiait d'une éventuelle intervention allemande en Espagne.

Mais après les mois d'août-septembre 36, la ferme attitude des puissances centrales dans la question espagnole face aux tergiversations occidentales et leur volonté commune d'accélérer leurs préparatifs militaires allaient contribuer à régler leurs différends. La formation, en Roumanie, d'un gouvernement d'extrême-droite présidé par Antonesco préluait aux négociations qui allaient marquer la rupture d'équilibre en Europe centrale au profit de l'Allemagne et de l'Italie. C'est au cours d'entretiens avec le régent de Hongrie, Horthy, qu'Hitler devait souligner, que la première fois l'accord entre Rome et Berlin en vue de soutenir le général Franco. Et le gouvernement hongrois ne pouvait qu'appuyer cette communauté d'action, Budapest cherchant à cette époque, dans un rapprochement avec ses deux grandes puissances, une garantie favorisant ses propres revendications sur les minorités magyares, en Roumanie particulièrement.

L'amélioration des relations italo-allemandes se manifesta dès la fin du mois de septembre 36, lors de la visite à Rome du ministre allemand de la Justice, Frank, reçu personnellement par le Duce. Frank précisa à cette occasion que le Führer considérait la Méditerranée comme une « mer italienne » et que son intervention en Espagne se déroulait en dehors de toute visée expansionniste. Lorsque, à son tour, Mussolini déclare ne pas vouloir modifier « les positions géographiques », il fait toutefois, lui, une réserve en faveur des Baléares, sauvées par l'Italie ... Le point capital de cette conversation est souligné par le comte Ciano : « En Espagne se sont déjà formés deux fronts : d'un côté le front germano-italien, de l'autre le front franco-belgo-russe. Le Duce est d'accord avec Hitler pour estimer que la détermination des deux fronts est désormais un fait accompli. » L'idée est lancée d'une alliance et d'un partage de l'Europe en zones d'influence.

Le geste décisif ne sera cependant accompli qu'à la fin du mois d'octobre, lors du voyage à Berlin du comte Ciano. L'entretien entre les deux ministres des Affaires étrangères, Neurath et Ciano, le 21 octobre, sanctionné par un protocole secret et la réception de Ciano à Berchtesgaden par le Führer, ont eu « comme résultat une entente entre les deux pays sur des problèmes déterminés, dont quelques-uns actuellement brûlants », déclare Mussolini à Milan le 1^{er} novembre⁵. Le problème le plus brûlant, c'est évidemment le problème espagnol. Les grandes lignes, et même certains détails de l'action commune ont été étudiés : ce sont, sur le plan diplomatique, les modalités de reconnaissance du gouvernement Franco, et, dans le domaine militaire, le dosage de l'effort militaire accompli par chaque puissance, notamment en ce qui concerne l'aviation. L'Allemagne et l'Italie constatent la concordance de leurs intérêts. L'ennemi contre lequel s'est officiellement constitué l'axe Rome-Berlin, le bolchevisme, est présent en Espagne; il s'agit de faire disparaître de la péninsule ibérique « toute menace communiste » ou même marxiste. L'Axe doit, pour s'affirmer, dit Ciano à Hitler, « donner le coup de grâce au gouvernement de Madrid »⁶.

En fait, Rome et Berlin avaient promis d'aider les chefs du *Movimiento* longtemps avant que n'ait éclaté l'insurrection. Cet appui pouvait à la rigueur être accepté par les autres puissances tant qu'il ne s'agissait pas d'un trafic de grande envergure. Mais, le 31 juillet 36, l'annonce que des avions Savoia-Marchetti ont atterri par accident en zone française du Maroc, en dévoilant l'étendue de l'intervention italienne, provoque une violente crise entre Paris et Rome.

A cet incident s'ajoute la menace que fait peser sur Tanger l'armée de Franco. Tanger est sous contrôle international, mais entouré par des territoires ralliés à l'insurrection. Les Français insistent pour laisser la flotte gouvernementale espagnole utiliser librement le port. Les Italiens protestent. C'est une première et importante épreuve diplomatique, car l'utilisation de la base de Tanger permettrait au gouvernement espagnol de gêner considérablement le passage du détroit de Gibraltar par les troupes venant du Maroc. Finalement, la neutralité bienveillante de l'Angleterre permettra aux Italiens d'obtenir satisfaction⁷.

Le rôle modérateur et même favorable au franquisme des autorités anglaises dans cette affaire reflète bien l'opinion du gouvernement britannique et la division des pays occidentaux. Ce sont, à n'en pas douter, ces deux éléments qui vont décider de la politique de non-intervention.

4 Il existe une vieille querelle d'influence entre Allemands et Italiens dans les Balkans. La menace allemande contre l'Autriche avait provoqué une violente réaction du gouvernement italien, peu favorable à l'installation des forces nazies sur le Brenner : on craignait le réveil de contestations concernant le Tyrol.

5 Discours du Dôme.

6 Archives du comte Ciano.

7 Voir, dans la première partie, chapitre VII.

La position française

Sur les origines de la proposition française de non-intervention, nous sommes assez bien renseignés, en particulier par les déclarations de Léon Blum en 1947 devant la Commission d'enquête parlementaire, qui, dans leurs grandes lignes, n'ont jamais été démenties. Nous ne devons pas oublier cependant que Léon Blum, connaissant la faillite de sa politique espagnole, cherche moins ici à la défendre qu'à se justifier en tentant de prouver qu'il n'y avait, au cours de l'été 36, aucune autre politique possible que la sienne.

Devant le coup de force militaire nationaliste, que Blum qualifie de « coup de théâtre », la sympathie du gouvernement français de Front populaire était acquise d'avance au gouvernement républicain espagnol. Mais cette sympathie pouvait-elle rester platonique ?

Dès le 20 juillet, Blum se trouve devant le problème posé par la demande d'une aide matérielle que formule le gouvernement Giral : « Vous demandons vous entendre immédiatement avec nous pour fourniture d'armes et d'avions. » Ce télégramme n'a rien d'insolite. En dehors de la communauté d'intérêt des deux formations de Front populaire, il se réfère à un accord précis, selon lequel la France avait le monopole des fournitures d'armes à l'Espagne. Non seulement Giral pouvait s'adresser à Paris, mais il s'y trouvait même obligé par ce traité commercial. Blum n'a eu sur le moment aucune hésitation. Les entretiens qu'il a, entre le 20 et le 22 juillet, avec Delbos et surtout Daladier, alors ministre de la Défense nationale, n'ont pour but que de connaître l'importance et les moyens de l'aide à accorder au gouvernement espagnol. Mais, entre le 22 et le 25 juillet, date du conseil des ministres qui doit officiellement décider de l'appui français à l'Espagne républicaine, plusieurs faits nouveaux interviennent.

D'abord un fait de politique extérieure, qui est sans doute le plus important, parce qu'il a influencé considérablement Léon Blum. Le président du Conseil français a constaté au cours d'un voyage à Londres, prévu bien avant les événements d'Espagne, l'hostilité du gouvernement Baldwin à toute intervention dans le conflit espagnol, hostilité soulignée d'abord par un avertissement du journaliste Pertinax : « Ça n'est pas bien vu ici », et confirmée par les conseils de prudence du secrétaire au Foreign Office, Anthony Eden. Blum en a été désagréablement surpris ; toute sa politique extérieure est fondée sur l'entente franco-britannique, qui lui paraît plus nécessaire que jamais face au réarmement allemand. Agir dans l'affaire espagnole sans l'accord et même contre la volonté de l'Angleterre lui semble d'emblée difficile.

Son retour en France est marqué par une nouvelle déconvenue. Une campagne de presse a été lancée dans *'Echo de Paris* par Kéris, qui a rendu publiques certaines mesures décidées pour venir en aide à l'Espagne. L'offensive a commencé par un article de Cartier, publié le 23 juillet et intitulé : « Le Front populaire français osera-t-il armer le Front populaire espagnol ? » Il se terminait sur une phrase extrêmement violente : « On hésite encore à croire que le gouvernement puisse commettre ce crime contre la nation. » Les détails mentionnés dans les articles de *'Echo de Paris* concernent des livraisons d'avions et de bombes d'avion, de batteries de 75 et de mitrailleuses. Il est intéressant de noter que l'on y trouve une allusion au principe de non-immixtion que le gouvernement français devait prendre à son compte une semaine plus tard.

Sans doute ne fallait-il pas s'attendre à ce que l'opposition de droite facilitât la tâche du gouvernement français. Mais, au sein même du gouvernement, Blum rencontre des oppositions, ainsi que dans les milieux parlementaires modérés. Le Sénat, traditionnel terrain d'opposition conservatrice, a sans doute été le plus ému : ce qui explique la véhémence des propos de son président, Jeanneney :

« Que nous puissions être amenés à faire la guerre pour les affaires d'Espagne ..., personne ne peut le comprendre. » La prise de position radicale est plus inquiétante encore : Les radicaux détiennent dans le gouvernement français les deux postes-clés des Affaires étrangères et de la Défense nationale ; leur passage dans l'opposition provoquerait une grave crise ministérielle. On peut imaginer de quel poids sera, dans ces conditions, l'intervention d'Edouard Herriot qui rejoint les conseils de prudence d'Eden et de Jeanneney : « Ne va pas te fourrer là-dedans »⁸ : ...

Comment expliquer l'affolement des milieux politiques français devant la seule perspective de livraisons d'armes au gouvernement légal de l'Espagne ? D'abord par le pacifisme de l'époque. La gauche française, jusque vers 34, n'a cessé de proclamer son attachement à la paix et sa volonté de la sauvegarder par tous les moyens, et cela aussi bien du côté radical que du côté socialiste. La France a accepté sans réaction des mesures aussi graves que le réarmement allemand et, plus récemment, la remilitarisation de la Rhénanie, dans la seule crainte de provoquer un conflit. L'espoir de beaucoup de socialistes réside dans un nouveau Locarno qu'ils envisagent de conclure avec l'Allemagne et l'Italie fasciste. Sans doute ces illusions ne sont-elles pas partagées par Blum ; il prévoit le conflit et accepte d'entreprendre un réarmement français qui doit permettre de rattraper en partie l'avance allemande dans le domaine militaire. Mais lui-même est un modéré qui ne saurait envisager de prendre seul le risque de déclencher la guerre. On a ajouté, et Blum lui-même l'a affirmé⁹, que la menace de la guerre extérieure se doublait en France d'une menace de guerre civile : « Nous aussi en France nous étions sur le point de connaître un coup d'État militaire. » Il faut admettre qu'une fraction au moins de la droite, très nationaliste depuis 1919, faisait preuve depuis quelques années d'un loyalisme beaucoup moins intransigeant à l'égard de l'État ; par sympathie pour les régimes allemand et italien, elle prônait à son tour une politique pacifiste, faisant passer ses inquiétudes intérieures, augmentées par la crise sociale de 36 et l'avènement du Front populaire, avant ses préoccupations extérieures. Cette opposition de droite ne se manifeste pas seulement dans les articles de *'Echo de Paris*. Blum déclare, à propos des événements de 38 : « Il existait au Parlement français des hommes politiques considérables qui étaient les représentants de Franco. »

Dans des circonstances aussi peu favorables, le conseil des ministres réuni le 25 juillet n'ose plus envisager d'aider

8 Déclarations de Blum à la Commission d'enquête.

9 *Ibid.*

ouvertement les républicains espagnols, mais cherche uniquement le moyen de camoufler les livraisons d'armes; on utilisera le moyen d'une vente fictive au gouvernement mexicain, qui reste libre, lui, d'utiliser l'armement ainsi mis à sa disposition en faveur de l'Espagne ... Ce n'est là qu'un premier recul. Quelques jours plus tard l'incident des Savoïa-Marchetti aurait pu permettre de revenir sur cette concession. Mais Blum rappelle que la campagne de presse déclenchée contre son gouvernement trouvait à s'alimenter dans de nombreux articles étrangers, en particulier anglais et belges, ce qui ne pouvait manquer de frapper l'opinion publique. Pour Churchill, dont l'hostilité au nazisme dès cette époque ne fait aucun doute, « une inflexible neutralité constitue présentement la seule solution »¹⁰.

Fait beaucoup plus grave, l'unanimité était loin d'être faite dans le gouvernement français. Le président du Conseil se contente d'indiquer que, lors du troisième conseil de cabinet consacré à la question espagnole, celui du 8 août, le ministère est divisé. On peut aller plus loin et dire que les partisans des fournitures d'armes, groupés autour du ministre de l'Air, Pierre Cot, se sont trouvés en minorité devant la coalition « formée de la plupart des radicaux et des socialistes de la nuance Paul Faure »¹¹. Pour renverser cette tendance et pour éviter à tout prix l'isolement dans lequel une politique d'intervention en faveur de l'Espagne républicaine risquait de placer la France, Blum ne voyait qu'un moyen : convaincre l'Angleterre.

D'où l'accueil favorable qu'il avait donné à la proposition de Noël Baker, suggérant d'envoyer en mission à Londres l'amiral Darlan, chef d'état-major de la Marine, qui passe pour un chef profondément républicain. La mission confiée à Darlan consiste à entrer en contact, par l'intermédiaire du premier lord de l'Amirauté, Lord Chatfield, qu'il connaît personnellement, avec le secrétaire permanent du cabinet, Sir Maurice Hankey. Si Darlan parvenait à le convaincre de la nécessité d'empêcher Franco de s'emparer du pouvoir, celui-ci pourrait alors provoquer une réunion ministérielle et peut-être une évolution de l'attitude anglaise.

En fait, il est douteux que la réunion au début d'août du cabinet britannique eût changé quoi que ce soit à l'attitude déjà arrêtée; l'Angleterre voyait trop d'inconvénients à prendre parti dans la guerre civile espagnole. Les intérêts miniers qu'elle possédait dans la péninsule ne lui permettaient pas de rompre avec un quelconque des adversaires en présence. De plus les Anglais envisageaient un retour à la détente en Méditerranée, après la période de tension qui avait marqué dans les années précédentes l'affaire d'Éthiopie. Un rapprochement avec Rome s'ébauchait et l'on préparait un accord maritime anglo-italien; Toutes raisons pour ne pas prendre une position tranchée en opposition absolue avec celle de l'Italie. Enfin, sentimentalement, les conservateurs britanniques avaient beaucoup plus de sympathie pour le général Franco que pour les « Rouges », dont les excès révolutionnaires avaient été amplement soulignés par la presse conservatrice. L'opinion de Lord Chatfield, considérant Franco comme un « bon patriote espagnol », ne fait sans doute que refléter celle de la plupart des ministres. Dans ces conditions, la mission Darlan ne pouvait aboutir qu'à un échec. Chatfield refuse d'intervenir. La politique anglaise ne sera pas modifiée.

Cette tentative avortée marquera le dernier effort diplomatique fait par le gouvernement français en faveur de l'Espagne républicaine. Le conseil des ministres du 8 août constate l'isolement de la France, qui ne peut s'appuyer en Europe que sur la Tchécoslovaquie et l'U.R.S.S. Encore faut-il admettre que le gouvernement russe se contente de prodiguer aux républicains espagnols de bonnes paroles et d'attendre que la France fasse les premiers pas dans le sens de l'intervention. Les ministres français, qui acceptent le principe de faire partir pour l'Espagne une cinquantaine d'appareils destinés de toute manière à l'exportation ne pensent pas qu'il soit possible d'expédier du matériel d'aviation ou d'artillerie pris sur les réserves de l'armée. Blum est en droit de penser que, si on continue à pratiquer cette sorte d'interventions une telle politique ne présentera que des inconvénients diplomatiques, sans contrepartie notable : les républicains espagnols ne recevront que peu de matériel et sans doute pas de la meilleure qualité. Blum envisage alors de démissionner et ne renonce à son projet que sur l'insistance de ses amis espagnols de Los Rios et Asua.

La non-intervention

C'est dans ces conditions que le président du Conseil français prend l'initiative d'une proposition de non-immixtion dans les affaires intérieures de l'Espagne, proposition qui doit être soumise à toutes les grandes puissances ainsi, qu'aux petites puissances directement intéressées.

L'idée même de la non-immixtion ou plus exactement de la non-intervention est sans doute une idée généreuse, un principe libéral opposé au début du XIX^e siècle par l'Angleterre à l'interventionnisme actif de la Sainte-Alliance et du système de Metternich. Dans l'esprit du président du Conseil français, c'est aussi une idée politique : lier l'Allemagne et l'Italie par un accord international, auquel il leur sera difficile de se dérober, et les empêcher d'apporter à Franco un secours efficace. La proposition faite par le gouvernement français ou se bien manifesterait au grand jour la mauvaise volonté des puissances centrales et donnerait à la France par contrecoup une bien plus grande liberté d'action, ou bien arrêterait en fait l'intervention italo-allemande.

Si de plus on est décidé à ne pas faire la guerre ou si on ne se sent pas capable de la faire, ne faut-il pas l'empêcher de toute manière : « Quand on a la responsabilité de la paix et de la guerre, dit Delbos le 6 décembre, on n'a pas le droit de céder à des impulsions sentimentales, » Blum précise le lendemain : « Je crois qu'au mois d'août dernier l'Europe a été au bord de la guerre, et je crois qu'elle a été sauvée de la guerre par l'initiative française. »

En fait, le problème d'un accord international sur la question espagnole s'était posé dès le 1^{er} août. Le comte Welczeck envisage le 2 août, dans une lettre à son gouvernement, une action commune des quatre puissances européennes, Allemagne, Italie, Grande-Bretagne et France, « pour inviter les groupes combattants espagnols à déposer les armes ». Cette

10 Churchill. *Journal politique*.

11 Colette Audry. *Léon Blum ou la Politique du Juste*.

proposition n'aura pas de suite, mais, le 1^o août, le gouvernement français a lancé un appel aux autres pays pour les inviter à conclure un accord de non intervention dans le conflit espagnol. Cet appel était suivi de démarches diplomatiques auprès de chacune des capitales intéressées.

L'appui de la Grande-Bretagne à cette proposition était acquis d'avance; elle y voyait une approbation de l'attitude : stricte neutralité qu'elle avait observée jusque-là. Le memorandum adressé à ce sujet par le gouvernement conservateur précisait : « Le gouvernement britannique verrait avec plaisir la conclusion rapide d'un accord entre les puissances susceptibles de fournir des armes et des munitions à l'Espagne, afin qu'elles s'abstiennent de le faire et qu'elles empêchent la fourniture d'armes et de munitions au départ de leurs territoires respectifs. Le gouvernement britannique est toutefois d'avis qu'un accord de ce genre doit à l'origine, être accepté simultanément par des gouvernements comme ceux de France, d'Allemagne, d'Italie, du Portugal et de Grande-Bretagne, qui ont de grands intérêts matériels en Espagne ou une situation de proximité géographique. »

Mais pour aboutir à une déclaration simultanée, il faut l'accord sans réticence de l'Allemagne et de l'Italie. Or, contre toute évidence, le comte Ciano affirme le 3 août qu'il n'y a eu « aucune ingérence, même indirecte, du gouvernement fasciste », et se retranche, pour refuser de signer la déclaration française, derrière la nécessité de consulter le Duce, précisément absent. Le ministre allemand Neurath répond, de la même manière, que, ne s'immisçant pas dans les affaires intérieures de l'Espagne, le gouvernement allemand n'a à faire aucune déclaration et que, de toute façon, il faudrait inclure l'U.R.S.S. dans un accord éventuel. Ces réponses immédiates, et peut-être déjà concertées, préludent à une série de négociations confuses et de manœuvres dilatoires destinées en fait à gagner du temps et à permettre à l'Allemagne et à l'Italie de fournir aux nationalistes l'armement nécessaire pour remporter une victoire que l'on peut imaginer rapide à ce moment-là. Dans la réponse communiquée le 6 août par le ministre des Affaires étrangères italien à l'ambassadeur français de Chambrun, l'Italie pose trois problèmes,

En premier lieu, que faut-il entendre par « intervention » ? Est-ce que « la solidarité exprimée au moyen de manifestations publiques, campagnes de presse, souscriptions, enrôlement de volontaires ... ne constitue pas déjà une bruyante et dangereuse forme d'intervention » ? Les Italiens soulignent à ce propos l'attitude des presses française et russe, cherchant ainsi à montrer qu'il s'est constitué un bloc franco-soviétique contre lequel toute mesure prise serait d'ordre défensif. De la même manière, quand l'ambassadeur François-Poncet adresse au ministre des Affaires étrangères allemand des remontrances concernant l'aide apportée aux rebelles, Neurath lui rappelle sans cesse « les livraisons faites à l'Espagne ». Les puissances centrales ont marqué un premier point : accorder son appui au gouvernement légal de l'Espagne est placé sur le même plan que l'accorder aux insurgés.

La deuxième question italienne tend à faire préciser si l'engagement pris par les gouvernements liera seulement les États ou bien aussi les particuliers. Son intérêt réside dans le fait que l'intervention allemande et italienne s'abritait au départ derrière la fiction de ventes effectuées par des particuliers ou des sociétés privées.

Enfin le gouvernement italien pose le problème des « modalités de contrôle ». Cette objection est beaucoup plus sérieuse. Le projet français de déclaration ne prévoyait en effet que des « communications entre gouvernements », ce qui ne saurait constituer un contrôle réel des mesures prises. Ce contrôle était-il possible ? Le gouvernement français lui-même croyait-il absolument à son efficacité ou se serait-il contenté d'une affirmation de principe qui aurait rassuré l'opinion publique et rendu plus gênante une aide spectaculaire aux nationalistes ? En tout cas, il ne fait guère de doute que ni les Italiens, ni les Allemands n'auraient accepté un contrôle efficace. Leurs demandes ont essentiellement pour but de faire traîner les choses en longueur.

Berlin pose également des questions auxquelles le gouvernement français est incapable de répondre. Comme l'ambassadeur de France fait état de réponses favorables reçues d'un certain nombre de gouvernements, belge, anglais, hollandais, polonais, tchèque et surtout soviétique, Neurath insiste pour que soient obtenues également des promesses des États-Unis, de la Suède et de la Suisse, sachant que la Suisse se retranchera derrière sa neutralité et que les U.S.A. se refuseront toujours à une déclaration de principe qui heurterait nombre de sujets américains. Le gouvernement du III^e Reich demande aussi ce qui empêcha le Komintern d'agir, même si la Russie soviétique a pris, en ce qui la concerne, des engagements internationaux; quel contrôle exercer en effet sur un organisme international ? Enfin comment s'assurer que par la frontière française ne passeront pas des armes et des volontaires ? « J'ai exposé, écrit le 10 août le comte Velczek, que la France en tant que pays frontière, était dans une situation privilégiée et que l'exportation d'armes aussi bien que le passage des volontaires par les cols des Pyrénées étaient bien difficiles à contrôler par le gouvernement »¹². En fait, la frontière portugaise est tout aussi importante, mais il ne semble pas que le gouvernement français ait cru bon de soulever cet argument, sans doute par crainte de démontrer l'inefficacité ou l'insuffisance de son plan.

En dépit de ces objections, d'ailleurs, il n'apparaît pas que l'Allemagne ou l'Italie veuillent s'opposer formellement à un accord. Ni l'une, ni l'autre de ces puissances ne semble, à cette date, vraiment désireuse de déclencher un conflit européen. L'Allemagne n'est pas encore engagée à fond dans la guerre espagnole. Hitler ne pense pas qu'une interdiction de principe puisse gêner considérablement le trafic avec la rébellion. Aussi, le 17 août, le gouvernement allemand se déclare-t-il prêt à souscrire à l'accord proposé, sous réserve que la décision sera valable pour les autres États et pour les entreprises privées.

Pour lever ces objections constamment renouvelées, des démarches diplomatiques ont été entreprises par la France. La Suisse et les U.S.A., tout en refusant de signer un document quelconque, se sont déclarés prêts à appliquer l'embargo. Reste l'Italie qui cherche à différer la conclusion de l'accord, mais finit par admettre, en multipliant les réserves, le projet français. Son acceptation de principe est remise à l'ambassadeur de France le 21 août. Ainsi la plupart des puissances européennes ont souscrit au principe de non-immixtion, et même officiellement proclamé l'interdiction d'exporter des armes à destination de

l'Espagne. Les modérés français comme les conservateurs britanniques peuvent s'estimer satisfaits : les risques de conflit général diminuent.

Mais il faut encore répondre à l'objection italienne concernant les modalités de contrôle. A la vérité, le gouvernement italien tient assez peu à un contrôle sérieux. Aussi se borne-t-il à demander l'institution d'une commission formée de délégués des puissances et chargée de surveiller l'application de l'embargo. Personne ne songe à faire remarquer que cette commission prend là une autorité qui revient de droit à cet organisme international qu'est la Société des Nations. Peut-être l'échec de cette assemblée dans l'affaire éthiopienne est-il trop proche. C'est, en tout cas, un signe évident du discrédit dans lequel elle est tombée.

Le Comité de Londres

Toutes les puissances se déclarent d'accord sur le principe de la création d'un comité. Mais son rôle exact n'est pas défini. Pour le gouvernement français, il doit permettre d'établir entre les différents pays un contact permanent, et par conséquent un contrôle réel : il est donc nécessaire de le doter de pouvoirs politiques. Pour les gouvernements italien et allemand, qui n'ont pas l'intention de respecter les déclarations sur l'embargo, il faut éviter selon l'expression de Dicckhoff, « que cette institution ne devienne un organe politique permanent susceptible de nous créer des ennuis »¹³. Il y a contradiction entre les deux conceptions, mais l'intervention anglaise permettra d'arriver à un accord. L'entente est réalisée sur la définition du Comité comme « une simple réunion de fait des représentants diplomatiques », et, comme tel, n'ayant pas pouvoir de décision. Il est admis par les puissances intéressées que les délégués se contenteront « d'échanges de vue », qui pourront, dans certains cas, se transformer en examen plus précis des plaintes déposées. Enfin une satisfaction supplémentaire est donnée à l'Italie, avec le consentement formel de la France : le siège du Comité de non-intervention se trouvera à Londres, et non à Paris ou à Genève. Il est remarquable que l'initiative diplomatique prise par le gouvernement français dans les premiers jours d'août lui échappe à la fin du mois pour revenir aux Britanniques. « Le Comité et ses compétences, d'après le chargé d'affaires français à Berlin, sont plutôt d'invention anglaise »¹⁴.

Malgré la volonté d'apaisement dont ont fait preuve les gouvernements occidentaux, les négociations ont traîné pendant un mois, et c'est seulement le 9 septembre qu'a lieu à Londres la séance inaugurale du Comité sur l'embargo, dans la salle au nom symbolique de Locarno. Vingt-cinq puissances y sont représentées, dont la Lettonie et le Luxembourg, mais non le Portugal, qui avait pourtant accepté le principe de non-intervention.

Cette première séance a comme seul résultat pratique de donner au Comité sa dénomination définitive de « Comité international pour l'application de la non-intervention en Espagne ». Le chargé d'affaires allemand à Londres le prince Bismarck, en a gardé l'impression que ce qui importe à la France et à l'Angleterre n'est pas tant « de faire œuvre pratique que d'apaiser les esprits dans les partis de gauche des deux pays »¹⁵. Encore cette œuvre d'apaisement devait-elle être assez facile en Angleterre où, dès le 10 septembre, les Trade-Unions s'étaient prononcés contre toute intervention en Espagne, sur proposition de sir Walter Citrine, secrétaire général des Trade-Unions, et de Bevin, secrétaire de la fédération des transports. Au début du mois d'octobre, la conférence du parti travailliste, réunie à Edimbourg, approuvera cette prise de position, le vote par mandats permettant de dégager une majorité écrasante en faveur de la non-intervention.

Cependant, dès les premiers jours de ce même mois d'octobre 36, la situation internationale va se tendre de nouveau, en dépit des précautions prises par le Comité pour édulcorer les débats et ne pas provoquer des querelles trop vives. Les rapports se sont accumulés, qui tendent à prouver l'intervention constante dans le conflit de l'Italie et du Portugal, en dépit des engagements pris. C'est d'abord - et essentiellement - le dossier constitué par le gouvernement républicain espagnol et transmis à la Société des Nations. C'est le rapport publié le 4 octobre par une commission que dirigent trois députés britanniques, et concluant à une aide de l'Italie et du Portugal, postérieure à la formation du Comité. C'est enfin la décision prise par le gouvernement soviétique de rendre publique une violente attaque contre l'Allemagne, l'Italie et le Portugal, accusés de violer l'accord de non-intervention et menaçant de se retirer du Comité : « Le gouvernement soviétique ne peut en aucun cas, consentir à laisser transformer par certains participants l'accord de non-intervention en un paravent destiné à cacher l'assistance militaire aux rebelles ... En conséquence, le gouvernement soviétique se voit dans l'obligation de déclarer que, si ces violations ne cessent pas immédiatement, il se considérera comme libéré des engagements découlant de l'accord de non-intervention »¹⁶.

Cette déclaration russe est la première d'une série de notes rédigées officiellement à l'intention du Comité de Londres; elle va provoquer une vive émotion. Rien pourtant d'injustifiable dans ce communiqué. On ne peut nier les accusations qu'il renferme, et sa conclusion est parfaitement logique. Mais il était admis que les travaux du Comité de Londres devaient se poursuivre à huis-clos pour éviter l'animation et les dangers d'une discussion sur la place publique : en publiant son communiqué, Moscou rompt cette consigne du silence, et le fait sciemment.

D'un autre côté, les violations faites par les puissances fascistes au traité de non-immixtion sont déjà connues par les documents espagnols. Les Russes n'apportent rien de nouveau. Pourquoi ont-ils donc attendu pour faire cet éclat alors qu'ils étaient depuis longtemps au courant des faits ? Cela ne peut s'expliquer que si on admet au cours de la première quinzaine d'octobre un changement radical de la politique russe à l'égard du problème espagnol.

13 Archives de la Wilhelmstrasse.

14 *Ibid.*

15 Archives de la Wilhelmstrasse.

16 Note du 7 octobre 36; entre-temps, les protestations du gouvernement républicain avaient été transmises au Comité de Londres.

Quoi qu'il en soit, il n'y aura pas de rupture au cours de la séance « chargée et orageuse »¹⁷ du 10 octobre. Le président du Comité de non-intervention, Lord Plymouth, présente en son nom et en celui du gouvernement britannique les documents qui lui ont été remis. Il se heurte à une fin de non-recevoir des puissances mises en accusation qui se bornent à déclarer par la voix de leurs délégués que les faits contenus dans les déclarations espagnole et soviétique relèvent de la plus haute fantaisie. Le représentant portugais, qui siège maintenant au Comité, adopte une attitude encore plus brutale : il quitte la salle des séances, en précisant d'ailleurs qu'il ne cesse pas pour autant de faire partie du Comité ... Si les Russes ont voulu démontrer la totale impuissance de la commission de non-intervention ils ont pleinement réussi.

Une fois de plus, c'est le délégué français, Corbin, ambassadeur à Londres, qui sauve le Comité par sa modération; Il demande au gouvernement russe de proposer « les procédés qu'il envisage pour rendre le contrôle effectif ». « L'ardeur du premier ministre français à maintenir l'accord de non-intervention n'est l'objet d'aucun doute et son représentant a joué un rôle particulièrement salulaire dans les récentes discussions du comité », écrit le *Times* le 13 octobre. La séance est ajournée sans qu'il soit précisé quand devra avoir lieu la rencontre suivante, car il convient d'obtenir auparavant les réponses des trois gouvernements incriminés.

Or ces réponses se font attendre. C'est le moment des plus grands succès militaires de Franco, et un contrôle quelconque, notamment sur la frontière portugaise, en gênant l'arrivée des renforts et des armes, risquerait de compromettre la rapide victoire escomptée par les nationalistes. Dès le 6 octobre, le gouvernement russe avait demandé l'envoi d'une commission d'enquête sur la frontière hispano-portugaise; mais sans l'acceptation du Portugal, une telle mesure, serait-elle adoptée par le Comité de Londres, est inapplicable. Le délégué russe demande alors une surveillance des côtes portugaises. Cette nouvelle prétention se heurte à la réponse négative de Lord Plymouth. Dans ces conditions, il est difficile d'entrevoir une solution diplomatique.

L'aide apportée à partir du mois d'octobre par le gouvernement soviétique aux républicains espagnols servira de prétexte aux puissances de l'Axe pour relancer la discussion. A partir de ce moment, les séances du Comité de non-intervention seront occupées essentiellement par les accusations que se lancent les délégués de l'Allemagne et de l'Italie d'une part, le représentant russe de l'autre. Et, conclusion inattendue à ces discussions, le 10 novembre, le Comité de Londres décide que ces accusations ne sont pas prouvées. Qui pourrait prendre au sérieux une telle attitude ? Il suffit de lire les journaux pour y trouver de nombreuses informations sur les débarquements de troupes italiennes, l'arrivée des volontaires internationaux, l'emploi d'armes et de munitions aux deux partis. La non-immixtion est devenue une farce tragique.

Plans de contrôle

Pour essayer de reprendre le problème, le gouvernement britannique soumet au Comité un projet de contrôle du matériel de guerre destiné aux deux partis, qui prévoit une surveillance des chargements par terre et par mer. Ce projet, étudié le 12 novembre, sera finalement adopté le 2 décembre malgré l'abstention du Portugal. La longueur des négociations s'explique par une nouvelle manœuvre de l'Allemagne et de l'Italie; utilisant une tactique déjà employée avec succès, elles déclarent que les propositions britanniques sont insuffisantes et demandent, par surcroît, un contrôle aérien, dont il est inutile de souligner la vanité en l'absence de représentants de la commission de contrôle sur les aérodromes. Encore fallait-il, une fois le principe du contrôle accepté par les grandes puissances, et puisque la surveillance devait s'exercer aux frontières terrestres et dans les ports espagnols, obtenir l'accord des deux gouvernements espagnols, ce que l'on ne pouvait guère escompter.

Du reste, au cours de cette même séance du 2 décembre, un nouveau problème est soulevé, qui va désormais passer au premier plan des négociations, celui des volontaires. Il faut arrêter d'urgence, dit Blum à Welczeck, « l'afflux des combattants et du matériel de guerre »¹⁸. Ce caractère d'urgence ne doit pas être si évident aux grandes puissances, puisque les discussions vont durer tout le mois de décembre. Ce n'est certes pas la faute du gouvernement français; au contraire celui-ci se déclare prêt à consentir à « un contrôle non seulement de la frontière pyrénéenne, mais aussi bien de ses emplacements de troupes et de ses aérodromes, de ses fabriques d'armements et autres installations »¹⁹. Proposition inutile, car la France est bien la seule puissance à envisager un pareil sacrifice.

Pour en finir, le gouvernement britannique abandonne alors provisoirement son idée de contrôle et se borne à demander que chaque gouvernement interdise à ses nationaux, à dater du 4 Janvier 37, un engagement militaire en Espagne : même ce projet, si limité dans son application, ne parvient pas à être approuvé. La Russie refuse d'accepter une décision sans contrôle. L'Allemagne l'Italie et le Portugal déclarent qu'il ne faut pas résoudre partiellement le problème de l'intervention. A la fin de l'année 36, l'échec des pourparlers est tel que même les Britanniques renoncent à les poursuivre au sein du Comité de Londres et que le ministre des Affaires étrangères allemand envisage de « renoncer d'une façon générale à maintenir le système du comité ».

Cette lassitude générale n'empêchera pas les négociations de reprendre, lorsque, le 8 janvier, l'Allemagne et l'Italie, agissant en plein accord, adressent une réponse dans laquelle elles se disent « disposées à accepter que la question des volontaires forme l'objet, comme il était demandé d'un accord spécial qui en interdisse le recrutement et le départ à une date prochaine » : en fait, le gouvernement Italien, seul, reprendrait volontiers sa tactique d'atermoiement, mais il est obligé de compter avec son allié germanique. Celui-ci ne semble pas disposé à pousser les choses trop loin. Il juge que le Comité de non-intervention est un excellent paravent, qu'il faut se garder de démolir. Nombreux sont encore à Berlin les dirigeants qui apprécient l'attitude anglaise et ne tiennent pas à provoquer une querelle avec le gouvernement de Londres. Aussi, dans une

17 Cf. *Le Temps*.

18 Archives de la Wilhelmstrasse.

19 *Ibid*.

note remise le 25 janvier, les deux gouvernements déclarent-ils avoir déjà introduit une législation « les habilitant à interdire le départ des volontaires » : ils n'attendent qu'un accord des puissances pour la mettre en application. Cette bonne volonté est toutefois limitée par le fait que Berlin refuse de laisser opérer des agents de la Commission de contrôle dans des Ports allemands. Le contrôle à l'intérieur de l'Espagne est lui aussi exclu par suite des réponses négatives des nationalistes et des républicains.

Du moins pouvait-on enfin entrevoir une issue aux interminables discussions engagées depuis la formation du Comité. Le projet de contrôle aérien est abandonné d'un commun accord comme irréalisable. Le contrôle sur terre comme le contrôle sur mer doivent être efficaces et le gouvernement allemand, estimant que le dispositif germano-italien mis en place en Espagne est suffisant, réclame maintenant la multiplication du nombre des agents et des postes. Sans doute les cent cinquante inspecteurs, qui seront répartis sur la frontière française ne pourront à aucun moment arrêter totalement la contrebande. Et cela et encore plus vrai pour la frontière portugaise, plus facile à franchir, plus longue que la frontière française, et surveillée par un nombre égal d'inspecteurs ...

La surveillance maritime, elle, est confiée à une patrouille navale internationale²⁰. Mais, au lieu d'établir un contrôle commun, le projet a divisé la côte espagnole en cinq secteurs, chacun d'eux étant confié à la garde d'une des grandes puissances. Le 26 février, l'U.R.S.S., qui était chargée de la surveillance du golfe de Biscaye, renonce à sa participation au contrôle, étant sans doute peu désireuse d'occuper des farces navales déjà insuffisantes à une tâche manifestement inutile. D'ailleurs charger l'Allemagne et l'Italie de la surveillance sur mer, alors que l'Italie en particulier a largement contribué à fournir l'Espagne franquiste en navires de guerre, peut apparaître comme une dérision ...

Mais il est vrai que l'instauration d'un contrôle peut gêner les formes trop visibles d'intervention; et, pour la première fois, on est en droit de prendre au sérieux le Comité de Londres. Même le Portugal a fini par admettre la nécessité d'accepter un contrôle; l'accord anglo-portugais, réalisé le 21 février, prévoit, on l'a vu, l'utilisation de cent cinquante observateurs dans les ports et les points de transit. La date du 8 mars est même fixée pour le début de l'application des mesures de surveillance : dans un premier stade, les officiers chargés de la direction du contrôle arriveront sur les lieux ; mais leur travail ne deviendra effectif qu'après recrutement de tous les agents nécessaires.

Dans l'esprit du gouvernement britannique, il ne s'agit là que d'un premier pas. Arrêter l'afflux des volontaires vers l'Espagne en mars ou avril 37, alors que la guerre dure depuis près de neuf mois, est relativement facile, la plus grande partie des étrangers venus combattre en Espagne ayant déjà franchi la frontière. L'Angleterre propose donc, pour que soit réellement respecté le principe de non-intervention, de rappeler les volontaires dans leur pays d'origine. Sur ce point, toute possibilité d'entente est rapidement dissipée. Le représentant italien, Grandi, dont les excès de langage ont déjà souvent contribué à envenimer les discussions, déclare froidement, en pleine séance du Comité, que les volontaires italiens « ne quitteraient pas le sol espagnol avant la victoire complète et définitive de Franco ». La nouvelle de la défaite italienne à Guadalajara ne fait qu'accentuer cette position, Mussolini ne pouvant imaginer de quitter l'Espagne sur un échec si humiliant.

Ainsi, seule l'acceptation du contrôle terrestre et naval peut-elle limiter l'intervention des puissances dans le conflit espagnol. Mais l'entrée en vigueur du contrôle dans la nuit du 19 au 20 avril 1937 démontre rapidement l'inutilité de cette politique. Il y a neuf mois que la guerre d'Espagne est commencée. Il a fallu huit mois et demi de négociations pour arriver à un résultat dont les limites n'échappent à personne, et qui sera remis en question dès le mois de mai : huit mois et demi de discussion inefficace pour aboutir à un accord qui durera moins d'un mois et demi!

Derrière ces vaines palabres, il y a une réalité diplomatique beaucoup plus inquiétante. Nous en avons vu deux aspects : la formation de l'axe Rome-Berlin, bientôt suivi de la signature du pacte Anti-Komintern, auquel adhèrent, l'Allemagne, l'Italie et le Japon ; l'isolement de la France, qui hésite à suivre l'alliance russe, et qui cherche un appui anglais souvent réticent. Dès le 7 décembre, Blum reconnaît : « Un certain nombre de nos espérances et de nos prévisions ont été, en effet, trompées » Après le mois de décembre l'erreur politique française devrait apparaître encore plus nette, dans la mesure où l'intervention italo-allemande ne fait que s'affirmer davantage.

b. L'intervention italo-allemande

En Espagne, dès le moment où un complot a été organisé pour renverser le régime républicain, les monarchistes et les militaires ont naturellement pensé à l'aide que pourrait leur apporter l'Italie fasciste : cela malgré la répugnance que peuvent ressentir les monarchistes et les catholiques espagnols pour un régime qui s'est imposé par la force à la royauté, et dont l'accord avec l'Église reste toujours précaire. Il ne s'agit pas là d'une sympathie de principe, mais d'une communauté d'intérêts, c'est-à-dire quelque chose de bien plus fort.

Les premiers contacts remontent à plusieurs années²¹. L'aviateur Ansaldo, qui pilotait Sanjurjo lors de sa première tentative de pronunciamiento, comme il le fera le 20 juillet 36, a eu en 1932 une entrevue avec Balbo, et celui-ci a promis alors l'appui

²⁰ Elle doit s'exercer en principe à la limite des eaux territoriales (c'est-à-dire à 3 miles de la côte) et de la haute mer (10 miles de la côte) .

²¹ Ces contacts sont connus notamment par les livres d'Ansaldo et de Lizarza.

italien. Après l'échec du coup de force, Ansaldo va de nouveau à Rome en 1933, accom pagné de Calvo Sotelo.

La même année, le parti nazi prend le pouvoir en Allemagne. A la veille du *Movimiento*, Sanjurjo fait un voyage à Berlin pour s'assurer également du soutien d'Hitler. Des encouragements sont certainement venus de Berlin; mais le réarmement allemand n'en est encore qu'à ses débuts : il semble que le gouvernement du Reich, prudent, n'ait promis son appui que dans un délai de quelques jours après le début de l'insurrection. Malgré le désir qu'ont Rome et Berlin de voir s'installer à Madrid un régime sympathisant, il est évident que les deux gouvernements mesurent le risque d'un échec. Même le Portugal de Salazar, plus intéressé encore à la disparition de la République espagnole, dont le voisinage permet à la propagande de gauche de s'exercer dangereusement contre le gouvernement présidentiel, respecte certaines formes; et le terrain d'aviation d'où l'avion de Sanjurjo doit décoller au début de l'insurrection est un aérodrome de fortune, ce qui explique en partie l'accident dont le chef du *Movimiento* sera victime.

L'intervention italienne

L'Italie, cependant, a donné dès 1934 des assurances plus sérieuses. Le 31 mars, un accord a été conclu entre les chefs monarchistes espagnols et les représentants du gouvernement fasciste, et des promesses ont été faites concernant des fournitures de matériel. Dès le moment où une réussite, si partielle soit-elle, est assurée aux militaires rebelles, l'aide promise ne se fait pas attendre.

L'intervention italienne est donc, dès le début, rapide et massive. Par la suite, tout sera fait au cours de la guerre pour aider Franco et assurer sa victoire. Les chefs fascistes ont considéré en effet l'entreprise nationaliste comme une affaire personnelle. Mussolini voit dans une action en Espagne l'occasion d'exercer ses talents de chef militaire. Il multiplie les conférences militaires, donne ses ordres à la marine italienne pour que les « sous-marins empêchent les navires d'arriver dans les ports rouges ». Son propre fils, Bruno, ira exercer ses talents d'aviateur aux Baléares.

Le gouvernement du Duce fait de la victoire en Espagne une question de prestige. Cette guerre est à la fois l'occasion de faire triompher les armes italiennes devant un autre adversaire que les tribus éthiopiennes et de créer des bases stratégiques importantes en Méditerranée. Ainsi apparaît la double politique italienne qui cherche à s'imposer dans les Balkans et en Espagne, en Méditerranée orientale comme en Méditerranée occidentale. La puissance de l'intervention italienne ne s'explique pas par des considérations idéologiques. Certes le combat contre le « bolchevisme » se poursuit en Espagne et la lutte des soldats italiens y est présentée comme celle des « croisés de l'idéal ». Mais ce n'est là qu'une façade. Pour Mussolini, la suprématie, en Méditerranée est vitale. Et l'axe Rome-Berlin ne pourra se former qu'après l'assurance donnée par les Allemands qu'ils n'ont aucune ambition dans cette région.

L'enjeu est d'importance. Un effort considérable a été fait pour en convaincre la population italienne; mais celle-ci reste visiblement réticente. Même de hauts fonctionnaires, comme le ministre de la Marine Cavnari, ne montrent pas l'enthousiasme que le Duce voudrait leur communiquer. Si le fascisme s'est lancé sans réserve dans l'aventure espagnole, la masse italienne n'a pas suivi.

Les troupes envoyées en Espagne ont pu être composées en partie de volontaires, pris en particulier parmi les officiers d'active. Les mémoires de Ciano sont là pour en témoigner : « Cupini m'a demandé un commandement en Espagne, et je lui ai donné satisfaction sur-le-champ. » Mais le nom donné aux forces italiennes de *Corpo truppe volontarie* (C.T.V.) ne doit pas abuser : un recrutement est organisé très officiellement dans les bureaux militaires et les sièges des *fasci*, où il n'est jamais question que de départ vers l'Abyssinie ou pour une « destination inconnue ». Et la plupart des soldats destinés à l'Espagne sont vraisemblablement désignés d'office parmi les troupes déjà entraînées : au début il s'agit en majeure partie de celles qui ont fait la campagne d'Ethiopie.

En tout cas, il ne s'agit pas de groupes isolés, mais d'un véritable corps expéditionnaire, avec ses drapeaux, ses chefs : c'est d'abord le général Roatta qui exerce le commandement; il le cédera pendant la campagne de Biscaye à Bastico, que remplaceront plus tard Berti, puis Gambara. Bien que son utilisation au combat soit toujours du ressort du quartier-général de Salamanque, le C.T.V. garde sa personnalité.

Les soldats italiens ne sont arrivés en grand nombre en Espagne qu'à partir de novembre 36, lorsque leur présence s'est révélée nécessaire pour assurer un succès rapide aux nationalistes. Mais, dès ce moment, l'effort réalisé est considérable. Le 29 décembre, Hassel signale le départ de 3 000 « chemises noires », précédées et suivies d'un contingent de 1 500 spécialistes. Le 14 janvier 37, il annonce un nouveau renfort de 4 000 hommes. On prépare en même temps l'envoi d'une division, qui doit partir entre le 22 et le 26 janvier.

Ces expéditions vont amener en Espagne, avant le début de février 37, plus de 50 000 hommes et permettre de former et d'équiper quatre divisions. Plus tard, le nombre des Italiens combattant en Espagne sera légèrement inférieur : Mussolini parle à Goering, fin janvier 1938, de 44 000 hommes ; le 1^{er} juillet 38, d'après l'ambassade allemande, ils sont 40 075, auxquels il faut ajouter quelques jours plus tard 8 000 hommes envoyés en renfort : au total, nous retrouvons un chiffre voisin de 50 000 hommes. Si on y ajoute les spécialistes non dénombrés et si on pense que les quatre divisions présentes à Guadalajara ont été réduites à deux par la suite, il faut admettre qu'en mars 37, époque où les Italiens ont été les plus nombreux, ils ne doivent pas être moins de 70 000. Eden a parlé de 60 000, et il est certainement au-dessous de la vérité. Cet appoint apparaît d'autant plus important qu'à la même époque les forces que Franco et Mola peuvent mettre en ligne ne doivent pas dépasser 250 000 hommes.

Les techniciens ont été nécessaires au début du conflit pour l'utilisation du matériel aérien destiné à permettre aux troupes de Franco de passer le détroit de Gibraltar. Il faut aller vite et le temps manque pour instruire des aviateurs espagnols. Les avions de transport et de bombardement qui affluent au Maroc, puis à Séville, sont accompagnés de leurs équipages. Il est

certain que la présence de ces avions en nombre relativement élevé - on a pu voir six bombardiers Caproni en même temps sur le terrain de Séville²² - ainsi que de sous-marins italiens a contribué efficacement au transport des troupes maures et de la Légion.

C'est aussi la présence d'avions italiens aux Baléares qui a permis aux nationalistes de repousser la tentative de reconquête tentée sur Majorque par des troupes gouvernementales assez bien armées, mais dépourvues de toute défense anti-aérienne. A partir de ce moment, l'île de Majorque est la principale base des avions « légionnaires » italiens, qu'il convient de distinguer des avions directement remis aux franquistes. Les Italiens, indique Mussolini à Ribbentrop, ont à Majorque trois terrains d'aviation et des navires en permanence. C'est de cette île que partiront les appareils qui effectueront à partir de 38 des raids presque quotidiens sur Valence et Barcelone. Mussolini et Ciano ont certainement vu dans l'occupation de Majorque l'établissement d'une base stratégique qui doit, par sa position, renforcer considérablement la puissance italienne en Méditerranée. Cependant, à aucun moment, il n'a été question du côté espagnol de céder ce territoire; Franco tient au contraire à marquer dans toutes ses déclarations qu'il ne tolérera aucun empiètement étranger sur le territoire espagnol. Il y a là sans doute un premier malentendu qui contribue à faire comprendre les nombreuses plaintes italiennes au sujet des dépenses engagées pour les nationalistes espagnols et jamais remboursées.

L'Italie ne se borne pas d'ailleurs à l'envoi d'avions, bombardiers Caproni ou Savoia-Marchetti, chasseurs Fiat ou Arado - elle en livrera en tout plus de 700 -, dont la présence, pour précieuse qu'elle soit, ne saurait suffire à donner la victoire aux troupes de Franco. Après les premiers échecs, Rome portera son effort dans le domaine naval. Sur ce dernier point, l'aide italienne va s'intensifier considérablement : livraison de deux sous-marins et de deux contre-torpilleurs fin août 37, d'après les Mémoires de Ciano, de quatre nouveaux sous-marins en septembre, etc. ... S'il n'est guère possible, en se fondant sur des sources trop souvent contradictoires, d'établir un bilan exact de l'aide matérielle reçue par les nationalistes, on peut retenir comme base certains chiffres cités par le colonel Vivaldi : 1 930 canons, plus de 10 000 armes automatiques, 950 chars. Blindés et artillerie accompagnent les troupes qui vont pouvoir être engagées à partir de février 37.

Participation des italiens aux opérations militaires

Le rassemblement des divisions italiennes s'effectue autour de Séville au cours des premiers mois de l'année 37, avant qu'elles ne soient dirigées vers les deux fronts séparés du Sud et de Madrid. L'ambassadeur allemand à Salamanque, Faupel, note le 7 janvier qu'il y a 4 000 « chemises noires » à Séville ; 2 000 autres sont en route vers ce point de rassemblement. Il escompte que l'ensemble de ces troupes pourra être engagé dans un délai de quinze jours. En fait, il y aura un léger retard. Et Roatta ne peut guère mettre plus de 5 000 hommes à la disposition de l'état-major du Sud pour la première opération à laquelle vont participer des troupes du C.T.V. Il ne s'agit que d'une petite manœuvre locale, qui aboutit à l'occupation d'Estepona, dans le secteur de Malaga, le 15 janvier, et de Marbella le 17. La grande opération envisagée contre Malaga est remise, pour quelques jours seulement d'ailleurs, car, dès le 18 janvier, Faupel signale autour de Séville 20 000 hommes avec deux groupes d'artillerie et 1 800 camions.

Il est normal que les Italiens, armés et équipés dans le Sud, aient été placés sous le commandement du général Queipo de Llano pour participer à la seule opération d'envergure qui ait été entreprise pendant toute la durée de la guerre dans ce secteur. D'autre part, la manœuvre, projetée depuis décembre, ne paraît pas devoir présenter de difficultés majeures, malgré le relief montagneux; ce sera donc un excellent test pour les forces de Roatta. Bien que le défenseur de Malaga, le colonel Villalba, ne dispose pas de troupes solidement organisées, qu'il manque d'armes et spécialement d'artillerie, l'armée du Sud a soigneusement préparé son offensive. Le plan trop audacieux qui, visant Motril, aurait tenté d'encercler les défenseurs de Malaga, a été abandonné au profit d'une manœuvre convergente : les troupes espagnoles avancent le long de la côte, tandis que trois colonnes italiennes partant d'Antequera, où Roatta a installé son quartier-général, de Loja et d'Alhama, se dirigent de l'intérieur vers la ville. Le long de la côte, les croiseurs *Canarias* (d'où Queipo surveille les opérations) et *Baleares* appuient l'offensive. Les forces engagées par Roatta sont encore limitées : trois régiments italiens, deux régiments mixtes, deux compagnies de chars, appuyés par l'aviation basée à Séville.

L'offensive contre Malaga (février 37)

La bataille de Malaga peut être considérée comme une des premières opérations-éclair réalisées grâce aux moyens mécanisés dont disposent les assaillants. L'offensive a commencé le 3 février, mais il n'y a pas eu de véritable contact avant le 5, preuve de la faiblesse de la défense républicaine. Dans l'après-midi du 5, les blindés ont profondément pénétré le long de la route Antequera-Malaga. Malgré le mauvais temps qui retarde les opérations et empêche l'aviation d'intervenir dans les premières heures, la victoire est extrêmement rapide. Le 8 au matin, les premières troupes nationalistes font leur entrée dans Malaga; le 10, Motril est occupé. Des milliers de prisonniers, des dizaines de milliers de réfugiés encombrant les routes et facilitant l'avance des Italiens, la débandade générale de l'armée républicaine, voilà un résultat encourageant pour le C.T.V. L'occupation de Malaga est d'une importance considérable sur le plan politique parce qu'il s'agit d'une ville « rouge », mais c'est aussi une base de ravitaillement essentielle. Les Italiens vont pouvoir équiper plus facilement leurs divisions, qui sont maintenant toutes dirigées vers Madrid.

L'importance des forces italiennes rend à peu près impossible un camouflage de l'aide matérielle et humaine apportée alors à Franco. Aussi, depuis la prise de Malaga, Rome ne cherche-t-elle plus à cacher son intervention. L'accent est mis au contraire sur le fait que l'opération a été réalisée avec les « volontaires », que ce sont les chars d'assaut et l'infanterie italienne qui ont atteint et dépassé la ville. Même dans la prudente Angleterre, le *Manchester Guardian* n'hésite pas à qualifier la bataille de Malaga de victoire italienne.

Le 9 mars, l'attaque commence dans le secteur de Guadalajara. Aux quatre divisions entièrement italiennes, commandées par les généraux Rossi, Coppi, Nuvolari, Bergonzoli, sont venues s'ajouter les brigades mixtes des « Flèches », Flèches bleues et Flèches noires, dont les cadres sont fournis par des officiers italiens. Ces contingents espagnols sous commandement italien subsisteront jusqu'à la fin de la guerre et ne cesseront d'être en contact avec le C.T.V., au point que, dans les derniers mois, les Flèches seront incorporées au C.T.V.

Au début de la bataille de Guadalajara, l'offensive est menée, avec l'appui de la division espagnole Moscardo, par les divisions Coppi et Nuvolari, munies d'un matériel important comprenant notamment des tanks légers. Les deux autres divisions italiennes restent en réserve. Mais la manœuvre prend de l'ampleur, et c'est bientôt l'ensemble des forces du C.T.V. qui se trouve engagé, avec deux cents chars d'assaut. On en connaît le résultat. C'est l'échec, la débandade, dont il ne faut pas exagérer les conséquences militaires, mais qui porte un rude coup au moral des Italiens. Mussolini attendait beaucoup du C.T.V. « La déroute des forces internationales. écrivait-il à Mancini, sera un succès de grande portée politique aussi bien que militaire. » Le 2 mars, le Grand Conseil fasciste salue la proche victoire qui doit marquer « la fin de tous les desseins bolcheviks sur l'Occident ». Le 9 mars encore, les Italiens se moquent de leurs alliés espagnols : « Pourquoi tant de mois pour prendre une ville sans défense ? »

Mais la résistance acharnée de l'adversaire, sa propagande par tracts et haut-parleurs, atteignent vite le moral des légionnaires qui se croient partis pour une marche triomphale. Le 16, les officiers se voient rappeler leurs responsabilités : « Les troupes manquent d'élan », ont « tendance à surestimer l'adversaire. » Il convient de créer « un état d'exaltation » en leur montrant que leurs ennemis sont « les frères de ceux que les escouades fascistes ont rossés sur les routes d'Italie ». Mais, quelques jours plus tard, la situation s'est encore détériorée. Des « chemises noires » se blessent volontairement, d'autres désertent. « Même les troupes les meilleures et les plus braves ont des poltrons dans leurs rangs. » Il est trop tard pour arrêter la fuite. Le commandement Italien demande lui-même à Franco de relever le C.T.V.

Cette défaite, après les vantardises des dirigeants italiens, a provoqué les plaisanteries de leurs alliés ; les Allemands de Salamanque disent que, tout juifs et communistes qu'ils soient, les hommes de la 11^e brigade se battent comme des Allemands et savent rosser les Italiens. Les hommes de Moscardo les chansonnent :

*Guadalajara n'est pas l'Abyssinie.
Les Espagnols, même rouges, sont vaillants.
Moins de camions et plus de c ...*

Mais il y a plus grave que les chansons ou même les incidents qui peuvent éclater entre Espagnols et légionnaires - comme à Tanger, le 26 mars. Guadalajara a été une lourde défaite pour le fascisme. Les Italiens ont montré qu'ils ne sont pas prêts à mourir pour l'idéal mussolinien.

Le haut-commandement italien, déçu, accepte de limiter la puissance offensive du corps expéditionnaire. Les quatre divisions italiennes sont réduites à deux, la *Littorio* et la *23 mars* ; seules les brigades des Flèches sont maintenues telles quelles. Les farces ainsi reconstituées offriront une plus grande capacité de résistance. Les inutiles et les incapables ne seront plus mis en ligne. A partir de cette date, l'Italie n'enverra plus de contingents importants, sinon pour remplacer les pertes subies. Celles-ci sont lourdes : plus de 1 500 tués et blessés à Guadalajara. Au cours des vingt premiers mois de la guerre, les Italiens ont eu en Espagne 11 552 hommes tués, blessés ou disparus²³. Il y aura au total 6 000 morts.

Ces pertes s'ajoutent naturellement à l'amertume née des échecs. Les dirigeants et les généraux italiens, qui ont préconisé une intervention massive dans l'espoir de grands succès militaires et d'une victoire rapide, se demandent si leurs troupes doivent rester en Espagne. Ils rejettent à leur tour sur le commandement espagnol la responsabilité des erreurs commises. « Nos généraux sont inquiets, et ils ont raison », dit Ciano²⁴. Mussolini lui-même manifeste son impatience. A plusieurs reprises à partir de décembre 37, il est question d'un retrait des volontaires. Mais il s'agit surtout de manifestations de mauvaise humeur. Les intérêts italiens dans cette affaire sont trop grands pour qu'il soit sérieusement question de les abandonner. En définitive, le C.T.V. restera jusqu'au bout « pour donner la preuve de la solidarité italienne »²⁵.

Les dettes italiennes

Les Italiens participeront donc au triomphe de Franco. Mais ils l'auront lourdement payé, non seulement par les pertes en vies humaines, par l'abandon d'une grande partie du matériel lourd, mais aussi par les sommes considérables engagées dans l'opération. « Mancini m'a dit, rapporte Faupel dès le 18 janvier 37, que l'Italie avait engagé jusqu'ici 800 millions de liras dans l'affaire espagnole »²⁶. Mussolini lui-même déclare, au cours d'un entretien avec Goering, que les dépenses à la fin de la même année 37 sont de quatre milliards et demi de liras²⁷. Elles atteindront quatorze milliards à la fin de la guerre. Une partie des sommes ainsi dépensées sera remboursée par le gouvernement nationaliste, mais une partie seulement. Les Italiens songèrent alors à rechercher une compensation dans d'éventuels avantages économiques. Mais, là aussi, les résultats furent décevants. Au début de 1937, Mancini se plaignait de ce que l'Italie n'ait, « pour ainsi dire, retiré aucun profit de

23 Dont 2 352 tués et 198 disparus.

24 *Journal* du comte Ciano.

25 Il sera engagé dans de nombreuses opérations, sur le front Nord, à Bilbao et Sautander, dans l'attaque de rupture au nord de Teruel et dans les combats de la boucle de l'Ebre. Cf. Extraits de la presse italienne de mars 38 cités par Jacquelin.

26 Archives de la Wilhelmstrasse.

27 Entrevue Mussolini-Goering, de novembre 37, rapportée par Ciano.

l'Espagne »²⁸.

Les relations commerciales s'amélioreront plus tard. Ciano note avec satisfaction en novembre 37 l'arrivée de 100 000 tonnes de fer, dont le besoin se fait particulièrement sentir dans l'industrie de guerre italienne. D'autres compensations peuvent encore être envisagées : « Il y a aussi, selon Mussolini, un problème politique »²⁹. Les Italiens veulent « que l'Espagne nationaliste, sauvée par des secours de toute nature italiens et allemands, demeure étroitement liée à leur système ». D'autre part l'aspect financier du problème est lié aussi à l'aspect politique. « C'est seulement si l'Espagne demeure dans notre système que nous pourrions être complètement indemnisés. » Ce système, c'est l'axe germano-italien. Mussolini envisage dès ce moment l'entrée de l'Espagne franquiste dans le pacte Antikomintern.

Mais, sur un plan pratique, les résultats des négociations politiques entre Rame et Burgos sont minces. L'espoir d'installer des bases stratégiques en Espagne est déçu. Le seul point important marqué par l'Italie est l'accord du 28 novembre 36, dont le but est officiellement de « développer et de renforcer » les rapports entre les deux pays. L'accord comprend en premier lieu un pacte méditerranéen : les deux puissances doivent pratiquer une politique commune et se prêter un mutuel appui en Méditerranée occidentale; s'y ajoutent un pacte de non-agression, une promesse de neutralité bienveillante en cas de conflit, enfin une promesse d'entente économique, sanctionnée par l'application au pays co-signataire d'un tarif préférentiel. Il n'en est pas moins remarquable que le premier engagement auquel souscrive l'Italie, en signant le protocole, soit de donner à l'Espagne « son aide et son appui pour la conservation de l'indépendance et de l'intégrité du pays, tant de la métropole que des colonies ». C'est l'abandon pour l'Italie de tout espoir de recevoir, en échange de ses dépenses non remboursées, une compensation territoriale. « Nous donnons notre sang pour l'Espagne, cela ne suffit-il pas ? », demande Ciano en mars 38. A vrai dire, l'Italie a donné aussi beaucoup d'argent, en vain.

L'intervention allemande

En ce domaine du moins, la modération allemande contraste avec l'imprudence du gouvernement fasciste. Certes, l'Allemagne a moins d'intérêt immédiat en Méditerranée que l'Italie, et pour son gouvernement la victoire totale de Franco n'est pas absolument nécessaire. Il est sans doute exact que Berlin ne cherche en Espagne aucun avantage politique, car les Allemands ne se font aucune illusion à ce sujet : ils n'imaginent pas que le national-socialisme puisse jamais être introduit en Espagne, et la sympathie des dirigeants allemands envers Franco restera toujours extrêmement nuancée. Aussi considérerait-on à Berlin comme une solution satisfaisante un accord qui éliminerait l'extrême-gauche et éloignerait l'Espagne d'une alliance avec l'Occident. De même un des intérêts de la guerre est-il de « dévoiler » l'opposition naturelle qui existe entre l'Italie et la France.

De plus, les milieux militaires n'ont pas une confiance illimitée dans les capacités des généraux espagnols, y compris Franco. Sur ce point d'ailleurs, les états-majors italien et allemand sont absolument d'accord et ne se privent pas pour faire parvenir à Burgos des conseils généralement peu suivis. En tout cas, la Wehrmacht ne désire pas engager des forces trop importantes dans une aventure qu'elle considère sans issue.

Sans doute le gouvernement nazi est-il intéressé au succès final de Franco. Mais son aide en hommes sera toujours assez faible. Selon le général Sperrle, en novembre 36, 6 500 Allemands sont arrivés à Cadix. Mais cette arrivée massive est exceptionnelle. Les Allemands ne seront jamais beaucoup plus de 10 000 hommes. Ce sont souvent des spécialistes et des cadres. Certains officiers ou sous-officiers sont destinés à former les cadres espagnols, en particulier à assurer l'entraînement des phalangistes. La lettre écrite de Salamanque, le 10 décembre 36, par l'ambassadeur Faupel en témoigne : « Je demande de la façon la plus pressante le plus grand nombre possible d'officiers ou de sous-officiers parlant espagnol, réservistes. Je demande qu'on détache le commandant Von Issendorf de l'inspection de la cavalerie pour prendre la direction de la formation de la Phalange. Egalement envoyer le commandant en retraite Von Frantzius, de l'Institut ibéro-américain³⁰, comme chef d'une formation d'école d'infanterie, le commandant en retraite Siber pour qu'il prenne en mains la formation des unités de renseignements. » L'arrivée de ces cadres et sans doute de quelques renforts, dans le courant de janvier 37, explique les remerciements adressés par Franco à Rome et à Berlin.

Les officiers dont il est question ici serviront dans les unités espagnoles. Mais la plupart des techniciens allemands sont groupés dans une formation particulière, la « légion Condor ». Organisée à partir de novembre 36, lorsque la résistance républicaine se fait plus intense, elle est née de la présence, avant cette date, d'un groupe de techniciens, comprenant en particulier des spécialistes d'artillerie anti-aérienne, et des aviateurs. Berlin a accepté d'envoyer du personnel, mais posé des conditions impératives : les formations allemandes seront placées sous la direction d'un chef allemand, seul conseiller de Franco en ce qui les concerne. Un commandement allemand s'installe effectivement à l'hôtel Maria-Christina à Séville, sous la direction du colonel Warlimont. Ainsi se constitue cette force efficace dont l'essentiel est constitué par l'aviation : un groupe de bombardiers, un groupe de chasse, une escadrille renforcée de reconnaissance. Trois régiments de D.C.A., plusieurs unités de transmission et quelques détachements de l'armée de terre et de la marine, quatre compagnies de tanks comprenant chacune douze chars et une compagnie de détecteurs, y sont adjoints. Le commandement est exercé par des aviateurs : Sperrle, puis Von Richthofen.

Le recrutement en est soigneusement organisé. Il existe à Berlin un état-major W ... , dont le chef est le général d'aviation Wilberg. Les hommes de la légion Condor ont été certainement désignés d'office, mais les avantages qui leur sont accordés,

28 Archives de la Wilhelmstrasse.

29 Cité par Ciano.

30 Faupel était lui-même, lorsqu'il fut choisi comme ambassadeur en Espagne, directeur de l'Institut Ibéro-américain de Berlin depuis 1934. Il est intéressant de noter le recrutement des agents allemands à partir d'organismes officiels.

une forte solde et l'attrait de l'aventure ont souvent représenté pour eux un argument déterminant. L'aviateur Galland raconte comment il a été choisi pour l'Espagne, comme beaucoup de ses camarades qui disparaissaient brusquement pendant une période de six mois. Il est convoqué au bureau W ... , qui se charge d'organiser le départ des « volontaires » et fournit les vêtements civils, les papiers et l'argent nécessaire. Les aviateurs partent sous le paisible aspect de touristes envoyés en congés payés par l'organisation « Le Travail par la Joie ». Leur adresse postale reste Berlin. Désigné d'office, Galland n'en est pas moins satisfait de son sort et semble trouver fort intéressant de participer à la guerre espagnole. Arrivé en Espagne, de nouveau en tenue militaire dans un uniforme brun-olive, il est enfin incorporé dans la légion Condor. Avec son groupe de chasse, il se déplacera d'un front à l'autre au gré des combats, toujours là où le danger est le plus précis : les aviateurs allemands se sont eux-mêmes surnommés « les pompiers de Franco ». Le Caudillo a d'ailleurs reconnu la valeur de leur aide ; il la soulignera en particulier dans un discours adressé au dernier commandant de la légion Condor, Von Richthofen, à l'occasion de son défilé d'adieu. L'efficacité de cet appui, bien qu'il soit moins important que celui de l'Italie, s'explique notamment par l'organisation parfaite qui a présidé à cette entreprise et par la valeur du matériel allemand mis au service de l'armée nationaliste.

La guerre d'Espagne a en effet permis de vérifier l'efficacité de ce matériel. L'aide en armement fourni par l'Allemagne dépasse évidemment de beaucoup l'équipement de la légion Condor. En fait, une grande partie du matériel dont disposent les nationalistes est d'origine allemande. Franco a, à Berlin, un homme de confiance chargé de donner, avant même la reconnaissance du gouvernement nationaliste, tous les détails nécessaires sur les besoins en armes et en munitions de l'armée franquiste. Le matériel arrive d'abord par les ports de Galice ou du Sud contrôlés par les nationalistes ou bien par le Portugal, où sont signalés le 22 août 36 les vapeurs *Kamerun* et *Wigbert*. Après la proclamation de l'embargo sur les armes destinées à l'Espagne, il est même question de les faire passer par la Hollande. Mais ces détours sont bien compliqués alors que le gouvernement allemand a été averti de l'urgence des besoins nationalistes : « C'est la supériorité du matériel qui emportera la décision », écrit Voelckers dès septembre 36. Aussi les transports de munitions prendront-ils une voie plus directe. Si, d'après le général Sperrle, il n'y a encore en novembre 36 qu'une escadrille de bombardiers Junker 52 une de chasseurs Heinkel 51, une d'hydravions Heinkel et une batterie de canons de 88, anti-aérienne, par la suite viennent s'y ajouter des groupes d'aviation - quatre escadrilles de douze avions de bombardement, un groupe égal de chasse, douze appareils de reconnaissance -, des compagnies du génie, des batteries lourdes anti-aériennes, des trains de projecteurs ...

Cette force très utile sans doute dans les premiers mois de la guerre, devient insuffisante lorsque le matériel russe commence à son tour à arriver chez les républicains. Les premiers avions allemands sont lents et les combats de la guerre d'Espagne font apparaître leurs défauts en comparaison avec les appareils russes, ou même avec les Savoia-Marchetti italiens. Cependant, peu de temps après l'arrivée de Galland en Espagne, au début de mai 37, de nouveaux appareils arrivent d'Allemagne. Les bombardiers sont les Heinkel 111 et les Dornier 17, les chasseurs, qui assureront à l'aviation franquiste une totale supériorité aérienne, sont les plus rapides et les plus maniables des avions utilisés pendant le conflit, les Messerschmitt 109, qui réapparaîtront au cours des campagnes de Pologne et de France.

La Hisma

Matériel et munitions allemands continuent à être expédiés vers l'Espagne pendant toute la durée de la guerre, sauf pendant la courte période de la crise tchécoslovaque de septembre-octobre 38. Une véritable entreprise commerciale a été montée par les Allemands, qui ne négligent pas de donner à l'affaire espagnole une certaine rentabilité. Certes, c'est Hitler qui dirige personnellement les opérations et prend les décisions importantes, comme le fit Mussolini en Italie. Mais, une fois les ordres donnés, leur exécution est aux mains de l'organisation pour l'étranger, *l'Auslandsorganisation*. L'amiral Canaris, chef de *l'Abwehr*, c'est-à-dire des services de renseignement allemands, en assume la direction : mais c'est un membre de l'organisation, Johannes Bernhardt, homme d'affaires résidant au Maroc, qui joue en Espagne le principal rôle. Bernhardt a créé, pour faciliter l'aide de l'Allemagne à Franco, une compagnie de transports, la *Hispano-Marroqui de Transportes* (en abrégé, *Hisma Limited*), dont la première opération, le 2 août, est un transport de troupes marocaines en Espagne.

A la Hisma fonctionnant en Espagne correspond une compagnie d'exportation installée en Allemagne, avec le concours du général Goering³¹, la Rowak. L'installation du tandem Hisma-Rowak permet d'éviter la multiplicité des transactions et les déplacements trop voyants des représentants de Franco et de Mola à Berlin. Désormais toute expédition de matériel passera par ces compagnies. La Hisma en particulier achemine le matériel de guerre déchargé à Lisbonne ou dans les ports nationalistes. Mais le trafic dépasse bientôt le cadre d'une simple expédition de matériel, et la firme ne cesse de se développer. En octobre 36, Von Jagwitz, l'homme de confiance de Goering, qui dirige la Rowak pour le compte de *l'Auslandsorganisation*, installe ses bureaux dans douze pièces de la *Columbus Haus*, à Berlin. Une flotte est désormais à la disposition de l'organisation.

La puissance de cette entreprise et l'autorité réelle dont dispose Bernhardt tant à Berlin que dans les milieux nationalistes ont permis en fait au représentant de la Hisma d'agir pour le mieux des intérêts allemands en Espagne. Un des soucis les plus constants du gouvernement de Berlin est en effet de faire reconnaître par Franco les dettes que Burgos devra payer. Dès octobre 37, Stohrer évalue les dépenses ou pertes en argent subies par l'Allemagne jusqu'alors, afin d'en présenter la note au gouvernement nationaliste : « Les dommages subis par les Allemands sont évalués à 90 millions de marks, plus un découvert pour fournitures à l'Espagne de 70 millions de marks. » Vers la fin de la guerre, le sous-secrétaire Weizsäcker fait de nouveau le compte des dépenses engagées : il ne s'agit plus ici de dommages subis par des particuliers, mais bien des frais d'entretien de la légion Condor jusqu'en novembre 38 ; d'une part les dépenses de personnel, 75 millions de reichsmarks, d'autre part les frais de matériel et d'équipement, beaucoup plus importants, puisqu'ils se montent à plus de 190 millions de reichsmarks ; il

31 Goering s'occupera d'ailleurs personnellement de tout ce qui concerne la guerre d'Espagne, tant des négociations économiques que de l'appui aérien.

faut croire que cette évaluation est encore très au-dessous de la réalité, puisque une note de Sabath déclare que les dépenses totales se montent à 500 millions de reichsmarks³².

Ce que demande Berlin n'est pour le moment qu'une reconnaissance de dettes. Les Allemands entendent se faire payer, mais pas forcément en argent. L'Espagne nationaliste est d'ailleurs incapable en 1939 de rendre les sommes dues à l'Italie et à l'Allemagne. Tout ce qu'elle peut faire - et elle le fera à l'égard de Berlin -, c'est d'accepter le principe d'un remboursement par annuités. Il est remarquable à cet égard que l'Allemagne ait obtenu plus complète satisfaction que l'Italie.

En réalité, les prétentions de Berlin sont à la fois plus vagues et plus larges. Il s'agit de la « restauration du germanisme en Espagne ». Une note de Stöhrer, du 14 avril 1939, fait le bilan de la pénétration allemande en Espagne : accord de police, accord culturel de janvier 39, qui assure aux deux parties contractantes des avantages considérables, création d'instituts culturels bénéficiant d'allègements fiscaux, d'écoles allemandes en Espagne qui pourront délivrer des diplômes au même titre que les écoles supérieures en Allemagne, coopération culturelle assurée par des échanges d'étudiants, de professeurs et d'assistants, communication d'émissions radiophoniques, de films, mais aussi assurance que certaines œuvres littéraires proscrites pour des raisons politiques dans chacun des pays le seront dans l'autre.

Il faut placer également dans ce bilan positif la promesse d'un traitement préférentiel accordé aux Allemands rentrant en Espagne pour reprendre leur travail, le traité d'amitié germano-espagnol sur lequel nous aurons l'occasion de revenir et l'adhésion de l'Espagne au pacte Antikomintern, qui est un succès commun pour l'Italie et l'Allemagne.

Economiquement, il n'y a, pendant la durée de la guerre, aucun traité qui régleme les échanges entre l'Espagne et l'Allemagne. Le seul accord existant expire fin 36 et n'est reconduit que pour une année.

Dans ces conditions, toutes les négociations qui auront lieu se feront à partir d'un seul texte, de portée et d'interprétation très générale : le protocole du 15 juillet 37. Celui-ci, signé par l'ambassadeur Faupel et le ministre Jordana, expose que « les deux gouvernements ont le réel désir de s'aider mutuellement dans la fourniture des matières premières, des produits d'alimentation et des objets manufacturés et semi-manufacturés présentant un intérêt particulier pour le pays importateur. De même, chacun des deux gouvernements tiendra compte le plus possible des intérêts de l'autre partie en matière d'exportation ». Tout cela reste très vague. L'Espagne pense surtout à équilibrer sa balance des paiements par l'exportation de produits agricoles vers l'Allemagne.

Les accords miniers germano-franquistes

Mais le problème auquel Berlin accorde le plus d'importance est celui des sociétés minières à capitaux germaniques en Espagne, qui doivent permettre d'envoyer en Allemagne des matières premières essentielles pour son industrie de guerre. Dès le début de la guerre civile, les Allemands se sont intéressés aux ressources minières, cuivre, wolfram, bronze, d'Espagne et du Maroc espagnol. En janvier 37, on signale que les mines de fer de Zeghengen, près de Melilla, sont exploitées par un personnel allemand. L'occupation des mines de cuivre du Rio-Tinto, puis la conquête des Asturies font de l'utilisation du minerai espagnol principal souci des autorités allemandes en Espagne.

Le 20 janvier, Faupel écrit que promesse a été faite à la Compagnie Hisma qu'elle pourrait recevoir jusqu'à 60 % de la production des mines de cuivre du Rio-Tinto. Et, au début de l'année 38, Bernhardt, établissant un bilan des exportations minières vers l'Allemagne au cours de l'année passée, indique que plus de deux millions et demi de tonnes ont été expédiées, dont 1 600 000 tonnes de fer, venant en partie déjà de Bilbao³³. Ces chiffres sont considérables; cependant, pour être certain de les maintenir, Berlin n'a pas seulement besoin d'une promesse espagnole d'exportation, mais d'un contrôle de la production par les Allemands eux-mêmes. C'est dans ce but que Bernhardt est chargé de négocier, pour le compte de la Hisma, la création et le contrôle financier de sociétés d'exploitations minières.

Cependant, cette fois, la pénétration économique allemande se heurte à une résistance sérieuse. L'obstacle est un décret du 9 octobre 37, pris sous l'influence d'un groupe de techniciens et de financiers espagnols³⁴. Ce décret annule les concessions minières consenties depuis le début de la guerre civile. Officiellement, le but est de dénoncer les concessions qui auraient pu être faites par les autorités de Valence. En réalité, l'Allemagne est directement visée : la loi n'autorise pas les étrangers à détenir une participation financière de plus de 30 % dans les sociétés minières. Peut-être faut-il rapprocher cette décision des efforts faits à la même époque par les pays anglo-saxons pour se rapprocher de l'Espagne nationaliste (l'Angleterre recevait avant la guerre la plus grande partie des minerais espagnols).

L'Allemagne fait alors appel aux sentiments d'amitié des nationalistes. Nous sommes engagés, dit Bernhardt dans son rapport, « dans une guerre économique » ; nous sommes « en droit d'attendre de l'Espagne des fournitures immédiates »³⁵. Le but à atteindre est la création d'une société privée Hisma-Montana, chargée d'acquiescer tout ou partie des actions de sociétés minières, dont l'Allemagne contrôlera ainsi l'exploitation. « Nous devons, dit Bernhardt, mettre notre influence diplomatique, militaire et culturelle au service du seul but à atteindre, notre emprise économique. »

Dès le 12 octobre 37, les fonctionnaires de la Hisma protestent contre le décret sur les compagnies minières. C'est le début d'une série de démarches diplomatiques destinées à obtenir dans ces entreprises une participation au moins égale à 50 % ;

32 Il est vrai que la note du conseiller de légation Sabath ajoute à la somme due pour fournitures directes à l'année espagnole les « intérêts simples et composés ».

33 Pour le seul mois de décembre, les chargements de minerai de fer au départ de Bilbao se montent à 90 000 tonnes; les exportations en provenance du Maroc, au total, à 100 000 tonnes.

34 Dont Zabala, directeur des mines de Biscaye.

35 Rapport Bernhardt sur le projet Montana, 4 novembre 37. Archives secrètes de la Wilhelmstrasse.

c'est une première entrevue, le 20 octobre, entre Jordana et deux délégués de la Hisma, Pasch et Klingenberg ; les Espagnols repoussent « l'égalité de traitement réciproque », demandée par les Allemands. Un entretien a lieu le 3 novembre 37 entre Bernhardt et le secrétaire général Nicolas Franco : deux apaisements sont donnés : d'abord la promesse du gouvernement de Burgos que les demandes formulées par la Hisma seront examinées dès la formation d'un véritable gouvernement³⁶; ensuite le conseil d'adresser dans l'immédiat une requête à la Junte de Burgos pour obtenir l'autorisation de poursuivre les travaux miniers en cours d'exécution; cette requête sera d'ailleurs favorablement reçue.

Mais les relations germano-espagnoles sont entrées à ce moment dans une phase difficile. Il est impossible, même à l'ambassadeur Stöhrer, d'obtenir des promesses fermes du généralissime. Par ailleurs des difficultés sont créées à l'entrée des marchandises allemandes en Espagne³⁷, des permis d'importation sont refusés. Goering, partisan de la manière forte, parle alors d'envoyer Jagwitz à Salamanque afin de « braquer le pistolet sur la poitrine de Franco »... En fait, ce que Berlin n'a pu obtenir dans l'immédiat la prolongation de la guerre et les besoins de Franco en matériel vont, lui permettre de l'acquiescer à terme.

Les négociations sont menées désormais simultanément par Bernhardt, au nom de la Hisma-Rowak, et par le nouvel ambassadeur Von Stöhrer, préparé par son passé à un tel emploi, homme brillant, mais dans la tradition des diplomates conspirateurs³⁸. La démarche commune qu'ils effectuent le 20 décembre auprès du généralissime prouve que « Hisma et représentation du Reich ne font qu'un »³⁹. L'attitude de Franco au cours de cet entretien n'est pas très encourageante : « Je me suis étonné, dit-il, que la Hisma, que j'ai chargée de réglementer le commerce et les paiements, cherche également à acquiescer et acquiesce secrètement des droits miniers. » Il admet néanmoins la formation d'une commission mixte qui étudie les cas particuliers. Enfin, une nouvelle législation sur les mines donne satisfaction aux Allemands en juin 38. La participation étrangère en capital dans les sociétés minières espagnoles est fixée à 40 % maximum, et l'éventualité d'une augmentation de ce pourcentage n'est pas écartée. « La loi, dit Bernhardt nous offre l'entière possibilité de participer à l'exploitation du sous-sol espagnol comme nous le désirions. »

Cependant le décret est rédigé de telle manière qu'il dépend du seul bon vouloir des Espagnols que les Allemands puissent obtenu dans les entreprises minières la majorité ou l'égalité qu'ils demandent. Bernhardt propose alors que 20 % de ce capital soient offerts à la souscription publique et rachetés par des prête-noms espagnols de la Hisma-Montana. Cette solution ne peut évidemment être appliquée que si le gouvernement consent à fermer les yeux. La menace de suspendre les livraisons d'armes et de munitions suffit pour faire plier les nationalistes, dont le ravitaillement en matériel dépend entièrement de Rome et de Berlin. Au mois de novembre 38, cinq sociétés anonymes recueillent les droits miniers de la Hisma-Montana⁴⁰. Suivant les termes de la loi, l'Allemagne a droit à 40 % des actions; en réalité, il est prévu une augmentation que la participation allemande qui, dans la société *Aralar* par exemple, pourra aller jusqu'à 35 % du capital.

En même temps, considérant que la loi minière ne s'applique qu'à l'Espagne continentale et non au Maroc, la Hisma-Montana achète des parts importantes dans les sociétés d'exploitation minière du Rif et le gouvernement nationaliste consent à garantir la fondation d'une compagnie appelée *Mauritania*, dont le siège social est à Tétouan et qui sera, elle, entièrement allemande. Les négociations économiques germano-espagnoles aboutissent encore à d'autres avantages substantiels qu'obtient la Hisma par l'intermédiaire « de diverses entreprises dont elle assume la direction »⁴¹.

Un rôle particulier est confié à la *Nova*, qui non seulement doit se charger de la construction du réseau radiophonique espagnol, mais qui envisage de jouer un rôle important dans la reconstruction économique de l'Espagne après la guerre, armements aériens, équipement de l'armée, transports, tâches de défense économique, augmentation des exportations espagnoles vers l'Allemagne, investissements et fournitures de machines.

Tel est le bilan des progrès économiques réalisés. Berlin a beaucoup dépensé et fait un gros effort matériel; mais, outre qu'une partie de ce matériel est récupérable, une autre partie était de toute façon trop vétuste pour être de quelque utilité à la Wehrmacht. Enfin, l'enseignement qu'on a pu tirer des combats, et le fait que des produits miniers essentiels pour le réarmement allemand arrivent et continueront à arriver pendant toute la durée de la guerre mondiale, compensent largement les frais engagés.

L'adhésion au pacte Antikomintern

Politiquement, les résultats sont moins satisfaisants. Deux accords pourtant ont été signés : le premier est le protocole du 20 mars 37, qui semble s'être largement inspiré de l'accord italo-espagnol ; on y retrouve en effet les consultations sur les problèmes d'intérêt politique commun, le principe de non-agression, l'idée d'une neutralité bienveillante en cas de guerre avec une tierce puissance. Mais il faudra attendre la fin de la guerre civile pour que soit signé un véritable traité d'amitié, valable

36 Il sera formé deux mois plus tard.

37 Rapport de Stöhrer du 27 novembre.

38 Il a été pendant la première guerre mondiale premier secrétaire à l'ambassade de Madrid et en a été écarté parce qu'on le soupçonnait d'avoir participé à un complot contre le comte de Romanons.

39 Archives secrètes de la Wilhelmstrasse.

40 Ce sont : la *Compañía de Explotaciones mineras Aralar*, de Tolosa; la *Compañía explotadora de Minas Montes de Galicia*, d'Orense; la *Sociedad anonima de Estudios y Explotaciones minera. Santa Tecla*, de Vigo; la *Compana de Minas Sierra de Gredos S. A.*, de Salamanque; la *Compana minera Montanas del Sur*, de Séville.

41 Ainsi en est-il de la Société *Agro*, qui a acheté et exploite des fermes autour de Séville, et surtout la *Sofindus*, qui possède 90 % des actions d'une fabrique de liège, la *Corchos zum Hingste*, de la *Compañía general de Lanos*, de la *Sociedad exportadora de Pieles*, de la Société des transports Marion, qui assure à elle seule tous les transports de la *Sofindu*.

pour cinq ans, à dater du 31 mars 1939, et rédigé dans des termes infiniment plus précis et plus sérieux que le protocole de 37. Il n'est cependant pas question d'un traité d'alliance inconditionnelle.

Le 27 mars 39, un protocole a été signé à Burgos par les ambassadeurs d'Italie, d'Allemagne et du Japon, ainsi que par Jordana, alors ministre des Affaires étrangères du gouvernement nationaliste : l'Espagne franquiste adhère au pacte Antikomintern. Comme l'espérait Mussolini en 1937, elle entre dans le système d'alliance de l'Axe. Quels que soient les tiraillements et les difficultés qui ont pu surgir entre les alliés⁴², une dette financière et morale lie Franco à ses partenaires.

c. L'aide russe et les Brigades Internationales

Pour les Russes comme pour les Italiens et les Allemands, l'Espagne a été un champ d'expérience. L'épreuve, ici, a été surtout matérielle. Ils ont pu obtenir de précieux renseignements sur la valeur de leurs armes par rapport à celles des puissances fascistes, des *Ratos* russes par rapport aux Messerschmitt par exemple. Ils ont tiré de sérieuses leçons de l'expérience de la guerre : utilisation massive de l'artillerie, nécessité de manœuvres en profondeur adaptées aux nouvelles techniques du combat, utilisation des partisans contre une armée organisée. Bon nombre de cadres militaires russes ont fait en Espagne un stage plein d'enseignements.

Il est nécessaire en contrepartie de souligner d'emblée que, sans l'apport du matériel russe, la résistance républicaine n'aurait pu se prolonger au-delà de l'année 36.

La Russie de Staline et la guerre d'Espagne

Cette aide indispensable n'a cependant jamais été suffisante. Les troupes républicaines n'ont cessé de manquer de matériel d'aviation, d'armes antiaériennes, et même d'armes légères, durant toute la durée du conflit. Partant de cette constatation, il est impossible de présenter comme un effort de solidarité sans réserve un secours qui a été longtemps suffisant pour permettre de poursuivre la lutte, mais qui, s'il avait été plus généreux, aurait sans doute permis de faire pencher définitivement la balance en faveur de la République espagnole. Cette constatation a même conduit des hommes politiques et notamment d'anciens communistes espagnols à prêter aux dirigeants russes un machiavélisme extraordinaire, supposant finalement à la politique de Staline une simplicité et une continuité⁴³ qui sont constamment démenties par les faits au cours de cette période.

En réalité, sans envisager d'autres problèmes que ceux posés par le conflit espagnol, il est possible de relever trois attitudes successives dans la politique de l'U.R.S.S. au cours de cette période :

1. d'abord, une position de neutralité de fait, accompagnée d'ostensibles témoignages de sympathie et de solidarité,
2. à partir d'octobre 1936, un effort considérable d'aide militaire qui correspond à une prise de position vigoureuse en faveur de la République au Comité de non-intervention,
3. enfin, à partir de l'été 38, un ralentissement progressif de l'aide militaire qui aboutit à l'abandon total de la République.

La neutralité initiale

Pendant les premiers mois du conflit, l'U.R.S.S. refuse d'intervenir en faveur de la révolution espagnole. Le gouvernement de Staline n'a en effet aucune raison d'encourager ni d'aider les organisations révolutionnaires, C.N.T.-F.A.I. ou P.O.U.M., dont le rôle est à ce moment essentiel et qui n'ont pas pour son régime politique une particulière sympathie. En outre, il n'existe pas encore de relations diplomatiques entre l'U.R.S.S. et l'Espagne; il est question de les établir, mais cinq ans de république n'ont pas suffi pour aboutir à un résultat aussi mince. Enfin, l'Espagne n'est, aux yeux de Staline, qu'un élément très secondaire dans une situation internationale inquiétante. La Russie ne veut être en flèche dans aucun conflit. Elle craint l'isolement, vit encore sur le souvenir des années d'après-guerre qui ont dressé contre le « bolchevisme » toutes les puissances européennes, les États-Unis, le Japon, sur l'échec de la révolution en Hongrie et en Allemagne. Avec Staline, renonçant à l'extension de la Révolution mondiale, elle s'efforce de bâtir le « socialisme dans un seul pays », et, en même temps, de se protéger par un système d'alliances extérieures. L'avènement d'Hitler est une menace directe. La conclusion du pacte franco-soviétique (pacte Laval-Staline) en 1934 est une riposte, un premier pas vers la sécurité. Cette alliance reste pourtant fragile et ne peut être considérée comme efficace qu'à la condition d'être étendue à la Grande-Bretagne, qui ne semble guère y être disposée. L'attitude hésitante du gouvernement Léon Blum et finalement sa prise de position en faveur d'une prudente neutralité ne sont certainement pas faites pour encourager Staline à se jeter, en Espagne, dans une aventure hasardeuse. Aussi, lorsqu'est lancée la campagne de non-intervention, l'U.R.S.S. s'y associe-t-elle sans hésitation. Le 31 août est publié à Moscou, comme en Occident, le décret interdisant « l'exportation, la réexportation, et le transit en Espagne de toutes les sortes d'armes, de munitions, de matériel de guerre, d'avions et de navires de guerre ». En fait, ce décret ne sera respecté que pendant un mois au maximum. Au milieu d'octobre, le matériel russe, chargé sur des bateaux russes ou étrangers, commence déjà à arriver en Espagne.

⁴² La rencontre qui doit avoir lieu entre le général Franco et Goering en mai 39 a notamment été l'occasion d'une série de difficultés entre l'Espagne et l'Allemagne et a provoqué le brusque rappel de Bernhardt.

⁴³ Ainsi, pour Jesus Hernandez, Staline aurait été capable de décider exactement la date de la chute du gouvernement de Largo Caballero et même, plus tard, celle de la défaite finale.

Le tournant de l'automne 36

Il y a donc eu un premier tournant, dû à des facteurs divers, mais qui, en définitive, ont tous tendu à une modification dans le même sens de la politique russe. C'est d'abord l'émotion générale suscitée dans le monde, et plus particulièrement dans les milieux de gauche des pays occidentaux, par le pronunciamiento franquiste et la réaction populaire. Il semble impossible que le « pays du socialisme » se tienne à l'écart du mouvement général d'aide à l'Espagne, sous peine de perdre nombre de ses partisans de l'extérieur. On répètera avec insistance que les dirigeants des partis communistes occidentaux, Maurice Thorez notamment, se sont fait l'écho des inquiétudes des militants devant la défaite imminente du Front populaire espagnol, lequel, après l'échec des forces de gauche en Italie et en Allemagne, avait suscité chez eux de grandes espérances.

Mais surtout, malgré la modération dont a fait preuve le gouvernement de Moscou, le conflit espagnol a pris une trop grande extension pour qu'il puisse continuer à se tenir à l'écart. L'intervention des nazis et surtout des fascistes italiens est trop évidente : la victoire du général Franco apparaîtrait aux yeux de tous comme leur victoire, et par suite, comme un échec de la politique de l'U.R.S.S. Aussi bien l'intervention russe cherche-t-elle à cette époque à apparaître, aux yeux des gouvernements de Londres et de Paris, comme une action en faveur du *statu quo* européen, au service de la démocratie et de la paix⁴⁴.

Il convient aussi, peut-être, d'indiquer une raison de politique intérieure : l'épopée espagnole détourne l'attention d'une partie de l'opinion militante en U.R.S.S. des purges qui sont en train de frapper les adversaires de Staline⁴⁵ ; en outre, sous le couvert de l'aide à la République espagnole, il est possible de demander aux travailleurs russes un effort supplémentaire de production qui ne manquera pas de contribuer à la réalisation des objectifs fixés par le plan quinquennal de 1933.

Quoi qu'il en soit, la décision d'intervenir en Espagne a été annoncée début septembre, selon Krivitsky, lors d'une conférence de hauts fonctionnaires réunie à la Loubianka et à laquelle assiste Orlov, qui sera un des représentants officiels, mais tout-puissants, de la police de Staline en Espagne. Comme cette décision est contraire aux principes affirmés par l'U.R.S.S. et les autres puissances du Comité de non-intervention, elle doit rester la plus discrète possible ; des sociétés privées sont créées, dès le début de ce mois, qui se chargeront des achats et du transport des armes, à partir de la Russie, par Odessa, vers l'Espagne.

L'aide matérielle

Les départs vont se succéder, d'octobre 1936 à février-mars 1937, à la cadence de trente à quarante bateaux, de tonnage variable, par mois. Les envois de vêtements et de ravitaillement, déjà importants avant octobre, augmentent avec l'extension considérable de l'activité du « Comité intérieur d'aide au peuple espagnol ». L'U.R.S.S. envoie de l'essence et des camions, ce que n'interdit pas du reste le pacte de non-intervention, mais surtout des armes et des avions. Plus de 50 % des avions utilisés par les républicains entre août 36 et avril 37 sont venus d'U.R.S.S. Selon un document du département d'État américain, au 25 mars 37, sur 460 appareils républicains, il y aurait 200 avions de chasse, 150 bombardiers et 70 avions de reconnaissance russes. Ce sont surtout des bombardiers Katiousha et des chasseurs 1.15 et 1.16, supérieurs aux premiers appareils allemands, mais bien inférieurs aux Messerschmidt. La quasi-totalité des tanks est également d'origine russe : les chars de 12 et 18 tonnes sont rapides et bien armés⁴⁶. Ils ne seront cependant pas assez nombreux et la plupart du temps mal utilisés, quoiqu'ils constituent un matériel de valeur au moins égale à celui des adversaires, venu d'Allemagne et d'Italie. Les canons, dont la fourniture sera modeste, sont surtout des 76 de campagne et des canons lourds qui manquent à l'armée républicaine.

Du reste, tout le matériel venu de Russie n'est pas amené par des navires russes, et n'est pas forcément du matériel russe. Il n'est pas non plus toujours de première qualité : le président Aguirre parlera de fusils « datant de la guerre de Crimée » et Krivitsky, à propos d'achats faits en Pologne, en Tchécoslovaquie et même en Allemagne, de « matériel vieilli, mais utile ». Il n'y a là rien d'extraordinaire : le matériel français qui passe la frontière durant les premières semaines est aussi ancien et parfois en mauvais état. L'Espagne n'est pas seulement le terrain d'expérimentation des armes neuves, elle fournit aussi le moyen de liquider à bon prix le vieux matériel qui encombre les parcs militaires. Il ne faut pas oublier que ce trafic a un aspect commercial. Pas plus que l'Allemagne à Franco, l'U.R.S.S. ne donne ses armes à la République : dès les premières négociations, il a été prévu que l'or de la Banque d'Espagne financerait les fournitures.

L'envoi en Russie de la plus grande partie de l'or espagnol a soulevé plus tard de violentes controverses entre les dirigeants républicains. Elles peuvent aujourd'hui se ramener à une question unique : la responsabilité de l'opération repose-t-elle sur le seul Negrin, ministre des Finances à l'époque, ou l'a-t-il partagée avec d'autres, Largo Caballero, président du Conseil, Prieto, ministre de la Défense nationale ? Au moment de l'avance franquiste sur Madrid, un Conseil des ministres décide de mettre en

44 Significatif à cet égard est le discours prononcé au meeting du *Monumental*, le 30 octobre 36, par Marcel Rosenberg : « Je n'invite personne à participer à une croisade dirigée contre tel et tel régime, car il serait contraire à notre conception même de la démocratie de vouloir imposer aux autres par la force notre façon de penser. Il s'agit seulement de faire en sorte que les démocraties qui luttent pour la paix se concertent et s'unissent. » Voir également le discours de José Díaz aux Cortes le 1^{er} décembre 1936 (*Tres años de Lucha*, pp. 227 et sq) et son appel aux « gouvernements démocratiques » de France et d'Angleterre menacés par l'Allemagne et l'Italie qui préparent la guerre mondiale. C'est sur ce même terrain que se place la propagande des P.C. occidentaux : *l'Humanité*, dès la fin août 36, reprend le mot d'ordre : « Avec l'Espagne, pour la sécurité de la France. »

45 L'existence de la révolution espagnole, l'aide que lui apporte l'U.R.S.S., seront, en effet, pour bien des militants, d'impérieuses raisons d'accepter dans le silence les sanglantes épurations de Moscou. André Gide a raconté les pressions qui se sont exercées sur lui, au nom des miliciens espagnols, pour empêcher la publication de son *Retour de l'U.R.S.S.* Des « compagnons de route » comme André Malraux et Louis Fischer justifiaient à l'époque leur silence sur les Procès de Moscou par la nécessité de ne pas briser le front des défenseurs de l'Espagne.

46 Nous avons suivi ici d'assez près le bilan dressé par Cattell (*op. cit.*).

lieu sûr l'or de la Banque d'Espagne. Un premier transfert a lieu, de Madrid à Carthagène. Le 25 octobre 1936, l'or - une quantité estimée à 510 079 529 grammes est expédié pour Odessa sous la surveillance de quatre fonctionnaires espagnols. Prieto a rejeté sur Negrin la responsabilité de cette expédition. Alvarez del Vayo réplique que la décision a été prise par Largo Caballero et Negrin et que Prieto a été tenu au courant. Il est certain, en tout cas, que le premier transfert sur Carthagène s'est fait avec l'approbation des ministres, et il est peu vraisemblable qu'une décision aussi importante que la sortie d'Espagne de son or ait pu être prise sans l'accord du président du Conseil⁴⁷.

L'envoi de l'or en Russie se place au moment où l'aide russe est la plus importante. Il est très possible qu'une bonne partie ait effectivement servi à payer les achats d'armes à l'étranger. D'ailleurs, le trafic provoqué par la guerre d'Espagne n'est pas négligeable pour un commerce extérieur médiocre comme celui de la Russie soviétique : l'Espagne devient son deuxième client, et le chiffre d'affaire de ce commerce est multiplié par vingt par rapport à l'avant-guerre.

Evidemment, ce trafic est bien difficile à dissimuler : la longueur de la traversée, qui parcourt toute la Méditerranée, permet de repérer facilement les convois, et les sous-maîtres italiens contrôlent aisément leur passage en Méditerranée centrale. L'aide de la Russie sert de prétexte à l'Allemagne et à l'Italie pour contre-attaquer au Comité de non-intervention, et pour tenter d'opposer l'U.R.S.S. aux pays occidentaux. Elle permet aussi à l'Angleterre de maintenir une fiction de neutralité, en affirmant qu'elle tient ainsi une balance égale entre les deux belligérants. Staline craint de se retrouver seul dans les conversations diplomatiques, comme cela arrive trop souvent à ses représentants au Comité. D'autre part, après l'échec de Franco devant Madrid, l'espoir d'une rapide victoire des nationalistes a disparu. La prolongation de la guerre est peut-être favorable à la politique russe : elle voit dans le conflit espagnol un abcès de fixation qui détourne une partie des forces allemandes et italiennes.

Ceci explique à la fois la poursuite et la réduction de l'aide russe. D'ailleurs, la mise en vigueur des mesures de contrôle maritime par les puissances du Comité de Londres va gêner l'arrivée du matériel et entraîner une diminution sensible des expéditions, dès le printemps 1937. L'U.R.S.S., qui ne dispose pas sur mer de moyens importants et ne se soucie pas de les engager imprudemment, refuse de participer au contrôle, mais voit en revanche les côtes méditerranéennes de l'Espagne républicaine gardées par les navires de guerre allemands et italiens. Enfin, depuis décembre 1936, l'Italie a recours, pour transformer en véritable blocus les mesures de limitation du commerce des armes à destination de l'Espagne à une authentique piraterie maritime contre les navires russes ou susceptibles de transporter du matériel de guerre en provenance de Russie. Le premier torpillage entrepris dans ces conditions semble bien avoir été celui du *Komsomol*, bien qu'il soit difficile de savoir s'il faut en attribuer la responsabilité aux nationalistes espagnols équipés de sous-marins italiens ou à la marine italienne elle-même.

L'aide russe : les hommes

S'il est nécessaire de souligner la réduction de l'aide russe dès l'année 1937, il faut aussi rappeler que, toute mesurée qu'elle ait été, c'est elle qui a permis au gouvernement de Valence de poursuivre la résistance. A différentes reprises, même dans le courant de 1938, après la bataille d'Aragon notamment, le matériel russe a constitué le seul secours extérieur important. Ce fait, à lui seul, peut suffire à expliquer l'influence énorme prise par les conseillers russes sur l'évolution politique et militaire de l'Espagne loyaliste. C'est aussi ce qui a permis à ses adversaires d'accuser Negrin d'être un « agent » de la Russie : le président, en réalité, avait fait un choix politique et se justifiera par le refus de se brouiller avec le seul État qui apportât à l'époque un appui sérieux à l'Espagne.

On doit également tenir compte de l'action de la propagande franquiste qui a systématiquement « gonflé » l'aide soviétique. Même si on néglige certaines énormités, il n'est pas rare d'entendre parler, du côté nationaliste, de milliers d'hommes envoyés en Espagne. Ce qui est, au contraire, remarquable, c'est la faiblesse numérique des troupes russes en Espagne. Dès 1939, Brasillach et Bardèche estiment qu'ils n'ont jamais été plus de cinq cents. D'autres, comme Krivitsky ou Cattell, admettent des chiffres un peu supérieurs; les Russes, en tout cas, n'ont jamais été plus de mille, essentiellement des spécialistes, tankistes et aviateurs, conservant, comme les Allemands du côté nationaliste, leur commandement et leurs installations propres, tenus à l'écart de la population civile.

Reste, évidemment, le rôle des « techniciens russes » ; les diplomates d'abord, sincèrement attachés, semble-t-il, à la cause espagnole, mais qui ont presque tous été rappelés dans le courant de 1937 et qui ont disparu ensuite, exécutés ou emprisonnés. Disparu, Marcel Rosenberg, le premier ambassadeur de l'U.R.S.S. à Madrid, disparu Antonov-Ovseenko, consul à Barcelone, disparu Stachevski⁴⁸, l'attaché commercial qui négocia les livraisons d'armes, disparu aussi Michel Koltsov⁴⁹,

47 La thèse du gouvernement russe est que l'or a été entièrement utilisé pour le ravitaillement et l'armement de l'Espagne. Après la mort de Negrin, et, paraît-il, sur ses instructions, sa famille a remis le reçu de cet or au gouvernement de Franco ...

48 Il est intéressant de noter que Marcel Rosenberg et Antonov-Ovseenko étaient tous deux d'anciens trotskystes. Antonov-Ovseenko, ancien collaborateur de Trotsky, ancien commissaire général de l'armée rouge, avait été l'un des dirigeants de l'Opposition de 1923. Le choix de ces personnalités a soulevé bien des discussions. Staline leur tendait-il un piège ? Cherchait-il à les compromettre tout en les surveillant étroitement ? (On disait à Barcelone qu'Antonov tremblait devant Geroe). Voulait-il mettre à l'épreuve un loyalisme dont il mettait en doute la sincérité ? Fusillé sur l'ordre de Staline, Antonov-Ovseenko a été l'un des premiers communistes réhabilités par Khrouchtchev.

Quant à Stachevski, Krivitsky en fait le véritable responsable de la politique russe en Espagne et affirme que c'est lui qui fit mettre en avant le nom de Negrin comme successeur de Largo Caballero. Alvarez del Vayo confirme les excellents rapports, de Stachevski avec Negrin, facilement explicables du fait que Negrin était en 36 ministre des Finances, et Stachevski attaché commercial.

49 Nous avons déjà indiqué, dans le chapitre X de la première partie le considérable rôle politique et probablement militaire joué en Espagne par Michel Koltsov dont aucun adversaire n'a contesté la brillante intelligence. Sa psychologie un peu compliquée de « stalinien lucide » peut se deviner à travers l'autobiographie de Regler, qui lui garde un fidèle attachement, Comme Rosenberg et Antonov -Ovseenko,

comme si personne ne devait survivre qui puisse témoigner de cette intervention politique, à moins que leur disparition n'ait semblé une préface nécessaire à l'abandon de l'Espagne. Avec les diplomates ou immédiatement après eux sont arrivés les conseillers militaires, nombreux et influents, mais peu connus et dont l'identité réelle n'est que rarement établie : les généraux Goriev, organisateur de la défense de Madrid et qui n'a suscité chez ceux qui l'ont approché que des témoignages de sympathie, Grigorévitch, Douglas, le chef des aviateurs, Pavlov, le chef des tankistes, Kolia le chef des marins. Parmi eux, sous des noms d'emprunt, quelques-uns des grands chefs militaires de la guerre de 1939-45. Un premier groupe est arrivé le 28 août, avec Rosenberg, un autre en septembre et un troisième en octobre. « Les généraux changent souvent, dit Koltsov à Regler, ils viennent apprendre leur métier, et comme les défaites instruisent plus vite que les victoires, ils ne restent pas longtemps. » Il apparaît en tout cas qu'en dehors du quartier-général où travaillait la mission centrale russe, tous les grands chefs républicains avaient au moins un conseiller technique russe dans leur état-major⁵⁰. Les uns et les autres ont été constamment surveillés par les représentants du N.K.V.D., la toute-puissante police politique, placée en Espagne sous l'autorité d'Orlov⁵¹. Il faut lui rattacher aussi bon nombre de militants communistes étrangers, venus d'U.R.S.S. avec l'appareil du Komintern, les Geroe et quelques autres, dont l'action sera plus policière que politique ou militaire⁵².

Les premiers volontaires internationaux

Aux militaires russes, il faut ajouter les communistes étrangers formés en Union soviétique, dont le rôle fut essentiel dans l'organisation et l'encadrement des brigades internationales - car il n'y a pratiquement pas eu de Russes dans les brigades, sinon, paradoxalement, des Russes blancs⁵³.

En fait, l'intervention de troupes étrangères au profit de la République espagnole, l'aide sollicitée et amenée de l'extérieur n'a finalement été que le résultat de multiples concours individuels. Au contraire de ce qui s'est passé du côté nationaliste, où les dirigeants allemands et italiens ont préparé et organisé l'expédition de contingents armés, aucun gouvernement - sauf celui de l'U.R.S.S., nous avons vu dans quelle mesure - n'a pris à la lutte, du côté républicain, une part essentielle. C'est cependant avant tout sur l'initiative du Komintern que cette aide a pu être organisée.

Koltsov a disparu, liquidé sans jugement dans les grandes purges de 1938. La disparition de son nom de tous les ouvrages officiels a cependant été la seule preuve de sa condamnation par Staline. Lui aussi a été réhabilité par Khrouchtchev, et son *Journal d'Espagne* réédité : la version officielle de sa mort est aujourd'hui celle de l'« épuisement dû au surmenage ». La mort de Koltsov et de toute l'équipe qui l'accompagnait signifiait, on n'en peut douter, la liquidation de la « ligne antifasciste » si remarquablement exposée dans son livre.

⁵⁰ Le secret a été longtemps gardé sur l'identité des officiers russes comme sur les dates exactes de leur séjour. Krivitsky écrit que le véritable chef de la mission russe était le général Berzine, dont l'identité n'était connue que d'une demi-douzaine d'Espagnols, mais n'indique pas son « nom de guerre ». Pour 1937, Alvarez del Vayo nomme le général Grigorevitch, Louis Fischer, Barea et nombre d'anciens communistes espagnols insistent sur le rôle joué par le général Goriev. Colodny avait suggéré que Grigorevitch et Goriev pouvaient être les deux pseudonymes d'un même officier, de son vrai nom Berzine.

Une partie du mystère a été levée avec la publication de l'ouvrage collectif des anciens volontaires russes, *Pod znamenem Ispansko respubliki*. Le général Vladimir Goriev était tout simplement attaché militaire, et c'est bien de lui que nous ont parlé Hernandez, Castro, Fischer et Arturo Barea. Celui-ci l'a décrit « bel homme, grand et fort, avec des pommettes hautes, des yeux bleus glacés, une façade de calme et, derrière, une tension constante ». Il y a Ehrenbourg confirme ce qu'en disait Louis Fischer : Goriev, rappelé à Moscou en 1937, va être fusillé.

Le général Ian Berzine fut bien le premier « responsable des conseillers militaires ». C'était l'ancien responsable des services de renseignement de l'armée. Rappelé, il a également été fusillé (et réhabilité depuis lors), Son successeur fut le général Stern - à ne pas confondre avec le général Kléber, de son vrai nom Manfred Stern - connu sous le nom de Grigorevitch.

Parmi les autres officiers russes, Fischer qui les fréquenta beaucoup cite le colonel Simonov, dit « Valois », conseiller des Brigades ; Nicolas Koutznetzov, dit « Kolia », chef de la mission navale, plus tard amiral et commissaire à la marine, et « Fritz », conseiller de Lister. Il affirme également que le futur maréchal Joukov a combattu à Madrid pendant l'hiver 36-37. Tous sont d'accord pour parler, avec d'ailleurs beaucoup moins de sympathie, du général Kulik, connu sous le nom de « Kupper », et conseiller de Pozas. El Campesino cite Malinovski, le « colonel Malino. », Rokossowski et Koniev. Le général von Thomma a déclaré à Liddell Hart avoir déjà combattu Koniev en Espagne : s'agit-il du tankiste au crâne rasé qui était l'adjoint de Goriev et qu'on retrouve sous les noms divers de Pavlov, Pablo et Konev ? *Questions d'Histoire* a confirmé la présence de Malinovski, y ajoutant Meretzkov et Rodimtsev, alors « capitaine Pablito ». Elle précise que le « camarade Douglas », chef des aviateurs, était en réalité le général Smoutchkievitch. Le président Aguirre a gardé un excellent souvenir du général Jansen, qui commandait les aviateurs russes du Nord. Pour les autres officiers généraux, les renseignements concordent : le « colonel Volter », futur maréchal Voronov, le général Mereltzov, dit « Petrovitch », le colonel Batov - futur général, dit « Fritz Pablo » sont les plus connus.

⁵¹ Regler a été cependant frappé par l'atmosphère de la mission russe : « Plus rien de la suspicion moscovite, les bombardements fascistes faisaient oublier les coups de revolver dans la nuque et les arrestations du Guépéou ... La révolution engendrait la confiance... L'Espagne héroïque donnait à ces hommes des âmes de partisans » (*op. cit.* pp. 326-327). Il découvre avec stupeur qu'on arrose au champagne le départ d'un ingénieur dont tout le monde sait - Koltsov le lui dira - qu'il est rappelé pour être fusillé. Koltsov lui-même dit couramment : « Si un jour je dois être fusillé ... » (*ibid.*). Le réseau du N.K.V.D. en Espagne fut, selon Krivitsky, mis en place par Sloutski. Selon Ettore Vanni, le premier responsable en fut Velaiev. Fischer a connu Velaiev et Orlov, tous deux attachés à l'ambassade.

⁵² L'intervention du N.K.V.D. en Espagne devait provoquer au sein même de ce corps une crise très grave, dont la rupture de Krivitsky n'est qu'une des manifestations. Avant lui, un des agents les plus importants en Europe occidentale, Ignace Reiss, communiste polonais connu dans le « service » sous le nom de Ludwig, avait rompu publiquement avec Staline pour se rallier à la IV^e internationale de Trotsky. C'est lui qui avait prévenu Trotsky, Victor Serge et leurs amis de la décision prise à Moscou d'exterminer en Espagne trotskystes et poumistes. Il sera assassiné au début de septembre 37, près de Lausanne, à la veille d'un rendez-vous en France avec Victor Serge et ses amis. L'enquête devait mettre en cause des communistes étrangers et des fonctionnaires de la mission commerciale russe à Paris, dont Lydia Groskovskaia, qui fut mise en liberté sous caution et en profita pour disparaître.

⁵³ Tel cet ancien général de l'armée Wrangel, devenu palefrenier en exil, qui s'engage dans les brigades avec l'espoir de mériter son retour au pays, et sert sous les ordres de Walter, son adversaire pendant la guerre civile. Chef de section, il devait trouver la mort au feu.

Sans doute, pendant les premiers mois de guerre, à l'époque des milices révolutionnaires, un petit nombre d'étrangers étaient-ils venus spontanément combattre dans les rangs républicains : étrangers déjà installés en Espagne comme le socialiste italien De Rosa, ou venus pour une raison quelconque lors du soulèvement comme les participants des jeux Spartakistes de Barcelone, qui ont immédiatement apporté leur appui aux ouvriers catalans. Ainsi se forment les premiers groupes de volontaires étrangers auxquels s'ajoutent, venus de France, des militants de l'antifascisme, italiens, allemands, français ou belges. Ainsi la petite troupe formée sur le front Nord et qui participe à la défense d'Irun, les Allemands de la centurie *Thälmann*, les Italiens de la colonne Rosselli, les Français de la centurie *Commune de Paris*, les Italiens de la centurie *Gastone Sozzi* qui défendront Madrid sur la Sierra ou les étrangers qui s'engagèrent dans la colonne Durruti⁵⁴.

Mais le premier exemple d'une organisation sérieuse est celui de l'aviation internationale mise sur pied par André Malraux. L'escadrille *España* rendra d'énormes services, au moins dans les premiers mois de la guerre à une époque où l'aviation de bombardement gouvernementale est totalement inexistante. Malgré le petit nombre d'appareils dont ils disposent - une vingtaine -, les Internationaux sont les seuls à agir avec quelque efficacité, en particulier dans le bombardement de la colonne nationaliste de Medellin, comme le soulignera son chef seule opération de grand style effectuée par les républicains dans la première partie de la guerre. De même, leur aviation de chasse - une quarantaine d'appareils - a relevé efficacement l'aviation républicaine qui ne dispose que de vieux Breguet. Pourtant ces escadrilles de fortune ne pourront lutter contre les avions allemands ou italiens, plus modernes et surtout plus rapides. C'est à Malaga que l'escadrille *España* effectuera sa dernière mission en essayant de protéger la retraite contre les mitrailleuses des chasseurs ennemis ⁵⁵.

Les Brigades Internationales

C'est au mois de novembre 36 qu'apparaîtront les premiers appareils russes capables de soutenir la comparaison avec ceux de l'adversaire. C'est aussi à partir de novembre que sont engagées sur le front espagnol les brigades internationales. Quelle que soit leur tendance politique, journalistes et écrivains n'ont pas manqué de souligner l'influence de l'entrée en ligne des bataillons internationaux sur le raidissement de la résistance républicaine. Ils ont constitué un corps d'élite engagé jusqu'à la fin 38 dans tous les combats d'importance. Le 7 novembre, ils sont à Madrid, le 13, ils prennent part aux combats du Cerro de los Angeles : en décembre, ils apparaissent à Teruel et à Lopera, sur le front de Cordoue. En février-mars 37, ils combattent sur le Jarama, à Malaga, à Guadalajara. On les retrouvera plus tard dans toutes les grandes offensives, à Brunete comme à Belchite, à Teruel, et enfin lors de la bataille de l'Ebre, où ils prennent part à la dernière offensive républicaine.

Le rôle déterminant qu'elles ont ainsi joué sur tous les théâtres d'opération a pu faire croire à l'existence d'une force numériquement très importante. On parle encore, aujourd'hui, en Espagne, de centaines de milliers de volontaires étrangers des brigades. Sans qu'il soit possible de fixer toujours des chiffres et de préciser les conditions de combat, une étude plus sérieuse fera apparaître des effectifs infiniment plus modestes,

Qui sont ces combattants ? D'où viennent-ils ? Comment ont-ils été préparés et jetés dans la bataille ? A l'origine, il n'y a eu, semble-t-il, que des engagements à titre individuel dans les milices républicaines. Puis les étrangers se sont peu à peu regroupés en unités organisées séparément. Ces combattants sont des antifascistes, surtout allemands et italiens, expulsés de leur pays par les régimes de Hitler et Mussolini, et qui choisissent cette occasion de reprendre leur lutte contre ces dictatures, mais aussi des Français, nombreux à cause de la proximité du pays, des facilités de franchissement de la frontière, du rapprochement naturel entre les deux pays où le Front populaire vient de triompher. En fait ces engagements individuels ne peuvent influencer sérieusement sur le rapport des forces militaires et ne font qu'apporter, le plus souvent, un élément hétérogène de plus à une armée déjà fort disparate.

Dès la fin de septembre l'aide à l'Espagne connaît un début d'organisation, en particulier pour le recrutement et l'acheminement des volontaires. Le noyau dirigeant se recrutera parmi les responsables du parti communiste français et les réfugiés politiques italiens. Le comité chargé du recrutement est dirigé, selon Longo, par Giulio Ceretti, dit Allard. C'est aussi un communiste, le futur maréchal Tito, Josip Broz, qui organise l'acheminement des volontaires venus d'Europe centrale⁵⁶. Luigi Longo - « Gallo » - partage avec l'appareil du P.C.F. la responsabilité du passage des volontaires. Ils ont déjà été nombreux à suivre les filières organisées quand, le 22 octobre, les brigades naissent officiellement. Au début du mois, une délégation composée de trois communistes, l'Italien Longo, le Polonais Wisniewski et le Français Rebière, a été reçue par Azaña, puis par Largo Caballero⁵⁷. Les trois hommes sont finalement envoyés à Martinez Barrio, qui est chargé de l'organisation des premières brigades de l'armée régulière. L'accord se réalise facilement, et c'est ainsi qu'en novembre 1936 apparaissent les premières brigades internationales.

Le recrutement des Brigades

Certes, le recrutement demeure individuel. Les engagés volontaires, venant de tous les pays, sont réunis en France d'où ils arrivent par petits groupes, par la frontière des Pyrénées. En fait, malgré la diversité des organisations qui se chargent de

54 Notons parmi ces volontaires la présence de Simone Weil dans la colonne Durruti. Sa carrière de milicienne devait d'ailleurs être, très tôt, interrompue par un grave accident.

55 André Malraux a remarquablement décrit dans *L'Espoir* les difficultés de sa tâche. Elles tiennent, d'abord, à la mauvaise qualité des appareils, « surplus » trop souvent endommagés, mais aussi aux hommes, parmi lesquels s'opposent « volontaires », en grande majorité, et « mercenaires ».

56 Précisons, à ce propos, que, contrairement à ce qui a été souvent affirmé, même par des anciens des brigades, Tito n'a jamais combattu en Espagne.

57 Selon Luigi Longo, l'accueil de Largo Caballero aurait été plutôt froid.

l'enrôlement - les engagements sont reçus dans des permanences installées aux sièges des organisations syndicales ou des partis de gauche -, c'est le parti communiste qui contrôle l'ensemble de l'opération. C'est lui qui se charge d'acheminer les volontaires jusqu'en Espagne. Aucun obstacle d'ailleurs au passage de la frontière, même si, officiellement, celui-ci est interdit⁵⁸. Il y a, à Perpignan, une véritable caserne de volontaires internationaux, qui circulent librement dans la ville. Dans le seul mois de février 37, plus de trente-cinq camions franchissent la frontière sans rencontrer de difficultés. Le parti communiste français a d'ailleurs doublé les convois frontaliers par des bateaux qui, sous le couvert d'une compagnie maritime, « France-Navigation », assurent le transport des volontaires. Longo, parlant des premiers volontaires, déclare que 500 sont venus par Figueras et 500 de Marseille à Alicante sur le *Ciudad de Barcelona*. Des délégations des brigades sont installées dans toutes les grandes villes espagnoles et accueillent les nouveaux venus. Mais, si la question du transit est ainsi résolue, l'organisation de cette force originale que constitue une armée internationale de volontaires pose des problèmes particuliers.

Il est très difficile, on l'a vu, de déterminer avec précision l'importance numérique des brigades ; la plupart des documents ont disparu et même les anciens responsables ne peuvent se mettre d'accord sur les chiffres. Sans doute la tendance la plus commune est-elle de les exagérer : les pays fascistes ont systématiquement cherché à grossir le nombre des « volontaires rouges », et les partis et groupements nationaux antifascistes ont eux-mêmes eu tendance à présenter leur intervention comme plus importante qu'elle n'a été en réalité. Si l'on en croit Victor Alba, il y aurait eu, en juin 37, 25 000 Français, 5 000 Polonais, 5 000 Anglo-Américains, 3 000 Belges, 2 000 « Balkaniques ». 5 000 Germano-Italiens, soit, au total, 45 000 hommes au moins. Si l'on tient compte du va-et-vient continu, du fait que des volontaires, même en tout petit nombre, n'ont pas cessé d'arriver jusqu'en début 38, on ne devrait guère avancer un chiffre global inférieur à 50 000 hommes ; en fait, ce chiffre est probablement supérieur aux chiffres réels. Si l'on évalue l'effectif d'une brigade à 3 500 hommes, ce qui est un maximum, car les brigades ont rarement eu un effectif complet, on arrive au chiffre total de 30 000. Et sans doute n'a-t-il même pas été atteint. L'opinion de Malraux ; est que le nombre total des volontaires n'a pas dépassé 25 000 hommes. C'est aussi l'avis, très autorisé, de Vidal-Gayman, selon lequel il n'y a jamais eu plus de 15 000 hommes simultanément en action, dont une dizaine de milliers de combattants, et cela au moment où les brigades atteignaient leur effectif le plus important, au printemps et à l'été 37. Ce nombre a diminué par la suite : les pertes ont été lourdes - on peut les évaluer à 2 000 morts - et bien des volontaires, blessés, las ou découragés, sont repartis sans avoir été remplacés par autant de nouveaux venus.

Sur ce total de 25 000, les Français ont été incontestablement les plus nombreux, bien que leur valeur combative ait souvent été inférieure à celle des contingents allemands ou italiens, recrutés parmi des émigrés qui avaient déjà payé de l'exil la lutte pour leur cause dans leur pays d'origine. Au lendemain d'une crise économique qui a bouleversé l'Europe et dont les séquelles subsistent en dépit d'une reprise économique que stimulent les fabrications de guerre, il existe encore en France un *lumpen-proletariat* qui s'engagera en Espagne pour des motifs par toujours désintéressés. Cela explique certaines déclarations faites en France à la presse pro-nationaliste par des hommes partis sans être bien sûrs d'eux-mêmes et qui ont très vite été écœurés par la dureté des combats. C'est également le chiffre des volontaires français qui a le plus varié, comme aussi les appréciations sur leur comportement. Les brigades 14 et 14 *bis* furent essentiellement françaises, mais d'autres éléments français se trouvaient dans la 11^e, le bataillon *Commune de Paris*, dans la 12^e, le bataillon franco-belge, et dans la 13^e, le bataillon *Henri Vuillemin*. Encore une telle classification est-elle difficile, ces bataillons ayant été sans cesse remaniés, intégrés dans de nouvelles unités, selon les nécessités du moment ou les pertes subies. Le travail réalisé par l'Association des volontaires en Espagne républicaine pour essayer de retrouver les effectifs exacts des brigades fait apparaître environ un tiers de volontaires français, soit certainement moins de 10 000 hommes, souvent confondus avec les volontaires belges. On peut également adjoindre à ce groupe franco-belge celui des Polonais, en majorité recrutés dans les régions minières de France et de Belgique⁵⁹. Grâce à leur apport, le nombre total des Polonais ayant combattu en Espagne a sans doute dépassé 4 000 hommes.

Un autre contingent important de volontaires est fourni par les émigrés allemands et italiens. Ils jouent un rôle particulièrement important dans l'encadrement des brigades. Parmi eux, des cadres politiques, en grosse majorité communistes. Les Italiens et les Allemands ont envoyé presque tous leurs dirigeants : le socialiste Pietro Nenni, les communistes Luigi Longo (« Gallo ») et Di Vittorio (Nicoletti), le républicain Pacciardi, pour les Italiens, le socialiste autrichien Julius Deutsch, les communistes allemands Hans Beimler et Dahlem. Des autres pays, exception faite d'André Marty, peu de responsables « nationaux », mais de nombreux « cadres moyens », et, notamment pour les Français, des dirigeants des Jeunesses communistes.

Restent les volontaires venus des pays anglo-saxons, anglais, américains et canadiens du bataillon *Lincoln*, quelques centaines d'hommes de chaque nationalité ; ceux d'Europe centrale, Yougoslaves surtout, mais aussi Hongrois, Tchèques, Bulgares, Albanais même, venus par tous les moyens, et parfois à pied. D'autres sont venus de plus loin encore, d'Asie ou d'Afrique. Au total, 53 pays sont représentés dans les brigades⁶⁰.

58 Sans doute les journaux français font-ils régulièrement état d'arrestations à la frontière ; mais elles sont plutôt symboliques, semble-t-il.

59 Ces immigrés récents, se sentant étrangers dans leur pays d'adoption, n'avaient souvent retrouvé un cadre de vie que dans le syndicat ou le parti.

60 Bien des « anciens » des brigades monteront par la suite dans l'appareil de leur parti, ou dans celui de l'État après la victoire du parti. Citons, parmi les dirigeants allemands actuels de la D.D.R., Heinrich Rau et le général Staimer, général de la police. « Richard » en Espagne. Parmi les Hongrois, Laszlo Rajk, qui fut ministre de l'Intérieur dans son pays avant d'être pendu à la suite d'un procès célèbre et qui avait été en Espagne lieutenant et commissaire politique sous le nom de Firtos, le général hongrois Szalvai qui était en Espagne le commandant Tchapaiev, et l'actuel président du Conseil de Hongrie, après la révolution de 56, Ferenc Muennich. Parmi les Polonais, le général Komar, qui, sous le nom de Vacek, commanda un bataillon et devait en 1956 jouer un rôle décisif à la tête des troupes de sécurité, dans les événements qui allaient ramener Gomulka au pouvoir. Ce sont des anciens des brigades, avec Gosnjak, Rankovitch, Vlahovitch, qui

Les cadres supérieurs, à l'image des troupes, sont de toutes nationalités, français et italiens sans doute, mais aussi allemands, hongrois ou polonais. Les officiers occupant les postes les plus importants sont, plus souvent qu'on ne s'y attendrait, originaires d'Europe centrale. Les communistes y sont la grande majorité, ce qui fait d'autant plus remarquer un Nenni ou un Pacciardi⁶¹. Nombre d'entre eux ont fait la guerre de 14-18, certains ont été officiers de carrière, d'autres ont reçu à Moscou une formation militaire. Ils ont parfois reçu l'une et l'autre formation. Ainsi Hans Kahle, (le lieutenant-colonel Hans) ainsi Wilhelm Zaisser (le général Gomez) le hongrois Maté Zalka (le général Lukacs), le Polonais Karol Swierczewski (le général Walter) qui, tous combattants de 14-18, sont devenus militants communistes et ont parfois suivi les cours d'Académies militaires en U.R.S.S. Ainsi des anciens combattants aux responsabilités politiques plus réduites, le Français Dumont⁶², l'écrivain allemand Ludwig Renn, Regler, le Hongrois Gal, ancien compagnon de Bela Kun. Ainsi le plus mystérieux et le plus célèbre de tous les chefs des Internationaux, le général Kléber, que beaucoup de contemporains ont présenté comme le héros de la défense de Madrid⁶³.

La base d'Albacete

Le premier problème qui se pose aux organisateurs des brigades est de donner une certaine unité à ces forces hétérogènes pour les intégrer ensuite dans l'armée espagnole. Les volontaires doivent trouver, en arrivant en Espagne, des centres de rassemblement et d'instruction, qui permettront de les répartir selon leurs origines et leurs capacités. C'est d'abord à ce rôle que répond la création du centre d'Albacete.

La ville n'a pas été choisie au hasard : le 5^e régiment, en effet, y possède déjà une base. Longo, aidé de Vidali (commandant Carlos), a préparé les locaux qui doivent recevoir les premiers Internationaux. On y improvise un état-major qui devra avant tout se procurer, avec la collaboration des Espagnols, le matériel nécessaire au casernement et à la nourriture des hommes qui arrivent toujours plus nombreux. Tout n'est pas parfait les premiers jours et « on manque même d'eau pour se laver ». Peu à peu, pourtant, les problèmes les plus urgents sont résolus.

L'état-major d'Albacete, composé surtout de Français, agit en relations constantes avec les autorités militaires espagnoles : les Internationaux sont envoyés là où le danger est le plus pressant, sur demande et sur ordre du commandement espagnol. Bien sur, on retrouve à Albacete la dualité de pouvoir, familière dans l'armée populaire, entre commandement militaire et commissariat. Les questions militaires sont du ressort des officiers français, notamment Vital Gayman, le « commandant Vidal », la direction politique est assurée par Di Vittorio, Longo et surtout André Marty. Ce dernier doit ce poste décisif de « meneur d'hommes » à sa carrière de militant et à sa réputation de vieux révolutionnaire. Mais celui qui avait été longtemps le « mutin de la mer Noire », prisonnier sans doute de sa propre légende, devient, pour beaucoup de ses détracteurs, « le boucher d'Albacete »⁶⁴. Même si l'on refuse de croire à ses crimes, il faut bien admettre que ce « vieux grognon au tempérament belliqueux » n'était pas le chef idéal pour une troupe aussi composite. Gayman affirme pourtant qu'il n'est jamais sorti de ses attributions politiques, ne se mêlant ni des nominations d'officiers, ni de la conduite des opérations.

La base cessera rapidement de n'être qu'un centre d'accueil pour les « combattants de la liberté ». Elle devient d'une part centre de mobilisation pour les unités au front ou en voie de constitution, et d'autre part centre d'instruction et direction générale des services. Dans le voisinage s'installent des camps d'instruction, une école militaire pour officiers et commissaires

constitueront l'encadrement militaire et politique des partisans yougoslaves. D'autres, Français, formeront le noyau des Francs-Tireurs et Partisans : Rebière, fusillé en 1942, Pierre Georges, lieutenant en Espagne et qui sera le colonel Fabien; Tanguy, commissaire politique, qui sera le colonel Roi; François Vittori, organisateur dans le Front National de l'insurrection de Corse en 1944. Citons également, pour la France, le futur secrétaire du parti communiste, exclu depuis lors, Auguste Lecœur, et le futur sénateur Jean Chainton (Barthel).

61 La destitution de Randolfo Pacciardi, « ce grand seigneur républicain » comme dit Regler, et son départ d'Espagne furent aux yeux de bien des combattants, la preuve de la mainmise, désormais déclarée, des communistes sur les brigades. C'est à partir du témoignage de ses propres miliciens et des accusations lancées par eux qu'Antonia Stern a pu affirmer que Hans Beimler était mort assassiné à l'instigation du N.K.V.D. Des documents rassemblés par elle, il ressort que Beimler était effectivement en contact avec des oppositionnels allemands, volontiers critique de la direction et très hostile aux « services spéciaux » : dans ces conditions, l'hypothèse de l'assassinat est loin d'être invraisemblable. Elle n'est pas cependant étayée par de véritables preuves.

62 Hans Kahle, ancien officier, militant communiste dès 1919; Zaisser, officier passé aux révolutionnaires russes en Ukraine à la tête de ses troupes; tous deux avaient séjourné en Russie et occupé de hautes fonctions dans l'appareil militaire communiste clandestin en Allemagne. Zalka, ancien officier de 14-18, ancien compagnon de Bela Kun dans la révolution hongroise de 1919, avait servi en Chine comme conseiller militaire avec Gallen et Borodine. Jules Dumont, converti sur le tard au communisme, ancien capitaine, avait auparavant servi en Ethiopie contre les troupes du Duce.

63 L'homme qui a connu la gloire en Espagne sous le nom de général Kléber semble s'être appelé en réalité Manfred Stern. Selon Ypsilon, c'était un ancien officier autrichien, prisonnier en Russie pendant la grande guerre et converti au communisme, militant de l'appareil militaire clandestin en Allemagne, conseiller militaire en Chine en 27, puis commandant des troupes d'Extrême-Orient en 35 contre les Japonais. Cox lui attribue la même biographie, mais en fait un Autrichien naturalisé canadien, venu en Russie en 19 avec le corps expéditionnaire allié. Pacciardi écrit qu'il se dit canadien, mais semble être allemand. Selon Fischer, il aurait été liquidé au cours des purges de Moscou avant-guerre, alors que Colodny en fait le chef des troupes russes qui enfoncèrent la ligne Mannerheim au cours de la guerre russo-finlandaise de 1940. La confusion est évidente avec l'autre général, Stern, dit Grigorovitch.

64 Le volontaire belge Nick Gillain, dans son livre *Le Mercenaire*, l'accuse d'avoir présidé un Conseil de guerre qui condamne et fait exécuter sans raison - peut-être pour avoir pris contact avec les colonnes de la C.N.T. - un officier français, le commandant Delesalle. Pencheniati l'accuse d'avoir abattu de sa main à Cambrils quatre soldats qui protestaient parce qu'il les couvrait d'injures pour avoir lâché pied. Ernest Hemingway, dans *Pour qui sonne le glas*, a fait de lui, sous le transparent pseudonyme de Massart un portrait peu flatteur, celui d'une brute soupçonneuse, incapable et autoritaire. Fischer, qui travailla à Albacete sous ses ordres, est au moins aussi sévère. Quant à Regler, il écrit : « Il dissimulait son incapacité bien pardonnable sous une incurable méfiance. » La vérité sera d'autant plus difficile à établir sur André Marty que les communistes, après son exclusion, s'étaient, à leur tour, joints à ce concert de blâmes.

politiques. Les services sont nombreux et divers, puisqu'on y trouve un atelier de réparation pour le matériel, et, plus tard, une fabrique de grenades. Il y aura même pendant un certain temps un parc à bestiaux rempli de bêtes abandonnées après le début de la guerre civile, et ramenées de l'Estrémadure où elles erraient depuis des mois. Plus essentiels cependant sont les services de la poste et des transports. La censure postale d'une correspondance rédigée en une quarantaine de langues pose des problèmes compliqués. Les moyens de transport, presque nuls au début, « trois motos et quelques vieilles voitures », sont améliorés : le parc automobile sera bien entretenu par des volontaires, anciens ouvriers de Renault et de Citroën.

Le service le plus important est celui de la Santé. Il y a, certes, les hôpitaux espagnols, mais ils sont concentrés à Madrid, ce qui cause de réelles difficultés du fait des bombardements de la capitale. L'isolement des blessés internationaux au milieu d'Espagnols que, bien souvent, ils ne comprennent pas, a de fâcheuses conséquences sur leur moral. On leur donne d'abord des salles spéciales dans les hôpitaux madrilènes. Puis on cherche à les rassembler. Dès octobre, six médecins, que dirigent le docteur Rouquès, puis le docteur Neumann, organisent le service sanitaire des hôpitaux de campagne, des ambulances, des groupes mobiles d'évacuation. La doctoresse Struzelska organise l'hôpital international de Murcie, et quatre centres annexes dans la région. Des centres de repos et de convalescence sont créés. Ambulances et matériel sanitaire viennent de Paris. Les volontaires, pour financer ces réalisations, ont renoncé pour un temps aux deux tiers de leur solde⁶⁵.

Organisation des brigades

Nous avons insisté ici seulement sur les problèmes propres aux brigades, leur organisation et les difficultés d'armement étant les mêmes que celles des autres troupes républicaines. Notons simplement qu'il y a eu, à côté des brigades d'infanterie, des groupes d'artillerie internationaux, les batteries *Gramsci*, *Anna Pauker*, et *Skoda*, la plus ancienne.

En ce qui concerne le commandement, il n'y a jamais eu, pas plus d'ailleurs que dans l'ensemble de l'armée républicaine, de distinction parfaitement nette entre le commissaire politique et le commandant d'unité. Le rôle du commissaire est, au début, celui d'un surveillant : il porte un uniforme particulier. L'importance de son rôle a varié selon sa personnalité. Fait remarquable, alors que le commissaire doit initialement se consacrer avant tout aux problèmes humains, particulièrement complexes dans les brigades, il finira par devenir le second du commandant, le déchargeant des questions matérielles, évacuation des blessés, service sanitaire et postal, problèmes de ravitaillement. Vers la fin de la guerre, commissariat politique et commandement finissent presque partout par se confondre, rétablissant ainsi l'unité de commandement des armées classiques, avec plus de netteté d'ailleurs que dans le reste de l'armée républicaine.

Les officiers expérimentés qui encadrent les brigades ont aussi largement contribué à la formation des soldats espagnols, dont nombreux seront finalement ceux qui serviront dans les unités internationales. C'est qu'elles se transforment progressivement, d'abord en s'organisant selon les nécessités du moment et le nombre croissant des volontaires, ensuite parce qu'au contraire les volontaires deviennent de moins en moins nombreux. Dès le début, pour les commodités de l'instruction et du commandement, l'état-major des brigades a cherché à grouper les combattants d'après leur pays d'origine. C'est ainsi que les bataillons *Thälmann* et *Edgar-André* seront formés d'Allemands et de quelques Autrichiens. Le bataillon *Garibaldi*, un des premiers groupes de combat, qui jouera à Guadalajara un rôle déterminant, est exclusivement composé d'Italiens. Il n'est cependant pas toujours possible de grouper ainsi les combattants, le nombre des ressortissants de certaines nationalités ne permettant pas de composer des unités homogènes. D'autre part les volontaires doivent être incorporés au fur et à mesure de leur arrivée et ne peuvent l'être que dans des unités à l'entraînement. Ainsi le bataillon *Gastone-Sozzi* comprendra des Italiens et des Polonais. Le 9^e bataillon de la 14^e brigade est connu sous le nom de « bataillon des neuf nationalités ». L'Italien Pencheniati nous a parlé du bataillon *Dimitrov*, dont le commandant est le Bulgare Grebenaroff et le commissaire politique l'Allemand Furman⁶⁶. Les difficultés sont plus grandes encore pour les grandes unités, les brigades elles-mêmes étant parfois hâtivement formées pour aller sur le front dans les délais les plus brefs. Ainsi la 12^e comprend à sa formation un bataillon allemand, *Thülmann*, un italien, *Garibaldi* et le bataillon franco-belge. Ultérieurement, on tentera un regroupement, *Thälmann* et *Edgar-André* se retrouvant dans la 11^e et la 14^e étant presque exclusivement formée de bataillons français. Les lourdes pertes subies dans les premiers combats ont précipité le mouvement, en obligeant l'état-major d'Albacete à une refonte totale. Dès novembre 36, *Commune de Paris* a perdu l'effectif de deux sections. A Teruel, du 28 au 31 décembre 37, la 12^e brigade a perdu la moitié de ses nombres. Des unités disparaissent ainsi : le bataillon *Louise-Michel* est fondu dans *Henri-Vuillemin* après les premiers engagements. En tenant compte de ces remaniements, et en s'appuyant sur le tableau des unités internationales établi par l'A.V.E.R.⁶⁷, on peut dégager la présence permanente de cinq brigades en 36-37 : la 11^e, dont le commandant est Kléber et le commissaire Beimler, la 12^e, dont le commandant est Lukacs et le commissaire Longo-Gallo, la 13^e commandée par Zaisser-Gomez, la 14^e, par Walter et la 15^e, par Gal. Certains des éléments internationaux se fondront directement dans l'armée espagnole, tandis que des recrues espagnoles seront incorporées dans les brigades : selon Longo, cet amalgame s'est révélé nécessaire dès mars 37.

Ainsi apparaît le double rôle des brigades dans l'armée républicaine. Par leur valeur et leur enthousiasme, elles ont constitué une troupe d'élite prête à être engagée dans les combats les plus difficiles. Par leur capacité de résistance et leur combativité, elles ont constitué un exemple, et, à certains égards, une école. Leur petit nombre, pourtant, ne permettra de les engager que sur des fronts restreints. Leurs efforts seront vains, surtout après l'écroulement du Nord. En outre, le grand élan international de 1936-37 pour la défense de la République espagnole ne se renouvellera pas : à partir de 1937, les partis communistes renoncent à la mobilisation au nom de l'« antifascisme ». Reste que les brigades ont existé, que leur rôle a été déterminant dans plusieurs batailles décisives. C'est, entre autres, pour cette raison qu'un homme comme Gustav Regler,

65 L'essentiel de ces renseignements est tiré du livre de Longo.

66 Pour se comprendre, ils sont obligés de parler russe.

67 Anciens volontaires en Espagne républicaine.

après sa rupture avec le parti communiste et l'écroulement des illusions sur lesquelles il avait bâti sa vie de proscrit, peut, encore aujourd'hui, exalter sans réserve le souvenir de la fraternité enthousiaste des Internationaux.

d. La conquête du Nord

Depuis la chute de Saint-Sébastien et d'Irun, qui a privé le front nord de toute possibilité de ravitaillement par la frontière française, aucune tentative de réelle importance n'a été entreprise contre le Pays basque. Les forces de Mola les plus solidement organisées ont été dirigées sur Madrid. Ni du côté républicain, ni du côté nationaliste, il n'y a, pendant de longs mois, de troupes nombreuses et bien armées. Le nombre des combattants ne permet pas de tenir un front continu de la Biscaye à la Galice. La bataille se rallume épisodiquement dans l'un, puis dans l'autre secteur; leur conquête successive marquera, au cours de l'année, les étapes de l'offensive nationaliste: la Biscaye, Santander, les Asturies.

Le front nord

Dès le premier regard, il apparaît qu'on se trouve en face de deux zones de résistance solide, mais dont les régimes politiques sont diamétralement opposés, le Pays basque, conservateur et catholique, mais que ses aspirations nationales ont rallié au parti de la République, et les Asturies ouvrières, bastion de la révolution en octobre 34 comme en juillet 36. Au centre, par contraste, une zone de faiblesse, la région de Santander, où le Comité de guerre se trouve devant un problème insoluble, la défense de la partie la plus vaste du front avec des troupes particulièrement peu nombreuses et mal armées; la fragilité de ce secteur est encore accrue par les dissensions entre socialistes et anarchistes.

Le fait que les combats décisifs se soient déroulés autour de Bilbao, l'influence de la résistance basque et ses répercussions à l'étranger, cachent un peu trop la coexistence de ces trois centres. Il faudra pourtant attendre le milieu de l'année 37 pour que soit unifié le commandement militaire, preuve suffisante qu'il n'y a pas de véritable entente, même dans ce domaine. Les officiers envoyés par Caballero, le capitaine Ciutat aux Asturies, le général Llano de Encomienda au Pays basque, se sont employés depuis des mois, avec l'aide des techniciens russes, à réaliser l'unité sans y parvenir. Sous des étiquettes semblables d'unités « militarisées », les troupes restent différentes: « milices basques », unités en uniforme, encadrées par des aumôniers, ignorant le « mono » et les commissaires politiques, « milices asturiennes », où partis et syndicats exercent leur contrôle⁶⁸.

Non seulement il n'y a pas de commandement militaire unifié pour les trois zones, mais il y a opposition et méfiance d'une région à l'autre: hostilité des révolutionnaires asturiens vis-à-vis des Basques « conservateurs », réticences basques à l'égard de « l'anarchisme » de Santander et de Gijón,

Dès le mois d'août 36, les difficultés ont commencé. Dans les Asturies, c'est la chasse aux prêtres et aux religieuses. Les églises sont détruites ou fermées, le culte interdit. Au Pays basque, au contraire, l'Église a conservé toutes ses libertés et continue d'exercer une profonde influence aussi bien dans le peuple qu'au sein du gouvernement, où siègent plusieurs ministres catholiques. Le serment prononcé par Aguirre souligne que le président se comportera « en croyant, en magistrat du peuple et en Basque ». Des prêtres et des fidèles, persécutés aux Asturies, cherchent refuge au Pays basque, où les militants de la C.N.T. protestent violemment contre le décret qui fait du Vendredi saint un jour férié. Aux Asturies, mines et usines sont contrôlées, de nombreuses entreprises, même dans le petit commerce, sont collectivisées. Au Pays basque, la propriété n'a subi aucune atteinte. Tandis que les « Comités-gouvernement » dirigent la révolution aux Asturies, les « juntas de défense » d'Euzkadi s'emploient à faire rétablir partout la « normalidad ». Il reste peu de gardes civils aux Asturies, sauf à Gijón, alors qu'ils sont nombreux à Santander et au Pays basque. Quand les pouvoirs régionaux ont été intégrés à l'État républicain, le Conseil des Asturies comprend toujours des anarchistes; il n'y en aura jamais dans le gouvernement basque⁶⁹. Le gouvernement Aguirre a combattu la révolution. Alors qu'aux Asturies « l'épuration » a été sévère, le gouvernement d'Euzkadi s'est donné comme objectif d'assurer « la sécurité des individus et de leurs biens ». Il a désarmé l'arrière, interdisant le port des armes à quiconque n'appartient ni à l'armée, ni à la police, et il s'est fait donner le droit de recruter autant de forces de police que « la situation l'exige ».

Il n'est pas étonnant que, dans ces conditions, la collaboration se soit révélée difficile entre les deux territoires de ce qu'on peut appeler la « confédération espagnole »⁷⁰. Aucune coordination n'étant réalisée dans le domaine militaire, alors que l'infériorité des forces républicaines n'est pas encore flagrante, la dispersion des efforts condamne toute initiative. Les Basques reprochent aux Asturiens de n'avoir pas, en octobre, épaulé l'opération sur Alasua, destinée à soulager Madrid. Les Asturiens rétorquent qu'avec des munitions et un peu de matériel lourd, ils auraient pris Oviedo en octobre, avant que la colonne Solchaga ne vienne la délivrer. Certes des bataillons basques participent en février à la grande attaque des Asturiens contre Oviedo⁷¹, mais la tranquillité du reste du front Nord permet aux nationalistes de contenir victorieusement cet assaut.

La collaboration ne se réalise pas non plus sur le plan économique. Le Nord, est pourtant la seule région industrielle où la reconversion des usines permettrait la création d'une industrie de guerre puissante. Mais les Asturiens ont le charbon et les

68 Le département de la Défense des Asturies est dirigé par le communiste Ambou, l'état-major par Ciutat. Gouzalez Peña (socialiste), Juan José Manso (communiste) et Gonzalez Mallada (C.N. T.) sont commissaires.

69 Le gouvernement basque comprend quatre nationalistes, trois socialistes, deux républicains, un communiste; le Conseil des Asturies, quatre anarchistes (deux C.N.T., un F.A.I., un J.L.) quatre républicains, deux socialistes, deux communistes, deux J.S.U.

70 Cf. Carlos Rama.

71 Le 1^{er} mars, l'organisateur des milices basques, Candido Saseta Echevarria, est tué devant Oviedo. Lizarra, commentant sa mort ne dissimule pas le peu d'enthousiasme des Basques à se battre chez les Asturiens.

Basques le fer : des mois précieux se passeront en pourparlers et en récriminations.

Sans doute le gouvernement central s'emploie-t-il à apaiser les différends. A plusieurs reprises on suggère à Aguirre d'accepter dans son ministère des représentants de la C.N.T. Et les responsables de la C.N.T. demandent à leurs camarades d'Euzkadi d'éviter les « maladroites ». Mais le Nord ne reçoit aucune aide matérielle, ce qui prive de toute efficacité les conseils de Madrid et de Valence. Caballero évoque dans ses Mémoires les télégrammes angoissés d'Aguirre, réclamant une aide aérienne, parle du « désespoir » du président basque. Les Asturiens déclarent aussi qu'ils ont été battus faute de matériel de guerre. Le seul appoint appréciable sera l'arrivée d'armes russes : 15 chasseurs, 5 canons, 15 chars, 200 mitrailleuses et 15 000 fusils « datant de la guerre de Crimée »⁷², ce qui est peu pour 35 000 soldats et se révèle ridiculement insuffisant lors de l'offensive de 1937.

Devant le danger immédiat, les positions des Basques et des Asturiens sont radicalement différentes. Les miliciens des Asturies, comme tous les autres, se battent mal en rase campagne. Mais ils savent s'accrocher dans les combats de rue à toutes les maisons des villes et des villages. La lutte engagée est pour eux une question de vie ou de mort et la dynamite est leur suprême argument⁷³. Ils n'ont pas peur de la destruction et ne veulent laisser que des ruines entre les mains des nationalistes. Pour eux, la terreur est le seul moyen de tenir l'arrière. Ils n'hésiteront jamais à abattre sur place quiconque parle de se rendre. Aux bombardements, ils sont prêts à répondre par l'exécution en masse des « otages », sympathisants des rebelles ou simplement suspects.

Les Basques ont, dans les mêmes circonstances, des réactions bien différentes. Respectueux des croyances religieuses et des opinions politiques, soucieux de se conduire en « bons catholiques », ils préfèrent relâcher un coupable qu'exécuter un innocent, conservent à des postes-clés des éléments suspects ou simplement tièdes⁷⁴, se préoccupent autant de préserver la vie des « otages » pris par leurs voisins que de tenir le front⁷⁵. Surtout l'enjeu de la guerre n'est pas le même pour eux; alliés momentanés du Front populaire, les dirigeants du parti nationaliste basque, leurs bailleurs de fonds et leurs troupes ne partagent ni l'idéologie, ni l'optique des autres combattants « antifascistes ». Ils se battent pour le Pays basque tel qu'il est, et pour ses libertés, se refusant à tout laisser détruire en un vain combat. La bourgeoisie basque sait que tout avenir ne lui est pas fermé en cas de victoire franquiste, qu'on aura besoin de ses services, quand les usines et les mines qui auront échappé à la destruction fonctionneront de nouveau. Elle compte sur ses associés britanniques pour la protéger. Enfin la solidarité catholique lui fait espérer, sinon un compromis, du moins des ménagements de la part des rebelles, l'espoir de sauvegarder une partie au moins de ses intérêts.

La lutte sur « deux fronts » a sa propre logique. Le désir de ne pas céder à la révolution, de ne pas livrer aux atrocités de la guerre de rues et aux représailles inévitables les populations des villes, les monuments et les installations industrielles, entraînera une partie des Basques à s'opposer, quand il le faut par la force, aux partisans de la résistance à outrance et de la destruction. Dans cette tâche, ils seront parfois débordés par les phalangistes cachés ou les opportunistes, qui y voient un moyen de précipiter la déroute républicaine.

La campagne pour Bilbao

La seule considération d'une victoire facile aurait suffi à déterminer le général Franco à se tourner vers le Nord, après ses échecs successifs devant Madrid. Mais d'autres éléments ont certainement joué: d'abord la bataille de Madrid a prouvé qu'il convient de se préparer à une guerre longue. Il existe maintenant une armée républicaine.

Franco, qui n'a pas eu les moyens de l'emporter en occupant la capitale, ne peut espérer vaincre par une offensive généralisée. Ses réserves sont trop faibles, et les pertes subies dans les combats récents ont écarté pour le moment l'idée d'une bataille d'usure. La tactique utilisée jusqu'à la fin des hostilités consistera à attaquer et à réduire région par région l'Espagne républicaine, ce qui permet, de concentrer un matériel important sur un front restreint. L'isolement du Nord en fait naturellement le secteur rêvé pour une pareille entreprise. De plus, la chute du Nord a une valeur économique, qui peut être décisive pour la suite de la guerre : la plus grande partie de l'industrie métallurgique espagnole s'y trouve. Enfin sa possession est importante pour de futures négociations internationales. L'Allemagne, qui a besoin du minerai de fer cantabrique, ne peut qu'appuyer une pareille opération. L'Angleterre, qui utilise ce même minerai, ne peut ignorer l'autorité établie dans la région, qu'elle soit républicaine ou franquiste.

Le général Mola est chargé de l'opération la plus importante et la plus facilement réalisable, la conquête de la Biscaye. Ses troupes ont connu une période de calme et de réorganisation pendant le début de l'année 37. Ce sont les quatre brigades de Navarre⁷⁶ qui se trouvent constamment en première ligne pendant l'offensive nationaliste, et représentent une force numérique égale, sinon supérieure, aux troupes basques - renforcées par quelques brigades venues des Asturies et de

⁷² Selon Aguirre. Le président basque souligne cependant la valeur des pilotes russes et de leur chef, le général Jansen. Le dirigeant nationaliste basque Monzon a en outre réussi à acheter la Hambourg, en octobre, 5 000 fusils tchèques et 5 millions de cartouches. Nous ne disposons d'aucun élément chiffré pour l'armement des Asturiens, qui furent très probablement plus démunis encore que les Basques et pour qui le siège d'Oviedo fut une longue saignée. Ils ont reçu notamment des armes tchèques, fusils surtout, livrées par le Mexique, et le 19 octobre, un chargement de vieux fusils français apportés par le vapeur Reina.

⁷³ Cf. lettre d'un milicien asturien citée dans *la Dépêche de Toulouse* (4 oct. 37) : « Qu'importe mourir s'ils ne passent pas, et s'ils passent, alors, qu'importe mourir ».

⁷⁴ Cf. l'épisode cité par Steer du colonel Annex, chef de la censure militaire, qui déclare au moment où l'ennemi approche de Bilbao : « Quels sens ça a de nous faire tuer ? » et conserve ses fonctions en position dans les rangs adverses.

⁷⁵ D'après le *Times*.

⁷⁶ Cf. Aznar : 1^o brigade, colonel Garcia Valino; 2^o, colonel Cayuela ; 3^o, colonel Latorre ; 4^o, colonel Alonso Vega.

Santander - concentrées dans les Sierras pour protéger les passages permettant de déboucher sur Bilbao. Derrière les Navarrais du général Solchaga, les Italiens des Flèches Noires et de la nouvelle division 23 *mars*, constituée après Guadalajara, ont été placés en réserve. Par la suite, Mola renforce ses troupes avec des effectifs composés de Marocains et de contingents du *Tercio*. L'opération commence, comme prévu, le 31 mars, après que Mola ait lancé un dernier ultimatum aux Basques ; tout de suite se manifeste la méthode de combat qui va être constamment utilisée par les nationalistes au cours de cette campagne : exploitation d'une supériorité matérielle écrasante, bombardements intenses d'artillerie, suivis de l'intervention de l'aviation⁷⁷. Son efficacité apparaît immédiatement aux résultats obtenus dans les cinq premiers jours de l'offensive, malgré les contre-attaques fréquentes et courageuses des Basques; cependant, l'occupation des cols n'a pas amené les franquistes au contact de la « Ceinture de Fer », la ligne de défense de Bilbao. Aznar invoque le mauvais temps, qui a certainement ralenti les opérations, en interdisant à un moment décisif les sorties aériennes. Mais l'armée basque, en dépit des pertes subies et des faiblesses matérielles, est encore capable de réactions dangereuses. Ainsi s'expliquent les durs combats autour du mont Sabigan, pris et repris à plusieurs reprises entre le 11 et le 15 avril. Il aurait alors fallu une diversion venue de l'extérieur, qui obligeât Franco à détourner une partie de ses troupes et de son aviation vers un autre secteur. Mais les tentatives dans ce sens seront, on le verra, tardives et menées avec des moyens trop faibles.

La première partie de la campagne de Biscaye s'est achevée fin avril avec l'occupation de Durango, d'Eibar et de Guernica. Les brigades de Navarre sont enfin au contact des hauteurs qui protègent et dominent la Ceinture de Fer. Ces dernières opérations ont été marquées par une utilisation massive de l'aviation qui écrase et terrorise non seulement les lignes de défense, mais aussi villes et villages. L'épisode le plus célèbre à cet égard est, le 26 avril, la destruction de Guernica par l'aviation allemande; ce bombardement eut une énorme répercussion à l'étranger. Aujourd'hui, après Rotterdam et Coventry, après la destruction de Varsovie et la bombe d'Hiroshima, on est presque étonné de l'importance donnée à cet attentat. Mais c'est que Guernica est la véritable capitale religieuse du Pays basque. L'émotion du monde catholique, surtout en France, a été considérable. Et puis l'affaire prend un aspect international du fait que ce sont les Allemands qui sont accusés, à juste titre, d'en être responsables: les témoignages des habitants qui fuient Guernica incendié et menacé par les rebelles sont irréfutables. L'aviateur Galland se contentera de dire qu'il s'agit d'une « erreur » regrettable. Mais devant le blâme public, l'émotion de la Chambre des Communes où Eden a été interpellé, l'Allemagne demande à Franco « un démenti énergique ». D'où la thèse nationaliste: « Guernica a été incendiée par ... les hordes rouges. Aguirre a préparé, dans un dessein satanique, la destruction de Guernica »⁷⁸ exécutée par les *dinamiteros* asturiens. Cette interprétation a cours encore aujourd'hui en Espagne⁷⁹.

Cependant, les forces nationalistes ont besoin d'être réorganisées et renforcées avant d'attaquer les fortifications de Bilbao. Faupel rapporte que le général Franco a demandé aux Italiens d'engager la division *Littorio* dans ces opérations décisives. Mais ceux-ci sont moins enthousiastes depuis Guadalajara; d'autant moins qu'une nouvelle alerte, due à une imprudence, vient leur rappeler ces fâcheux souvenirs: après l'occupation de Guernica, les Flèches Noires ont progressé rapidement le long de la côte et atteint Bermeo, laissant leur flanc gauche découvert; une contre-attaque républicaine les isole pendant quelques jours et il faut envoyer la division 29 *mars* et une brigade navarraise pour les dégager.

Le mois de mai est consacré à la préparation de la bataille décisive. Les deux adversaires affermissent leur position autour de la Ceinture de Fer. L'inefficacité de cette ligne de fortification, célèbre avant d'avoir été mise à l'épreuve, va être d'ailleurs rapidement démontrée: d'abord elle n'est pas occupée par un nombre d'hommes suffisant; ensuite elle est dominée par des hauteurs, qui une fois occupées par l'ennemi rendent sa défense impossible à long terme. Aussi les républicains s'acharnent-ils à défendre ces points stratégiques, retardant ainsi l'offensive nationaliste.

Le remplacement de Mola par Davila, fidèle exécutant des ordres de Franco, renforce cependant l'unité du commandement nationaliste. Les pertes subies par les Basques au cours des contre-attaques ont été énormes. Enfin les plans de la Ceinture de Fer⁸⁰ ont été livrés aux franquistes par le capitaine Goicoechea⁸¹, ce qui explique la précision exceptionnelle du bombardement qui précède l'assaut.

La rupture de la ligne fortifiée est désormais inévitable. L'attaque décisive commence le 12 juin et, dans la journée, la Ceinture de Fer est rompue sur cinq kilomètres. Le reste des défenses est pris à revers.

Les Basques, qui se sont bien battus jusqu'ici, considèrent alors qu'il n'y a plus moyen de résister. Peut-être. pourraient-ils prolonger la lutte en acceptant une bataille de rues; mais celle-ci aboutirait à la destruction de leur ville. En évacuant Bilbao pratiquement sans combat, les Basques ont rendu sans doute plus rapide la victoire nationaliste, mais ils ont empêché une destruction qui leur paraît maintenant inutile. Ici comme à Saint-Sébastien s'affrontent deux conceptions de la guerre: les Basques n'hésitent pas à désarmer les miliciens asturiens qui ont construit des barricades dans les rues de la nouvelle ville. Dès le 16, le colonel Bengoa s'enfuit en France; Bilbao connaît, selon lui, un véritable « effondrement du pouvoir » ... Il craint que la ville ne puisse se rendre, personne n'y exerçant plus d'autorité. Le 17, le gouverneur basque, à son tour, quitte la capitale, laissant une junta de défense avec Leizaola, le socialiste Aznar, le communiste Astigarrabia et le général Ulibarri. Il est bien difficile de savoir si elle a une autorité réelle. Selon *le Temps*, dès le soir du 17, une fusillade éclate entre les

77 Les bombardements du 31 mars qui ont précédé l'attaque nationaliste ont été effectués avec 35 batteries d'artillerie : deux fois plus que les Basques ne pouvaient mettre en ligne.

78 Démenti publié le 29 avril par le bureau de presse nationaliste (cf. Archives de la Wilhelmstrasse).

79 Cf. Aznar, *op. cit.*

80 La défense est constituée par trois lignes de tranchées, cinq réseaux de barbelés, des abris souterrains et des nids de mitrailleuses.

81 Cf. Steer.

Basques, partisans de la reddition⁸², et les « extrémistes, partisans de la résistance à outrance ». Les anarchistes font sauter les ponts, exécutent sommairement quelques partisans de la reddition. Une unité basque, 1 200 miliciens qui étaient avant la guerre soldats de l'armée régulière, passe alors à l'action, appuyée par la police, les *asaltos* et les gardes civils. Les miliciens de Santander et des Asturies sont attaqués et désarmés, le drapeau blanc hissé sur le bâtiment du central téléphonique. Des émissaires sont envoyés aux nationalistes, les unités basques occupent les bâtiments publics, assurent l'ordre. La police, coiffée maintenant du béret carliste, continue son travail après l'entrée des troupes de Davila.

Tandis que les nationalistes occupent Bilbao, l'armée basque bat en retraite vers l'ouest. Tout le reste de la Biscaye tombe pratiquement sans résistance aux mains des nationalistes. Aznar évalue à 30 000 hommes les pertes subies par les Basques au cours de la campagne.

Cependant, il a fallu onze semaines à l'état-major franquiste pour mener à bien cette campagne. Les conditions naturelles et la résistance basque ne suffisent pas à expliquer la longueur de la bataille. Il y a eu des erreurs de la part des nationalistes, et surtout une mésentente entre les Espagnols et les Italiens ; le général Doria a même été obligé, après l'échec de Bermeo, de renoncer pour cette campagne à la participation active du C.T.V.

La diversion: Brunete

Les républicains n'ont pas su profiter du délai. Une puissante attaque venant de la zone centrale eût pu interrompre l'offensive nationaliste. Mais les deux tentatives de diversion qui, en mai-juin, partent du front central manquent d'envergure. Elles sont entreprises sans conviction, avec des moyens insuffisants. A Balsain, en Vieille Castille, l'attaque qui a pour but immédiat de s'emparer de La Granja ne bénéficie même pas d'un appui de chars d'assaut. A Huesca, où l'offensive doit aboutir à l'occupation de la ville, les attaquants disposent seulement de trois batteries d'artillerie. Dans les deux cas, l'adversaire semble être sur ses gardes, et les premiers attaquants se heurtent à une vive réaction.

Le lendemain même de la dernière tentative sur le front de Huesca, l'occupation de Bilbao par les nationalistes marque la fin de la campagne de Biscaye. Certes la lutte peut se prolonger encore, mais il faut, pour dégager le Nord, agir sans tarder avec une masse de manœuvre importante.

Cependant l'élimination de l'opposition révolutionnaire a permis de créer, en apparence du moins, l'unité politique. Le gouvernement Negrin, le « gouvernement de la victoire » s'appuie sur une armée qui perd de plus en plus son caractère révolutionnaire pour ressembler à une armée régulière. Les « milices autonomes » disparaissent. Les « techniciens » militaires, qui ont la confiance du gouvernement, prennent le pas sur les politiques ; dans le secteur central, le rôle essentiel est joué par Vicente Rojo ; sur le front Nord, Gamir Ulibarri, ancien professeur à l'Académie militaire de Tolède, comme Rojo, reçoit la direction de l'ensemble de la zone républicaine, réalisant ainsi, quoique tardivement, l'unité de commandement dans ce secteur. Sous l'impulsion de ces techniciens, une réorganisation totale de l'armée est envisagée. Les troupes, quelles que soient leur origine et leur formation primitive ; sont divisées en armées, corps d'armée, brigades et bataillons. Cette réorganisation, utile là où une longue période de calme permet de l'achever, ne signifie pas grand-chose sur le front Nord, où des tâches de défense plus immédiates s'imposent au commandement.

Une chose est en effet d'organiser ces corps d'armée sur le plan théorique, une autre de leur donner la capacité de résistance nécessaire et de les préparer à une action offensive. Il faut instruire les hommes ; le 5^e corps, formé en grande partie par les troupes de l'ancien 5^e régiment, sera l'exemple et le modèle. Il fournit la première masse de manœuvre dans les offensives de l'été 37.

Le deuxième problème, plus délicat encore à résoudre pour les républicains, est celui de l'armement. L'approvisionnement en armes se fait de plus en plus difficile depuis la mise en application, le 19 avril, des dispositifs de contrôle aux frontières et sur les côtes. La dotation des unités en armes lourdes et en chars d'assaut, dont le rôle devient important dans une bataille de rupture, est tout à fait insuffisante. L'apport d'appareils russes est loin de permettre un emploi massif de l'aviation, notamment de l'aviation d'assaut.

Cette infériorité matérielle est moins nette autour de Madrid que dans les autres secteurs de combat, la masse des troupes organisées ayant été concentrée sur cette partie du front pendant les trois premiers mois de 1937. C'est sans doute une des raisons qui ont déterminé le choix de Brunete pour la grande offensive de diversion lancée début juillet. Il semble qu'une discussion assez sérieuse ait précédé la désignation du secteur d'attaque, finalement retenu autant pour des considérations d'ordre politique que militaire.

Deux possibilités s'offrent en effet aux gouvernements : la première est celle d'une offensive en Estrémadure, dans la zone de Mérida. Les avantages d'une telle initiative apparaissent à la seule lecture de la carte ; sa réussite aurait constitué le plus grave danger qui puisse peser sur l'armée franquiste en menaçant directement Badajoz et la frontière portugaise, en coupant par conséquent les communications avec les bases marocaines et méridionales ; en outre, les forces qui défendent cette région sont beaucoup moins nombreuses que sur le front de Madrid. Toutes ces considérations ont fait envisager depuis longtemps la possibilité d'une attaque dans ce secteur ; c'est en particulier l'idée du colonel Asensio Torrado, le « technicien » de Largo Caballero. Au cours de l'année 38, les militaires républicains réexamineront ce projet, mais jamais, en définitive, il ne sera mis à exécution avec les moyens propres à en assurer le succès⁸³.

Finalement c'est la deuxième solution offensive qui l'emporte : une attaque dans le secteur de Madrid. La décision de

⁸² Le 18, 1 500 prisonniers franquistes sont conduits en rangs, munis de pelles et de pioches, sous prétexte d'aller creuser des tranchées, Jusqu'aux avant-gardes nationalistes.

⁸³ Il est probable que les conseillers militaires russes se sont opposés à cette opération en 37.

déclencher une opération militaire de cette ampleur revient au gouvernement, et particulièrement au ministre de la Défense, Indalecio Prieto. Celui-ci a tenu à assister personnellement aux débuts de l'offensive sur Brunete. En définitive, avec l'accord des techniciens russes, Miaja et Rojo ont pris l'initiative de choisir le front de Madrid, Rojo en explique les avantages militaires: les forces nationalistes sont plus faibles parce qu'il leur a fallu envoyer des troupes de ce secteur sur le front nord ; elles sont affaiblies moralement à cause de l'échec sur la capitale. Mais surtout, les réserves en hommes se trouvent ici sur place; aucun déplacement important de troupes n'est nécessaire. L'effet de surprise peut être obtenu plus facilement que sur le front méridional, vers lequel un déplacement massif de troupes et de matériel ne saurait être longtemps dissimulé. Il n'est pas question d'ailleurs de dégarnir le front de Madrid, symbole de la résistance de l'Espagne républicaine.

D'autre part, l'état-major républicain est persuadé que la seule manière de vaincre est de rompre le front par une concentration de feu et de troupes considérable, ce qui suppose une tentative de percée sur un front extrêmement restreint. Le choix de Brunete répond à ces impératifs.

La bataille de Brunete

L'opération a un double but: arrêter l'offensive nationaliste dans le nord, en obligeant Franco à rappeler une partie des forces engagées en Biscaye, et, en atteignant le nœud de communications de Navacarnero par une attaque à l'ouest de Madrid, obliger les franquistes à se replier sur le Tage, et isoler les troupes installées aux abords immédiats de la capitale. Le succès de cette manœuvre, même si l'ennemi réussissait à échapper à l'encerclement, le contraindrait à une retraite précipitée et dégagerait Madrid. Ainsi tous les succès nationalistes seraient remis en question.

Pour effectuer cette manœuvre d'encerclement une double attaque est envisagée: la principale doit permettre d'atteindre Brunete et de prendre possession de la crête montagneuse dominant Navacarnero. L'attaque secondaire a pour objectif une percée en direction d'Alcorcon, au sud de Madrid. Le soin de porter l'attaque principale est confié au 5^e corps, sous le commandement de Modesto, au 18^e commandement par Jurado. On y trouve les meilleurs éléments des troupes républicaines : division Lister, 13^e et 15^e brigades Internationales. L'attaque secondaire est menée par les réserves de Madrid, comprenant les divisions Kléber et Duran et le 2^e corps d'armée dirigé par Romero.

Les moyens mis à la disposition de l'état-major républicain sont les plus importants qui aient été utilisés jusqu'ici. Aznar évalue à 47 000 hommes les forces gouvernementales, et tous les observateurs signalent l'importance exceptionnelle de l'artillerie, en particulier de l'artillerie anti-aérienne⁸⁴.

Au contraire, les éléments nationalistes qui peuvent être engagés immédiatement sont faibles: deux *banderas* de la Phalange, trois centuries, le bataillon de Sam-Quintin, plus les services du sous-secteur concentrés à Brunete. Quelques réserves vont être mises dans les premières heures à la disposition de la défense, mais l'ensemble reste nettement insuffisant pour empêcher une action en profondeur. Les conditions du combat sont donc aussi bonnes pour les républicains qu'elles peuvent l'être. Rojo estime que Brunete est, avec la bataille de l'Ebre, « la seule opération parfaitement bien préparée du côté républicain ». Le secret en a été parfaitement gardé, ce qui est véritablement exceptionnel.

Dans ses grandes lignes, la bataille se divise en deux périodes: du 5 au 13 juillet se déroule l'offensive républicaine; à partir du 15 jusqu'à la fin du mois, la contre-offensive nationaliste.

Dès le 5 juillet, les attaques vers Aranjuez préludent à l'offensive générale. Dans la nuit du 5 au 6, l'assaut est lancé avec succès: la percée envisagée est réussie; au centre, la division Lister, progressant profondément, a occupé Brunete. Les avantages obtenus sont tels qu'ils permettent d'envisager une grande victoire.

Mais, à partir du 7 juillet, l'offensive se ralentit, et les nouveaux progrès réalisés sont purement locaux et sans grande portée; l'essoufflement est visible. L'occupation de Villafranca del Castillo, à l'extrême-est du dispositif, ne dure guère plus d'une journée, les tabors marocains parvenant à reprendre le village le 12. A partir de cette date, les républicains se bornent à limiter dans la mesure du possible les contre-attaques nationalistes. Somme toute, sur le plan opérationnel, c'est un échec. Pour l'expliquer il faut tenir compte à la fois du manque de moyens et des maladresses des gouvernementaux.

L'erreur évidente est de n'avoir pas exploité le succès initial en donnant à la manœuvre plus d'ampleur. Alors que la division Lister est maintenue sur les positions conquises le 6 et le 7, le commandement républicain s'acharne sur des villages que des nationalistes peu nombreux défendent avec l'énergie du désespoir. En perdant quatre jours sur ces positions, les républicains permettent aux renforts franquistes d'arriver; d'autre part, en s'obstinant, ils subissent des pertes très lourdes et affaiblissent d'autant leur potentiel militaire. On retrouve constamment au cours de la guerre ces deux traits : d'une part le caractère timoré et le manque de large conception d'ensemble du commandement⁸⁵, de l'autre la lenteur des opérations, qui ne s'explique pas seulement par la résistance rencontrée, mais aussi par les réactions brutales et inattendues des troupes engagées. Ainsi a échoué notamment l'attaque secondaire qui devait permettre l'encerclement des nationalistes au sud de Madrid; les avant-gardes furent soudain prises de panique et obligèrent l'ensemble des forces groupées dans ce secteur à se replier sur leurs premières positions. Ces brusques reculs, si fréquents dans les grandes opérations républicaines, ont souvent rendu impossible, et à Brunete notamment, une manœuvre importante.

Ici, cela faillit même tourner au désastre le front se trouvant soudain complètement dégarni sur un point à la suite d'une nouvelle panique. Finalement cependant, la contre-offensive lancée par le général Varela est enrayerée.

En définitive, Brunete est une demi-réussite pour les gouvernementaux. Une faible partie de leurs objectifs initiaux ont été atteints. On ne peut compter comme une avance substantielle la poche créée au nord de Brunete, qui n'aboutit qu'à allonger

84 Une telle concentration de matériel ne sera réalisée que deux fois dans toute la guerre du côté républicain, à Brunete et à Teruel.

85 Rojo écrit que « les chefs de division d'avant-garde craignirent d'avancer plus profondément et de s'exposer à être encerclés ».

le front. Plus important est le déplacement de troupes auquel a été contraint Franco. Il lui a fallu rappeler du front nord deux brigades de Navarre et la quasi-totalité de l'aviation⁸⁶. C'est d'ailleurs la supériorité aérienne des franquistes qui a été en définitive l'élément déterminant de la lutte. Les mitraillages presque incessants de jour, les bombardements de nuit⁸⁷ ont brisé l'offensive et achevé d'annihiler la manœuvre républicaine.

Sans doute un répit a-t-il été donné pour organiser la défense de Santander. Mais ce répit est de courte durée. Dès la fin du mois de juillet, une partie des troupes engagées à Brunete peut regagner le front nord⁸⁸ pour participer à un nouvel et décisif assaut, qui prépare l'effondrement du front nord et la chute de la zone industrielle des Asturies.

La campagne contre Santander

En fait, il n'y a pas eu plus de quinze jours de calme entre la fin de la bataille de Brunete et le début de la nouvelle offensive sur Santander. C'était à peine le temps nécessaire pour achever de mettre en place un dispositif d'attaque. Les deux éléments essentiels en seront, comme à Bilbao, les brigades de Navarre et l'ensemble des troupes italiennes, C.T.V. et Flèches, maintenant réorganisées; toutes ces forces sont placées sous le commandement du général Davila. La dotation des bataillons en artillerie est renforcée et l'aviation est de nouveau concentrée dans le Nord. Franco espère pouvoir faire un gros effort en août-septembre, de façon à en finir avec Santander et les Asturies à la fin de l'été, avant la mauvaise saison qui retarderait les opérations dans la région montagneuse.

Du côté républicain, Ulibarri, nommé à la tête des troupes du front Nord, dispose en principe de quatre corps d'armée. Mais le corps d'armée basque est composé de troupes très éprouvées par les combats précédents et qui ont fait retraite vers la province de Santander. Elles ne combattent même plus pour défendre leur territoire; elles sont affaiblies moralement et matériellement. Ce sont elles pourtant qui ont la charge de tout le secteur oriental. Les corps d'armée asturiens (16° et 17°) ne seront que partiellement engagés dans les opérations de Santander.

Enfin, la défense de Santander est beaucoup plus difficile à établir que celle de Bilbao. Si la province est couverte au sud par une barrière montagneuse au-delà des cols de Los Torros, de l'Escudo et de Reinosa, par contre aucun obstacle important ne barre le chemin vers la côte. Il n'y a pas non plus de fortifications semblables à la Ceinture de Fer. Pour combler cette lacune, on mobilise les hommes nés entre 1913 et 1920 et on les enrôle dans des bataillons de fortifications, qui sont chargés de construire une seconde ligne de retranchements derrière celle qu'ont réalisée les disciplinaires et les troupes de ligne. Cependant le manque d'organisation, l'énormité du travail à accomplir rendent cette tâche aléatoire.

A défaut de progrès dans les armements, il faudrait du temps pour s'organiser. Ulibarri a essayé de gagner le délai nécessaire en lançant une offensive à partir de la poche que dessine le front au sud de Heinoso. Mais l'attaque, effectuée par un corps d'armée asturien, a été rapidement arrêtée. Un tel échec, s'ajoutant à l'arrêt de l'offensive de Brunete, ne fait qu'accentuer l'impression d'isolement qui pèse sur la région du Nord. Sur mer, Santander ne dispose que des deux destroyers, *Ciscar* et *Jose Luis Diez*, pour protéger ses communications avec l'extérieur. Ces navires n'auront d'ailleurs aucune efficacité: le blocus, déjà décidé et organisé par le commandement nationaliste sur la côte de Biscaye, sera plus efficace encore pendant la campagne de Santander.

Rien d'étonnant si, dans ces conditions, nous assistons à une campagne-éclair. Les combats n'ont de véritable envergure que dans les trois ou quatre premiers jours et le sort de la campagne s'est décidé en quelques heures. Les deux principales positions, celles du col de l'Escudo et de Reinosa, sont attaquées, la première par le C.T.V., la division *Littorio* restant en réserve, la deuxième par trois brigades de Navarre. Malgré la facilité de la défense dans ce secteur montagneux, le succès sera total et rapide, l'emploi d'éléments motorisés accentuant encore le caractère foudroyant de l'avance nationaliste.

Dès le premier soir du combat, le 14 août, l'ordre est donné aux hommes qui se trouvent les plus avancés dans la poche de Reinosa de se retirer pour éviter d'être encerclés. En quarante-huit heures, les Navarrais ont pris Reinosa, après avoir brisé la seule résistance sérieuse qu'ils aient rencontrée et occupé une usine travaillant pour l'artillerie navale, où sont saisis des canons en cours de fabrication. Reinosa n'a pas tenu; seul un bataillon asturien résiste quelques heures dans les rues de la ville, de leur côté, les Italiens, après une massive attaque de tanks, ont occupé l'Escudo; la colonne motorisée qui avance au sud a fait sa jonction avec les Navarrais. Une fois de plus, la supériorité matérielle a été déterminante; aucun obstacle sérieux ne se dresse maintenant devant les nationalistes. Quelques résistances sporadiques se manifestent, comme celle des Asturiens qui n'abandonnent à Corconte qu'un amas de ruines. Mais de nombreux bataillons basques se rendent et contrairement aux ordres d'Ulibarri qui a ordonné le repli sur les Asturies, les troupes basques commencent à se concentrer autour de Santana.

A partir du 17 août, la deuxième phase de l'opération commence: une avance rapide, massive, aboutissant à la liquidation des défenses de la province de Santander en une dizaine de jours. Le 25, le navire de guerre anglais *Keith* y embarque les dix-sept otages qui restent de Bilbao, leurs gardiens et un certain nombre de dirigeants basques, qu'Aguirre, venu de la zone centrale, rejoint à Bayonne; Juan Ruiz, le gouverneur socialiste, et le général Ulibarri partent le soir à bord d'un sous-marin; gardes civils, *asaltos* et carabiniers se sont soulevés. Leurs chefs⁸⁹ prennent contact avec les nationalistes, les prévenant

86 En particulier l'aviation légionnaire italienne et la légion Condor.

87 Rojo note que, pour la première fois, on fit opérer la chasse de nuit

88 D'après Aznar, dès le 3 août, le 5° brigade de Navarre est concentrée dans la zone d'Alguilar del Campo et d'Ala del Rey.

89 Selon *Independent News*, citant une dépêche d'agence, ce sont le commandant des gardes civils Pedro Vega, le commandant des troupes basques Angel Botella et le capitaine d'état-major Luis Terez.

qu'ils sont prêts à rendre la ville, où seuls se disposent à résister les hommes de la C.N.T. - F.A.I.90. Un communiqué du commandement nationaliste annonce le 27 que l'entrée des troupes prévue pour le 26, est retardée de vingt-quatre heures, « l'ordre dans Santander étant désormais assuré par la population ». L'alliance des chefs de l'armée et de la police avec les sympathisants franquistes a imposé la reddition. Et, tandis que le front de Santander s'écroule, les Basques capitulent à Laredo.

La capitulation des basques

La capitulation des Basques à Laredo, à la suite d'un accord en bonne et due forme, pose des problèmes de tous ordres. Le plus simple est celui des rapports à l'intérieur de la coalition républicaine; les autres concernent à la fois la politique de Franco vis-à-vis d'une éventuelle réconciliation et ses rapports avec ses alliés italiens. Enfin, quoique de façon moins visible, l'activité de la politique anglaise commence à jouer ici un rôle considérable⁹¹.

Sans vouloir retracer l'histoire des contacts diplomatiques pris en vue d'un règlement politique du conflit, il faut constater que, depuis le début de la guerre civile, plusieurs tentatives ont été faites auprès des Basques. Leur isolement politique et matériel devait en effet inciter certains de leurs dirigeants à rechercher la possibilité d'une entente honorable.

La première tentative de négociations séparées eut lieu, selon Cantalupo et à son instigation, immédiatement après Guadalajara. Le consul d'Italie à Saint-Sébastien, Cavaletti, aurait pris les premiers contacts et aurait été informé par le père jésuite Pereda des garanties demandées par Aguirre et Jauregui: possibilité pour les dirigeants de quitter l'Espagne, aucunes représailles contre la population civile, sauf en ce qui concerne les délits de droit commun, enfin médiation italienne absolue, ce qui supposait un contrôle des opérations de reddition et des conditions de la répression par le commandement italien, enfin d'éviter des massacres analogues à ceux qui s'étaient produits à Badajoz et Malaga. C'est ce dernier point qui devait provoquer l'échec de la tentative, le commandement nationaliste admettant difficilement une ingérence italienne, qui risquerait de s'étendre à l'Espagne tout entière. Quelle aurait été d'ailleurs la valeur des garanties accordées par Franco ?

Ces négociations semblent traîner jusqu'en mai. Aguirre confirme qu'il fut pressenti à Bilbao par un émissaire, mais sans résultat. L'ambassadeur Faupel attribue l'échec des pourparlers à l'opposition de Franco. Mais la chute de Bilbao, les lourdes pertes des Basques, la pression constante du Vatican⁹² font se renouer les contacts. Hassell, l'ambassadeur allemand à Rome, télégraphie le 7 juillet, au moment où se prépare l'offensive contre Santander, que « des délégués des Basques négocient la reddition » et que « le gouvernement italien use de son influence sur Franco pour obtenir des conditions bienveillantes ». Les Basques, qui ont lutté avec courage pour défendre leur pays, ont maintenant l'impression de se battre pour des gens qui leur sont étrangers, pour une idéologie qui n'est pas la leur. Depuis la perte de la Biscaye, ils n'ont plus participé sérieusement aux combats. Leur repli sur Santana prélude à leur capitulation. Le président du parti nationaliste basque, Juan de Achuriaguera, négocie avec le général Mancini et signe le pacte de Laredo : les Basques remettent leurs armes aux Italiens, libèrent les prisonniers politiques, promettent d'assurer l'ordre dans la zone qu'ils contrôlent en attendant la « relève » des Italiens. Ceux-ci, en échange, garantissent la vie des combattants, autorisent les dirigeants basques qui se trouvent sur le territoire de Santander à partir. Mais ces garanties ne sont accordées qu'aux seuls Basques: les combattants non-basques qui se trouvent dans la zone de Santana se trouvent ainsi pris dans un véritable piège, sous la surveillance des Basques, qui « maintiennent l'ordre » ...

La capitulation entre en vigueur le 25 août. Les Italiens occupent Laredo le 25 et Santana le 26. L'embarquement des responsables commence le 27 sur deux bateaux anglais, le *Bobie* et le *Seven Seas Spray*, sous le contrôle direct des Italiens. Un officiel espagnol arrive alors, porteur d'ordres de Franco qui interdisent tout départ; les dirigeants basques, les membres de la « junte de défense » qui ont organisé « la capitulation en ordre » sont arrêtés. Le pacte est déchiré; Franco ne tiendra pas compte de la parole des officiers italiens⁹³. C'est aux Basques, à leur tour, d'être pris au piège ...

Il ne reste plus alors qu'un semblant d'armée dans la province de Santander, que les milices asturiennes évacuent à la hâte; en cinq jours, les troupes nationalistes dépassent Santander de 40 kilomètres.

La fin des Asturies

Pourtant un front se reconstitue sur la zone littorale, qui s'élargit de Santander à Gijón; de plus, la zone montagneuse constitue un solide rempart que les miliciens des Asturies savent admirablement utiliser⁹⁴.

Aussi l'avance des Navarrais ne tarde-t-elle pas à se ralentir. Il leur faudra plus d'un mois de combat pour franchir les 40 kilomètres qui séparent Ridesella de Villaviciosa ; à ce moment-là, le 19 octobre, Gijón est directement menacée. La résistance peut-elle continuer, et surtout, comme le demande le gouvernement de Madrid, peut-elle permettre d'atteindre

90 Un rapport du Comité péninsulaire de la F.A.I. cite les bataillons 122 et 136 et parle de « militants du P.O.U.M. à leurs côtés » ; selon *Fragua Social*, le médecin et militant du P.O.U.M. José Luis Arenillas, chef des services de santé de l'armée du Nord, tenta au dernier moment d'organiser la résistance. Fait prisonnier, il fut pendu. Il était l'auteur d'une sévère critique de la politique du gouvernement d'Euzkadi, parue dans *Nueva Era* en Janvier 37.

91 La presse signale notamment, en juin, un voyage à Londres de Constantino Zabala, beau-père d'Aguirre.

92 Cf. note de Hassell (13 janvier) : « Des négociations sont en cours avec les séparatistes basques de Bilbao, par l'intermédiaire du Vatican ». Le cardinal Pacelli - le futur Pie XII - aurait été cet intermédiaire, selon Largo Caballero et Aguirre.

93 Les historiens franquistes font généralement le silence sur cet épisode, comme d'ailleurs bien des républicains ...

94 Castro Delgado (*op. cit.* pp. 571-572) estime à environ 45 000 hommes les 14^e et 17^e Corps d' Armée que défendent les Asturies, avec 850 mitrailleuses, 180 canons et 6 canons anti-aériens.

l'hiver?

Le correspondant du *New York Times* écrit : « Les Asturiens en retraite semblent décidés à ne laisser derrière eux que ruines fumantes et désolation, quand ils sont finalement obligés d'abandonner une ville ou un village ... Les rebelles les trouvent généralement dynamités et brûlés au ras du sol. » Le 19 octobre, Franco n'hésite pas, devant cette résistance tenace, à demander par télégramme à Mussolini l'envoi d'une nouvelle division pour liquider ce front avant l'hiver.

Pourtant, cette résistance va s'effondrer en quarante-huit heures. Devant le Conseil des Asturies, réuni le 20 octobre, à 2 heures du matin, le colonel Pradas fait un rapport sur la situation militaire, qu'il juge très compromise et presque désespérée. Le matériel et les munitions réclamés à Madrid ne sont pas arrivés, le moral des combattants est bas, aggravé par le pessimisme de l'arrière. Toute résistance est à ses yeux impossible. On peut tenir, si l'on veut tenir jusqu'à l'écrasement, et, dans ce cas, les membres du Conseil n'ont plus qu'à partir au front. Il croit cependant possible de sauver une partie de l'armée en ordonnant le repli vers les ports de Gijón, Aviles et Caudas, à condition de le faire le jour même : « Demain, il sera trop tard ». Le Conseil se divise. L'ordre de Negrin est formel ; il faut tenir jusqu'au bout. Mais seuls les communistes Ambou et Rocas plaident pour l'obéissance. La majorité décide le repli ; le Conseil proclame sa souveraineté, qui le délie du devoir d'obéissance envers Madrid, et ordonne le départ par mer, par tous les moyens possibles⁹⁵.

Le colonel Pradas pense pouvoir mener à bien cette opération en vingt-quatre heures. Une partie seulement en sera réalisée. Cinq avions atterrissent à Bayonne dans la journée du 20 ; ce sont des officiers, qui disent avoir reçu l'ordre d'évacuation de l'état-major. Des officiers russes arrivent aussi à Bayonne dans un avion d'Air-Pyrénées. A 5 heures, les dirigeants communistes partent dans une vedette à moteur. A 8 heures, Belarmino Tomas s'embarque sur un bateau de pêche, *L'Abascal*, avec les autres membres du Conseil, dont Segundo Blanco revenu la veille en avion de la zone centrale.

Dans la nuit éclate une révolte, dont on peut supposer que le colonel Pradas avait eu vent. Le colonel Franco⁹⁶, chef de la garnison de Gijón, appuyé par la garde civile et les carabiniers, prend le contrôle de la ville et entre aussitôt en contact avec les Navarrais, qu'il supplie d'accélérer leur marche vers la cité, où il redoute « un soulèvement anarchiste ». Le 21, à 10 heures, la radio annonce : « Nous attendons impatiemment ... Viva Franco ». Des milliers de miliciens, abandonnés par leurs chefs, désarmés par les gardes, sont déjà prisonniers quand arrivent les Navarrais⁹⁷.

Après la chute de Gijón, le front Nord n'existe plus. Toute résistance n'a cependant pas cessé⁹⁸. Les opérations de nettoyage dureront ici beaucoup plus longtemps qu'en Biscaye ou dans la province de Santander, et Franco ne pourra, par conséquent, déplacer tout de suite la totalité des troupes engagées ici vers le front central. La conquête du Nord n'a été en définitive qu'une étape dans la guerre.

Belchite

Cependant, elle représente pour les rebelles leur première grande victoire depuis que la bataille a changé d'aspect devant Madrid. Elle est doublement importante. Economiquement, elle livre à Franco des provinces espagnoles parmi les plus importantes, les seules en tout cas où les républicains auraient pu installer une industrie de guerre ; elle procure ce produit d'échange essentiel qu'est le minerai de fer. Militairement, elle n'a pas seulement montré la supériorité de l'armée nationaliste sur des combattants basques et asturiens divisés et mal armés, elle a prouvé qu'à ce moment au moins, l'armée de Valence et de Madrid est incapable d'interrompre efficacement une offensive nationaliste. Brunete n'a été qu'un demi-succès ; la deuxième tentative importante, celle de Belchite, est un échec total.

Le choix de Belchite se justifie par des considérations exactement opposées à celles de Brunete. Le front n'y a subi aucune réorganisation. Les soldats, dit Rojo, « sont plus chasseurs que combattants », ce qui signifie qu'ils agissent par petits groupes isolés ou reliés au reste du front par des observatoires. Mais les combattants adverses ne sont pas mieux lotis. Il apparaît donc facile de rompre la ligne au front. D'autre part, la manœuvre peut prendre plus d'ampleur avec des effectifs relativement restreints. Les objectifs sont les suivants : prendre Saragosse par une triple attaque sur Zuera, au nord de l'Ebre, directement sur Saragosse, et au sud pour réduire la poche dessinée par le front entre Quinto et Belchite. En même temps, le commandement républicain espère évidemment obliger les nationalistes à suspendre leur offensive dans le Nord.

Mais l'offensive commencera très tard, le 29 août, plusieurs jours après la prise de Santander. Il a fallu transporter la plupart des troupes engagées jusqu'au secteur d'attaque, ce qui s'est fait par de mauvaises routes, au milieu de la plus vaste

⁹⁵ Cf. le procès-verbal de la dernière réunion du Conseil des Asturies, tel qu'il a eu publié dans la note du Conseil en réponse à Negrin. Ce texte, dont la publication a été interdite par la censure républicaine, a paru dans *Indépendant New*, et son authenticité nous a été confirmée par des membres du Conseil : Zugazagoitia précise que c'est le 29 août que le Conseil Provincial a décidé de ce transformer en Conseil Souverain (*op. cit.* p. 314). Il interdit toute sortie : « De aquí no sale ni Dios ». Castro Delgado (*op. cit.* pp. 573 sq) affirme que Amador Fernandez se serait ensuite rendu en France pour obtenir un compromis : l'autorisation d'évacuer l'armée en échange de la non-destruction des installations industrielles.

⁹⁶ Selon Castro Delgado (*op. cit.* pp. 576-577), le colonel Franco, depuis longtemps accusé de sabotage par les communistes, avait assisté à la dernière réunion du Conseil.

⁹⁷ La plupart des dirigeants des Asturies parviennent à s'échapper ; membres du Conseil, président du tribunal populaire, militants en vue, comme Javier Bueno, chefs militaires, les colonels Pradas, Linares, Ciutat, Galan, l'amiral Fuentes. Mais les milliers de combattants seront faits prisonniers, et beaucoup d'entre eux seront fusillés. Parmi eux, le métallo Carroerra qui commandait une brigade. Zugazagoitia (*op. cit.* p. 319) a raconté comment ce militant C.N.T. refusa de s'embarquer sans ses hommes et choisit ainsi délibérément la mort.

⁹⁸ Cf. note de Stöhrer du 4 mars 38, citant Franco : « Les guérillas se sont poursuivies, dans les Asturies, pour ne prendre fin que tout récemment. Après la prise de Dijon, il y avait encore 18 000 hommes armés disséminés dans la région ; ce n'est que récemment qu'on avait fait prisonniers les derniers d'entre eux, sans doute 2 000 hommes, avec 18 mitrailleuses et 1 500 fusils ».

confusion⁹⁹. Enfin l'incapacité manœuvrière des troupes républicaines est amplement démontrée une nouvelle fois. Un seul succès : la prise de Qumto et de Belchite ; encore faut-il douze jours pour faire tomber Belchite. Les grandes ambitions de l'offensive sur Saragosse sont abandonnées après une tentative infructueuse au nord de l'Ebre. Belchite est un échec, parce qu'aucun des objectifs essentiels n'a été atteint. La conquête du Nord par les nationalistes n'en a pas été retardée d'une journée.

Désormais deux Espagnes s'opposent nettement sur la carte. Les franquistes dominent toute la partie ouest et nord-ouest du pays ; leurs territoires ne forment plus qu'un seul bloc, de la Galice à l'Aragon, de Gibraltar au golfe de Gascogne.

e. L'évolution politique en Espagne nationaliste

La conquête du Nord ne donne pas seulement aux nationalistes des avantages économiques et stratégiques. Elle est une assurance pour les États étrangers que le *Movimiento* ne peut être vaincu par les armes. Elle affirme la supériorité militaire de Franco au moment où il devient, aux yeux de tous, dans l'Espagne rebelle, le chef incontesté de la « Croisade ».

La domination de l'armée a immédiatement imposé l'« ordre » par la crainte. Néanmoins, la situation politique est restée singulièrement confuse en zone nationaliste pendant les premiers mois. Pendant cette période, en effet, et jusqu'en octobre 36, les chefs de la rébellion n'ont pas estimé qu'une organisation politique était nécessaire dans cette zone. Ils consacrent tous leurs efforts à la poursuite d'une guerre dont ils pensent qu'elle sera brève. Ils se contentent d'assurer leurs arrières par des mesures énergiques.

Ainsi ils ne peuvent laisser et ne laissent plus subsister aucun parti d'opposition. La proclamation de l'état de siège a mis entre les mains des autorités militaires les moyens de briser toute résistance. Il n'y a plus de syndicats, ni de partis ouvriers ou républicains ; les autres partis ne manifestent plus d'activité sérieuse. D'ailleurs une décision du 25 septembre 36 interdit toute activité politique et syndicale. S'il existe une résistance ouvrière et paysanne, en Andalousie et en Estrémadure surtout, elle est décapitée depuis les premières victoires nationalistes et la répression violente qui les a suivies. Elle ne se manifeste guère que par des actes de sabotage en usine et des guérillas qui gênent les nationalistes, mais ne troublent pas profondément leur sécurité.

Mais la dictature militaire ne parvient pas à cacher la disparité des forces qui ont participé au *Movimiento* et le manque de personnel politique qualifié. En dehors des forces régulières, on retrouve, comme en zone républicaine, dans les premiers jours de l'insurrection, une diversité dans les « uniformes », qui symbolise les divergences politiques. Un reportage du *Temps*, daté du 8 octobre, et visiblement favorable aux rebelles, souligne la joyeuse pagaille qui règne dans la zone de Pampelune et de Vitoria ; les vêtements dont s'affublent les *Flechas*, garçons de la jeunesse phalangiste, et les *Pelayos*, les jeunes carlistes, jettent la note la plus étrange, le pantalon noir, la chemise bleue et le bonnet de police des premiers s'opposant à la tenue kaki et au béret rouge des seconds. Telle ou telle fraction domine dans un secteur déterminé. Ainsi les « albiñanistes »¹⁰⁰ sont essentiellement recrutés dans la région de Burgos ; les phalangistes sont nombreux à Salamanque, « la ville bleue », et à Valladolid ; les *requetes*, qui représentent l'élément le plus pittoresque, dominent évidemment en Navarre, où la *boina* rouge le béret des carlistes est le signe de ralliement.

Ainsi les déclarations d'apolitisme des premiers temps ne sont-elles que de principe. Elles soulignent le caractère transitoire de cette période, laissant subsister l'incertitude concernant l'avenir ; la dictature militaire est-elle un expédient ou se maintiendra-t-elle ? Des forces politiques prédominantes, dont les buts ne sont pas toujours semblables, des monarchistes traditionalistes ou des phalangistes, lesquels doivent l'emporter ? Au départ, la question a été volontairement éludée. Dans les premiers temps de l'insurrection, on a vu flotter les drapeaux de la République à côté des drapeaux monarchistes. Finalement les couleurs de la Royauté ont été rétablies, mais sans que cela laisse présumer du régime définitif de l'Espagne.

Les hommes du nouveau régime

Comme il faut tout de même au pays insurgé un organisme central, une Junte provisoire a été mise en place. Son chef officiel est le vieux général Cabanellas, à la barbe noble et aux moyens limités, désigné, sans doute, pour éviter un choix difficile entre les dirigeants de l'insurrection, après la mort de Sanjurjo. Mais le pouvoir réel est vite pris par le triumvirat Queipo de Llano-Mola-Franco. Lorsqu'il se révélera nécessaire d'établir, en même temps que l'unité de commandement militaire, une autorité politique absolue, c'est au général Franco qu'elle sera confiée.

Des hommes qui auraient pu rivaliser avec lui, la plupart sont morts. Sanjurjo, qui était le véritable chef de l'insurrection a disparu au début de l'insurrection. Parmi les autres chefs militaires, seuls Queipo et Mola ont une autorité comparable à celle de Franco.

Queipo, le dictateur du Sud, n'a pas cependant l'envergure d'un chef politique. Il manque du sens des nuances et de prudence dans ses opinions. Avant la guerre civile, il s'est compromis par son attitude de chef « républicain » et « franc-maçon » et le gouvernement républicain a pu songer à lui confier la répression du mouvement insurrectionnel. Plus tard, surnommé le « général social » parce qu'il fait bâtir pendant la guerre des cités ouvrières, il se fait une popularité d'assez mauvais aloi par ses rodomontades radiophoniques et ses excès de langage. Mais son succès inattendu pendant les premières semaines du soulèvement et le rôle décisif qu'a joué Séville dans la suite des opérations en ont fait un des dirigeants du *Movimiento*. Par la suite, son rôle politique ne cessera de décroître, et, après la prise de Malaga, succès plus italien qu'espagnol, il n'aura plus jamais la possibilité de lancer une opération militaire importante.

99 Quelques bombardements sur les zones de concentration auraient tout arrêté, dit Rojo.

100 Partisans du docteur Albiñana, chef d'un petit groupe d'extrême-droite.

Emilio Mola a, par son passé et par sa valeur, beaucoup plus de prestige. Jusqu'à sa mort dans un accident d'avion, pendant la campagne du Nord, il est le seul chef militaire doté d'une grande autorité, ayant sur la conduite de la guerre et sur la politique des idées personnelles qui l'opposent souvent à Franco; selon celui-ci, il est trop entêté pour se soumettre à une autre volonté. Son influence dans la zone Nord, fief des *requetes*, fait de lui le point de convergence des intrigues monarchistes. Aussi, après sa mort, pour bien montrer que personne ne prendra la place du chef disparu, Franco tiendra-t-il à exercer personnellement la direction des opérations sur le front Nord et Davila, qui a le commandement effectif, restera toujours un sous-ordre.

Les chefs politiques du soulèvement ont également disparu ou se sont montrés incapables d'imposer leurs vues. Le monarchiste Calvo Sotelo est mort dans les conditions que l'on sait. Des autres chefs monarchistes, Gil Robles paraît timoré et sans forces devant la violence des événements, auxquels il n'a d'ailleurs pas pris une part active. Manuel Fal Gonde, le chef de la « Communauté traditionaliste », est trop marqué politiquement pour espérer faire l'union autour de son parti. Les premiers dirigeants de la Phalange ont également disparu : Jose Antonio Primo de Rivera, qui a été fusillé à Alicante, reste pour ses partisans l'« Absent » - *l'Ausente* - ce qui est une manière de le considérer comme irremplaçable. L'aviateur Ruiz de Alda est mort également. Onesimo Redondo a été tué dans les premiers combats. Fernandez Cuesta est dans une prison républicaine. Il ne reste pour diriger la Phalange que des « seconds plans », comme Manuel Hedilla, qui préside la Junte provisoire, ou le secrétaire, Francisco Bravo ; l'un et l'autre sont des *Camisas viejas*, d'anciens militants, par opposition aux milliers de gens qui se sont révélés phalangistes entre février et juillet 36, pour y trouver un cadre d'action contre la gauche, ou, au lendemain de l'insurrection, pour obtenir ce précieux sauf-conduit qu'est la carte du Parti.

S'ils n'ont pas de chefs capables de s'imposer, les phalangistes constituent, comme les *requetes*, et souvent contre eux, une des forces dynamiques du *Movimiento*. L'union des deux groupes est évidemment difficile à réaliser et nécessite, pour durer victorieusement dans une guerre longue, la présence d'un arbitre politique; de même la rivalité entre les chefs militaires doit-elle faire place à un commandement militaire unique.

Cet arbitre, qui s'impose vite comme un chef autoritaire et obéi, c'est le général Franco. Cela s'est fait progressivement de juillet 36 à juin 37.

Le 1^{er} octobre 1936, après la fonction des forces du Nord et du Sud, Franco devient généralissime et chef d'Etat. Ces pouvoirs lui ont été confiés par les autres chefs militaires, après une réunion tenue à Salamanque le 29 septembre 36¹⁰¹. Sans doute, ne s'agit-il que d'un pouvoir limité et provisoire, qui sera étendu au début de l'année 37, après l'échec devant Madrid. Mais l'autorité qui lui est conférée dès octobre 36 est politique autant que militaire : « Je vous confie », dit Cabanellas, lors de la cérémonie officielle de transmission des compétences, « les pouvoirs absolus de l'Etat. »

Le gouvernement provisoire nationaliste

Le système qui fonctionne alors en Espagne nationaliste reste un système provisoire. Il répond aux impératifs du moment. Il est utile, parce qu'il réserve les problèmes qui pourraient être cause de division et qu'il permet aux énergies des dirigeants et des troupes de se consacrer entièrement à la tâche primordiale qu'est la conduite de la guerre. Il est nécessaire, parce que les fonctionnaires et les techniciens permettant d'assurer la bonne marche d'un appareil gouvernemental sont trop peu nombreux; certains d'entre eux sont restés fidèles au gouvernement républicain, beaucoup sont destitués, condamnés ou simplement suspects ; seul le corps diplomatique est en majorité favorable à l'insurrection. Un nombre considérable d'officiers occupent des postes de fonctionnaires.

Ce système politique doit normalement prendre fin lors de l'entrée des troupes nationalistes à Madrid. La capitale provisoire est Burgos ; mais Franco réside le plus souvent à Salamanque, où l'Etat-major a son siège. C'est également à Salamanque que s'installe le frère aîné du généralissime et l'homme fort du nouveau régime, Nicolas Franco, avec le titre de secrétaire général du chef de l'Etat. Ses attributions comportent l'Economie de guerre, l'Ordre public et aussi les Relations extérieures. C'est donc un personnage très puissant¹⁰². Le généralissime ne peut en effet à cette époque que superviser les questions politiques, étant lui-même absorbé par la direction des opérations militaires. Du moins s'assure-t-il de ne partager le pouvoir qu'avec des hommes sûrs.

Le troisième homme du gouvernement provisoire est le général Sangroniz, chef de cabinet du généralissime. Sangroniz est un fidèle de Franco, dès la première heure; c'est lui qui assurait, pour le compte du général, les liaisons entre les Canaries et l'Espagne¹⁰³.

A ces deux organismes de secrétariat général et cabinet du généralissime se sont ajoutés de nouveaux services créés avant la fin de l'année 36. C'est l'ébauche des futurs ministères du gouvernement nationaliste : le secrétariat aux Affaires étrangères, d'abord exercé par l'ancien ministre d'Espagne à Vienne, Francisco Serrat, le secrétariat à la Guerre, confié au général Gil Yuste, la charge de gouverneur général attribuée à un autre militaire, le général Francisco Fermoso, dont les fonctions sont du reste aussi larges que vagues : gestion administrative des provinces, nominations et relations avec les députations provinciales.

101 La réunion eut lieu au camp de Nuñodono; y participèrent Cabanellas, Mola, Queipo, Yuste, Orgaz, Kindelan, Saliquet, Davila et les colonels Moreno Calderon et Montaner (ce dernier, secrétaire de la junte Cabanellas).

102 La dispersion administrative persistera d'ailleurs jusqu'à la fin de la guerre. Pendant quelques mois, le pouvoir du secrétaire général est tel qu'on peut considérer le gouvernement comme une dictature à deux têtes : lorsque les Allemands veulent engager des négociations avec l'Espagne nationaliste, ils doivent admettre que le seul moyen d'obtenir une décision importante est de s'adresser soit au généralissime, soit à Nicolas Franco.

103 Sangroniz vint notamment rendre compte à Franco, le 14 juillet 36, des mesures prises pour le soulèvement.

Les services de Sûreté publique s'installent à Valladolid; un office de presse et de propagande fonctionne à Salamanque ; il est dirigé par Millan Astray, le fondateur du *Tercio*, et reste en rapports étroits avec les services du secrétariat général ; il est d'ailleurs aussi bien destiné à « orienter » la presse nationaliste qu'à « informer » les correspondants de presse étrangers visitant l'Espagne nationaliste.

Enfin, au côté de ces organismes essentiels du nouveau régime franquiste, se sont installés les services de la Junte technique, dont le rôle sera de préparer les décrets soumis à la signature du chef du gouvernement. La Junte comprend sept commissions : Finances - Justice - Industrie, Commerce et Ravitaillement - Agriculture - Travail - Enseignement - Travaux publics et Communications.

Dans le cadre de la Junte technique sont placés les bureaux et les offices, qui doivent, en système totalitaire, contrôler l'ensemble des activités du pays, et faire fonctionner une économie de guerre. Tâche difficile, dont la direction incombe au général Davila. Ce dernier est, comme Sangroniz, un des officiers qui jouissent de toute la confiance du généralissime. Bien qu'il joue les « seconds plans », son rôle est considérable. En même temps qu'il préside les travaux de la Junte, il est le chef de l'état-major de l'Armée.

Franco exerce par conséquent le pouvoir directement ou par l'intermédiaire de ses amis. Mais il semble qu'il n'ait pas encore fait en octobre-novembre de choix concernant l'avenir. Le programme du gouvernement provisoire, qui devrait refléter ses tendances politiques, ne laisse apparaître aucune idée originale. C'est un compromis entre les idées de Fal Conde et les théories du Phalangisme.

Du Traditionalisme ont été retenus l'établissement d'un gouvernement à caractère totalitaire, la possibilité d'une restauration monarchique, et surtout l'idée de l'unité nationale, qui sera un des thèmes constants de la propagande franquiste et des discours de Franco : « La guerre d'Espagne, déclare-t-il, c'est la lutte de l'Unité contre la Sécession. »

Du programme de la Phalange, se dégagent certains principes, celui du travail obligatoire (« Le nouvel État ne peut admettre de citoyens parasites »), mais garanti et protégé contre « les abus du capitalisme », celui de la juste rémunération du travail, enfin la possibilité d'une participation aux bénéfices.

En empruntant ainsi à tous, Franco donne l'impression d'avoir seulement cherché à l'époque à jouer le rôle d'arbitre indispensable. La victoire rapide attendue par les nationalistes aurait sans doute posé très vite et très brutalement le problème de l'orientation à donner au régime. L'échec devant Madrid transforme entièrement la question. Il est nécessaire de maintenir un pouvoir fort, devant une situation militaire encore incertaine, d'éviter les querelles intérieures et, par suite, d'ajourner le choix pour ou contre la monarchie. Le *statu quo* provisoire ne suffit plus. Il faut, selon l'expression de Suñer¹⁰⁴, « donner au mouvement le caractère et la figure d'un État ». Franco n'est plus seulement le « généralissime », il devient le chef inspiré du *Movimiento*, le *Caudillo*¹⁰⁵.

Le général Franco

Ainsi s'achève une première évolution politique; celui qui n'était qu'un des principaux chefs du *Movimiento* est devenu le chef militaire suprême. Le général Franco ne va pas tarder à se transformer en maître et en sauveur.

Il n'a pourtant pas grand prestige physique, ce petit homme trapu, « gras, pimpant, présomptueux », au visage arrondi, à la moustache noire; sa silhouette courte, à l'embonpoint précoce, contraste sur les photos avec celles de Mola et de Kindelan. Mais ce manque de prestance ne l'a pas empêché de faire une carrière militaire extrêmement brillante, capitaine à 21 ans, général à 32 ans. C'est exceptionnel, même dans l'armée espagnole.

Né le 3 décembre 1892, Francisco Franco Bahamonde¹⁰⁶ est le deuxième enfant de Nicolas Franco, commissaire de la Marine au Ferrol¹⁰⁷. Ses études, au Sacré-Cœur du Ferrol, puis au collège de la Marine, le destinent connue son père et son grand-père maternel à une carrière maritime. C'est un hasard qui l'en a détourné, la suppression des admissions à l'Ecole navale. Francisco devient élève-officier d'infanterie à l'Ecole de Tolède. Il en sort sous-lieutenant en 1910, mais sa véritable carrière commencera après deux ans de garnison, lorsqu'il sera envoyé au Maroc pour prendre part à la bataille qui se déroule autour des anciens « Présides »¹⁰⁸, Melilla, Ceuta et Larache. Dans les combats difficiles et peu glorieux du début, les pertes sont nombreuses, et il est un des rares à rester indemne après quatre ans de guerre. Il sera blessé en 1916 ; à cette époque, il est déjà chef de bataillon. Après une longue interruption, il revient au Maroc et se fait affecter à la Légion espagnole, qu'organise alors Millan Astray. Sa réputation de chef militaire et d'organisateur est née à la suite de la part prise aux combats du *Tercio* de 1920 à 1924. Ses biographes lui donnent le premier rôle dans le débarquement d'Alhucemas, qui, au lendemain d'une série d'échecs, redonne courage à l'armée d'Afrique. Il est couvert d'honneurs, devient le plus jeune général de l'armée, le successeur de Millan Astray à la tête de la Légion. Enfin, à son retour en Espagne, on lui confie la direction de l'Ecole militaire générale, qui vient d'être fondée à Saragosse.

Il se trouve donc un des plus en vue parmi les chefs militaires quand survient la révolution de 1931. La suite de son histoire se confond avec celle de la République. Il est tantôt éloigné, tantôt placé au sommet des honneurs. Il est certain qu'il a longuement hésité avant d'entrer dans le complot contre le gouvernement républicain. Il a effectué des démarches auprès de

104 Beau-frère du généralissime, dont l'activité politique est considérable depuis son retour en zone nationaliste.

105 Comme le *Duce* en Italie, c'est le chef et le « conducteur ».

106 De son nom exact. Francisco-Paulino-Hermenegildo-Theoduo Franco Bahamonde.

107 Ses cinq enfants sont Nicolas, Francisco, Pilar, Ramon (l'aviateur, tué au cours de la guerre) et Pacita.

108 Anciens établissements espagnols sur la côte d'Afrique du Nord.

Pozas, puis d'Azaña, entre février et juillet 36, pour leur demander de briser la révolution. Cela peut être considéré comme une manifestation de son hostilité à la gauche révolutionnaire; mais c'est aussi la preuve qu'il a voulu donner à la République une chance - quitte à la combattre ensuite avec acharnement et jusqu'à sa défaite totale.

Car si Franco est prudent et lent dans ses décisions, il les maintient ensuite avec une volonté et même un entêtement qui constituent un des traits saillants de son caractère. Il possède à coup sûr des qualités exceptionnelles, une intelligence réelle, une profonde astuce, qui font de lui un politique autant et plus qu'un militaire. Il sait parfaitement dissimuler sa pensée. Il est calme, discret, peu loquace, ce qui semble peu conforme au tempérament espagnol (mais il faut se rappeler qu'il est galicien). Il sait admirablement profiter des occasions qui lui sont données.

Bien des hasards heureux sont intervenus dans la vie du général Franco. Son entrée dans l'armée de terre, la guerre du Rif, la disparition des premiers chefs du soulèvement sont autant d'éléments qui expliquent la grande confiance en soi que les observateurs s'accordent à lui reconnaître. Mais Francisco Franco est aussi un officier profondément catholique. Son éducation, les influences exercées sur lui par un entourage monarchiste, son respect pour la religion établie, l'ont certainement éloigné du fascisme proprement dit. Franco est un conservateur de tradition militaire et catholique. La place qu'il a été amené à occuper a ancré en lui l'idée qu'il a été désigné par Dieu pour sauver l'Espagne de l'anarchie, de l'athéisme, de la Révolution sous toutes ses formes. Longtemps considéré comme royaliste¹⁰⁹, bien qu'il ait accepté d'être un haut fonctionnaire du régime républicain, élevé dans une tradition charismatique, il se sent désigné, sinon sacré. Réaliste d'ailleurs, il ne croit pas à la possibilité de rétablir immédiatement la monarchie sous sa forme traditionnelle, ce qui diviserait les partisans du *Movimiento*. Il est également réaliste de refuser, comme il le fait, tout compromis avec les « Rouges », car le fossé creusé entre les deux partis ne saurait être comblé par une négociation.

En somme, la guerre lui donne l'occasion de mettre en valeur ses qualités politiques; calme et temporisateur, il n'est pas l'homme des éclats, ni des coups de génie; mais après la déconvenue de Madrid, il a su s'adapter à une guerre longue.

Pour mener et pour gagner cette guerre, il dispose de nombreux atouts. D'abord, par les territoires qu'il contrôle: le gouvernement nationaliste est beaucoup plus favorisé que le gouvernement républicain; les ressources de ces régions se complètent, les troupeaux de l'Estrémadure et l'agriculture des grandes propriétés andalouses, le blé de Castille et les légumes de Galice. Par contre les grandes villes de population très dense, qu'il faut ravitailler, se trouvent du côté républicain. Financièrement, à défaut des ressources de la Banque d'Espagne, Franco dispose des richesses de ses partisans, des capitaux évadés de la zone républicaine et d'appuis étrangers considérables, dont Juan March représente les intérêts. D'autre part, l'exploitation des mines du Maroc et du Rio Tinto, occupées par les rebelles dès le début du *Movimiento*, et, à partir d'août 1937, le contrôle pratique du Pays basque et de la région de Santander assurent une monnaie d'échange indispensable à une économie stable. Aussi la zone nationaliste ne connaît-elle pas de crise économique sérieuse.

Mais le général Franco doit résoudre les contradictions profondes qui divisent les forces politiques sur lesquelles il s'appuie. Pour que son autorité absolue ne reste pas seulement nominale, il doit concilier les tendances conservatrices des « traditionalistes » et les idées phalangistes, qui veulent un bouleversement total de l'État.

Le parti unique

Pour ce faire, il dispose d'un moyen radical : la création d'un parti unique, dont il sera le chef incontesté, à l'imitation de ce qui s'est passé en Allemagne et en Italie. La tâche est difficile. Les monarchistes ont une solide organisation politique. Leurs divisions se sont effacées dans l'action, et la part prépondérante prise dans l'insurrection par la Communauté traditionaliste lui a permis d'absorber une grande partie des forces de l'Action populaire. Solidement représentée en Castille, elle domine largement en Navarre et en Aragon, bastions du soulèvement. Ses chefs disposent à l'étranger d'aides et d'amitiés sérieuses. Devant la prolongation du conflit, ils n'hésitent plus à montrer leurs sentiments; ils manifestent au mois de février à Saint-Sébastien, et Fal Conde prend publiquement position pour une restauration immédiate de la royauté. Franco considère la menace comme assez grave. Il se demande s'il ne convient pas de « faire fusiller Fal Conde pour crime de haute trahison »¹¹⁰. En tout cas, le chef carliste est obligé de gagner le Portugal.

La Phalange est devenue, elle aussi, une force politique de premier ordre. Elle a rallié un grand nombre de gens, séduits par son dynamisme ou qui ont vu en elle une force de progrès, face au conservatisme des *requetes*. Les phalangistes, souvent d'origine républicaine et syndicaliste, exigent que soit posé et résolu « le problème social ». Ils disposent de forces militaires appréciables, organisées en milices en Castille, en Estrémadure et en Andalousie. A défaut d'un appui direct, ils bénéficient de la sympathie des alliés italien et allemand du gouvernement de Burgos. Mais la Phalange reste un parti sans chef de valeur.

Du reste, les partis politiques en présence ne sont pas seuls à jouer un rôle. Franco sait utiliser en la plaçant au premier rang la puissance de l'armée. Sans doute les chefs militaires ne sont-ils pas toujours d'accord avec lui, et il s'est trouvé des opposants pour souhaiter ouvertement un gouvernement dirigé par Mola ; sans doute la plupart des officiers n'ont-ils pas une conception politique très arrêtée et se contentent-ils de manifester leur désir de soutenir un gouvernement autoritaire. Mais l'Armée existe comme force politique et elle n'est pas disposée à « se voir reléguée dans ses attributions militaires ». Elle représente une puissance sur laquelle le généralissime peut s'appuyer.

Le principe du « parti unique » et les réformes qui en découlent sont depuis longtemps admis par Franco. Leur application a été retardée d'abord par le désir du Caudillo d'obtenir le consentement de tous par la négociation. Il s'agit de ne pas brusquer l'opinion. La préparation d'un projet de décret est annoncée dès le début février 1937. Le plus facile a été d'obtenir la dissolution des anciens partis de droite, qui avaient d'ailleurs énormément perdu de leur influence. L'Action populaire de Gil

109 Lors de son mariage, son témoin avait été le roi, qui s'était fait représenter par le gouverneur d'Oviedo.

110 Lettre de Faupel, du 14 avril.

Robles va disparaître avant le 10 février; quelques jours après, Robles, qui n'a plus joué aucun rôle depuis le début de l'insurrection, confirme qu'il renonce à toute action politique. En même temps, Goicoechea annonce que l'autre parti monarchiste, celui de la Rénovation nationale, va disparaître à son tour. Ces déclarations encourageantes ne suffisent cependant pas à établir l'unité désirée. Aucune entente entre Phalange et traditionalistes ne peut être obtenue par la négociation. Il faut donc imposer des réformes.

Reste à trouver un prétexte. Celui qu'on invoquera est un incident entre groupes phalangistes rivaux à Salamanque. Comme l'affirme le décret, « les petites discordes à l'intérieur des organisations, ressuscitant les vieilles intrigues politiques, risquent de décomposer les organisations et les forces ». Le décret sur le parti unique du 19 avril 37 se présente comme une œuvre de paix. Franco a longuement étudié le texte de cette ordonnance. Selon Serrano Suñer, qui dit avoir rédigé définitivement le texte, Franco a particulièrement travaillé et annoté les statuts de la Phalange, a cherché à établir des rapports entre les discours du traditionaliste. Pradera et ceux de José Antonio. Il soumet enfin le décret à l'approbation de Queipo et de Mola. Tous deux acceptent le texte sans aucune réserve. La seule objection de Mola est d'ordre grammatical. Queipo a cependant demandé qu'on retarde d'un mois sa publication, sous prétexte d'attendre la chute de Madrid.

« Il est urgent », dit le préambule de l'édit d'unification, « d'accomplir la grande tâche de la paix, cristallisant dans l'État Nouveau la pensée et le style de notre Révolution. » Cette phrase situe à elle seule l'importance du texte. Sans doute y voit-on d'abord la création du Parti unique: « Il est indispensable que chacun efface de son cœur ses divergences personnelles »¹¹¹. Il est également facile d'y retrouver les principes déjà énoncés, hérités des *requetas* et de la Phalange. Mais le décret souligne aussi les raisons qui rendent nécessaire sa promulgation: les partis politiques « s'usent dans des luttes stériles » ; en agissant ainsi, les chefs trahissent les masses de leurs adhérents « qui sont mus par un pur idéal ». Il convient donc de sauvegarder cet idéal, accepté par tous et proclamé par l'État. Le Parti nouveau doit être un lien entre l'État et la société, « garantie de vive adhésion du peuple à l'État », un lien entre les forces traditionnelles et les forces neuves¹¹² ; « La Phalange apporte avec son programme des masses jeunes, une propagande de style nouveau, une forme politique et héroïque du temps présent; les *requetas* ont apporté le dépôt sacré de la Tradition espagnole, tenacement conservé, avec sa spiritualité catholique ». L'idée profonde apparaît ici, la volonté de créer non seulement un véritable parti, c'est-à-dire une organisation politique utilisable pour le gouvernement, mais une *hermandad*, une société fraternelle, telle que la tradition espagnole pourrait la susciter, sur le modèle des organisations moitié laïques, moitié religieuses créées par les rois catholiques. Relier le présent au passé, ressusciter la gloire de l'Espagne sous une « forme neuve », telle est la tâche de la « Croisade », au moins dans l'immédiat. Car le Caudillo se refuse à être prisonnier de ses propres décisions et envisage dès ce moment la possibilité de modifier l'édit : « Ce ne sera pas une chose rigide, mais sujette à un travail de révision et d'amélioration ».

Le décret proprement dit comporte trois articles :

« *Article premier* : La Phalange espagnole et les *requetas*, avec leurs services et leurs éléments actuels, s'intègrent, sous mon commandement, en une seule autorité politique de caractère national, qui se nommera *Falange española tradicionalista y de los J.O.N.S.* Cette organisation, intermédiaire entre la Société et l'État, a pour mission principale de communiquer à l'État le sentiment du peuple et de donner à celui-ci la pensée de l'État, à travers les vertus politico-morales de service, de hiérarchie et de fraternité. Sont de droit affiliés à la nouvelle organisation tous ceux qui, au jour de la publication de ce décret, possèdent la carte de la Phalange ou de la Communion traditionaliste, et pourraient l'être tous les Espagnols qui le sollicitent. »

Cet article donne en apparence satisfaction à la Phalange, en introduisant l'idée d'une morale politique et surtout en maintenant pour désigner le nouveau parti l'essentiel de la dénomination phalangiste. Franco avait d'ailleurs laissé entendre, avant le 19 avril, que la Phalange « serait le fondement du Parti unique ». Mais les deux articles suivants montrent le véritable sens du décret, qui est destiné à museler toute opposition et à détruire toute possibilité d'action militaire ou de simple coup de force de la part des mécontents :

« *Article II* : Seront organes directeurs du nouvel ensemble politico-national le chef de l'État, un secrétariat ou une Junte politique et le Conseil national. Le secrétariat ou Junte correspond à l'établissement de la constitution interne de l'ensemble, pour la réussite de son but principal : aider son chef dans la préparation de la structure organique et fonctionnelle de l'État, et, collaborer, en tout cas, à l'action du gouvernement. La moitié de ses membres sera désignée par le chef de l'État, et l'autre moitié élue par le Conseil national. Le Conseil national connaîtra des grands problèmes nationaux que le chef, de l'État lui soumet dans les termes qui seront établis d'après des dispositions ultérieures. »

« *Article III*: Sont fondées en une seule Milice nationale celles de la Phalange et des *requetas*, conservant leurs emblèmes et leurs signes extérieurs; la Milice nationale est l'auxiliaire de l'armée. Le chef de l'État est le chef suprême de la Milice, le chef direct sera un général de l'armée ... »

Si le général Franco laisse ainsi subsister les signes et les symboles, il a soin de les vider de leur sens réel. Conciliateur et diplomate, il est toujours prêt à des concessions de façade. Ainsi, pour mieux se concilier des *requetas*, il fera mettre dans les nouvelles armes de l'Espagne l'ancien insigne de Navarre; il fait aussi garder l'entrée de son quartier-général par des *requetas*. En fait, les deux derniers articles du décret du 19 avril sont un pas décisif dans la voie de l'établissement d'un nouveau régime. Le second consacre l'autorité politique du Caudillo, qui prépare, et par conséquent peut toujours modifier la structure de l'État; il nomme la majorité des dirigeants du Parti unique. Tous les membres du premier Conseil national seront désignés directement par lui. L'article III achève de lui donner une autorité militaire totale en faisant de lui le chef unique de

¹¹¹ Discours de Franco annonçant le décret du 19 avril.

¹¹² Franco avait à plusieurs reprises préparé l'opinion à une semblable initiative. Ainsi, lorsqu'il vient à Malaga après la prise de la ville, il se montre à la foule entre les chefs locaux de la Phalange et des *requetas*.

la Milice nationale, que l'on s'est bien gardé de confondre avec l'armée régulière et qui lui est soumise. Le nouveau parti ainsi constitué doit donc être l'instrument de gouvernement dont se servira Francisco Franco chef de l'État, chef du gouvernement, chef national du *Movimiento*, généralissime; son autorité est affirmée avec la plus grande vigueur dans tous les domaines.

Mais il convient d'assurer dans la pratique cette autorité et l'organisation du nouvel État. Pour que puisse fonctionner normalement le système politique ainsi établi, il était nécessaire, non seulement de donner l'idée de l'Unité nationale mais aussi de réaliser cette unité et de briser les oppositions. Toutes ces mesures sont prises dans un but apparent de conciliation. La formation du conseil national de la Phalange témoigne de cette habile Justice distributive, qui vise à maintenir autour de la personne du Caudillo une réelle unité des éléments politiques ayant participé au *Movimiento*. Le Conseil est composé, selon un dosage savant, d'anciens phalangistes comme Fernandez Cuesta et Agustín Aznar, de monarchistes comme Esteban Bilbao ou Fal Conde, qui fait ainsi sa rentrée politique, mais aussi de militaires comme Francisco Gomez Jordana et d'hommes de confiance, parmi lesquels Serrano Suñer.

Le danger est évidemment de mécontenter tous ceux qui, dans les deux partis, craignent avec raison qu'il soit impossible de trouver un terrain d'entente. Si l'appui catholique et l'habileté du Caudillo ont réduit au minimum les réactions monarchistes, Il n'en a pas été de même du côté phalangiste.

L'entrée possible, dans la junte du Parti, de personnages nettement hostiles au programme révolutionnaire de la Phalange, d'amis personnels du général Franco, inquiétant les *Camisas viejas*. Encore plus dangereux paraît à certains d'entre eux le pouvoir suprême accordé à Franco, dont le passé, l'éducation et les amitiés sont très suspects. Attendre dans ces conditions la fin de la guerre pour faire triompher l'idéal de la Phalange est bien risqué. Le mécontentement de ces phalangistes ne va pas tarder à se manifester : c'est le complot Hedilla.

Les résistances politiques

Manuel Hedilla assume la direction de la Phalange au titre de secrétaire général. Il a été un des proches collaborateurs de José Antonio. Son passé de travailleur manuel - c'est un ancien docker - est la garantie de son « attitude sociale ». Mais il n'a aucune formation politique. Hughes le dit « grossier, brutal, intempérant ». Le complot qu'il organise, autant qu'il puisse être connu, paraît simpliste et même naïf : préparer des manifestations dans tout le pays pour montrer, le mécontentement de la Phalange, encercler le quartier-général de Franco pour le prendre d'assaut, enfin proclamer une Junte politique révolutionnaire composée par Hedilla et ses amis.. Cette Junte aurait compris, d'après Suñer la sœur de l'ancien chef de la Phalange, Pilar Primo de Rivera, le général Yagüe, dont les sympathies pour la Phalange étaient connues depuis longtemps, Dionisio Ridruejo, José Sainz, etc ... Nous en sommes d'ailleurs réduits aux suppositions pour tout ce qui concerne les détails de cette affaire: les pièces du procès n'ont jamais été communiquées; on connaît seulement les chefs d'accusation lancés contre les phalangistes arrêtés. Le plus grave est à coup sûr la tentative de révolte militaire. Peut-être a-t-on volontairement exagéré du côté franquiste l'importance de ces actions. Suñer accuse nommément le commandant Doval, responsable de l'Ordre public au quartier-général de Salamanque, d'avoir recherché le sensationnel. Il semble en tout cas que ce complot ait été très maladroitement mis à exécution. Hedilla accumule les imprudences: émissaires envoyés dans les provinces, télégramme chiffré adressé aux délégations provinciales pour les inciter à la résistance contre le décret sur le Parti unique, ordres transmis par le chef provincial de Zamora aux chefs locaux, tout cela justifie largement son arrestation et son procès. Il est évident que le nombre d'arrestations a été considérable, que des mesures comme celle, même temporaire, qui interdit aux phalangistes l'entrée dans Salamanque, tendent à démontrer publiquement que le nouveau régime ne reculera devant aucune décision, si grave soit-elle, pour imposer sa volonté.

Mais qu'y avait-il en réalité derrière le complot? Il est difficile de croire que le gouvernement de Franco ait été sérieusement menacé par cet illettré sans envergure, dont Franco souligne complaisamment à l'ambassadeur Faupel qu'« il n'était nullement à la hauteur des capacités exigées d'un chef de la Phalange. » Dans la même conversation, le Caudillo avait fait allusion à « un essaim de jeunes gens ambitieux, qui exerçaient sur lui leur influence » - sans donner d'ailleurs de précision supplémentaire. Il est certain qu'Hedilla a été poussé par d'autres, dont il n'est que le prête-nom. Il est curieux à cet égard de noter qu'une hostilité permanente se maintiendra contre le régime dans l'entourage de Pilar Primo de Rivera. Cette femme, qui veut incarner l'esprit de la Phalange après la mort de son frère, semble être au centre de l'opposition des *Camisae viejas* contre le gouvernement Franco¹¹³. Mais son nom la protège des mesures policières.

En grossissant volontairement et en réprimant avec dureté un complot maladroit, Franco a sans doute voulu impressionner des opposants plus dangereux qu'Hedilla. Les « jeunes gens », dont parle le généralissime, ont reçu des encouragements de l'extérieur. La sympathie que la Phalange a toujours rencontrée à Rome et à Berlin s'est accentuée depuis l'arrivée des ambassadeurs des puissances de l'Axe. Si le premier ambassadeur italien, Cantalupo, dont la mission est d'ailleurs extrêmement brève, ne s'est pas intéressé de trop près à la politique intérieure de la zone nationaliste, il n'en est pas de même pour son successeur, le comte Viola, et pour le représentant allemand: Wilhelm Von Faupel manifeste ostensiblement son amitié aux *Camisas viejas*; il était certainement au courant du complot et a peut-être fourni des armes aux conjurés. Franco plaisante-il quand il propose à Faupel d'envoyer Hedilla « pour quelques mois en Allemagne et en Italie, afin qu'il y apprenne quelque chose et qu'il puisse par la suite utiliser ses expériences pour travailler au relèvement du pays »¹¹⁴ ?

En fait, Hedilla connaît rapidement l'issue de son procès : la culpabilité des accusés est entièrement reconnue. Quatre condamnations à mort sont prononcées, dont celle de l'ancien chef de la Phalange¹¹⁵. De l'avis de Suñer, qui ne pêche

113 Suñer parle du groupe de Salamanque formé autour de Pilar Primo de Rivera.

114 Archives secrètes de la Wilhelmstrasse.

115 D'autres condamnations sont prononcées à diverses peines de prison, dont celle de José Luis Arrese, qui devait à son tour devenir,

généralement pas par excès de générosité, les sentences sont très sévères. L'ambassadeur allemand, craignant sans doute d'être considéré comme responsable de la situation, a cherché à sauver la vie d'Hedilla. Il demande à son gouvernement des instructions sur l'attitude qu'il doit adopter dans cette affaire, mais en suggérant une intervention directe, un appel à la clémence. Faupel propose même que soit communiquée au généralissime une observation selon laquelle « l'exécution d'Hedilla et de ses compagnons, au moment actuel, est une mesure qui semble critiquable pour des raisons politiques et sociales ». Nous ne savons ce que la Wilhelmstrasse a répondu à ce sujet à son ambassadeur, ni s'il y eut aussi, ce qui est probable, une démarche italienne en faveur d'Hedilla, mais la peine des condamnés à mort fut commuée en prison à vie¹¹⁶. Une telle grâce ne saurait affaiblir, bien au contraire, la position du général Franco. La nécessité de sauvegarder l'unité nationale dans le combat lui assure du reste bon nombre d'appuis. Il prétendra avoir reçu le 5 mai « soixante mille télégrammes de félicitations et d'approbation » ...

Malgré cet optimisme officiel, il est certain que l'esprit d'opposition a survécu dans nombre de milieux phalangistes ; nous le voyons surgir par moments et se manifester d'autant plus brutalement que toute forme d'hostilité au régime est étouffée par une répression continue. L'incident le plus typique à cet égard est le discours prononcé le 19 avril 38 à Burgos par le général Yagüe. Yagüe est un des plus populaires parmi les chefs militaires nationalistes; la part considérable qu'il a prise à la guerre depuis l'insurrection du Maroc, sa réputation de chef « social », ses amitiés personnelles avec des *Camisas viejas* ont fait de lui « le général de la Phalange », ce qui explique que son nom ait été prononcé dans le complot d'Hedilla. Les critiques qu'il émet dans son discours de Burgos semblent être l'écho de la désillusion phalangiste à la suite des mesures de conservation sociale prises par le gouvernement nationaliste: il est nécessaire, dit Yagüe, de faire quelques réformes sociales; il faut donner à la justice une véritable honnêteté et supprimer son caractère partial. La portée de ces reproches est à vrai dire limitée et l'incident n'aura pas de suite grave. Certes, des sanctions ont été prises contre Yagüe, mais, bien qu'il ait été relevé de son commandement, il ne tarde pas à rentrer en grâce et à recevoir une autre affectation.

Beaucoup plus sérieux a été le complot organisé par Velez et Aznar. Si les condamnations prononcées contre eux sont relativement peu sévères¹¹⁷, c'est que le régime est maintenant solide, et qu'il n'est pas nécessaire de frapper aussi fort qu'au moment du complot Hedilla. Au contraire, ce serait risquer d'entraîner à présent dans l'opposition une partie des anciens de la Phalange, et Franco est trop diplomate pour agir de la sorte. Le rôle important joué dans la Phalange par les deux hommes compromis dans le nouveau complot faisait en effet d'eux des personnalités du *Movimiento*. Velez est certainement le plus engagé. Ancien membre de la section marocaine de la Phalange, conseiller national comme Aznar, il semble avoir réellement cherché les sympathies de quelques chefs militaires pour une action de force. Agustín Aznar, plus prudent, s'est contenté de s'opposer par la parole à l'orientation du nouveau régime; ancien compagnon de José Antonio, ami de Fernandez Cuesta, qui ne devait pas le suivre dans cette voie, Aznar veut représenter « le pur Phalangisme », l'intransigeance doctrinale. Chef des Milices phalangistes avant la guerre, ce qui l'avait amené à prendre la responsabilité des attaques à main armée dans Madrid entre février et juillet 36, il a été nommé ensuite inspecteur général des Milices.

En réalité, pour les phalangistes, l'adversaire n'est pas Franco, mais les forces conservatrices, l'Église et les monarchistes. Les oppositions vont parfois tourner en bagarres. Stöhrer signale¹¹⁸ au début de novembre 38 des escarmouches à Séville « entre la Phalange et le clergé ». Les phalangistes identifient d'ailleurs l'Église et la réaction monarchique. Aussi sont-ils également hostiles à toute tentative de restauration.

Nombre de monarchistes ont considéré après la guerre que Franco les avait bluffés; Ansaldo témoigne de l'espoir constant d'une restauration. A vrai dire, le généralissime n'a jamais pris d'engagement, vis-à-vis des *requetas*, et Mola lui-même avait refusé de décider par avance du régime que le *Movimiento* imposerait à l'Espagne. Beaucoup de royalistes ont servi loyalement l'État nouveau et lui ont même rendu des services considérables: ainsi Antonio Goicoechea devient un dignitaire du système franquiste et le duc d'Albe est un efficace ambassadeur à Londres. Bien que tenus par la discipline, les généraux Ponte et Kindelan ne cachent pas qu'ils sont favorables à une restauration. Il ne se passe pas de mois sans que ne soit envisagé le retour éventuel à la monarchie: on a même songé à le rendre plus facile en remplaçant Alphonse XIII par son fils Don Juan. Franco ne s'est jamais opposé directement à ces manœuvres. Il se contente de les écarter, en soulignant qu'il ne faut plus diviser l'Espagne et qu'il doit sauvegarder d'abord l'unité du *Movimiento*, garante de l'unité de la nation.

L'organisation du parti unique lui donne un moyen de contrôle et d'action sur toutes les activités de l'Espagne. C'est la démarche décisive vers la réalisation du nouvel État espagnol, de structure dictatoriale. Mais il faut attendre les premiers jours de l'année 38 pour que se constitue un gouvernement.

Entre-temps, deux faits importants se sont produits, qui ont encore contribué à renforcer la position du Caudillo: le premier est la victoire décisive remportée dans le Nord, le deuxième, le ralliement officiel du clergé et l'appui sans réserve qu'il apporte au nouveau régime.

L'engagement de l'Église

Sans doute, dès le début de la guerre, la majeure partie des prêtres a pris position, souvent de manière active et même violente, en faveur de la rébellion. Mais la hiérarchie catholique, tout en manifestant sa sympathie, s'est refusée à apporter une caution officielle à un mouvement de révolte; l'incertitude des premiers jours, le souci de ne pas rompre l'unité de l'Église, une grande partie du clergé basque restant fidèle au gouvernement, expliquent cette attitude d'expectative.

quelques années plus tard, secrétaire général de la Phalange.

116 Hedilla a bénéficié plus tard d'une nouvelle mesure de grâce.

117 Cinq ans et demi de travaux forcés.

118 Rapport du 19 novembre 38.

L'évolution de la situation au cours de l'année 1937 va mener à un changement radical de cette position. Les raisons en paraissent simples : la prolongation de la guerre, dont l'issue paraît toujours plus lointaine, oblige à officialiser un choix qui se manifeste déjà dans les actes; les succès remportés par les nationalistes ont amélioré la position diplomatique du gouvernement de Burgos et l'établissement de relations avec le Vatican est dans la logique des choses; enfin la campagne de Biscaye règle le problème posé par l'existence d'une minorité catholique dans le camp républicain. Aussi, le 7 octobre 37, le nonce Antoniutti présentera-t-il au général Franco ses lettres de créance. Quelques mois auparavant, une prise de position de la majorité des prélats espagnols a déjà annoncé ce geste. Les constantes références des nationalistes à la tradition catholique et à l'œuvre des rois catholiques, l'influence personnelle de certains évêques, notamment du cardinal-archevêque de Tolède, Goma y Tomas, ont fortement contribué à incliner la hiérarchie ecclésiastique dans ce sens.

Le 1^{er} juillet 37 est publiée la « Lettre collective des évêques espagnols ». Elle dissipe à cet égard toute équivoque. Signé par 43 évêques et 5 vicaires capitulaires, avec, en tête, le cardinal Goma et le cardinal Ilundain, archevêque de Séville, ce texte doit son importance, non seulement au fait qu'il est une explication de l'attitude du clergé et des catholiques espagnols, mais surtout au fait qu'il reste un des seuls qui tentent de justifier le *Movimiento* de façon rationnelle et intelligente.

La Lettre des évêques prétend en effet d'abord justifier la position de l'Église en justifiant la guerre. Si, en des pays étrangers, et plus spécialement dans certains milieux catholiques français, on s'est indigné des persécutions religieuses en zone républicaine, une inquiétude visible se dégage aussi devant l'attitude très « active » de nombreux prêtres espagnols dans le conflit. Aussi les évêques déclarent-ils de façon péremptoire que « l'Église n'a pas voulu la guerre ». Elle ne l'a pas voulu, mais elle l'accepte, car elle y a été contrainte. Le recours à la force, dans ces conditions, est légitime¹¹⁹ :

- Il y a eu menace sur l'existence du bien commun; d'abord menace contre la Patrie, car l'orientation donnée à la politique par le Front populaire est, tout, à fait, « contraire à la nature et aux besoins de l'esprit national ». Menaces également contre l'esprit religieux; ainsi les lois laïques sont-elles qualifiées d' « iniques », d'atteintes à la liberté « chrétienne » de conscience ; ensuite, il y a eu, de façon plus matérielle et moins discutable, les attentats contre les églises¹²⁰. Il y a, enfin, une menace évoquée moins directement contre la Société établie, car on trouve constamment indiqué dans le texte le danger du « communisme destructeur », de la Révolution « anti-divine ». Il est donc nécessaire de se battre, puisqu'il faut « périr sous l'assaut du communisme ou tâcher de se débarrasser de lui ». La guerre se trouve présentée comme une réaction salutaire, comme un « remède héroïque » contre un péril public; ceux qui se sont soulevés font du patriotisme et de l'esprit religieux des impératifs que l'Église ne peut désavouer.

- D'autre part, il est avéré que « l'ensemble des autorités sociales et des hommes sages reconnaissent le péril public », et la « conviction des hommes sages concernant la légitimité de leur triomphe » est absolue.

Puisque cette guerre est juste et nécessaire, l'Église ne peut « rester indifférente » ; puisque ceux qui se battent soutiennent une cause sainte, il faut faire de ce combat « une lutte sacrée ». D'où le second commentaire qu'il convient de donner à la Lettre des évêques : indiquer dans quel sens il convient d'orienter le conflit, quel caractère il importe de lui donner. Ce conflit, « réaction d'ordre religieux », est une croisade, et les combattants peuvent être comparés aux chevaliers-moines des ordres militaires. La cause qu'ils défendent est d'abord celle de l'Espagne, mais aussi celle de la Chrétienté tout entière. Ces soldats de Dieu se battent « pour les principes fondamentaux de toute société civilisée ». Il est d'ailleurs tout à fait remarquable que le texte commence par un « appel à l'aide des peuples catholiques » ; cet appel est sans doute destiné aux catholiques français, mais aussi à ceux d'Amérique du Sud, que le souvenir d'une civilisation commune, de leur appartenance à la *Hispanidad*, pourra plus facilement rallier.

Enfin, la Lettre réfute l'idée que cette guerre oppose l'Église aux Pouvoirs constitués: l'autorité publique était ruinée; pour la rétablir, les dirigeants du soulèvement ont eu recours à « un plébiscite armé ». Nous retrouvons ici l'argument invoqué depuis le début du *Movimiento* par ses partisans.

Il reste que les représentants de l'Église espagnole se sont catégoriquement refusés à cautionner tout ce que recouvre le *Movimiento*. Un paragraphe est particulièrement significatif: il y est déclaré que l'Église ne se rend pas solidaire « des tendances ou intentions qui, dans l'avenir, pourraient défigurer la noble physionomie du Mouvement national ». Un élément de polémique, dirigé évidemment contre la Phalange, vient donc ici s'ajouter au texte.

On ne saurait trop insister sur le fait que cette Lettre est destinée à l'exportation. La prise de position des évêques n'apprendra rien à ceux qui vivent le conflit espagnol. Au contraire, son allure officielle, son ton catégorique en font aux yeux de l'étranger un texte capital: on présente aux chancelleries étrangères l'« aspect réel » de la guerre d'Espagne; d'où l'insistance que met le texte à souligner la « sauvagerie collective » de la révolution et des persécutions anti-religieuses: d'où la volontaire aberration qui consiste à présenter la révolution comme un soulèvement communiste, sans se soucier des confusions de termes¹²¹. L'essentiel est de rappeler à tous que ce qui se passe en Espagne dépasse le cadre d'une simple guerre civile, car « Dieu a permis que notre pays fût un champ d'expérience pour les idées et les systèmes qui aspirent à conquérir le monde ».

Dans la lutte engagée, l'Église a désormais pris position. Son action va contribuer à donner au régime une orientation définitive. Plus encore que les Jésuites, dont le retour à cette époque est significatif, les Dominicains semblent avoir exercé une influence considérable sur les dirigeants nationalistes. Stöhrer note, parmi les conseillers personnels de Franco, le père Menendez Reigada. L'influence de l'Église ne s'exerce pas seulement sur le général, mais aussi, sur ses proches, en particulier

119 Les évêques espagnols en appellent, sur ce point, à l'autorité de saint Thomas.

120 Selon ce texte, de février à Juillet 1936, ce sont 111 églises qui ont été détruites et profanées.

121 Ainsi, dans un paragraphe consacré aux « caractères de la révolution communiste » il est question de la « révolution anarchiste ».

sur son beau-frère, Ramon Serrano Suñer. Or, depuis que celui-ci s'est évadé de zone républicaine en février 37, son influence s'est sans cesse accrue. Les hommes changent : lorsque le premier gouvernement véritable est formé, Suñer y fait son entrée, tandis que Nicolas Franco est envoyé comme ambassadeur au Portugal.

Le nouveau personnel franquiste

Au moment de la proclamation du décret sur le Parti unique, Suñer venait d'arriver à Salamanque; tout de suite, il prend sur le général un ascendant qui ne se démentira pas. Il est petit, mais assez fort, « très strict dans sa tenue, même élégant » ; il frappe par ses cheveux « prématurément gris », ses gestes rapides, son « excitation perpétuelle » ; très nerveux, passant d'un extrême à l'autre, parfois charmant et voulant charmer, Il est à d'autres moments brusque et peu courtois. Il a fait ses études à l'Institut espagnol de Bologne. Juriste de valeur, il a vécu longtemps à Saragosse. Ses relations avec le général Franco datent de son mariage, les deux hommes ayant épousé deux sœurs. Au moment de l'insurrection, il se trouve à Madrid. Ses opinions politiques - il a appartenu à la C.E.D.A. -, ses relations familiales avec le chef de l'insurrection, font de lui un des hommes les plus directement visés par la révolution populaire; il est arrêté, incarcéré au *Careel modelo*, puis transféré dans une clinique, sur l'intervention du ministre Irujo: il parvient alors à se réfugier dans une légation, probablement celle de Hollande. Avec l'aide de l'ambassadeur d'Argentine, il s'embarque alors à destination de Marseille sur le *Tueuman*. Mais ses deux frères n'ont pas eu la même chance; et Suñer gardera toujours rancune à l'Angleterre de ces morts, dont il attribue en partie la responsabilité à la mauvaise volonté de l'ambassade britannique.

Elève des Jésuites, intransigeant défenseur de l'Église, il est resté profondément marqué par son éducation catholique. Favorable à l'Allemagne, il garde toujours une certaine méfiance vis-à-vis de Hitler, dont la politique hostile au christianisme le heurte. Aussi passe-t-il plutôt et à juste titre pour être l'homme de l'Italie. Entier, violent, « un Robespierre au petit pied »¹²², tous ceux qui l'ont approché sont d'accord pour le qualifier de « fanatique »¹²³. Son mysticisme, la haine qu'il éprouve pour l'esprit libéral, et par suite pour le système démocratique, ont encore accusé les traits du personnage. Son admiration pour les régimes autoritaires et particulièrement pour le fascisme l'amènent à s'éloigner des éléments monarchistes dont il critique le modérantisme. Ses amitiés ont toujours été très éclectiques; il est en relations avec certains chefs traditionalistes, Rodezno ou Sainz Rodriguez, mais il est aussi l'ami personnel de José Antonio¹²⁴ et s'entend bien avec les nouveaux chefs de la Phalange, Amado et Hedilla. Son évolution politique l'a amené à exprimer l'idée « d'un régime permanent, à la tête duquel se trouverait Franco comme chef de l'État ». S'il ne refuse pas catégoriquement le rétablissement de la monarchie, il n'envisage plus « un rétablissement immédiat ». Dans vingt ans, « l'Espagne pourra avoir besoin d'un roi » ; en attendant, il est infiniment probable qu'il a orienté son beau-frère vers l'établissement d'une dictature personnelle.

Avec la formation, le 1^{er} février 38, du nouveau gouvernement, les idées de Suñer semblent triompher. Il est ministre de l'Intérieur, de la Presse et de la Propagande, et devient le théoricien du nouveau régime. Les chefs les plus marqués politiquement des monarchistes et de la Phalange ne font pas partie du ministère. En revanche parmi les principaux ministres, on compte cinq militaires; outre les trois postes de « techniciens »¹²⁵, le général Jordana occupe les Affaires étrangères. Suñer, qui ne l'aime pas, le qualifie de « libéral », Hayes de traditionaliste. C'est l'homme de l'Angleterre. Le général Martinez Amdo est responsable de l'Ordre public. Il est normal de voir en lui plus qu'en Suñer le véritable dirigeant de la répression en Espagne nationaliste, bien que les responsabilités politiques, et notamment les mesures de police dépendent tantôt du ministère de l'Intérieur tantôt de l'Ordre public. Cet état de choses crée d'ailleurs une hostilité entre les deux hommes, de caractère également autoritaire. Les réunions ministérielles de l'année 38 sont animées par cette querelle¹²⁶.

Les autres ministres sont des techniciens plus que des politiques : aux Finances, Amado, ancien collaborateur de Calvo Sotelo; à l'Economie, l'ingénieur Suances.

Militaires et techniciens s'opposent par leurs personnalités et leurs opinions politiques; aussi la formation du ministère marque-t-elle un pas de plus vers la dictature du général Franco. Aux opposants monarchistes, il faut en effet imposer les réformes indispensables: le premier message gouvernemental rappelle l'urgence d'une transformation sociale, proclame la nécessité d'une organisation syndicale groupant patrons, techniciens et travailleurs. Par contre, aux phalangistes, il convient de faire savoir que la révolution est un danger, que l'Espagne doit revenir à ses grandes traditions¹²⁷. A tous, il faut dire que le moment est arrivé de reconstruire l'État. Le Caudillo doit être aux yeux de tous le chef de ce *Movimiento* et le réorganisateur du pays. Le 19 juillet 38, un décret donne à Francisco Franco la dignité de capitaine général pour l'armée et la marine. Ce titre en soi ne signifie rien. Sa valeur est purement symbolique. Il n'a été donné, en Espagne, qu'aux rois. Il fait de celui qui le reçoit un véritable souverain sans couronne, et consacre la victoire politique du général. Deux ans après le pronunciamiento de 36, Franco devient le successeur des rois catholiques. La supériorité des armes semble près de lui donner la domination totale du pays. Il peut déclarer le 20 juillet: « Nous avons gagné la guerre ... » Mais il a beau parler d'une « paix féconde », de la disparition des « privilèges », il ne semble pas que l'œuvre de son gouvernement soit suffisante pour rallier ses adversaires: « Il ne suffit pas de vaincre, disait Miguel de Unamuno¹²⁸, il faut convaincre. »

122 Cf. Hoare. *Ambassadeur en mission spéciale*. Lettre du 15 octobre 1942.

123 Cf. Stöhrer. Archives de la Wilhelmstrasse.

124 Il est un de ses exécuteurs testamentaires.

125 Le général Orgaz à la Guerre, le vice-amiral Cervera à la Marine, le général Kindelan à l'Air.

126 A la mort de Martinez Amido, l'Ordre public reviendra à un autre militaire, le général Alvarez Arenas.

127 C'est le 5 février qu'est adopté le blason des rois catholiques.

128 Unamuno avait rallié le *Movimiento* après les premiers jours de guerre civile, mais il ne tardera pas à se séparer du régime nationaliste, dont il réprouve les excès policiers et l'absolu conservatisme.

f. L'organisation de l'État nouveau

Quelques mots reviennent constamment dans les textes fondamentaux de « l'État national-syndicaliste » : Autorité, Hiérarchie et Ordre. Ces termes, la présence de l'armée et des officiers dans tous les secteurs de l'administration nous font souvenir que le Caudillo est un soldat et veut, selon l'expression de Marcatté, instaurer dans l'État « une discipline semblable à celle des armées ». Passés les premiers temps de l'agitation et du pittoresque, les observateurs s'accordent à reconnaître que l'Espagne nationaliste a une apparence de calme, et, même, dans certaines régions, de paix, inimaginables à la même époque en zone républicaine.

Le maintien de l'Ordre

L'étonnant est de constater cette tranquillité dans des régions comme l'Andalousie et l'Estrémadure qui avaient été parmi les plus « rouges » avant juillet 1936. Sans doute, la répression contre l'agitation révolutionnaire a-t-elle été ici particulièrement sanglante. Mais des mesures violentes et désordonnées ne réussissent généralement pas à briser toute forme visible d'opposition. Pour y parvenir il a fallu instaurer une véritable organisation de la répression. Les nationalistes ont d'abord brisé les cadres de l'opposition républicaine ou révolutionnaire; des mesures ont été prises pour mettre hors d'état de nuire tous les individus considérés comme dangereux et qualifiés, assez curieusement, par les chefs militaires, de « rebelles ». Comme en zone républicaine, on est passé, en matière de répression, de la terreur organisée à une apparence de justice. Bahamonde a bien décrit cette évolution qui mène des fusillades de masse du début à l'« instruction sommaire », puis à partir de février 37, à l'action systématique des conseils de guerre. Ceux-ci sont habilités à juger les « délits de rébellion, sédition, résistance et désobéissance à l'Autorité »¹²⁹, définition déjà dangereuse parce que très vague; les quelques précisions données ne font que la rendre plus redoutable encore : ainsi peuvent être condamnés, non seulement ceux qui possèdent des armes à feu, mais, par exemple, ceux qui « entravent la liberté du travail » ou qui « propagent des nouvelles tendancieuses susceptibles d'ébranler le prestige de l'armée ». Toute personne qui insulte ou attaque un militaire ou un fonctionnaire est passible d'une sanction. Il est vrai qu'il ne s'agit là que de textes, dont seule l'application devrait nous intéresser. Mais la répression est aussi, en zone nationaliste, une réalité quotidienne : « Nous serons sans pitié, déclare Queipo, pour les assassins qui ont sacrifié à la fureur politique les enfants, les femmes, les vieillards. Quant aux gens de l'Union républicaine, ils sont trop liés au *Frente popular* pour qu'on puisse les en détacher »¹³⁰. Ainsi tous ceux qui, à un moment, si bref soit-il, ont soutenu la République après le 18 juillet, sont menacés. Même leur ralliement ultérieur au franquisme ne leur garantit pas forcément l'impunité : l'ancien député Rasado Gil, qui a eu le malheur de demander un vote de confiance en faveur du gouvernement de Madrid le 1^{er} octobre 36, est condamné pour ce crime à deux ans de prison, bien qu'il se soit, quelques mois après, enfui en zone nationaliste. Des partisans du *Movimiento* eux-mêmes, dont l'attitude est considérée comme subversive, sont poursuivis: en juillet 38, le marquis de Carvajal est condamné pour défaitisme par le tribunal de Saragosse à la confiscation de ses biens¹³¹. Encore, dans les deux cas précités, ne s'agit-il que de fautes vénielles et de sanctions relativement modérées. Emprisonnements et exécutions se succèdent et la répression - souvent accompagnée de violences et de tortures - s'amplifie sous le régime instauré par le secrétaire d'État à l'ordre public, le général Martínez Anido. Cela lui vaut de nombreuses attaques, notamment de la part des *Camisas viejas*, mais sa mort n'interrompt pas les mesures de violence¹³².

Condamnations¹³³, mesures d'épuration et de surveillance vont se multiplier et se poursuivront après la fin de la guerre. C'est seulement en janvier 39 que sera publiée la loi sur les responsabilités politiques qui vise à liquider « les fautes politiques de ceux qui ont contribué par leurs actes ou par des omissions graves à provoquer la subversion rouge ou à l'entretenir ». Elle vise à réprimer non seulement des actes commis pendant la guerre civile, mais ceux qui l'ont été pendant la période antérieure par les affiliés et dirigeants des syndicats, partis et loges. Ainsi sont considérés comme responsables « ceux qui ont organisé les élections de 1936, ceux qui ont été candidats du gouvernement aux Cortes de 36 », et, de façon générale, « ceux qui, de 1934 à 1936, ont contribué à la subversion ». Ces délits, qui sont passibles de peines allant de la prison à la confiscation des biens, doivent être jugés par un tribunal spécial dit « tribunal national des responsabilités politiques », qui n'entrave en rien l'action des conseils de guerre.

Épuration et surveillance

Les mesures d'épuration sont tout aussi radicales. Elles visent particulièrement les fonctionnaires qui ne se sont pas ralliés au

129 Décret du 28 juillet 1936.

130 Cf. *Le Temps*, 28 juillet 1938.

131 D'après *le Temps* du 2 juillet, on lui reproche d'avoir déclaré : « Un armistice ne paraît pas inconcevable, et encore moins improbable ».

132 Le général Martínez Anido, comme gouverneur de la Catalogne avait, en 1921, dirigé les coups de ses *pistoleros* contre les cadres de la C.N.T. Il avait été également le premier ministre de l'Intérieur du Directoire militaire de Primo de Rivera. Son passé en faisait le symbole de la répression la plus féroce contre les ouvriers et les révolutionnaires. C'est ce qui explique en partie les attaques des *Camisas viejas*.

133 Dès qu'une province est soumise, les conseils de guerre commencent à fonctionner. Après la chute de la Catalogne, *le Temps* du 15 février 1939 rapporte les condamnations à mort de Ventura, ancien président du tribunal révolutionnaire de l'*Uruguay* (bateau ayant servi de tribunal au début de la guerre) qui avait condamné à mort le général Goded ; de Garrigo Lopez, président du premier Comité ouvrier de la *General Motor*, et du syndicaliste de l'automobile Emilio Morales.

*Movimiento*¹³⁴. Dans la zone immédiatement contrôlée par les nationalistes, le problème est réglé de façon simple: les autorités nouvelles donnent à tous les agents de l'État qui ne se trouvent pas sur place l'ordre de se présenter à l'autorité militaire la plus proche de leur résidence. Ceux qui ne le font pas sont considérés comme rebelles. Ailleurs, les mesures d'épuration entrent en vigueur au fur et à mesure de la conquête. Par exemple, après l'occupation de la Biscaye, un décret du 3 juillet 37 y suspend « provisoirement tous les fonctionnaires de l'enseignement » ; ceux qui le veulent peuvent « solliciter leur réintégration du rectorat de Valladolid » ; il leur suffira de remplir des formulaires sur lesquels ils indiquent les charges qu'ils ont pu assumer sous la République, « les groupes ou partis politiques auxquels ils ont appartenu » et les noms des personnes qui « peuvent se porter absolument garantes de leur attitude ». A la fin de la guerre, l'épuration des fonctionnaires sera généralisée et étendue : il suffit, pour tomber sous le coup de la loi, « d'avoir rempli des fonctions étrangères à l'activité administrative, d'avoir accepté de l'avancement à titre exceptionnel », ou seulement de n'avoir pas secondé le soulèvement dans la mesure du possible.

Les mesures qui établissent le système de surveillance constante et radicale de la population sont trop nombreuses et trop dispersées pour qu'on puisse les résumer en quelques mots¹³⁵. La carte d'identité est rendue obligatoire au-dessus de 16 ans, ce qui est une mesure courante dans les régimes autoritaires. La création d'un « Service d'identification » aidera singulièrement la police. Il vaudrait mieux dire « les polices », car, à côté de l'ancienne garde civile, il y a toujours la *Seguridad* (Sûreté) et, en outre, la police secrète; peu après la création du Parti unique, la Phalange aura aussi sa propre police. Il est difficile d'échapper à un appareil policier aussi considérable.

Les mesures de surveillance ne concernent pas les seuls individus. Elles s'étendent à, tous les moyens de propagande et d'information : la radio, le cinéma et surtout la presse. Déjà la loi sur l'État de guerre a interdit le fonctionnement d'appareils émetteurs de radio et permis l'établissement d'une censure en principe exclusivement militaire. Peu à peu, la Censure nationale s'organise : deux commissions fonctionnent en mai 37 à Séville et à La Corogne¹³⁶. Elles comprennent des représentants de l'autorité militaire, mais aussi, ce qui indique assez l'élargissement de ses compétences, des délégués de la société des auteurs, des entreprises cinématographiques, des centres culturels et des pères de famille. Ces premières dispositions seront complétées par une série de mesures destinées à contrôler la production de films, de livres et de journaux. Le ministre de l'Intérieur, par l'intermédiaire des gouverneurs civils, est responsable de la censure cinématographique. Dès le 23 décembre 1936, sont interdites la « publication et la circulation des livres et des imprimés pornographiques, marxistes ou dissolvants »¹³⁷.

La presse est encore plus dangereuse par l'influence qu'elle peut exercer quotidiennement sur les masses. Aussi le général Franco a-t-il toujours attribué un rôle particulièrement important à la « délégation pour la presse et la propagande » dont le but est « d'utiliser la presse pour faire connaître les caractères du *Movimiento*, son œuvre et ses possibilités ». C'est le chef du service de presse¹³⁸ qui dirige la censure et sert de lien avec les directeurs de journaux : ceux-ci sont devenus de véritables exécutants du pouvoir. Pratiquement désignés par la Phalange, ils sont responsables de tout et, pour une faute: peuvent être destitués et même radiés des registres. Aussi les informations diffusées en zone nationaliste ont-elles été préalablement sévèrement contrôlées.

Il convient par suite de n'accorder que peu de crédit aux descriptions enthousiastes faites à cette époque par des journalistes politiquement favorables à Franco et qui se contentent en réalité des informations données par l'office de presse destiné aux journalistes étrangers. Il est facile de trouver des ombres au tableau, Séville a l'air d'une cité paisible, dit Bahamonde¹³⁹, mais les convois de blessés arrivent la nuit, et, pour éviter à la population un spectacle pénible, Queipo fait sonner l'alerte pendant le temps. En octobre 37, « le trafic est interrompu après huit heures du soir aux portes mêmes de Séville ». Les guérilleros continuent longtemps à tenir en Andalousie et prennent encore de gros risques. Bahamonde parle d'une attaque en plein jour contre des gardes civils, En mai 38, et bien que la pacification paraisse presque achevée, Stohrer signale de semblables activités près de Cáceres et dans les Asturies. Dans le même rapport, l'ambassadeur d'Allemagne évalue à 40 % la fraction de la population de la zone nationaliste qu'il considère comme « politiquement instable » : la toute-puissance des

134 Des mesures particulières ont été prises à l'égard du corps diplomatique, dont la situation à l'étranger est évidemment particulière.

135 On précisera alors les fautes entraînant la révocation définitive ou la suspension provisoire, le déplacement d'office, ou l'interdiction d'accéder à un poste de direction.

136 La commission de Séville est présidée par Carlos Pedro Quintana, celle de La Corogne par Francisco de la Rocha.

137 Remarquable association d'idées dont les auteurs ne pourront se lasser, car elle se retrouve dans tous les textes régissant la littérature en zone nationaliste. Telle cette étonnante organisation des bibliothèques, non pas censure passagère, explicable par la guerre, mais préparation d'un contrôle systématique destiné à éliminer définitivement la « littérature dissolvante » des bibliothèques publiques et des centres de culture. Dans chaque district universitaire est formée une commission dont font partie « le recteur ou son délégué, un professeur de la faculté de philosophie ou de lettres, un délégué du corps des archivistes bibliothécaires et archéologues », qui sont les délégués des universitaires laïques, mais aussi « un représentant de l'autorité ecclésiastique, un de l'autorité militaire, un désigné par la délégation de la Culture de la Phalange, enfin un père de famille désigné par l'association catholique des pères de famille ». A chaque autorité, il appartiendra de dénoncer, parmi les publications considérées comme dangereuses, celles qui représentent une « dépréciation de la religion catholique », un manque de respect « à la dignité de notre glorieuse armée » et un « attentat envers l'unité de la Patrie ». De façon plus précise, il est recommandé de détruire purement et simplement les œuvres « pornographiques et sans valeur littéraire », révolutionnaires, mais « sans contenu idéologique de valeur essentielle ». On pourra conserver au contraire les œuvres de valeur; mais, pour éviter qu'elles ne tombent entre les mains de « lecteurs ingénus », elles ne seront accessibles qu'aux lecteurs munis d'une autorisation spéciale de la commission de la Culture.

138 C'était, pendant la guerre, Juan Pujol, dont on s'accorde à reconnaître les compétences.

139 *Un año con Queipo*.

autorités nationalistes ne peut dissimuler complètement l'opinion favorable aux « rouges » de certains groupes de populations.

Il est difficile de préciser dans quelle mesure les autorités civiles et militaires chargées du maintien de l'ordre coopèrent ou se contrecarrent. Dans les zones proches de front, le problème ne se pose pas : tous le pouvoir est aux mains des militaires. Les délégués civils nommés et installés par les officiers restent de simples subordonnés. Par la suite, quand la région est pacifiée, les compétences sont peu à peu rendues aux gouverneurs civils, aux commissions de gestion mises en place, ou dans certains cas, aux maires qui ont pu entrer en fonction; Le gouverneur, civil dépend en principe du ministre de l'Intérieur. En réalité, il doit compter avec l'autorité militaire qui lui reste hiérarchiquement supérieure et conserve longtemps seule la responsabilité de l'ordre public. Les militaires ont le droit d'apprécier « le manque de capacité » ou les « fautes de moralité » des civils, et de les remplacer, quand ils le jugent absolument nécessaire, par un « délégué à l'ordre public ».

D'ailleurs le manque de fonctionnaires « sûrs » oblige souvent à choisir les gouverneurs « civils » parmi les officiers. A Malaga, par exemple, après la victoire nationaliste, le gouverneur civil est le capitaine Garcia Altied, qui laisse toute liberté aux troupes italiennes et manifeste de façon éclatante ses opinions politiques en revêtant l'uniforme de la Phalange.

Il est normal, dans ces conditions, que la seule puissance véritablement respectée soit l'Armée ou que des conflits éclatent entre les pouvoirs civils et militaires¹⁴⁰.

En dehors de l'application des mesures édictées par le gouvernement, la grande préoccupation des gouverneurs civils et des administrations locales est le ravitaillement de l'armée et de la population. Celui-ci est d'ailleurs facilement assuré; les boutiques sont toujours pleines et les magasins offrent même des tissus anglais. Seuls le riz, le thé et le café seront rationnés en 37-38. Les nationalistes peuvent même se permettre d'exporter une partie de la production agricole et disposent encore de réserves. Mais celles-ci vont diminuer rapidement à la suite de l'occupation des grandes villes. Après la chute de Barcelone, il faudra assurer le ravitaillement d'une population sous-alimentée depuis des mois. Les problèmes économiques seront plus délicats une fois la guerre terminée.

Les prix ont monté pendant la guerre civile, mais sont restés à un niveau raisonnable. Toute hausse de prix doit avoir été autorisée et il n'est pas rare de voir une boutique fermée pour contravention à la législation sur les prix. Le régime autoritaire empêche ainsi que le niveau de vie de la population ne soit réduit dans des proportions trop considérables. Evidemment, il n'empêche pas toutes les spéculations. Selon Courmont, qui est entièrement favorable aux nationalistes, les prix des tissus « ont fait un bond énorme », la viande de bœuf, entre octobre 36 et mai 38, a augmenté de 37 % et le vin de 48 %.

Aussi, malgré l'abondance apparente, le régime reste-t-il celui de *l'austeridad*, expliquée officiellement par les nécessités de l'économie de guerre. Pour mieux marquer les sacrifices consentis par tous à la cause commune, le régime a inventé le système du « plat unique ». Le vendredi au début de la guerre, puis le jeudi, tout le monde devra se contenter d'un seul plat. En réalité, comment contrôler une pareille institution ? Il faut avouer que nous sommes dans le domaine de l'utopie, sauf, bien entendu, pour ceux qui mangent au restaurant et qui, de même, devront, en outre, accepter d'être « privés de dessert » le lundi. En fait, il s'agit de manifestations platoniques, destinées surtout à frapper l'étranger qui sera ainsi convaincu de la discipline et des sacrifices consentis par le pays en guerre. La pauvreté de la population est la vraie cause de l'austérité.

Le calme et la prospérité ne sont donc en réalité qu'une façade. Si l'on veut comprendre réellement l'État nouveau, il convient d'en examiner en détail les institutions.

L'État national-syndicaliste

Avec les officiers, dont la fidélité et la discipline sont précieuses pour Franco et dont l'on ne pouvait se passer, les nouveaux cadres du système politique sont fournis par les phalangistes du Parti unique. Nous sommes dans l' « ère bleue » de l'État national-syndicaliste. La Phalange est « le mouvement inspirateur et la base de l'État espagnol », selon la première phrase de ses statuts¹⁴¹ qui reprennent et précisent les principes de morale politique énoncés dans le décret du 19 avril: les intérêts individuels doivent céder au « service de l'État, de la Justice sociale, et de la Liberté chrétienne de l'individu ». Ainsi, au concept de liberté politique ou sociale dont il n'est plus question, s'oppose le principe de la liberté chrétienne qui est seulement une liberté morale. Ce qui compte, en effet, c'est le respect des « valeurs éternelles de la Patrie » et la hiérarchie sociale. Cette notion de hiérarchie inspire toute l'organisation du Parti, des phalanges locales, au Caudillo. Le « chef national du Mouvement » a, nous l'avons vu, la réalité du pouvoir. C'est lui qui choisit les membres du premier Conseil national, nomme le président de la Junte politique et désigne cinq des dix conseillers nationaux qui en font partie¹⁴². Il est le chef suprême des milices de la Phalange, choisit et relève de leurs fonctions les chefs provinciaux, décide des inspections régionales. Il a le pouvoir suprême, à la fois de décision et d'appel.

La Junte politique n'est donc qu'un conseil, aux attributions politiques, auprès du chef national; elle se réunit une fois par mois au moins, pour étudier les propositions à faire au chef de l'État et examiner les comptes du *Movimiento*. Les ordres sont transmis du sommet, Junte ou Conseil national, aux commandants provinciaux et aux phalanges locales.

140 Bahamonde (*op. cit.*) fait le récit d'un très grave conflit qui éclate à Badajoz. L'origine en est un simple incident à propos de l'organisation d'une des multiples souscriptions lancées par le régime ; mais il dégénère en une véritable épreuve de force entre le gouverneur militaire Canizarès et le « civil » Diaz de Llano. L'armée et la Phalange unies imposent finalement leur volonté : le gouverneur civil doit s'incliner.

141 Statuts de la Phalange espagnole traditionaliste et des J.O.N.S. Décret du 4 août 1937 .

142 Les cinq autres sont désignés par le Conseil sur proposition du Caudillo.

Une phalange locale est constituée par vingt « affiliés militants » au moins. Il ne peut être question de faire entrer dans le parti tous ceux qui en font la demande. Mais il ne faut pas non plus décourager les bonnes volontés, d'où la distinction entre « adhérents » et « militants » qui fait irrésistiblement penser à l'organisation de certains ordres religieux et notamment à celle de la Compagnie de Jésus. Les adhérents ne sont pas « membres de la Phalange ». Ils doivent cependant « souscrire la formule d'adhésion et de serment » établie par la *Jefatura* nationale et payer une cotisation. La qualité de militant est donnée aux adhérents qui ont cinq ans d'activité, aux anciens membres de la Phalange et des *requetes* et aux généraux, officiers des armées d'active ou en service de guerre, ainsi qu'à « ceux qui obtiennent ce titre par décision personnelle du Caudillo ou sur proposition des *Jefaturas* provinciales ». Chaque section a une hiérarchie semblable avec un chef local, un secrétaire, un trésorier, un chef local des milices ; dans les grandes villes, la *Jefatura* municipale a sous ses ordres « les chefs de quartiers, de sous-quartiers, d'îlots et de maisons ». Ainsi est créé un quadrillage auquel nul ne peut échapper et qui est plus efficace que n'importe quelle police.

La Phalange est, dans tous les domaines, l'instrument du pouvoir totalitaire ; elle est présente sous toutes les formes : mouvements féminins, mouvements de jeunesse (*Flechas*) ; elle a encadré la jeunesse universitaire en créant le *Sindicato español universitario*, organisation étudiante unique et obligatoire, destinée à « exalter la profession intellectuelle dans un sentiment profondément catholique et espagnol ». Comme la Phalange, il est organisé hiérarchiquement avec, à sa tête, un chef national nommé par le Caudillo et investi de l'autorité suprême. En dehors des étudiants qui font normalement partie du S.E.U., paient leur cotisation, souscrivent à la formule d'adhésion - qui suppose une obéissance inconditionnelle - et portent les cinq flèches et le joug, insignes de la Phalange, il existe deux catégories exceptionnelles d'affiliés, les « honoraires », qui, sans être étudiants, ont contribué, par un travail intellectuel, à la grandeur de l'Espagne, les « protecteurs » qui ont favorisé le développement du S.E.U. par des dons ou une aide financière.

A partir de 1938, l'État phalangiste devient l'État national-syndicaliste. Le groupe Suñer, qui comprend, dans le gouvernement, Fernandez Cuesta, Amado et le ministre de l'Action syndicale, Gonzalez Bueno, estime qu'il n'est pas possible d'abandonner le côté positif du programme phalangiste. Ils veulent d'abord obtenir une affirmation de principe: l'État Nouveau doit montrer à tous sa vocation sociale. La Charte du Travail commence en effet par une double déclaration: « le travail sera exigé de tous », mais « tous ont droit au travail. » Elle contient en outre un certain nombre de promesses: la durée de la journée de travail ne doit pas être excessive, la femme mariée sera « affranchie de l'atelier et de l'usine » ; on instituera une fête du travail, qui, par opposition au 1^{er} mai des « Rouges », sera fixée au 18 juillet, anniversaire du « glorieux » soulèvement et s'appellera « la Fête de l'exaltation du travail ». On va même jusqu'à prévoir des congés payés et des institutions pour les loisirs des travailleurs. Il convient pourtant de noter le caractère extrêmement vague de ces dispositions. A partir de quel moment, par exemple, la journée de travail peut-elle être considérée comme « excessive » ? Le texte parle de congés payés, mais ne fixe pas pour le moment leur durée. Plus tard on parlera d'une semaine, mais elle n'est pas encore accordée en 1938. La guerre fournit un prétexte pour remettre à plus tard les réalisations « sociales ». En attendant, on revient sur les avantages acquis. La semaine de travail dans la métallurgie, la sidérurgie, les fabrications de matériel électrique et scientifique, passe de 44 à 48 heures; dans les mines de Huelva, au premier semestre de 1938, la semaine de travail est augmentée d'une heure.

Aussi, sans s'attarder sur les hypothétiques avantages accordés aux travailleurs par le *Fuero dei Trabajo*, convient-il de mettre en relief les principes profonds qui ont guidé les législateurs du Conseil national de la Phalange. Courmont rappelle que « l'organisation nationale-syndicaliste de l'État s'inspire des principes d'Unité, de Totalité et de Hiérarchie ». Nous nous contenterons de suivre son analyse de la Charte et de la formation de syndicats verticaux.

Le principe d'Unité

Le principe d'Unité signifie qu' « en dehors du syndicat, il n'y a rien ». L'entrée dans le syndicat est en effet obligatoire : la délivrance des cartes syndicales, monopole de la Phalange, est, aux mains du Parti unique, un moyen de contrôle nouveau et considérable. L'idée totalitaire se manifeste dans l'organisation même du syndicat : « Tous les producteurs sont réunis ». En effet, contre l'affirmation de la lutte des classes qui est à la base du « matérialisme marxiste », l'État national-syndicaliste prétend dominer les oppositions entre les catégories sociales. Aussi le syndicat doit-il réunir les patrons, les employés et les techniciens dans les mêmes organismes. Les syndicats, enfin, sont strictement hiérarchisés. « Toutes les sections syndicales sont soumises à l'autorité de leurs chefs », ceux-ci étant, bien entendu, choisis par la Phalange qui encadre les travailleurs comme elle encadre le reste de la population. L'État promet qu'il accordera aide et protection, qu'il se montrera loyal envers les travailleurs. En revanche, il exige une fidélité et une obéissance inconditionnelles.

La Phalange intervient enfin dans la vie du pays par le biais des œuvres sociales, qu'on serait plutôt tenté d'appeler des « œuvres de charité » et qu'elle a été seule à organiser. La réalisation essentielle, à cet égard, est *l'Auxilio social*, fondée à l'automne 1936 par la veuve du phalangiste Onesimo Redondo, Mercédès Sanz Bachiller, mais qui sera effectivement dirigée ultérieurement par Pilar Primo de Rivera. *L'Auxilio social* a commencé par l'organisation d'un secours d'hiver: au départ, trois réfectoires pour des orphelins. Plus tard, les secours s'étendront aux réfugiés : ce sont les « cuisines de fraternité », un vocable cher au régime. Par la suite, on organisera des distributions de secours aux malades et aux vieux travailleurs. Le centre de *l'Auxilio social* est à Valladolid¹⁴³, Ses moyens sont fournis par l'aide des femmes phalangistes, et, plus tard, par le « Service social », équivalent, pour les femmes de 17 à 35 ans, à ce que peut être, pour les hommes, le service militaire. Lui aussi doit permettre l'établissement d'un climat de fraternité; femmes mariées, veuves et infirmes en sont dispensées¹⁴⁴. En principe, il est facultatif, mais une femme ne peut se présenter à un examen ou entrer dans l'administration si elle ne l'a pas

143 Le décret du 7 octobre 1937 qui l'institue prétend contribuer à « réaliser le programme de la Phalange ».

144 Pour les veuves, à condition qu'elles aient au moins un enfant.

accompli¹⁴⁵.

La distribution de ces importants secours exige d'importants moyens financiers et l'apport gouvernemental est très insuffisant. Les ressources nécessaires seront fournies par les « quêtes de quinzaine », la vente des timbres de *Auxilio social* et surtout par les « fiches bleues » dont les signataires s'engagent à des versements réguliers¹⁴⁶.

Par ailleurs, et indépendamment de la Phalange, le gouvernement nationaliste s'est particulièrement intéressé à deux problèmes nés de la guerre : l'aide aux familles des combattants, pour laquelle on a créé un « fonds de bienfaisance » alimenté par une taxe de 10 % sur les produits de luxe¹⁴⁷, et la *Colocacion familiar* de *niños*, typique de la forme de misère créée par cette guerre. La tâche de cette œuvre consiste à rechercher dans chaque localité des familles susceptibles d'apporter, aux orphelins ou aux enfants séparés de leurs parents par la guerre, « la sainte chaleur de la famille ». Encore faut-il qu'elles soient capables de leur donner « une bonne éducation ». Aussi, le texte officiel prévoit-il qu'elles doivent être des exemples « de mœurs, de religion et de moralité » pour pouvoir donner aux enfants recueillis « une éducation chrétienne et le saint amour de la Patrie »¹⁴⁸. On les choisit avec grand soin : une junta locale, comprenant l'alcade, le doyen des curés, un inspecteur municipal de la santé, désigne les tuteurs, et fournit à leur sujet des renseignements détaillés qui justifient sa proposition¹⁴⁹ ; elle aura, en outre, à veiller à ce que les tuteurs « remplissent leurs devoirs ».

Dans toutes ces institutions, à côté de l'esprit « de charité », on retrouve le désir d'ordre et de lutte pour le triomphe de la morale officielle qui est à la fois la morale chrétienne et la morale politique de la Phalange. Malgré des déclarations d'intentions sociales de la part de l'État, le fait est que les seules réalisations ne sont que des mesures charitables, utilisant les bonnes volontés et les fonds privés. Le fonds de protection *benefico-social* est alimenté par les bénéfices réalisés au cours de la journée du plat unique, le produit des quêtes publiques autorisées par l'État et enfin, mais en dernier lieu, par des fonds accordés par l'État.

Pour ce qui est de la justice sociale, de la participation aux bénéfices et des autres promesses du *Flero dei Trabajo*, elles n'ont pas encore reçu, en 1939, le moindre début d'application. Le seul effort sérieux qui ait été fait consiste dans la création du *subsidio familiar*, allocation familiale versée au chef de famille sur les fonds d'une caisse alimentée par des cotisations ouvrières et patronales. Il s'agit bien, certes, d'une de ces mesures « sociales » prônées par la Phalange, mais cette aide apportée à la famille traduit surtout l'influence considérable de l'Église catholique.

L'Église et l'État nouveau

« La seule chose qui soit peut-être certaine dans l'état actuel des choses, dit Stöhrer en mai 38, c'est que sous le présent régime, l'influence de l'Église catholique s'est fortement accrue en Espagne nationaliste. »

Nous avons déjà souligné qu'une grande partie des prêtres espagnols a approuvé et soutenu la rébellion depuis le début. Le cardinal Segura, dont les démêlés avec la Phalange prendront ultérieurement un cours très violent - il sera même amené à quitter pour un temps le territoire espagnol -, avait combattu le Front populaire. Le cardinal Goma y Tomas tente de convaincre l'épiscopat français de la sainteté de la « Croisade ». Dès le 15 août 36, le cardinal Ilundain préside, aux côtés de Queipo, une cérémonie officielle. De moindres personnalités religieuses prennent, dans leurs prêches, des positions très violentes. Bahamonde cite le sermon d'un prêtre de Rota : « Il faut balayer toute cette pourriture ... Je vous avertis : Tout le monde à la messe ! Je n'admets pas d'excuse ! ». Georges Bernanos a témoigné que l'obligation d'assister à la messe est appuyée, du moins dans les premiers mois de la guerre, par de sérieuses menaces. Il faut toutefois signaler que certains prêtres ont eu le courage de protester contre les exécutions massives, au risque d'être à leur tour victimes de *paseos* : Bahamonde cite le cas d'un prêtre de Carmona, tué pour avoir protesté contre les crimes de la Phalange.

L'influence de l'Église, en tout cas, ne cessera de croître. Une des raisons qui ont incité plusieurs chefs monarchistes à se rallier au nouveau régime - entre autres Rodezno, qui devient ministre de la Justice - est à coup sûr l'alliance du gouvernement nationaliste avec le Vatican, qu'accompagne l'abolition des mesures laïques prises par les républicains : c'est ainsi que la législation sur le divorce est supprimée, le décret du 2 mars 38 n'autorise que l'examen « des demandes concernant les dispositions préventives de séparation des conjoints ».

La mesure qui, à cet égard, a produit le plus d'effet est le décret du 3 mai 38 autorisant le retour des Jésuites en Espagne. Ce geste n'est pas présenté comme un geste de faveur vis-à-vis de l'Église catholique, mais comme une réparation. Pour le gouvernement, deux motifs le justifient : d'abord, c'est un ordre « éminemment espagnol » et il est normal au moment où se retrouve l'« Hispanité », que la Compagnie de Jésus recouvre ses droits et ses biens. Cela fait partie du retour à la tradition. L'autre raison est « l'énorme apport culturel » des Jésuites au pays. Au moment où il faut briser l'influence des intellectuels marxistes les Jésuites contribueront naturellement à refaire de l'Espagne un pays uni dans la catholicité. Leur rôle, en tout cas, sera discuté : Bahamonde en fait « les plus violents instigateurs de la répression ».

L'Église est partout présente dans l'État nouveau dans l'armée, d'abord où les aumôneries militaires sont rétablies dès la fin

145 Le service comporte un minimum de six mois de service continu ou de six périodes successives d'un minimum de un mois.

146 Cf. Marcotte, *L'État national-sindicaliste*.

147 La taxe est perçue sur la vente des tabacs, les entrées dans les spectacles, les consommations dans les cafés et les restaurants, la vente des parfums.

148 B. O. du 2 janvier 1937.

149 Doivent notamment être portées sur la famille du tuteur les informations suivantes : valeur morale, religieuse, économique, indication des ressources et bulletin médical.

de 36 ; un décret de mai 37 achèvera l'organisation de l' « assistance spirituelle catholique dans les unités de guerre », sous la direction du cardinal-archevêque de Tolède, délégué pontifical. Le personnel en sera recruté parmi les prêtres mobilisés.

L'Église et l'Enseignement

Mais c'est dans le domaine de l'enseignement que l'action du clergé se fait le plus sentir, surtout après 38, lorsque Franco fait appel à Sainz Rodriguez comme ministre de l'Education nationale. Suñer, pourtant fervent catholique, dit que le nouveau ministre a été « le législateur le plus vaticaniste que l'Espagne ait connu ». Le personnel enseignant laïque a été généralement fidèle à la République : à plusieurs reprises, le gouvernement de Franco a dû fermer, faute de personnel, des Instituts secondaires ; ainsi, en 37, sont fermés à titre provisoire les Instituts nationaux de Santander, Merida et Talavera : les locaux sont généralement occupés ensuite par l'armée. Quand le personnel existe, il ne saurait être intégré qu'avec de grandes précautions. Les professeurs qui ont été maintenus dans leur poste par les commissions d'épuration sont considérés comme ayant néanmoins besoin d'une direction et d'une formation nouvelles. Aussi organise-t-on pendant l'été des cours spéciaux à leur usage dans toutes les capitales de province. La première semaine, ils écouteront des conférences sur la religion, la patrie, l'homme et le maître : au cours de la deuxième semaine les thèses traitées sont classées dans les rubriques : « Pédagogie de la religion », « Histoire de la Patrie » « l'Enfant », « l'Ecole ». Les conférenciers chargés des cours sur la religion sont désignés par l'évêque. Les titres des leçons sont significatifs : la première sera consacrée à démontrer « la supériorité de la religion chrétienne sur les religions de type oriental ». Une autre leçon portera sur « la conception catholique du maître, sel on l'encyclique de Pie XI ». Les concessions au modernisme qui permettent de parler de « psychologie » et de « psychopathologie » ne doivent pas faire oublier l'intervention constante et essentielle de l'Église dans la formation scolaire.

L'instruction religieuse est rendue obligatoire dans l'enseignement primaire comme dans le secondaire. Seuls en sont dispensés les « indigènes du protectorat du Maroc et des colonies africaines » qu'il convient de ne pas choquer par un prosélytisme maladroit. Partout ailleurs et pour tous les autres, l'instruction religieuse va de simples notions de catéchisme et d'histoire sainte dans les premières années à des leçons plus compliquées d'explication « large » du dogme catholique. On termine, dans la 5^e année d'études secondaires, par des « notions d'apologétique ».

En dehors même de ces leçons, la religion est toujours présente. Ainsi on exige, dans les écoles, le respect des « règles de dévotion à la Vierge Marie » : un décret d'avril 37 oblige les maîtres à placer dans leur salle de classe une image de la Vierge, « de préférence sous l'invocation très espagnole de l'Immaculée Conception », de telle manière que les élèves, à l'entrée et à la sortie, puissent la voir en échangeant avec leur maître les phrases rituelles : « *Ave Maria purissima, sin pecado concebida ...* ». De plus, une invocation particulière est renouvelée chaque jour, pendant la durée de la guerre. Bien entendu, il s'agit, selon le législateur, d'un retour aux traditions d'« esprit populaire ». Mais en réalité, c'est une orientation bien définie de l'enseignement, destiné à former un citoyen qui soit en même temps un catholique pratiquant.

Dès l'école primaire, il faut, selon les instructions officielles, « que toute l'ambiance scolaire subisse l'influence de la doctrine catholique ». Les manifestations purement religieuses s'y multiplient : une ordonnance de février 38 donne congé pour la fête de saint Thomas d'Aquin, organise une cérémonie commémorative « pour perpétuer dans l'esprit des générations d'élèves ce modèle de sainteté ». Toutes les autorités académiques y assistent, et les étudiants sont représentés par le S.E.U. De même, obligation est faite de placer le « saint Crucifix » dans les Instituts d'enseignement moyen et les Universités. Tout doit proclamer la transformation radicale : l'Ecole laïque est celle d'un « régime soviétique », l'enseignement « national » doit être chrétien et c'est l'enseignement de la « fraternité sociale » telle que la proclame l'Église qui doit faire disparaître « l'odieux matérialisme ». Il s'agit d'une éducation en profondeur qui ne s'arrête pas aux parties de l'école. Il ne suffit pas que les enfants assistent en groupe à la messe, sous la conduite de leurs maîtres. Les recommandations faites aux inspecteurs de l'enseignement primaire leur rappellent que l'Ecole est une institution qui permet d' « exalter l'esprit religieux » et qui est « éducatrice et formatrice de bons patriotes », que la jeune fille enfin doit y apprendre « sa fonction élevée dans la famille et le foyer ».

Ainsi se trouvent constamment liées les formes d'éducation religieuse, civique et patriotique. Pour entretenir cette atmosphère, il est recommandé d'utiliser des « chants populaires, hymnes patriotiques et biographies » ainsi que la « lecture des journaux, les commentaires de faits actuels », ce qui est évidemment une originale conception de l'étude de l'histoire. Et, comme cette éducation s'adresse à tous, on apprendra aussi, dans des « classes d'adultes », ce qu'est le « Mouvement national ».

Le but de tout cela : donner l'idée que la vie est « combat, sacrifice, discipline, lutte et austérité ».

Mais la discipline promise à tous doit être imposée à tous. La société nationaliste est chrétienne et hiérarchisée. Le serment de fidélité, prêté selon des formules diverses, en est le témoignage. Ainsi les magistrats entrant en charge prêtent serment debout devant le « saint Crucifix ». A la formule : « Jurez-vous devant Dieu et devant les saints évangiles une adhésion inconditionnelle au Caudillo d'Espagne, de rendre une justice honnête et impartiale, d'obéir aux lois et dispositions se rapportant à l'exercice de votre charge sans autre mobile que le fidèle accomplissement de votre devoir et le bien de l'Espagne ? », le juge répond par la formule consacrée.

La formule des serments d'académiciens est plus originale et plus symbolique encore. Devant un bureau où sont disposés « un exemplaire des Evangiles dans le texte de la Vulgate » (couverture ornée du signe de la croix) et « un exemplaire de Don Quichotte » (couverture ornée du blason de la Phalange), l'académicien doit jurer « devant Dieu et son ange gardien » de « servir toujours et loyalement l'Espagne, sous l'autorité et la règle de sa vivante tradition, de sa Catholicité qu'incarne le Pontife romain, de sa continuité représentée par le Caudillo ».

L' « Hispanité »

La fondation de l'Institut d'Espagne répond à un double but : conserver les richesses nationales, préserver et diffuser la tradition. Si son président est le grand musicien Manuel de Falla, la liste des présidents d'Académies est révélatrice d'un état d'esprit, puisqu'y figurent les représentants les plus éminents de l'opinion conservatrice :

Pemartin, le duc d'Albe, le comte de Romanones, Goicoechea. Par la fondation de l'Institut, la protection accordée aux arts doit redonner à l'Espagne un prestige tel qu'elle reprenne rapidement la tête de toutes les nations de langue espagnole. L'« Hispanité » doit se réaliser dans l'union de l'Espagne et des États hispano-américains. On recommande aux étudiants du S.E.U. de faire tous leurs efforts pour nouer des liens avec ceux d'Amérique latine. Ainsi commence à se réaliser la vocation impériale, ce thème favori des phalangistes. C'est dans cet esprit que sont fondés l'ordre d'Alphonse X le Sage, destiné à récompenser les Espagnols « qui se sont distingués dans les sciences, l'enseignement, les lettres ou les arts » et l'ordre « impérial des Flèches rouges » qui, de façon plus vague, doit « récompenser le mérite national ». Certes, une telle politique comporte des dangers et notamment celui de mécontenter des alliés. De jeunes phalangistes ont manifesté bruyamment leur désir de reconstituer une grande puissance ibérique, ce qui ne pouvait manquer d'indisposer le Portugal. Mais le gouvernement nationaliste a pris soin de limiter ces excès de langage.

C'est donc plus par un jeu de l'esprit que par une réalité vivante que l'Espagne de Franco se présente comme succédant à l'Espagne des rois catholiques, de Charles Quint et de Philippe II. Il convient de donner à tous les Espagnols la conviction que, s'ils acceptent les souffrances et les difficultés de la guerre, c'est pour réaliser un grand idéal, pour que l'Espagne puisse reprendre la devise de la monarchie : « Une, grande, libre ». En attendant, à défaut de puissance réelle les nationalistes doivent se contenter d'affirmations de principe et de gestes symboliques, comme le rétablissement de l'ordre d'Isabelle la Catholique, dont le chef de l'État devient le grand maître. Ces décorations, les cérémonies qui commémorent les « glorieux » anniversaires, la mort de Calvo Sotelo, le soulèvement du 18 juillet, sont destinés avant tout à entretenir la volonté de lutte de l'armée nationaliste.

L'Armée nationaliste

L'esprit de sacrifice, la valeur militaire des troupes nationalistes sont incontestables. Il arrive que les alliés italiens ou allemands discutent les décisions du commandement espagnol ou l'insuffisante préparation des troupes engagées : ils ne se plaignent jamais d'un manque de courage. Il est nécessaire, dans une guerre de plus en plus acharnée. Selon le général Walch, en 1938, la « durée moyenne d'un lieutenant sorti de l'Ecole militaire » est de 43 jours. Les cadres conservent cependant leur valeur, car un effort particulier a été fait en ce domaine. Le recrutement, l'organisation et la formation de la troupe ont été confiés depuis fin 36 au général Orgaz. Son premier soin a été de créer des écoles et des cours de formation d'officiers. Les académies militaires se multiplient : il en existe trois d'infanterie, une de cavalerie, une d'intendance, une enfin du génie¹⁵⁰. Les spécialistes sont plus difficiles à recruter : en janvier 37, on mobilise les radiotélégraphistes ; puis on crée une Ecole de l'air ; on distribue libéralement primes de « vol » et d'« aérodrome ».

Il n'y aura jamais de mobilisation générale : on peut encore rencontrer, en zone nationaliste, des hommes jeunes en civil. Au début, il est certain que le gouvernement a hésité avant de faire entrer dans l'armée une masse d'hommes politiquement hésitante, et même hostile dans certaines régions. La supériorité de l'armée de métier paraissait alors suffisante pour que le recours à une mobilisation puisse être évité. Au moment de la grande bataille devant Madrid, l'armée nationaliste n'a guère plus de 250 000 hommes, dont une partie importante est constituée par la légion étrangère et les troupes « maures ». Le recrutement marocain restera important, facilité par la souplesse du général Franco vis-à-vis des indigènes. Le Caudillo a toujours pris soin de distinguer les lois applicables à la métropole et celles qui sont créées pour la zone rifaine. S'il a pris pour les troupes maures quelques dispositions particulières de discipline, comme l'interdiction de fréquenter les cabarets, il a pris aussi des mesures spéciales de secours financiers pour les blessés et leurs familles. Ancien soldat de la guerre du Rif, il a su s'attacher ses troupes, il y choisit sa garde d'honneur. Il ne perd jamais de vue les nécessités d'un large recrutement militaire au Maroc et ménage constamment les nationalistes marocains malgré de fracassantes affirmations de principe sur la Nation et l'Empire.

Cependant, à partir de 37, l'armée se renforce. La formation d'une armée « rouge » capable de se battre oblige les nationalistes à lever de nouvelles troupes. Au moment de la bataille de Teruel, l'armée franquiste comprend 600 000 hommes ; depuis fin 37, elle a achevé la fusion en une force unique des troupes régulières et des milices. Dans les nouvelles milices du Parti unique, on a fait entrer 66 *banderas* de la Phalange, 31 *tercios* de *requetes* et 36 bataillons d'organisations politiques diverses. Le nouveau chef des milices, le colonel Monasterio, un des chefs de l'armée du Sud, avait pris une part importante aux premiers combats. Ainsi ont disparu, non seulement les partis politiques, mais les possibilités pour eux de ressusciter un jour comme forces de combat.

Le Parti, l'Église, l'Armée : ce sont les trois forces de l'Espagne nouvelle, les piliers de l'État national-syndicaliste. C'est un État totalitaire, qui brise les oppositions, dispose d'un remarquable appareil policier, impose l'obéissance d'une puissante « bureaucratie d'État ». Mais ce n'est pas une puissance fasciste. Du fascisme, il n'a gardé que les formes, les cadres, l'appel au nationalisme, simple moyen de détourner les esprits vers des rêves de grandeur et de conquête, car l'Espagne, pauvre avant la guerre, ruinée après, ne peut que rêver de grandeur sans espérer l'atteindre. Quant aux réalisations « sociales » - telles qu'il en existe en Italie et surtout en Allemagne -, il n'en est pratiquement pas question ici. Les œuvres dites sociales sont des œuvres de charité. Les conditions de vie ouvrière et paysanne sont toujours aussi mauvaises. La réforme agraire indispensable n'est même pas envisagée.

C'est qu'en réalité, derrière la dictature de l'Église et de l'Armée, derrière la dictature de Franco, il y a la domination d'une classe, ou plus exactement d'une caste sociale. L'Espagne de Franco, c'est l'Espagne de grands propriétaires, de l'ancienne aristocratie, l'Espagne des oligarques. L'Armée et le Parti ne sont que les instruments de leur autorité et ils exercent le pouvoir avec d'autant plus de rigueur qu'ils ont eu peur de le perdre lorsque la révolution a soulevé la masse populaire et qu'il leur a fallu lutter longtemps et durement pour l'emporter. A la fin de l'année 37, malgré les succès obtenus, ils n'ont pas encore la certitude de la victoire.

g. Teruel, tournant de la guerre

On a pu assister, dans le courant de l'année 37, à une évolution politique parallèle dans les deux camps. A Valence comme à Burgos, le pouvoir fort l'a emporté sur les éléments de dispersion, l'autorité régulière sur les partisans du « mouvement ». L'évolution ainsi amorcée semble irréversible. On ne peut envisager un brutal renversement politique en zone nationaliste après la mise au pas des *Camisas viejas* pas plus qu'en Espagne républicaine après les Journées de mal. On en est ainsi revenu aux conditions d'une guerre de type traditionnel. L'examen des événements survenus sur le plan militaire révèle cependant une évolution défavorable au gouvernement de Valence.

Les conditions de l'offensive

Il est incontestable que la situation militaire, à la fin de l'année 37, est très inquiétante pour les républicains. L'impression qui domine, après la chute du Nord, est celle d'une totale impuissance. Toutes les tentatives pour limiter la portée des succès nationalistes ont en définitive échoué. Il y a eu, sans doute, un effort d'organisation; Rojo dénombre cinq corps d'armée instruits, préparés à la guerre. Mais leur équipement reste insuffisant, et, surtout, ils manquent de confiance en leurs moyens. La fin des combats dans les Asturies va d'autre part libérer des troupes nationalistes nombreuses et bien entraînées.

Ces renforts vont profondément modifier l'équilibre des forces dans la partie du front où ils seront employés. Franco dispose en effet maintenant de près de 600 000 hommes, dont le tiers environ peut être gardé en réserve. Les forces navarraises, qui seules ont conservé jusqu'alors leur répartition originale en brigades, ont été réorganisées en divisions à partir du 9 novembre.

Des trois secteurs que les nationalistes peuvent choisir pour lancer une nouvelle offensive, deux sont tenus par des effectifs peu importants, celui du Sud, que dirige toujours Queipo, et celui du Nord, commandé par Davila. La concentration de troupes la plus importante se trouve autour de Madrid. Il apparaît donc à l'état-major nationaliste qu'un succès, pour être définitif, doit être remporté dans ce secteur, de très loin le plus important. Pour la première fois depuis Guadalajara, Franco s'estime en mesure de frapper un grand coup en direction de la capitale. Il n'est pas question pourtant d'une offensive frontale qui risquerait d'aboutir à un échec devant une défense bien organisée, et entraînerait, en tout cas, des pertes énormes. Mieux vaut donc revenir au principe d'une action tournante; l'offensive doit être aussi large que possible pour utiliser au maximum la supériorité numérique et matérielle dont disposent les nationalistes. Il est prévu une « manœuvre convergente » sur Alcala de Henarès. Le corps d'armée marocain, selon Diaz de Villegas, descendrait le long du Henarès, le C.T.V. progresserait le long du Tajuna et le corps d'armée de Castille le long du Tage. Cette vaste manœuvre suppose naturellement une assez longue préparation; de plus, une concentration de troupes si importante a peu de chances de passer inaperçue ...

L'état-major républicain a de son côté conscience que, s'il laisse une fois de plus les nationalistes prendre l'initiative des opérations, il risque la défaite. Le gouvernement républicain a absolument besoin de remporter un succès qui relève le moral de ses partisans, et justifie sa propre action par une démonstration d'efficacité. La fin de l'année 37 a vu la consolidation politique de Negrín : ses amis se sont emparés de la direction de l'U.G.T. Il transfère ministères et administrations centrales de Valence à Barcelone. Le président donne les raisons de ce transfert, inimaginable au début de l'année: « Il s'agit d'une vieille idée du gouvernement précédent. La résidence du gouvernement à Valence avait été déterminée par la nécessité d'organiser le ravitaillement et les opérations militaires des fronts du Centre et de l'Est. .. Le gouvernement a la conviction que la région du Levant conservera son enthousiasme. Les circonstances d'ordre économique et stratégique réclament depuis le premier jour du *Movimiento* le siège du gouvernement à Barcelone. » Les motifs invoqués ne sont pas nouveaux: si le transfert ne s'est pas fait plus tôt, c'est que la force de la C.N.T. et celle des autonomistes rendaient difficile l'installation à Barcelone du gouvernement central. Aujourd'hui, Negrín peut, dans son discours, parler de « relations cordiales avec la Généralité ». En ce sens, on peut parler d'un renforcement de l'unité dans le camp républicain. L'unité politique, pourtant, ne saurait vraiment se forger que par la victoire militaire.

La bataille de Teruel

L'état-major républicain se trouve donc contraint à l'offensive. Le 8 décembre, le Conseil supérieur de la Guerre approuve le choix de Teruel comme objectif. Les positions semblent favorables à une attaque. Le front dessine une large boucle qui s'avance en pointe autour de la ville, formant un saillant dans les positions républicaines. Il suit, au nord, la zone montagneuse qui domine l'Alfambra et fait un brusque coude pour s'orienter dans la direction sud-est-nord-ouest entre Teruel et Albarracin, au nord des hauts reliefs des *Montes Universales*. Les gouvernementaux occupent donc des positions qui dominent la ville de part et d'autre. De plus, contre les forces médiocres dont les nationalistes disposent ici comme sur tout le front septentrional - 2 500 hommes pour défendre Teruel au début de la bataille - les républicains vont engager des forces considérables, 40 000 hommes, sur un secteur d'attaque d'étendue très restreinte. Les trois corps d'armée qui constituent l'armée de manœuvre seront appuyés par les troupes du Levant qui tenaient le secteur jusque-là. Le 22^e Corps, sous

Ibarrola, doit attaquer par le nord, le 20°, sous Menendez, au sud-est, le 18°, sous Heredia, au sud. Le but premier de la manœuvre est d'établir une jonction, au-delà de Teruel, entre les troupes du 18° et du 22° corps, isolant ainsi les défenseurs de la ville et réduisant du même coup le saillant.

L'offensive commence le 15 décembre. Pendant une semaine, du 15 au 22, elle remporte d'importants succès. Dès les premières heures, il est clair que la manœuvre d'enveloppement est en train de réussir: Campillo, qui a résisté, et San-Blas, tombent. Il reste néanmoins d'importants noyaux de résistance à l'arrière qu'il faudra réduire les uns après les autres. Le 18 tombe la Muela de Teruel, qui domine la ville au sud-ouest. Ses défenseurs, reculant en combattant se sont réfugiés dans la ville, où deux divisions républicaines entrent le 22. Les nationalistes, sous le commandement du colonel Rey d'Harcourt, se sont retranchés dans les bâtiments du gouvernement civil, de la Banque d'Espagne, de l'hôpital, du séminaire et des couvents de Santa-Clara et Santa-Teresa. Deux fronts s'organisent ainsi : un front extérieur, à peu près régularisé, à l'ouest d'une ligne qui part du Muleton vers San Blas et Rubiales, et un autre à l'intérieur de la cité, pour réduire les quelques milliers d'hommes qui s'y sont réfugiés. Les forces républicaines ne sont pas suffisamment nombreuses pour mener en même temps la conquête de la ville et la poursuite de l'attaque en profondeur, et, du 23 au 28 décembre, se produit une période de stabilisation.



1. plan de la bataille de Teruel (décembre 37-janvier 38)

Pendant ce temps, les franquistes amènent des renforts, qui leur permettront de tenir et même de contre-attaquer. Sans doute ont-ils dû choisir entre défendre Teruel et préparer une attaque sur Madrid. Franco a personnellement décidé d'accepter la bataille sur le terrain choisi par l'adversaire¹⁵¹. Il a commencé par envoyer au secours du secteur menacé des troupes retirées du front d'Aragon, d'où elles peuvent arriver rapidement: elles sont là dès le 17 décembre. Puis il a fait converger vers la ligne de bataille les divisions du corps de Galice que commande Aranda, par la route de Saragosse, et celles du corps de Castille, sous Varela, par la route de Molina d'Aragon. L'état-major nationaliste dispose alors de dix divisions. Davila en reçoit la direction, avec mission de délivrer Teruel. En soi, cet afflux de troupes constitue déjà un succès pour les républicains : plus heureux qu'à Brunete, ils ont contraint les nationalistes à modifier leurs plans et à renoncer à la grande offensive contre Madrid, dont il ne sera d'ailleurs jamais plus question jusqu'à la fin de la guerre. La déception a été grande chez les alliés de Franco, témoin cette note de Schwendemann: « L'espoir, avant les événements de Teruel, de voir Franco terminer la guerre par une offensive de grand style, n'était pas fondé »¹⁵². Dès le 20 décembre, le comte Ciano s'interroge : « L'offensive contre Guadalajara est renvoyée sine die en raison des hésitations du commandement nationaliste et de l'offensive préventive des Rouges. »

L'échec de la contre-offensive nationaliste va justifier les craintes des généraux italiens. Malgré l'accumulation du matériel, la supériorité de l'aviation, l'énorme densité de l'artillerie¹⁵³, la violence des assauts enfin, une partie seulement des objectifs sont atteints. Au début, on a obtenu quelques résultats: le 20° corps républicain a reculé en désordre. Les troupes d'Aranda ont progressé en direction de Teruel et repris la Muela; ils dominent la ville et sont à ce point certains de la prendre que la radio nationaliste annonce que c'est chose faite. Pourtant, début Janvier, une nouvelle ligne de front s'est dessinée: elle ne

151 Il a toujours été dans le caractère de Franco de se refuser à admettre une défaite qui porterait atteinte à son prestige. A Teruel, comme plus tard sur l'Ebre, il s'engage à fond, même s'il ne s'agit que de réparer un échec local. Sa prudence, d'autre part, lui interdit de lancer où que ce soit une opération de grande envergure, alors que le front est menacé ailleurs.

152 Archives de la Wilhelmstrasse, 28 janvier 38.

153 Aranda dispose de 300 batteries.

subira pratiquement aucun changement pendant un mois.

Comment expliquer cet échec nationaliste? D'abord par l'ampleur et l'acharnement de la bataille. Pour tenir, de part et d'autre, on a amené des troupes et des moyens nouveaux. On peut admettre comme vraisemblable le Chiffre de 180 000 combattants qui a été avancé: c'est, au cours de la guerre, la plus forte concentration d'hommes sur un espace aussi réduit. Mais la bataille est aussi une bataille de matériel: l'importance de l'artillerie engagée est telle que les fantassins doivent se terrer et que les renforts n'arrivent plus que de nuit. Les conditions du combat sont devenues singulièrement difficiles, d'autant plus que, dans cette région de l'intérieur où le climat est dur, le froid a fait son apparition avec une rigueur toute particulière : on doit relever les soldats tous les quarts d'heure, et, par moins 20°, les hommes retranchés doivent d'abord se protéger du froid, de la neige et du vent. Sur la neige, tout devient cible et les attaques sont plus rares: les convois de nuit eux-mêmes arrivent difficilement avec le verglas: « Les fossés sont jonchés de carcasses de fer »¹⁵⁴. La supériorité aérienne des nationalistes ne peut être exploitée à fond, car le temps ne permet pas toujours aux avions de sortir. Ansaldo parlera « des matins sur le nouvel aérodrome de Burgos » où il faut « débarrasser le fuselage d'une épaisse couche de glace ». D'ailleurs, les républicains ont eux aussi fait un effort considérable, et la faible étendue du front permet une utilisation efficace de la D.C.A.¹⁵⁵.

Malgré ces conditions difficiles, les nationalistes continuent leurs attaques dans la première semaine de janvier. Le 7 janvier, enfin, le calme revient. La poursuite de l'offensive n'aurait en effet plus de sens, car les défenseurs de la ville ont capitulé : Teruel est tout entière aux mains des républicains. La lutte a été longue et dure; les uns après les autres, les édifices où s'abritaient les franquistes ont été détruits : le séminaire a brûlé et les gouvernementaux ont fait sauter la Banque d'Espagne. L'espoir de faire de Teruel un nouvel Alcazar se révèle vain. Les défenseurs étant coupés les uns des autres, le couvent de Santa Clara ne se rendra que le 8 - vingt-quatre heures après que Rey d'Harcourt ait capitulé avec 1 500 hommes. Un communiqué officiel annonce : « Teruel appartient entièrement à la République. » Ce n'est pourtant pas un succès extraordinaire: le centre de la ville est en ruines, et il faudra quinze jours pour éliminer tous les francs-tireurs. C'est que la défense a été courageuse, en dépit de ce que Queipo croit pouvoir affirmer à Radio-Séville, sur la « trahison d'une canaille » qui, seule, aurait permis la chute de la ville. Mais cette colère même indique bien l'importance de la prise de Teruel pour les républicains. C'est la première, ce sera la seule ville importante qu'ils auront pu reprendre au cours de la guerre. S'il est inexact de dire, comme Rojo, que « Teruel a changé la face de la guerre »¹⁵⁶, du moins peut-on admettre qu'elle a donné l'impression de l'avoir fait. A l'issue de cette terrible bataille, c'est l'armée républicaine qui fait figure de vainqueur. Après les décourageants communiqués qui ont annoncé successivement la perte de Bilbao, de Santander, de Gijón, enfin un communiqué d'espoir !

Mais cette victoire a des limites. La question a été posée¹⁵⁷ - comme pour tous les succès républicains - de savoir s'il aurait été possible de mieux exploiter le succès initial. La réponse est négative : les réserves manquaient. Les républicains sont, au total, moins nombreux que leurs adversaires alors que, pour compenser leur infériorité en armements et en matériel, il leur faudrait au moins la supériorité numérique en hommes. Ils n'y parviennent que pendant quelques jours, le temps pour l'adversaire d'amener des renforts. Dans ces conditions, c'est déjà un succès pour l'état-major républicain que d'avoir réussi à conserver les positions conquises. Mais c'est aussi pour cette raison que Franco ne peut rester sur une défaite dont il a de bonnes raisons de croire qu'elle n'est que provisoire. En effet, les chefs républicains ne peuvent pas oublier, dans l'euphorie du succès, que même ici, un jour, ils ont été au bord du désastre: le 29, leurs lignes ont été rompues. Ce jour-là, à Teruel, comme auparavant à Brunete, il s'est produit un moment de panique, sans qu'on puisse lui donner d'explication raisonnable. Il a fallu acheminer, en toute hâte, des renforts pour rétablir la ligne de bataille et empêcher la jonction des troupes d'Aranda avec les assiégés de la ville¹⁵⁸.

La contre-offensive nationaliste

A partir du 15 janvier, le temps s'est radouci et la supériorité aérienne des nationalistes peut se manifester de nouveau. Aranda prépare une attaque, non contre Teruel, car la progression dans la plaine présente trop de risques, mais sur les positions qui la dominent, avant tout au nord. Ses hommes réussissent ainsi à s'emparer de postes d'observation importants, dont celui du Multon, ce qui rend aventureuse la position des forces républicaines. Ils ont ainsi une base de départ pour les opérations qui vont maintenant se déplacer vers le nord, autour de la rivière Alfambra.

Mais il faudra d'abord briser les nouvelles attaques républicaines qui vont durer cinq jours, du 25 au 30 janvier, et resteront infructueuses. Il faut ensuite concentrer à l'ouest de l'Alfambra des forces destinées à enfoncer le front républicain et à déloger les troupes qui tiennent de solides positions dans la Sierra Palomera : c'est de là qu'est partie l'offensive victorieuse de décembre. Mais le commandement nationaliste est plus ambitieux encore. Son plan consiste à reculer le front vers l'est, de façon à déborder Teruel et les positions républicaines vers le nord. Eventuellement, au cours des opérations, il envisage une manœuvre d'encercllement du 23^e corps d'armée qui couvre ce secteur. L'attaque sera donc menée aux deux extrémités du dispositif nationaliste: au nord, sous le commandement de Yagüe, le corps d'armée marocain, appuyé sur les Navarrais, doit

154 Précisions empruntées à Rojo et aux articles de presse, notamment. du *Temps*.

155 Galland signale la première apparition des pièces de 20 mm l'affût quadruple sur le front de Teruel.

156 *Le Temps*, 6 janvier 38.

157 Voir à ce sujet les critiques émanant des milieux dirigeants du Mouvement libertaire, notamment le document signé par Mariano Vazquez intitulé *Critique de la prise de Teruel*, cité par Peirats.

158 Rojo signale que pendant quatre heures, le 31 décembre, Teruel était effectivement perdue par les républicains.

progresser en direction de Viver del Rio. Au sud, le corps de Galice, renforcé par la 150^e division de Muñoz Grande, doit percer le front dans la zone montagneuse entre Teruel et Celados et traverser l'Alfambra. Le centre du dispositif est le moins garni, avec la 1^{re} division du colonel Monasterio.

La double attaque se produit le 5 février et permet d'obtenir un premier succès. Les troupes de Yagüe ont rompu le front et réussi à déborder les positions républicaines jusqu'à l'Alfambra. Au sud, cependant, la progression d'Aranda est plus lente. Sans doute la rivière est-elle atteinte et Celados occupé. Mais le danger immédiat sur Teruel entraîne un raidissement de la défense républicaine. La réapparition du mauvais temps va une fois de plus ralentir les combats et l'offensive s'arrête, vers le 15 février, gênée par le vent et la pluie. La manœuvre d'encerclement n'a pas réussi, mais les nationalistes ont largement amélioré leurs positions. Le front offre désormais une ligne presque continue entre Teruel et Belchite au sud de l'Ebre. Les républicains sont très éprouvés par la bataille d'usure qu'ils soutiennent depuis bientôt deux mois, et lorsque les nationalistes reprennent l'offensive, le 18, le dispositif de défense est tout de suite enfoncé. Teruel est largement débordé par les avant-gardes qui coupent, le 20, la route de Sagonte, à l'est. Pendant deux jours encore, on se battra dans Teruel. Mais le cœur n'y est plus. Le 22 février, les républicains ont complètement évacué la ville. La bataille est terminée.

Autant l'occupation de Teruel a un moment contribué à redonner confiance aux combattants républicains, autant sa perte peut être considérée comme un tournant très grave dans le cours de la guerre civile. Les deux partis se sont acharnés à se disputer des ruines; le coup de main réussi s'est transformé en une bataille longue, une bataille de destruction où la supériorité matérielle l'emportera en définitive. Teruel a peut-être été, comme le dit Rojo, la « révélation de la grandeur morale » du combattant espagnol. Mais le courage et la persévérance des hommes ne suffisent pas à eux seuls à donner la victoire: de cela aussi Teruel a donné la preuve. La fin de la bataille marque en réalité le début d'une phase nouvelle de la guerre. Jusque-là, un certain équilibre s'était manifesté sur le plan militaire. A Teruel, des masses d'hommes se sont affrontées pendant des mois sans parvenir à remporter de succès décisif, et, brusquement, les lignes républicaines cèdent et l'offensive nationaliste se développe avec une ampleur irrésistible: l'équilibre des forces est définitivement rompu.

La bataille d'Aragon

Cependant, en zone républicaine, l'autorité du gouvernement Negrín semblait s'être constamment affermie depuis juillet 37. La C.N.T. ne songe pas à une opposition politique sérieuse. La direction de l'U.G.T. est solidement derrière Negrín. Mais le programme politique du gouvernement, reposant sur l'impératif de « vaincre Franco d'abord », lui fait une absolue nécessité de remporter des victoires militaires. Or la perte du Nord, qui suit de très près son accession au pouvoir, et qu'il ne parvient ni à empêcher, ni à retarder, porte un rude coup à son prestige. Le désastre d'Aragon l'atteindra plus encore. Désormais, crise militaire et crise politique se développent parallèlement, affaiblissant également l'Espagne républicaine.

Sans doute faut-il admettre que le gouvernement Negrín n'a guère eu le temps, avant les premiers combats d'envergure, de prendre en mains l'organisation de la guerre. Un gros effort a pourtant été fait sur le plan militaire au cours de l'année 37. La réorganisation, entamée au début de l'année, a permis d'entraîner et d'armer des troupes qui ont donné, à Teruel et à Belchite, des preuves de leur combativité. Mais les réserves ont toujours manqué et les meilleurs éléments, à peine formés, sont immédiatement utilisés. Les offensives de Brunete et Belchite ont été coûteuses en vies humaines. La bataille d'usure de Teruel a fatigué et éprouvé les hommes, obligés de combattre pendant de trop longs jours sans être relevés. Enfin le ralentissement des livraisons de matériel de guerre étranger pèse gravement sur l'équipement des troupes. L'Espagne républicaine souffre du blocus, interrompu seulement en septembre 37. Dès la fin de l'année, malgré les mesures prises par les puissances occidentales, c'est avec de gros risques que les navires doivent se rendre dans les ports gouvernementaux. La seule voie de passage reste la frontière française des Pyrénées, et cela explique le souci constant du gouvernement de ne jamais être coupé de la France. C'est un des arguments avancés par Negrín pour expliquer le transfert du gouvernement à Barcelone. C'est aussi celui qui décidera les ministres républicains à rester dans la capitale catalane lorsque le territoire de la République sera coupé en deux par l'offensive nationaliste.

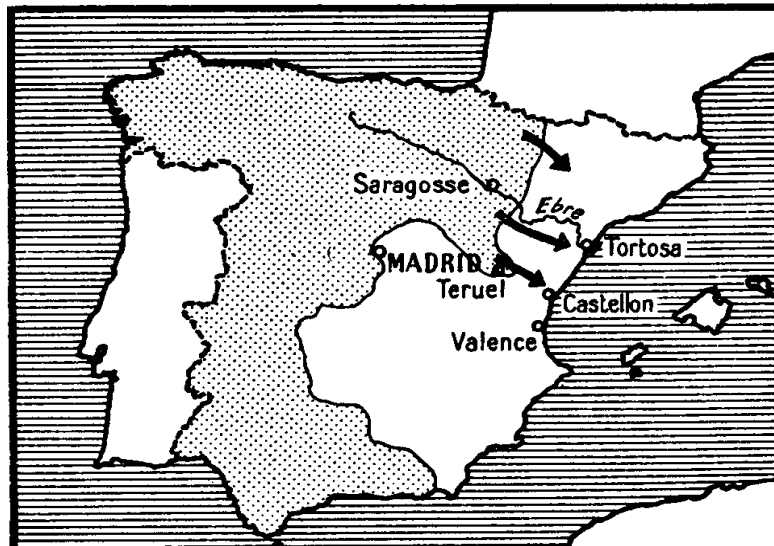
Mais la Catalogne n'est protégée que par une faible partie des effectifs républicains. Au contraire, la bataille de Teruel a contraint les nationalistes à masser la majorité de leurs troupes de part et d'autre de la ville, et, plus au nord, du Maeztrozgo à l'Ebre. Si le plans du Caudillo ont été bouleversés, et s'il n'est plus question, pour emporter la décision, de lancer sur Madrid une grande offensive, en revanche, la concentration des troupes sur le front d'Aragon, après la victoire de Teruel, met à la disposition du commandement nationaliste une masse de manœuvre incontestablement supérieure : trois corps d'armée contre le seul 12^e corps républicain.

Avec l'offensive d'Aragon surtout, la guerre va changer d'allure. C'est la fin de la guerre de position : la bataille de rupture est immédiatement suivie d'une offensive générale. Et, dans cette nouvelle guerre de mouvement, troupes motorisées et forces blindées, lancées massivement en avant, vont jouer un rôle déterminant.

L'attaque a commencé le 9 mars 1938. Le terrain est celui, largement ouvert, sur lequel s'est déroulé la bataille de Belchite, région propice à une offensive de grande envergure, puisqu'il ne présente, dans un large rayon, aucun obstacle véritable et se prête admirablement à l'utilisation des tanks, et aux vastes manœuvres. Franco y a concentré des effectifs considérables. Le corps de Galice, au sud, doit attaquer en direction de Montalban, le *Corpo truppe volontarie* dans la zone des Llanos vers Alcañiz. Le corps d'armée marocain, au nord, opère sur Belchite et a pour objectif la rive droite de l'Ebre, en direction de Caspe. Le but de l'offensive dirigée par Aranda est de briser la ligne tenue par le 12^e corps d'armée républicain pour atteindre la Guadalupe sur une ligne Caspe-Alcañiz. Ainsi se formerait, dans le front républicain une immense poche rejetant au nord de l'Ebre l'armée de l'Est, menaçant de débordement sur leur flanc droit les forces concentrées autour de Teruel. L'occupation des positions visées au sud et au sud-est de Montalban permettrait en outre aux franquistes de contrôler les débouchés de la région montagneuse du Maeztrozgo : au-delà de la ligne Caspe-Alcañiz, l'état-major nationaliste vise en réalité la

Méditerranée et cherche à couper en deux l'Espagne républicaine.

L'attaque nationaliste n'est pas, à proprement parler, une surprise, mais elle trouve les forces républicaines en pleine réorganisation. Le 18^e corps, qui est en réserve, ne peut même pas intervenir: pour la première fois depuis le début de la guerre, on assiste à un véritable effacement du front, sans aucune commune mesure avec les paniques locales qui avaient souvent marqué de telles opérations. Les colonnes motorisées italiennes et marocaines avancent sans rencontrer pratiquement de résistance. Les troupes républicaines les plus solides se replient au nord de l'Ebre. Les autres ne sont plus qu'une masse de fuyards sans aucun encadrement; mal équipées et mal armées, elles ne peuvent pas tenir face à une opération d'une telle envergure. Le 21^e corps d'armée qui a, d'abord, contenu les Galiciens, doit se replier contre la menace au nord de son dispositif. Une vaste zone est désormais exposée, sans défense, à la progression de l'adversaire : « Le 15 mars, écrit Rojo, dans le vaste espace qui va de Caspe à Calanda, il n'y avait plus une seule unité organisée, il n'y avait plus de liaison entre les armées de l'Est et de manœuvre, et un front de soixante kilomètres était entièrement ouvert à l'invasion jusqu'à la côte. » En six jours, le C.T.V. franchit la moitié du chemin qui le sépare de la Méditerranée.



2. *l'offensive d'Aragon (mars 1938)*

Il est difficile, dans ces conditions, de comprendre l'interruption de cette offensive éclair qui se ralentit entre le 16 et le 21 mars. Les communiqués officiels et l'optimisme de Ciano peuvent seuls expliquer « l'arrêt sur les positions conquises » par la nécessité de « permettre aux nationalistes d'épauler les Italiens ». En réalité, les nationalistes ont été les premiers surpris par l'ampleur de leur succès. « Les troupes, note Ciano le 14 mars, avancent avec une vitesse inattendue. » Mais, après cinq jours d'une avance foudroyante, il faut ralentir l'allure des colonnes motorisées. Les réserves sont insuffisantes pour exploiter immédiatement les premiers succès et il faudra attendre l'arrivée des Navarrais pour repartir. L'état-major républicain en profite pour regrouper quelques unités qu'il utilise, dans des missions de sacrifice, à des actions de harcèlement et de retardement : il parvient, le 20 mars, à reconstituer un front, fragile sans doute, mais continu. Dans le bref délai que leur accorde la pause nationaliste, il appartient aux gouvernements d'amener le maximum de renforts pour « colmater la brèche » et, surtout, défendre la Catalogne. Prieto déclare en effet au Conseil des ministres : « Si les rebelles atteignent la Méditerranée, les quatre cinquièmes de l'armée se trouveront dans la zone méridionale. » Entre le 15 mars et le 15 avril, date où les nationalistes atteignent la mer à Vinaroz, l'état-major de Barcelone essaye de faire passer le plus possible de troupes par la route côtière de Tortosa. C'est ce qui explique l'acharnement de la résistance républicaine, d'abord sur la ligne Caspe-Alcañiz, puis, après sa rupture, devant Tortosa. Mais, en définitive, cette résistance n'a été - et ne pouvait être - que sporadique.

En effet, la première offensive nationaliste a été très lourde de conséquences: la désorganisation qu'elle a provoquée ne peut être surmontée en quelques jours. La reprise de l'offensive ne le permettrait d'ailleurs pas. La confusion est telle chez les républicains qu'on ignore les positions exactes des franquistes. Deux officiers des brigades se font prendre à Gandesa dont ils ignoraient la chute. Les débris d'unités diverses affluent sur la rive droite de l'Ebre où arrivent aussi les renforts venus de la zone centrale. Pour la première fois peut-être, devant une débâcle d'une telle ampleur, certains envisagent la fin prochaine du conflit. Les officiers généraux doivent se rendre en première ligne pour essayer de reprendre les troupes en main et d'improviser tant bien que vaille une défense.

Généralisation de l'offensive

Mais c'est surtout la généralisation de l'offensive qui donne à la défaite d'Aragon son caractère désastreux. Après l'attaque de Caspe, six corps d'armée nationalistes ont engagés. Dans le Nord, il s'agit d'empêcher les 10^e et 11^e corps républicains disposés de l'Ebre aux Pyrénées de venir en aide aux forces dispersées et vaincues au sud du fleuve. Le succès nationaliste sera décidé par une attaque surprise du corps d'armée marocain, qui traverse brusquement le fleuve qu'il longeait jusqu'alors: les 10^e et 11^e corps républicains connaissent un sort semblable à celui du 12^e quelques jours auparavant, sur un terrain pourtant moins favorable aux manœuvres d'ensemble. Là encore, la résistance est pratiquement nulle. La seule opposition sérieuse en dix jours est celle que les nationalistes rencontrent devant Lérida, qui tombe le 3 avril. Le front va se stabiliser

dans ce secteur. Mais, entre-temps, l'offensive est devenue générale des deux côtés du fleuve, avec les corps d'armée d'Aragon, marocain et d'Urgel, récemment formé. Les républicains ne se reconstitueront que sur une ligne qui va de l'Ebre aux Pyrénées en passant par le Segre et le Noguera, défenses naturelles derrière lesquelles les débris des deux corps d'armée battus ont pu se replier, Rojo cite notamment la 43^e division du colonel Beltran qui, isolée dès la rupture du front, mènera une bataille de retardement de trois mois en s'accrochant aux contreforts pyrénéens avant d'être internée en France où elle passe avec la plus grande partie de son matériel. Mais des résistances isolées de ce type ne pouvaient que retarder l'avance nationaliste sans l'arrêter, d'autant plus que Franco avait décidé de frapper au sud et de livrer la bataille dans le Levant, où les trois corps d'armée atteignent la Méditerranée. Au quartier général franquiste on se pose la question de savoir s'il convient de faire un nouvel effort contre la Catalogne que tiennent des troupes très éprouvées ou s'il faut rechercher l'écrasement de l'adversaire en attaquant l'armée de manœuvre républicaine dont les lignes se sont dangereusement étirées. C'est la deuxième solution qui est choisie.

C'est en réalité l'opération la plus difficile: la zone montagneuse du Maestrazgo à la mer, les escarpements de la Sierra de Javalambre qui s'élèvent jusqu'à 1 500 et 2 000 mètres, et, à un moindre degré, la Sierra de Espadán, entre Castellon et Valence, facilitent singulièrement la défense. Les gouvernementaux, d'ailleurs, fortifient une ligne de Viver à Segorbe. Leurs troupes, ici, sont plus fraîches. Contre elles, et dans un espace beaucoup plus restreint, il faudra concentrer beaucoup plus d'hommes et de matériel que dans la première partie de l'offensive. Tandis que le corps d'armée marocain couvre le secteur de l'Ebre jusqu'au delta, Navarrais et Galiciens sous Aranda opèrent une reconversion vers le sud, et progressent le long de la côte, occupant sans difficulté Castellon le 16 juin, tandis que Varela dispose du corps d'armée de Castille et du C.T.V. dont les éléments motorisés joueront ici encore un rôle décisif. Il s'agit d'une nouvelle bataille de rupture; les forces concentrées par les républicains pour sauver Valence sont les dernières dont dispose Miaja, nommé commandant de la zone Centre-Sud. Il n'y a plus de réserves. Les seuls renforts, si nécessaires pourtant, ne pourraient être prélevés que sur l'armée du Centre, ce qui risquerait de dégarnir dangereusement, pour la première fois, la défense de Madrid. Franco escompte la chute prochaine de Valence, troisième ville d'Espagne et hier encore siège du gouvernement, un succès de prestige au moins aussi important que la conquête du Levant qui priverait la zone Centre-Sud, où la situation alimentaire est déjà précaire, d'une région indispensable à son ravitaillement. Mais les difficultés de l'opération exigeront une préparation de deux mois; la « bataille du Levant » ne s'engagera pas avant l'été. Le 15 juillet, elle est déclenchée avec de gros moyens matériels, de part et d'autre de Teruel. Les 13^e et 17^e corps républicains doivent se replier; les armées de Varela et d'Aranda font leur jonction et atteignent la ligne Viver-Segorbe. Du 20 au 23, après d'intenses préparatifs d'artillerie, se succèdent les attaques de chars et d'infanterie contre la ligne fortifiée. Mais, finalement, l'offensive échoue.

Entre mai et juillet, conscient du péril que court la zone Sud, l'état-major républicain a en effet regroupé des troupes et lancé la contre-attaque de l'Ebre qui obligera l'état-major nationaliste à relâcher son étreinte contre le Levant. Valence est provisoirement sauvée. Cependant, depuis juillet 38, la situation militaire des républicains s'est considérablement détériorée. L'Aragon est perdu, la défense du Maestrazgo reste précaire. La preuve est faite définitivement de la supériorité matérielle des nationalistes, de la capacité de leur commandement à mener la guerre avec les moyens modernes dont il dispose. Enfin, la division de l'Espagne républicaine en deux zones est très grave, non seulement parce qu'elle rend difficile une stratégie d'ensemble, mais parce qu'elle sape les bases mêmes du régime politique imposé par le gouvernement Negrín, obligé de déléguer ses pouvoirs, dans une partie importante du territoire, aux autorités militaires. Séparées, les deux zones vont évoluer de façon différente sur le plan politique et la zone Centre-Sud échappera bientôt à l'influence directe du gouvernement. Entre-temps, le désastre d'Aragon aura eu une conséquence politique directe : une crise au sein même du gouvernement.

Le renvoi de Prieto

Le départ de Prieto du ministère de la Défense nationale est en effet l'événement politique le plus important qui se soit produit en zone républicaine depuis la chute de Largo Caballero. Il jette une note discordante dans le calme politique relatif et l'ambiance d'« union sacrée » qui ont suivi les événements du printemps 37.

Son importance provient d'abord de la personnalité du ministre. Prieto est très connu à l'étranger, et passe aux yeux de beaucoup pour l'homme de l'Angleterre. Ce socialiste jouit de la confiance des républicains et même d'un certain respect en zone nationaliste, où des historiens iront jusqu'à le considérer comme le seul homme politique valable de la zone « rouge ». Il a longtemps passé pour l'« homme fort » du gouvernement Negrín. On connaît la vieille amitié qui le lie au président dont il a, lors de la crise, mis en avant la candidature. On a même cru qu'il allait gouverner sous son nom. En fait, Negrín a pris sa tâche au sérieux, décidant par lui-même de toutes les questions essentielles, ne se déroba à aucune responsabilité. Et très vite, les deux hommes ont rencontré des points de divergences : ils n'ont ni la même conception de la conduite de la guerre, ni surtout les mêmes perspectives, les mêmes espoirs quant à une issue heureuse du conflit. Leur polémique d'après-guerre révèle aussi une vive hostilité personnelle : si on n'en est pas encore là en mars 1938, leurs rapports se sont néanmoins suffisamment détériorés pour que Prieto soit éliminé du poste-clé qu'il occupait depuis la formation du « gouvernement de la victoire ».

La thèse de Negrín est que, devant la gravité de la situation militaire après la chute de Teruel et le désastre d'Aragon, il a dû renforcer l'exécutif pour accentuer l'effort et la volonté de guerre. Or, à ses yeux, le pessimisme de Prieto ne le rend pas apte à exercer, dans ces circonstances les fonctions de ministre de la Défense nationale. Comment en effet, confier la direction de la guerre à un homme qui ne croit pas à la victoire? C'est précisément pour renforcer l'exécutif que Negrín ne confiera pas le portefeuille de la Défense à une autre personnalité, mais qu'il s'en chargera lui-même, le cumulant ainsi avec la présidence.

Si Negrín affirme qu'il existe, en mars, un conflit au sein du gouvernement et que ce conflit est dû au pessimisme de Prieto, celui-ci fait simplement remarquer que ses sentiments n'ont pas varié et qu'ils étaient connus de tous notamment de Negrín,

qui n'a pourtant pas hésité à le nommer ministre de la Défense nationale l'année précédente. De fait, lorsque Prieto quitte le ministère, en mars 38, ce ne sont pas ses opinions sur les perspectives de victoire militaire qui ont changé, mais la situation militaire en Espagne républicaine. La perte du Nord et le désastre d'Aragon conduisent à des options politiques se situant autour du dilemme : résistance ou négociation. Mais Prieto affirme que là n'est pas le motif de son élimination.

Pour lui, en effet, la responsabilité de la crise revient aux communistes : ce sont eux qui ont exigé son départ. Leur volonté de l'éliminer en est la seule et véritable cause. Il n'y a selon lui qu'un conflit, celui qui l'oppose au parti communiste : les ministres communistes Uribe et Hernandez ont tenté de l'associer à une direction « fractionnelle » socialiste-communiste du gouvernement, et son refus les a déterminés à le combattre. Il est incontestable que ce sont les attaques publiques de la Pasionaria, puis les articles de Hernandez signés Juan Ventura parus dans *La Vanguardia* et dans *Frenie raja* qui ont provoqué la crise, la protestation de Prieto auprès de Negrín contre cette rupture de la solidarité ministérielle, puis le remaniement et l'exclusion de Prieto. Mais, ainsi qu'il le répète avec force Prieto ne démissionne pas, il est renvoyé.

Reste à savoir si, comme il le prétend, la décision de le renvoyer a été imposée au président par le parti communiste. Il ne fait aucun doute que les dirigeants du P.C. ont, dans la mesure de leur influence qui était grande, poussé à son élimination. Il a été longtemps un de leurs plus précieux alliés; dans la lutte contre Largo Caballero, dans le gouvernement Negrín pendant de longs mois, ils ont été à ses côtés parce qu'il était un homme d'ordre dont les vues coïncidaient avec les leurs, parce qu'il était le seul homme politique capable de gagner la sympathie active des puissances occidentales, parce qu'il était, enfin, un partisan résolu de l'unité socialiste-communiste¹⁵⁹. Il s'avère maintenant que cet allié refuse de devenir un instrument. Il refuse, au gouvernement, l'alliance qu'on lui propose. Ministre de la Défense nationale, il s'irrite de l'ingérence des techniciens russes et n'hésite pas à s'en prendre directement au parti communiste et à son influence dans certains secteurs¹⁶⁰, affichant délibérément son intention de le plier, lui aussi, à cette discipline de fer qu'il a tant réclamée. Cela Prieto ne le nie pas : il développe au contraire très longuement le récit de toutes les escarmouches qui l'ont opposé aux communistes et aux conseillers russes¹⁶¹. Il laisse pourtant dans l'ombre les raisons d'un revirement qu'il ne peut guère admettre dans la mesure où il serait obligé de reconnaître en même temps sa longue alliance avec le P.C. Les motifs de Prieto sont clairs : ils sont liés à l'évolution des événements politiques et militaires depuis la constitution du gouvernement qu'il a parrainé. Pour lui, l'appui communiste a été indispensable pour la restauration de l'État, comme l'avait été, dans les débuts, celui de Largo Caballero. L'État restauré, l'emprise communiste sur l'armée et la police lui paraît dangereuse à bien des égards. Sur le plan intérieur, il a assisté à la défection de nombre de ses fidèles: après la fraction de l'aile gauche qui suit Alvarez del Vayo, une importante fraction de l'aile droite, entraînée par lui dans la coalition antifasciste, semble, derrière Negrín, s'identifier sur tous les points avec l'« allié » communiste dont la puissance constitue, nous l'avons vu, un « État dans l'État ». Sur le plan extérieur, il a été semble-t-il très déçu par l'attitude des communistes et les conseils de prudence des Russes après le bombardement d'Almeria¹⁶² ; sans doute a-t-il, à cette occasion, perdu une partie de ses illusions en constatant les limites de l'aide russe. Aussi va-t-il, à partir de cette date, accorder de plus en plus d'attention et d'importance à l'attitude de Londres et de Paris dont il est clair qu'elle ne se situe pas sur le même terrain que celle de Moscou. Certes, Prieto n'est pas autant qu'on l'a dit « l'homme de l'Angleterre », mais il est incontestablement l'homme d'une paix négociée dont l'Angleterre pourrait être l'agent. Dès mai 1937, il essaie de prendre des contacts avec les franquistes pour étudier les possibilités de négociation¹⁶³. Quelques mois plus tard, profitant de l'échange de prisonniers qui va permettre la libération et le départ chez Franco de Fernandez Cuesta, il a avec le chef phalangiste plusieurs entrevues à ce sujet. Lorsque l'ancien prisonnier sera devenu ministre à Burgos, il tentera de reprendre le contact avec lui¹⁶⁴. Or, que ce soit vis-à-vis de Franco ou vis-à-vis de Londres, la forte position des communistes dans l'État républicain constitue un obstacle aux négociations.

Après le désastre d'Aragon, Negrín veut avant tout durcir la résistance. Prieto, lui, ne croit plus qu'à la négociation. Il est

¹⁵⁹ Après la guerre, Prieto s'est efforcé de jeter un voile sur cette alliance gênante pour lui. Aussi minimise-t-il toujours son propre rôle, exagérant celui du P.C. et rejetant sur les seuls communistes des responsabilités qu'il avait en fait partagées avec eux. Par exemple, bien des auteurs imputeront au communiste Lister la responsabilité de la répression contre les collectivités aragonaises, alors qu'il est certain que Lister agissait ici sur l'ordre de son ministre.

¹⁶⁰ Cf. les brochures polémiques de Prieto. Ce sont eux qui, selon lui, empêchent le *Ciscar* de quitter le Nord, et portent donc la responsabilité d'une désobéissance qui aboutit à la perte de ce navire de guerre. C'est, selon lui, par-dessus sa tête, que les techniciens russes s'entendent avec Uribarri, le chef du S.I.M. Il s'étend aussi longuement sur ses démêlés avec le commandant Duran, communiste, chef du S.I.M. à Madrid et protégé par les techniciens russes. L'incident Anton est également très significatif. Ce membre du bureau politique, vraisemblablement amant de la Pasionaria, occupait d'importantes fonctions dans le Commissariat à Madrid. Or il appartenait à une classe mobilisée et aurait dû, à ce titre, quitter les bureaux pour être affecté à une unité combattante. Le P.C. demanda une mesure d'exception pour lui, et Prieto s'y refusa. Il est d'ailleurs intéressant de noter, toujours selon Prieto, que ce furent finalement des communistes qui eurent le dernier mot : Anton ne fut jamais affecté à une unité combattante.

¹⁶¹ C'est dans cette optique qu'il faut replacer les mesures prises par Prieto au lendemain de la chute du Nord : limitation du nombre et du rôle des commissaires, interdiction faite aux officiers et aux unités de l'armée populaire de participer sans son autorisation à des manifestations politiques, etc.

¹⁶² Cf. chap. VIII.

¹⁶³ Voir dans les archives de la Wilhelmstrasse un rapport de Faupel sur une entrevue avec Franco : selon ce dernier, Prieto, lors des Journées de mai, aurait contacté Blum pour la recherche d'une médiation américaine. Selon Stöhrer, dans une note du 3 décembre, Prieto aurait essayé d'entrer en contacts, par l'intermédiaire d'un de ses secrétaires, avec le commandant d'Irun.

¹⁶⁴ Voir il ce sujet *Palabras al viento*, pp. 233-238. Prieto précise que l'échange entre Fernandez Cuesta et le républicain Justino Azcarate fut proposé par Giral et qu'il s'y opposa personnellement. Il n'aurait finalement accepté que parce qu'il comptait sur l'influence que Fernandez Cuesta, libéré, pourrait exercer chez les franquistes pour une négociation. C'est après son départ du gouvernement qu'il fit une tentative pour renouer les contacts avec le chef phalangiste. Il y renonça après un entretien avec Negrín qui refusa de le « couvrir ».

probable que Negrín n'a pas eu à céder aux pressions des communistes: la logique de sa politique imposait le départ de Prieto, devenu, en même temps, son adversaire et celui du P.C.

L'élargissement des assises gouvernementales, par le retour de représentants des syndicats dans le gouvernement, permettrait-elle, comme l'ont affirmé les amis de Negrín, le renforcement de son autorité, malgré le départ de Prieto¹⁶⁵ ? Il est permis d'en douter, parce qu'il se produit au moment même où les nationalistes atteignent la Méditerranée et coupent en deux le territoire de la République. C'est par téléphone que Negrín doit confier au général Miaja la responsabilité du pouvoir politique et militaire dans la zone Centre-Sud: la coalition politique au pouvoir repose de plus en plus sur le consentement et la collaboration des chefs de l'Armée qui, bientôt, se dresseront contre elle.

Pour le moment, malgré le désastre d'Aragon, Negrín a choisi la résistance. Alvarez del Vayo, son bras droit, affirme: « Grâce à l'énergie et à la force d'âme montrées par le Président durant ces jours d'angoisse, les conséquences du désastre furent considérablement réduites. » Et il ajoute cet hommage à celui dont il fut le fidèle lieutenant: « On ne peut enlever au docteur Negrín le mérite d'avoir sauvé la situation en 38 et d'avoir rendu possible la continuation de la guerre une année de plus. » Negrín et Del Vayo pensent en effet, en avril 38, que le seul fait de « tenir » donne encore à la République une chance de vaincre. Tous deux croient que la guerre européenne est proche et qu'elle peut sauver l'Espagne. A une condition cependant: que ne soit pas auparavant consommé l'abandon de la République.

h. L'abandon de la République

La mise en application du plan de non-intervention, le 19 avril, malgré un retard considérable, donne de grands espoirs aux gouvernements occidentaux; pour la première fois, une coopération efficace semble sur le point de s'établir et d'apporter une solution au problème posé par l'internationalisation de la guerre; pour la première fois, un contrôle va fonctionner, qui permettra au moins de localiser le conflit. Certes, si l'on avait pu obtenir une application loyale du contrôle par tous les intéressés, les difficultés inhérentes à toute coopération internationale auraient pu être finalement vaincues. Mais, dès les premiers jours, la mauvaise volonté des puissances de l'Axe se manifeste de façon éclatante. Elles n'ont en effet accepté le contrôle, après avoir fait traîner en longueur les pourparlers, que dans l'espoir de voir la guerre se terminer rapidement. Après Guadalajara, la prolongation de la guerre remet en question tout le système péniblement élaboré par le Comité de Londres. Si aucun incident grave ne vient perturber le contrôle terrestre, d'ailleurs fort lâche, la surveillance maritime donne lieu en revanche à de violentes querelles.

L'affaire du « Deutschland »

Avant même la mise en application du système de contrôle, divers incidents s'étaient déjà produits, et des bateaux anglais ou français ont été arraisonnés. Mais les seules conséquences en ont été des notes de protestation de la part des gouvernements intéressés¹⁶⁶. L'affaire du *Deutschland* va prendre une autre ampleur.

Les puissances qui doivent participer au contrôle ont envoyé en Méditerranée des navires de guerre. Ceux-ci se ravitaillent dans des ports espagnols amis. Ainsi la base maritime d'Ibiza, dans les Baléares, sert de point de rassemblement aux navires de guerre allemands. Après divers incidents qui se produisent en mai 37, le croiseur allemand *Deutschland* est atteint assez sérieusement au cours d'une attaque d'Ibiza par l'aviation républicaine; il y a des morts et des blessés. Le gouvernement de Berlin réagit vigoureusement: Il ne se contente pas, pour sa part, d'une note remise aux puissances chargées du contrôle; il tient à profiter de l'occasion pour faire une démonstration de force.

Une action navale de l'Allemagne dans les premiers mois de la guerre civile aurait pu provoquer un conflit général; mais, en ce début d'été 37, l'atmosphère est à la détente. La Grande-Bretagne et la France ont déjà fait assez de concessions; elles ne croient plus à une guerre mondiale dans l'immédiat.

Le 31 mai, trois navires de guerre allemands, le cuirassé *Admiral-Scheer* et deux torpilleurs, vont, sur ordre de Berlin, bombarder le port d'Almeria. Cette canonnade est présentée comme une simple opération de représailles. Mais il n'existait pas de commune mesure entre les deux événements: d'un côté, un bombardement effectué à l'intérieur d'une zone de guerre sur un territoire ennemi, de l'autre une opération spectaculaire volontairement conduite par une puissance neutre et prenant la forme la plus choquante, celle d'une attaque contre une ville mal défendue. Il s'agissait en fait d'une véritable agression commise par une des grandes puissances chargées du contrôle maritime.

On pouvait s'attendre à des réactions violentes, tant de la part des républicains espagnols que des démocraties occidentales. Le ton de la presse monte. A Valence, le Conseil des ministres de la République espagnole entend Prieto, ministre de la Défense, proposer de faire attaquer la flotte allemande en Méditerranée par des avions de bombardement. Une telle riposte signifie la guerre contre l'Allemagne. Prieto le sait, mais il espère qu'il s'ensuivra une guerre européenne, seul moyen selon lui

¹⁶⁵ Dans un souci d'équilibre parlementaire, en même temps que Prieto, Negrín écarta le ministre communiste qui avait été à l'origine des incidents: Jesus Hernandez devenait vice-commissaire général de l'armée du Centre. Les adversaires du président firent remarquer que c'était là, en fait, un poste plus important que celui de ministre; les apparences, du moins, étaient sauvées. Par contre, il est impossible de suivre les amis de Negrín quand ils attribuent une grande signification à l'entrée dans le gouvernement de délégués de la C.N.T. et de l'U.G.T. En fait, Gonzalez Peña, de l'U.G.T., et Segundo Blanco, de la C.N.T., étaient considérés, dans leurs organisations, comme des « hommes de Negrín ». Leur entrée dans le gouvernement ne peut avoir la signification d'une adhésion des centrales à la politique de Negrín: elle ne fait qu'officialiser leur soumission.

¹⁶⁶ A la seule date du 1^{er} avril 37, *le Temps* note l'arraisonnement du *Magdalena* et du *Cap Falcon* par des navires franquistes, sans que le gouvernement français réagisse d'autre manière que par une protestation platonique.

de sauver l'Espagne. Cependant la plupart des membres du gouvernement républicain¹⁶⁷ refusent de prendre la responsabilité d'un tel conflit. Finalement la France et l'Angleterre se refusant à toutes réactions positives, le geste de provocation allemand reste sans réponse. Mieux, ce sont les Allemands et les Italiens qui clament leur indignation; leurs représentants au Comité de Londres le quittent avec grand fracas. Ils y reviendront au début du mois de juin.

Après le bombardement du *Deutschland* survient l'affaire du *Leipzig*, attaqué, aux dires du gouvernement allemand, par un sous-marin. L'Allemagne et l'Italie proposent une démonstration commune contre Valence des pays chargés du contrôle. La France et la Grande-Bretagne sont d'accord pour demander aux deux partis espagnols de respecter les navires de guerre, mais elles refusent de s'associer à une action militaire, alléguant que du reste il a été impossible d'identifier l'agresseur du *Leipzig*. Elles proposent à leur tour l'envoi d'une commission d'enquête, mais se heurtent à la vertueuse indignation de Berlin et de Rome; les délégués de l'Axe constatent l'impossibilité d'assurer une surveillance maritime efficace et décident, le 23 juin, d'y renoncer définitivement.

Dans ces conditions, tout contrôle terrestre devient absurde. Aussi, le 10 juillet, s'associant aux pays de l'Axe, le Portugal décide-t-il de supprimer « les facilités accordées pour le contrôle des frontières ». La France, en désespoir de cause, en fera autant le 10 juillet. Le plan de contrôle que les puissances du comité de Londres ont mis sept mois et demi à élaborer, aura vécu exactement un mois et demi! Entre-temps, le gouvernement Blum est tombé, après avoir vu l'échec de sa politique extérieure.

Certes le Comité de non-intervention existe toujours, mais il a perdu le peu d'autorité qu'il a jamais pu avoir. Ces deux mois ont été les seuls, en près de trois ans de guerre, où il ait joué un rôle quelque peu efficace. Son échec constitue une nouvelle défaite pour les démocraties occidentales. Face à des hommes qui s'enorgueillissent de ne pratiquer que la « loi fasciste du fait accompli »¹⁶⁸, elles ont encore prouvé, par leurs abandons, qu'elles étaient prêtes à payer de n'importe quel prix le maintien de la paix ...

La piraterie en Méditerranée

L'été 37 a été marqué par une nouvelle série d'incidents maritimes, attaques de bateaux de commerce et de bateaux de guerre espagnols ou neutres en haute mer par des avions, puis par des sous-marins. En août 37, les relations internationales sont de nouveau tendues du fait de la multiplication de ces actes de piraterie. Il suffit de parcourir les colonnes des Journaux pour y trouver presque chaque jour une nouvelle information de cet ordre. Le 6 août le tanker britannique *British Corporal* et le steamer français *Djebel Amour* sont bombardés par avion. Le 11 août, c'est une attaque contre un navire de guerre anglais, le destroyer *Foxhound*, près de la côte nord de l'Espagne. Le 13 août l'*Edith*, danois, est coulé. Le 15 août, le tanker panaméen *George Mac Night* est incendié par un navire de guerre. Des navires espagnols gouvernementaux (comme le *Ciudad de Cadiz*, coulé le 16 août) sont en même temps attaqués et torpillés par des sous-marins « de nationalité inconnue » dans toute la Méditerranée et jusque dans les Dardanelles.

D'où viennent ces attaques? Les deux gouvernements espagnols s'en rejettent mutuellement la responsabilité. En fait, la plupart des victimes sont soit des navires gouvernementaux espagnols, soit des navires neutres notamment soviétiques, appartenant à des puissances favorables à la République espagnole; certains transportent du matériel destiné à l'Espagne républicaine. Très vite une partie de la presse, en particulier les journaux anglais, désignent l'agresseur. Les avions qui ont attaqué les navires neutres se révèlent être, en dépit des protestations véhémentes de l'état-major nationaliste, des avions franquistes, les sous-marins aussi, probablement; on fait même allusion, à l'époque, à la nationalité italienne de certains agresseurs. Cette hypothèse sera plus tard confirmée par les Mémoires du comte Ciano. Celui-ci déclare sans sourciller que les auteurs de ces actes d'agression sont des navires de guerre Italiens, qu'ils soient sous drapeau franquiste ou non. Le 31 août, Ciano établit à ce sujet un bilan provisoire: « Quatre bateaux russes ou rouges coulés, un grec capturé, un espagnol bombardé et contraint de se réfugier dans un port français. »

Le but à atteindre est le blocus par mer de l'Espagne républicaine; Franco l'explique lui-même, lorsqu'il déclare que « l'arrêt des transports d'armes en Méditerranée et l'opposition aux déchargements dans les ports rouges étaient, pour les nations intéressées à voir finir la guerre, le moyen le plus efficace de l'abréger¹⁶⁹ ». En fait c'est, sous une forme nouvelle, la guerre de course en pleine paix. Si tolérables que soient les puissances occidentales, il leur est difficile de ne pas réagir.

« Grande orchestration franco-russo-britannique ; motif : piraterie dans la Méditerranée. Responsabilité : fasciste. » Au moment où Ciano écrit ces lignes, l'opinion internationale semble effectivement s'émouvoir. La cause en est un nouvel incident maritime : la tentative de torpillage par un sous-marin « de nationalité inconnue » du contre-torpilleur anglais *Havoc*. En réalité, il s'agit d'une nouvelle action italienne, dont Ciano indique l'origine: « Le coup est parti de l'*Tride* ».

Cette fois, il semble que Londres ne soit plus disposé à se contenter de protestations platoniques. La tension grandit entre l'Angleterre et l'Italie. Le gouvernement français tient à montrer plus de fermeté lui aussi et décide de faire escorter en Méditerranée ses cargos par des navires de guerre. Les dirigeants fascistes en sont pour la première fois ébranlés. « J'ai obtenu, dit Ciano, qu'on remette l'envoi des renforts en Espagne. » Et il note le 4 septembre: « J'ai donné l'ordre à Cavagnari¹⁷⁰ de suspendre toute action navale jusqu'à nouvel avis. » Ainsi la première réaction ferme des gouvernements

167 Parmi lesquels, selon Prieto, les ministres communistes.

168 Mémoires de *guerre du comte Ciano*.

169 Archives de la Wilhelmstrasse.

170 Ministre de la -Marine Italien.

occidentaux a suffi à arrêter la dangereuse politique italienne, et cela malgré la pression exercée sur Rome par l'Espagne nationaliste. « Franco dit que le blocus sera décisif s'il dure tout septembre. C'est vrai; cependant, nous devons le suspendre. » Peut-il y avoir une déclaration plus nette quant à la volonté de l'Italie de ne pas s'engager dans une guerre européenne à ce moment et dans ces conditions ?

Cependant, ni le gouvernement français, où l'influence socialiste a diminué, ni le gouvernement britannique, maintenant présidé par Chamberlain¹⁷¹, ne tiennent à aller trop loin. Ils se contentent de présenter au Comité de Londres un projet de conférence qui se tiendrait à Nyon le 10 septembre; les puissances invitées seront tous les États riverains de la Méditerranée et de la mer Noire¹⁷², plus l'Allemagne, moins les deux Espagne. Le but officiel est de discuter des moyens de faire cesser la piraterie en Méditerranée. Mais dans une conférence de cette sorte, la procédure compte autant que les problèmes abordés. Il est essentiel de savoir si l'Italie participera aux débats de son plein gré et si elle y fera figure d'accusée. Le gouvernement russe profite de la situation pour préparer une note extrêmement violente contre le gouvernement fasciste. C'est un véritable acte d'accusation. Le motif invoqué est le torpillage d'un bâtiment russe pour lequel les Soviétiques réclament des réparations. L'Italie refuse alors sa participation; l'Allemagne et l'Albanie prennent une position identique. Les dirigeants de ces pays affirment que si la conférence échoue, l'U.R.S.S. en sera seule responsable.

La réunion s'ouvre cependant à la date prévue. A-t-elle été un succès? Les États occidentaux l'ont affirmé. Leur presse a célébré l'accord de Nyon comme une revanche diplomatique après la longue série d'échecs subis dans les mois précédents. La décision prise de « confier aux flottes française et anglaise la lutte contre la piraterie » semble annoncer un changement radical d'attitude vis-à-vis de l'Italie, et par contrecoup une prise de position nouvelle dans le conflit espagnol. Le Duce, en apprenant ces décisions, « entre dans une violente colère ». Mais il ne faut pas trop se fier aux colères de Mussolini, enclin à réagir brutalement sur une première impression. Si les Occidentaux prennent à Nyon une position énergique, c'est principalement pour avoir une base de négociations. Une première satisfaction est aussitôt donnée aux Italiens: l'U.R.S.S. est exclue du contrôle.

Du reste, les gouvernements anglais et français cherchent à obtenir la participation de l'Italie elle-même à l'accord. Peut-être, en s'adressant à l'Italie et non à l'Allemagne, a-t-on espéré opposer les deux puissances; c'est mal comprendre une alliance fondée à la fois sur des intérêts complémentaires et sur un besoin mutuel de sécurité: l'Italie peut participer au contrôle méditerranéen sans affaiblir l'axe Rome-Berlin. Sollicitée, elle pose une condition : égalité avec la France et l'Angleterre dans le contrôle. « Nous passons, écrit Ciano dans ses Mémoires, du rôle de lanceurs de torpilles qu'on nous avait attribué à celui de policiers de la Méditerranée, alors que les Russes, coulés au fond, sont exclus du contrôle. »

Pas plus que le bombardement d'Almeria, la piraterie italienne n'a pu finalement décider les Occidentaux à accomplir un geste favorable à la République espagnole. L'isolement politique de la Russie, qu'avaient déjà marqué les discussions de Londres, s'est encore accentué ; c'est un des motifs, sans aucun doute, du tournant diplomatique que va prendre Staline, convaincu qu'il n'a rien à attendre des démocraties occidentales. Tel est l'aboutissement de la politique pacifiste de la Grande-Bretagne.

Le triomphe de la politique Chamberlain

La politique anglaise, depuis le commencement de la guerre civile, n'a guère été favorable au gouvernement républicain. Eden, pas plus que Baldwin, n'a montré la moindre compréhension à l'égard des demandes de l'ambassadeur Azcarate. Du moins le gouvernement britannique a-t-il respecté les formes de la plus stricte neutralité. Mais les conservateurs anglais ne sont pas plus favorables que les partisans de Franco à ceux qu'ils considèrent toujours comme des « rouges ». Au début, ils songent surtout à limiter les dégâts en ménageant une médiation qui permettrait d'obtenir une paix de compromis. Cette paix ne pouvant être garantie que par une entente internationale, plus exactement par une entente méditerranéenne, le but de la diplomatie anglaise sera donc d'assurer la paix en Méditerranée en y maintenant le *statu quo*.

Ces vues ne s'opposent nullement à celles de Franco qui, face à ses alliés italiens, fait même un impératif du maintien de l'intégrité du territoire espagnol. Dès la fin de 1936, les entretiens Ciano-Drummond précisent que rien ne sera fait qui puisse modifier la situation existant en Méditerranée. Sans doute la crise engendrée par la piraterie en Méditerranée a-t-elle interrompu les relations anglo-italiennes. Mais elles seront reprises en novembre 37, sur l'initiative du Premier britannique Chamberlain. Le 16 novembre, le gouvernement anglais s'est décidé, pour la « protection de ses intérêts », à reconnaître *de facto* le gouvernement de Burgos.

Il envoie donc un représentant en Espagne nationaliste, Robert Hodgson, qui exerce en fait les fonctions d'ambassadeur ; de même, les « agents » installés dans les villes espagnoles auront en fait rang de consuls. Franco se fait représenter en Grande-Bretagne par une des plus hautes personnalités du régime, le duc d'Albe, qui arrive à Londres le 22 novembre. Cet échange de plénipotentiaires annonce un rapprochement, déjà amorcé dans le domaine commercial, entre l'Angleterre et l'Espagne nationaliste. La conquête du Nord, où les Anglais ont de gros intérêts, a sans doute été le fait déterminant qui explique cette évolution. Hodgson ne tarde pas à avoir, à Burgos, une influence réelle, et les efforts pour aboutir à une paix de compromis visent dès lors à garantir la victoire franquiste dans les conditions les moins violentes possibles.

Mais là commencent les divergences entre les dirigeants anglais. Si tous, considèrent que la victoire de Franco est inévitable et qu'après tout elle est utile, il se trouve au sein du gouvernement une minorité, dont le représentant le plus influent est Anthony. Eden, pour penser qu'une entente avec le fascisme en Méditerranée est une duperie. La mise en application d'un accord diplomatique entre l'Angleterre et l'Italie suppose l'élimination de cette minorité. Après une entrevue entre Grandi, ambassadeur d'Italie à Londres, Eden et Chamberlain, l'opposition entre ces deux derniers devient évidente, notamment sur

171 Chamberlain a succédé à Baldwin le 28 mai 37 à la suite de la crise dynastique anglaise provoquée par le mariage d'Édouard VIII.

172 De façon à y comprendre l'U.R.S.S.

la question des volontaires étrangers en Espagne. Eden doit donner sa démission, qui est saluée par les diplomates de l'Axe comme une victoire. La politique de la Grande-Bretagne vient de prendre un tournant définitif: un accord entre l'Angleterre et l'Italie est préparé par le comte Ciano et Lord Perth, chargé d'affaires anglais à Rome. Ciano veut éviter des difficultés au gouvernement Chamberlain; aussi est-il prêt à faire des concessions. L'entente est réalisée à la fin de l'année 37 malgré de nouveaux incidents en Méditerranée. Mais pour que l'accord entre en application, il faut que la autre finisse. Au début de l'année 38, le désastre républicain en Aragon semble répondre à ces vœux.

Les dernières hésitations françaises

Le gouvernement de Barcelone n'a pas encore renoncé à tout espoir ni à toute aide extérieure. Un appui français est encore concevable, surtout au mois de mars 38, lors du retour de Blum au gouvernement. Selon Negrín, Blum, avant même de prendre la direction du ministère, lui aurait demandé de venir à Paris pour discuter avec certaines personnalités françaises les modalités d'une aide matérielle. Negrín aurait fait le voyage et rencontré Blum, Daladier et Paul-Boncour. Un accord serait alors intervenu sur des fournitures d'armes.

En fait, le deuxième gouvernement Blum a envisagé, au moment de la campagne d'Aragon, d'aller plus loin dans l'intervention. Devant l'effondrement républicain, alors qu'on pouvait s'attendre à une avance générale des nationalistes en Catalogne, il a été très sérieusement question en France d'une intervention militaire qui se serait traduite par l'occupation de cette province espagnole. Sans doute le gouvernement français escomptait-il avoir ainsi un gage pour une négociation politique. Les ministres ont envisagé, d'après Blum lui-même, une expédition rapide effectuée par des unités mécaniques¹⁷³. Mais, lors de la réunion du Conseil de Défense nationale, les militaires français ont déclaré ne pouvoir agir sans un ordre de mobilisation. Il ne faisait pas de doute d'autre part qu'une telle mesure risquait sérieusement de déclencher un conflit européen. Si la France envoyait « *in articulo motoris* des hommes et du matériel aérien, nous interviendrions en force», dit Ciano.

Ainsi, Blum se trouve pour la deuxième fois placé devant l'alternative de la paix ou de la guerre. Lorsque l'attaché militaire à Madrid, Morell¹⁷⁴, est consulté par le président du Conseil sur la possibilité d'une action militaire il répond : « Je n'ai qu'un mot à vous dire: un roi de France ferait la guerre ». Mais, dit Blum, « je n'étais pas le roi de France ».

En renonçant pour la deuxième fois à une intervention directe, le gouvernement français renonce, au mois de mars 38, à défendre de façon efficace le gouvernement républicain espagnol. L'envoi d'armes françaises, la liberté de passage laissée aux envois de matériel étranger ne suffisent plus à modifier le cours des événements. Le gouvernement Blum est remplacé en avril par un ministère Daladier, dans lequel entre Georges Bonnet, partisan d'une entente avec les puissances de l'Axe. La France, à son tour, se prépare à abandonner le gouvernement de Barcelone. Il convient cependant de sauvegarder les apparences, de montrer qu'un accord international permettrait de rendre au conflit son caractère proprement espagnol, d'arriver enfin à un accord sur le retrait des volontaires, dont on parle vainement depuis les débuts du Comité de Londres.

Le plan de Londres

Au cours de l'été 37, le gouvernement anglais tente de reprendre les discussions à ce sujet. Un plan est communiqué le 14 juillet aux puissances intéressées, qui comprend quatre points :

- Reprise du contrôle d'après un système nouveau: installation d'agents neutres dans les ports espagnols pour effectuer le contrôle auparavant confié à la marine, et rétablissement du contrôle terrestre.
- Comme il est nécessaire que les deux partis s'engagent également à laisser opérer les observateurs neutres, il leur sera reconnu à tous deux le droit de belligérance.
- Il sera procédé de part et d'autre, sous le contrôle de la Commission, au retrait des nationaux étrangers.
- Ces opérations se dérouleront dans l'ordre suivant: installation des fonctionnaires internationaux dans les ports espagnols, retrait des volontaires, reconnaissance des droits de belligérance.

Ainsi se trouvent liés, comme l'Italie et l'Allemagne l'ont demandé depuis 36, le problème du retrait des volontaires et celui des droits de belligérance. Mais ce qui eût représenté au début du conflit un grave problème de droit n'a plus, en juillet 37, qu'un intérêt et une portée limités. Qu'une fois de plus les puissances de l'Axe aient jugé nécessaire de faire traîner les pourparlers - le plan anglais n'est qu'une « base de négociations » -, rien de plus normal de leur part. Mais pourquoi le gouvernement français accepte-t-il de se laisser mener ainsi de discussion en discussion pendant des mois et des années? La guerre civile a commencé en juillet 36, le plan de contrôle anglais a été présenté un an après; et le 9 novembre 38, dans un article du *Populaire*, Blum pose encore la question: « Le plan de Londres doit-il être mis en application? ».

Le plan de Londres ne sera jamais mis en application, du fait notamment de l'opposition russe, hostile à toute forme de reconnaissance du gouvernement de Burgos, position que l'U.R.S.S. confirme lors de la réunion du Comité de Londres fin octobre 37. L'Italie, le Portugal et l'Allemagne en profitent pour déclarer qu'ils ne peuvent voter la résolution tant que l'unanimité ne sera pas acquise.

Fidèles cependant à l'attitude qui a été la leur depuis le début, les puissances de l'Axe cherchent pourtant à relancer les

173 Déclarations de Blum devant la commission d'enquête.

174 Malgré ses opinions d'Action française, Il fut par souci de la sécurité française, l'un des plus fidèles partisans de l'Espagne républicaine.

pourparlers. Le gouvernement allemand propose un compromis: « un geste symbolique » consistant à retirer de part et d'autre un certain nombre de volontaires. Le caractère platonique de cette proposition ne provoque pas sur le moment un grand enthousiasme: c'est de nouveau l'impasse.

Pourtant, dans le courant de l'été 38, un revirement se produit. Les délégués du Comité se mettent d'accord pour préparer l'application du plan britannique. L'Angleterre s'en félicite: « La politique de non-intervention a atteint son but », déclare Chamberlain¹⁷⁵, tandis que Butler annonce à la Chambre des Communes: « La date à laquelle le système de surveillance sera rétabli et le système de contrôle naval, sous sa nouvelle formule, mis en vigueur, sera celle à laquelle la Commission internationale pour le contrôle du retrait des volontaires sera prête à commencer le dénombrement »¹⁷⁶.

Le fait nouveau reste l'unanimité réalisée au Comité de Londres. Il est dû essentiellement à l'évolution de la politique russe. Moscou adhère maintenant en effet au projet de contrôle naval. L'explication de ce changement est partiellement donnée par l'ambassadeur d'Allemagne à Moscou, Schulemburg: « Le gouvernement soviétique juge assez improbable une victoire des Rouges et croit en conséquence préférable de préparer l'opinion à une paix négociée »¹⁷⁷. Cette explication n'est sans doute que partielle. Certes, les défaites républicaines ont dû amener l'U.R.S.S. à pratiquer une politique de plus en plus prudente; mais il est probable que le revirement s'inscrit d'abord dans l'ensemble de la politique russe. C'est le point de départ d'une évolution qui aboutira, un an après le « lâchage » de l'Espagne, à la signature du pacte germano-soviétique. En attendant, la prolongation de la guerre recule la menace d'un conflit en Europe centrale. C'est en songeant à ces dangers futurs que l'U.R.S.S. ne tient pas à se séparer ouvertement des démocraties occidentales, avec lesquelles elle a des intérêts communs.

Le retrait des volontaires

Quoi qu'il en soit, le 5 juillet, un accord est intervenu au Comité de Londres sur le plan du retrait des volontaires : comme l'a demandé l'Allemagne, la belligérance sera reconnue aux deux partis dès que 10 000 hommes pourront être retirés de chaque côté. Deux commissions sont prêtes. La première doit trouver les moyens de dénombrer les volontaires encore répartis dans les deux Espagnes. On charge le secrétaire du Comité, Hemming, d'obtenir l'accord des autorités espagnoles. Mais la nette hostilité de Franco¹⁷⁸ l'empêchera d'accomplir sa mission.

La deuxième commission, beaucoup plus active, s'installe à Toulouse à partir du mois d'août. C'est la « Commission d'échange des prisonniers », présidée par le feld-marshal Chetwood. Elle contribuera à l'organisation de nombreux échanges, et il est probable que Chetwood et ses collaborateurs, Cowan en zone républicaine, Mosley en zone nationaliste, auront efficacement contribué à préparer la fin du conflit.

En revanche, l'évacuation des étrangers combattant en Espagne constituera une comédie diplomatique, d'un côté comme de l'autre. Elle a été faite sans aucun contrôle, mais au milieu de cérémonies fracassantes, de défilés et d'adieux pathétiques. Negrín s'adresse aux combattants internationaux. Les membres du C.T.V. évacués d'Espagne reçoivent un accueil retentissant à leur arrivée à Naples; mais les troupes évacuées ne sont composées en réalité que de blessés et de malades, ou du moins d'hommes fatigués qui, du côté italien, seront aussitôt remplacés par des troupes fraîches.

Personne d'ailleurs n'est dupe: Allemands et Italiens accusent les républicains d'avoir pris des mesures pour « camoufler » leurs volontaires, et Weizsacker peut écrire :

Il En fait, aucune évacuation de volontaires rouges n'a eu lieu, quoi qu'on ait pu en dire. Seuls les blessés français ont été pris en charge par la France »¹⁷⁹. Les porte-parole de l'Axe opposent, à ce manquement aux engagements pris, l'attitude italienne. Il est vrai qu'un certain nombre d'Italiens ont été évacués – 11 000 semble-t-il - mais il faut dire exactement dans quelles conditions. D'après une note de la Wilhemstrasse, Berti, commandant en chef des Italiens, aurait laissé le choix à Franco entre trois propositions: envoi de deux à trois nouvelles divisions, envoi de 10 000 hommes pour compenser les pertes, retrait partiel ou total des Italiens, cette dernière mesure étant devenue possible depuis que s'est renforcée la capacité militaire de l'armée franquiste. Mais le retrait total ne plait ni à Franco, ni à Mussolini; aussi s'arrêtent-ils à une mesure qui ne peut pas affaiblir le potentiel de guerre nationaliste: le départ d'une partie de l'infanterie sera compensé par le renforcement des troupes spécialisées et de l'aviation. C'est seulement après cet accord qu'une évacuation « factice » aura lieu. Les Allemands, qui n'ont pas participé à ces tractations, ont au contraire, depuis juillet 38, entièrement reconstitué la légion Condor.

Ainsi se terminent les discussions sur les volontaires. Le Comité de non-intervention existe toujours, mais son rôle est nul. Sa trentième et dernière séance se tiendra le 19 mai 39, après la fin du conflit. Prenant acte de son inutilité, il procédera alors à sa propre dissolution.

Munich et l'Espagne : les espagnols devant la crise européenne

La condamnation de l'Espagne républicaine, acceptée depuis l'été 38 par la France et par la Russie, est définitive après

175 Cité par *le Temps* du 4 juillet.

176 Cf. *le Temps* du 1^{er} juillet.

177 Note du 5 juillet 1938. Archives secrètes de la Wilhemstrasse.

178 C'est seulement le 8 octobre 38 que Hemming a pu se rendre à Burgos, accompagné du vice-amiral Vaterhouse et du capitaine Mackey Hodge.

179 Archives de la Wilhemstrasse.

Munich. A cette date, Negrín et Del Vayo, tout comme Prieto à l'époque d'Almeria, estiment que la guerre européenne est inévitable et qu'elle est pour la République la seule chance de victoire. Or, si la position diplomatique de la République espagnole est affaiblie, les chances d'un conflit international ont considérablement augmenté.

L'Anschluss a préludé aux grandes annexions hitlériennes. Puis sont venues les revendications sur les territoires tchécoslovaques des Sudètes. Sans doute l'Italie est-elle mal préparée à la guerre et affaiblie par l'aventure espagnole. Mais son alliance avec l'Allemagne est plus solide que jamais. En face, la France et l'Angleterre se sont rapprochées et garantissent les frontières de la Tchécoslovaquie. La situation politique en Europe est si tendue que la question espagnole est passée au second plan des préoccupations internationales.

Pourtant, si la guerre éclate, le gouvernement Negrín est bien décidé à prendre immédiatement position et à forcer la main à la France et à l'Angleterre, en se rangeant à leur côté et en déclarant la guerre à l'Allemagne et à l'Italie, dont les troupes occupent une partie de son territoire. Il s'agit en effet pour la République de renverser une situation chaque jour plus défavorable. L'abandon politique par les grandes puissances entraîne un changement d'attitude des petits États, qui se tournent naturellement vers le plus fort. Jusqu'alors le groupe Allemagne-Italie-Portugal s'était trouvé isolé et minoritaire au Comité de non-intervention; en janvier 38, la Hongrie, l'Autriche et l'Albanie, futures victimes des ambitions du fascisme, appuient sa position. Onze États ont alors reconnu le régime du général Franco *de facto* ou *de jure*¹⁸⁰.

Les républicains veulent convaincre les Occidentaux qu'ils ne représentent pas une force révolutionnaire dangereuse et que la période d'anarchie est maintenant dépassée. Le gouvernement Negrín symbolise le maintien de l'autorité; il n'y a plus d'opposition depuis le départ de Prieto. Negrín lui-même exerce les responsabilités essentielles dans l'État: il sera non seulement président du Conseil, mais aussi ministre des Affaires étrangères, de la Défense nationale et de l'Intérieur. Ses amis ont voulu le comparer à Clemenceau, et il y a sans doute chez lui la même volonté de s'identifier au pays en guerre. L'autorité et l'unité nationale sont affirmées aux dépens des tendances autonomistes basques et catalanes; en août 38, la démission du ministre catalan Ayguade et du Basque Irujo, remplacés par Moix Regas, du P.S.U.C. et par le socialiste Bilbao Hospitalet, signifie bien, malgré les protestations officielles¹⁸¹ le renforcement du pouvoir central.

De même, la politique de tolérance religieuse pratiquée par Negrín est inspirée par le désir de gagner les sympathies du monde occidental. Irujo, tant qu'il est ministre, combat pour obtenir le libre exercice du culte; il a fait admettre assez vite que soit considérée comme un délit « la dénonciation des prêtres pour le seul fait d'exercer la prêtrise »¹⁸². Les messes privées sont autorisées et, le 15 août 37, à Valence, la première messe officielle est célébrée dans l'immeuble de la Délégation basque. Certes, cela ne signifie pas que l'Église catholique ait retrouvé ses prérogatives: le premier enterrement religieux publiquement autorisé est considéré comme une preuve éclatante de la tolérance du gouvernement. Mais des mesures moins spectaculaires sont autrement efficaces. Ainsi la décision prise par Negrín d' « excepter les objets du culte des règles générales de réquisition des métaux précieux » et surtout les mesures de 38, qui exemptent les prêtres du service armé pour les verser dans les services de santé et de bienfaisance, et qui les autorisent à entrer dans les prisons pour y exercer leur ministère, notamment auprès des condamnés à mort. Toutes ces décisions tendent à rassurer l'étranger. On peut s'entendre avec un tel régime, l'aider à vaincre ou du moins à sauver l'essentiel par un compromis honorable.

Aussi la crise tchèque suscite-t-elle un grand espoir chez les républicains. En cas de conflit, l'Espagne de Franco serait vite dans une situation militaire intenable. Les nationalistes ne disposent pas de réserves suffisantes pour tenir un front supplémentaire. D'après l'attaché militaire à Saint-Sébastien, Von Funck, Franco aurait lui-même déclaré « qu'il n'avait jamais eu de réserves, et qu'à chaque attaque des Rouges, il fallait arrêter l'offensive pour faire face »¹⁸³. Certes les Pyrénées représentent une défense naturelle, mais Franco sait fort bien qu'elle n'est pas suffisante. Il a envoyé aux deux frontières du Nord et du Sud des milliers de prisonniers pour préparer des fortifications. D'autre part, son armée dépend toujours des fournitures en matériel de l'Italie et de l'Allemagne. L'arrêt des envois de munitions, pendant la durée de la crise tchèque, met déjà ses troupes dans une situation difficile. Sans aucun doute, en cas de conflit européen, il faudrait envisager à bref délai l'effondrement de l'Espagne nationaliste. Cela, même les partisans de Franco le savent, et les Allemands pensent que le Caudillo serait alors « réduit à se retirer pour confier à une personnalité plus modérée le soin de procéder à la liquidation de la guerre civile »¹⁸⁴.

Franco n'obtient plus de ses alliés ni encouragements, ni promesses; il n'est même pas tenu au courant de l'évolution de la situation politique par le gouvernement allemand. L'inquiétude ne cesse de grandir à l'état-major nationaliste. « Le quartier-général de Franco est très déprimé, dit Stöhrer, et cache mal son mécontentement à notre égard »¹⁸⁵. Il faut rattacher à ce mécontentement les manifestations de mauvaise humeur qui s'expriment alors contre Suñer, et qui font craindre la renaissance d'une opposition en zone nationaliste. Pour achever sa victoire, Franco doit absolument s'assurer, en cas de conflagration européenne, la neutralité des grandes puissances et spécialement celle de la France.

180 Ce sont : l'Allemagne, l'Italie, le Portugal, le Guatemala, le Salvador, le Nicaragua, l'Albanie, le Vatican, le Japon, le Mandchoukouo, l'Autriche et la Hongrie.

181 Le prétexte en est les désaccords survenus sur des décrets réglementant l'industrie de guerre et l'administration de la justice.

182 Cf. article de Garrido dans *El Socialista*.

183 Archives de la Wilhemstrasse.

184 *Ibid.*

185 *Ibid.*

La neutralité franquiste dans la crise tchèque

Du 18 au 28 septembre, les efforts diplomatiques de l'Espagne nationaliste tendent à obtenir des puissances occidentales qu'elles acceptent d'abord de séparer l'affaire espagnole de la guerre européenne menaçante, qu'elles envisagent ensuite la neutralité du gouvernement nationaliste, ce qui équivaldrait de leur part à un refus définitif de soutenir la République espagnole.

Or la position des puissances occidentales est fragile. Leur front n'est pas uni. Le gouvernement Chamberlain ne se résoudra à la guerre contre l'Axe qu'à la dernière extrémité. Une aide russe à la Tchécoslovaquie est problématique. La France serait donc assez isolée en cas de guerre et obligée de dégarnir ses frontières de l'est pour lancer la double attaque prévue par la Catalogne et par le Maroc contre l'Espagne nationaliste. L'état-major français préférerait à coup sûr ne pas avoir à lutter contre un adversaire de plus. Aussi, lorsque Jordana et Franco s'engagent à respecter la neutralité la plus stricte en cas de conflit européen, les gouvernements anglais et français enregistrent-ils avec satisfaction les promesses faites directement par le Caudillo et transmises à Paris et à Londres par Quinones de León et par le duc d'Albe.

Reste à faire accepter cette proclamation de neutralité par les puissances centrales, et c'est là le point le plus difficile. La diplomatie franquiste s'est montrée à ce sujet d'une grande habileté. Elle a d'abord laissé volontairement paraître sa crainte d'une guerre qui peut lui être néfaste; puis, elle a déploré que ses alliés lui laissent ignorer l'évolution de la situation politique. Sur ce point d'ailleurs Franco n'a pas de mal à trouver des raisons de se plaindre.

A vrai dire, Franco craint non pas qu'on néglige l'Espagne, mais qu'on s'en occupe un peu trop au cours de négociations où il ne sera pas représenté; il n'est pas impossible que les puissances centrales abandonnent leur allié espagnol ou que l'Allemagne dispose de ses forces en Espagne et en Méditerranée pour une action militaire en cas de guerre. L'arrivée du *Deutschland* à Vigo, comme la présence des Italiens à Majorque peuvent légitimement inspirer des craintes à ce sujet. Enfin la crise politique européenne, en redonnant espoir au camp républicain, peut provoquer en zone nationaliste des émeutes, voire de véritables révoltes.

Ces craintes permettent de comprendre la prise de position neutraliste du gouvernement de Burgos. Dès le 26 septembre, les dirigeants allemands en sont avertis et, le 27, Jordana fait part officiellement de cette décision aux ambassadeurs d'Allemagne et d'Italie. Sans doute est-il question de neutralité bienveillante. Mais il n'en reste pas moins que Franco a placé ses alliés devant le fait accompli. Il souhaite être approuvé, mais il ne les informe qu'une fois sa décision prise.

Comment dans ces conditions, s'étonner de la réaction brutale de la diplomatie germano-italienne? Les Italiens surtout montrent de l'humeur; leurs dirigeants pensent que les sacrifices faits à la cause nationaliste doivent être aujourd'hui payés de retour: « Nos morts doivent se dresser dans leurs tombes », écrit Ciano. Les Allemands se montrent plus réservés, mais ils n'en sont pas moins choqués de l'empressement mis par les Espagnols à se déclarer neutres; ils estiment ce geste pour le moins prématuré. Italiens et Allemands s'inquiètent en outre du sort réservé en cas de guerre à leurs troupes combattant en Espagne. Sans doute Jordana, a-t-il déclaré que ces troupes seraient considérées et traitées comme des soldats espagnols. Mais peut-on penser que la France en guerre avec l'Allemagne tolérera la présence dans un pays soi-disant neutre, de soldats ennemis? Le réflexe Immédiat de Ciano, lorsqu'il apprend la nouvelle de la neutralité espagnole, est d'envisager l'évacuation immédiate des troupes Italiennes.

Malgré les précautions prises par le gouvernement nationaliste, il est évident qu'un conflit européen remettra en question tous les succès acquis jusqu'ici. Et les représentants des deux Espagne sentent parfaitement que leur sort se joue au-delà des frontières.

Une fois de plus, le recul des puissances occidentales va décider du sort de l'Espagne. En août-septembre 36, la comédie de la non-intervention a fait le jeu des États fascistes; en septembre 38, la capitulation de Munich ne livre pas seulement la Tchécoslovaquie à Hitler; elle ruine définitivement le dernier espoir de la démocratie espagnole: « Cette aube de paix sonne le glas de la tyrannie rouge. L'effort de nos armées aboutira bientôt à la paix victorieuse »¹⁸⁶.

A partir de ce moment, en effet, les grandes puissances auront pour première préoccupation de liquider la guerre espagnole. Les vainqueurs de Munich se sont aperçus qu'en cas de conflit généralisé, l'Espagne nationaliste ne serait pour eux qu'un boulet, si la guerre civile se poursuivait. Les Occidentaux n'ont pas été trop mécontents de l'attitude de Franco au moment de la crise de Munich. La Russie abandonne définitivement la partie. La France elle-même, rassurée par la prise de position du Caudillo, songe à établir des relations diplomatiques avec les nationalistes. Au début 39, Léon Bérard est chargé de négocier une reconnaissance *de facto* du gouvernement de Burgos. Malgré sa sympathie connue pour les nationalistes, il se heurte à une mauvaise volonté évidente; Franco exige une reconnaissance *de jure*, demande aux Français de lui livrer les biens espagnols en France, le matériel de guerre, l'or de la banque d'Espagne, etc.

Sur le moment, les négociations sont suspendues; à la fin de la guerre civile, la mission Pétain renouera pourtant des relations d'apparence cordiale, et toutes les demandes du gouvernement franquiste seront finalement acceptées.

Dès octobre 38, la seule question qui se pose est de savoir comment la victoire de Franco sera définitivement assurée. Stöhrer expose comment « une intervention des puissances » pourrait amener « les éléments modérés des Rouges à déposer les armes »¹⁸⁷, ce qui semble annoncer à quelques mois de distance l'action de la junte Casado, qui liquidera les positions républicaines.

Le projet Stöhrer exclut des négociations les communistes et semble exclure Negrín. Celui-ci pourtant ne ferme pas la porte à

186 Discours de Franco à Burgos au cours de la journée du Caudillo (1^{er} octobre 38).

187 Archives secrètes de la Wilhemstrasse.

une solution pacifique du conflit. Dans un discours en treize points, il énonce les conditions posées pour la réalisation d'un compromis entre les deux partis. Le 1^o octobre 38, dans un discours aux Cortes, il accepte le principe d'une médiation. Quelques jours plus tard, il admet qu'un plébiscite pourrait être une solution. Mais pourra-t-on vraiment trouver « un compromis acceptable pour tous les Espagnols » ? Le seul mot de médiation ou de compromis provoque chez nombre de dirigeants en Espagne nationaliste une réaction violente. Franco, chaque fois qu'il prend la parole à ce sujet, a été formel: il n'est pas question d'obtenir autre chose qu'une capitulation. Et le *Diario Vasco* de Saint-Sébastien a cette formule imagée, mais qui expose bien la pensée franquiste: « Nous ne voulons pas la trêve du diable, nous voulons la paix de la Conquête »¹⁸⁸.

i. La bataille de l'Ebre et la campagne de Catalogne

L'offensive, nécessité politique

L'abandon définitif de la République a coïncidé avec la chute du second gouvernement Blum; à cette date, la victoire des nationalistes en Aragon, la Catalogne coupée de la République, donnent l'impression qu'un effondrement peut se produire d'un moment à l'autre, faisant éclater le front républicain. Sans doute l'offensive en direction de Valence s'est-elle ralentie sur les lignes de Viver ; mais il faut toujours compter, après un gros effort militaire, sur une période de regroupement et de réadaptation. Du reste, les attaques contre Viver n'ont pas cessé jusqu'au 23 juillet, tenant en haleine les troupes gouvernementales fatiguées, moralement affaiblies par la retraite et par la certitude de se battre désormais sur leur dernière ligne de défense. La coupure avec la Catalogne interdit d'amener dans le secteur Centre-Sud toute aide matérielle venant de la frontière française: laisser s'engager le combat dans ces conditions peut être désastreux.

C'est alors que, pour sauver Valence, pour, tenter dans un ultime effort de regrouper les forces républicaines, l'état-major gouvernemental tente de reprendre l'initiative. C'est l'offensive de l'Ebre, dont le déclenchement surprendra non seulement les Espagnols, mais aussi les puissances étrangères, qui n'escomptent plus guère une action républicaine de grande envergure.

Rojo constate qu'il est devenu « nécessaire de réaliser un effort gigantesque aussi bien sur le plan militaire que sur le plan international ». Depuis le début de l'année 38, la tension a de nouveau augmenté entre les puissances occidentales et l'Allemagne. Première annexion caractérisée de l'hitlérisme, l'Anschluss annonce d'autres prétentions. La guerre européenne se prépare en Europe centrale. Du même coup, le gouvernement Negrín entrevoit une nouvelle fois la possibilité d'internationaliser le conflit. Encore faut-il prouver à l'Europe et au monde que les revers subis n'ont pas ébranlé la volonté de lutte des républicains, que le moral des troupes et de la population est toujours solide, bref que le mouvement qui a soulevé le peuple espagnol en 36 a su résister au temps et aux épreuves de la guerre. Peut-être Negrín songe-t-il aussi à prouver que l'issue du conflit est encore lointaine et que les adversaires doivent accepter un compromis. L'offensive de l'Ebre est donc une opération politique autant que militaire.

Mais pourquoi avoir choisi le secteur de l'Ebre, qui, nécessitant la traversée du fleuve en un endroit difficile, présente un danger supplémentaire? Pour sauver Valence, il n'y a en réalité que deux moyens : ou bien une contre-attaque directe au nord de Sagonte, permettant de reprendre une partie du terrain perdu au cours des mois précédents et de dégager la capitale du Levant (mais cette opération serait sérieusement compromise au départ par la fatigue des troupes engagées, le manque de réserves, les ponctions importantes déjà opérées sur les fronts de Madrid, d'Estrémadure et d'Andalousie) ; ou bien une action d'envergure dans un autre secteur essentiel, empêchant la reprise de l'offensive nationaliste sur Valence. Obliger les franquistes à se détourner du Levant vers la Catalogne, tel est le premier objectif que se propose l'état-major républicain.

Les forces qui vont participer à l'attaque ont été regroupées dans la zone Nord; elles sont encore solides, admirablement préparées à l'action de surprise qu'il faudra mener d'abord pour traverser le fleuve. Certains problèmes sont évidemment difficiles à résoudre; notamment la nécessité de faire passer l'Ebre au matériel lourd pour atteindre le second objectif, une rupture du front nationaliste permettant la reconquête d'une partie de la côte de la Méditerranée : seule en effet une réussite totale pourra convaincre que l'armée républicaine est encore capable de vaincre. Mais si l'opération avorte au départ, cet échec risque de tourner au désastre. L'état-major a certainement pris un risque, mais c'est un risque calculé. Il n'est plus possible en effet de rester passif: une victoire complète est impensable, étant donné le rapport des forces, mais un succès local est nécessaire, et possible.

Le passage de l'Ebre

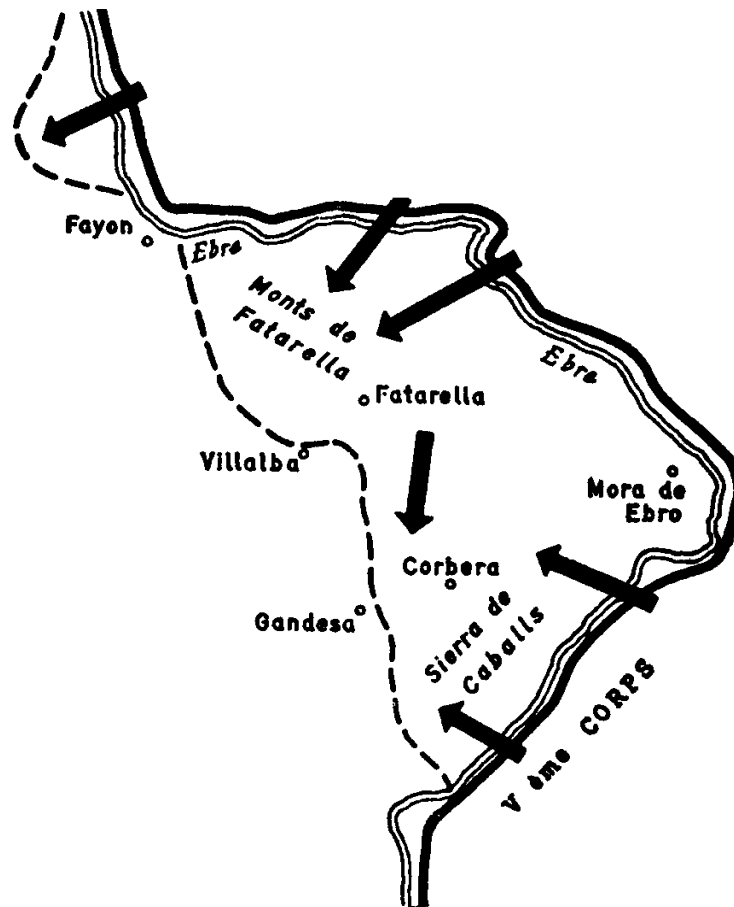
Le point où doit se déclencher l'offensive a été fixé dès le mois de juin. Le général Rojo indique à ce sujet que les ambitions d'abord vastes de l'état-major ont fini par se borner à l'objectif suivant: forcer le passage de l'Ebre de part et d'autre de la boucle, occuper les hauteurs au sud et pousser en profondeur.

A cette action principale, mais de portée limitée, s'adjoindront deux opérations complémentaires, l'une vers l'ouest sur l'axe Fayon-Mequinzenza, destinée à couper les communications des troupes franquistes et à entraver l'arrivée des renforts, l'autre vers la côte, qui ne représenterait qu'une diversion. Dans l'ensemble, les ambitions gouvernementales se révèlent assez modestes, bien que les forces mises en action soient importantes : l'armée de l'Ebre, renforcée par un certain nombre de

divisions prises sur l'armée de l'Est¹⁸⁹. Mais les délais nécessaires à la concentration des hommes et de l'armement, au rassemblement des barques qui doivent permettre les premiers passages, à l'arrivée des éléments de ponts qui vont être lancés par-dessus le fleuve, obligent à retarder le début de l'offensive. Tout cela va traîner une cinquantaine de jours. Malgré tout, l'effet de surprise obtenu sera à peu près total.

Dans la nuit du 24 au 25 juillet, les barques sont discrètement mises en place. L'attaque par petits groupes d'assaut chargés d'une mission de « commando » correspond à la fois aux moyens et à la meilleure utilisation des combattants républicains. Le succès en est à peu près complet, bien que les services techniques se révèlent, comme presque toujours dans l'armée républicaine, insuffisants; c'est ainsi que les transmissions entre l'état-major, installé seulement à quelques kilomètres du fleuve, et le 5^e corps, sont coupées dans les premières heures de l'attaque.

Les nouvelles de l'attaque, au cours de la nuit même, sont bonnes: des têtes de pont ont pu être établies; les passerelles et les ponts vont pouvoir être mis en place et le passage du fleuve commence, dès l'aube, en deux points. Poussant d'un côté vers Villalba, de l'autre vers Gandesa et Corbera, les deux branches de l'offensive républicaine tendent à se refermer sur une poche occupant le fond de la boucle et dont le centre est Mora del Ebro. Dès le 26, Corbera est occupée et les abords de Villalba et de Gandesa sont atteints. La poche de Mora del Ebro est nettoyée en quelques jours. La tête de pont de la boucle de l'Ebre a alors une vingtaine de kilomètres de profondeur et une trentaine de largeur. Au nord, le passage de la 42^e division a permis d'établir entre Fayon et Mequenza une tête de pont secondaire, qui gêne l'arrivée des renforts franquistes. Au total, 50 000 hommes ont passé l'Ebre, malgré la réaction immédiate et violente de l'aviation nationaliste.



3. *l'offensive républicaine sur l'Ebre (juillet – août 38)*

Mais, une fois de plus, l'avantage obtenu est limité, car il ne peut être question à aucun moment d'exploiter ce succès: la concentration de troupes reste insuffisante, les réserves manquent; après cinq jours de combats difficiles, les hommes engagés dans la bataille sont fatigués. En dépit d'efforts continus, ni Villalba ni Gandesa n'ont pu être occupés. Les nationalistes, repliés sur les villages, ont tenu bon. Dès qu'ils se sont trouvés devant une grande concentration de feu, les républicains ont été contraints d'arrêter leurs attaques. Dans les premières heures du combat, le matériel lourd a manqué, surtout les blindés. Lorsque les chars de 24 tonnes ont pu passer, les secours nationalistes avaient eu le temps d'arriver.

Dès le 25, la supériorité aérienne des nationalistes devient évidente. Bombardements et mitraillades¹⁹⁰ provoquent d'importants dégâts parmi les convois qui traversent l'Ebre. Sans doute les renforts arrivent-ils toujours, les traversées de nuit n'ayant pu être efficacement interrompues; mais les premiers ponts sont détruits à la fois par l'action des bombardiers et par l'ouverture des digues qui retiennent les eaux des affluents pyrénéens de l'Ebre. La situation des troupes républicaines de la

¹⁸⁹ L'armée de l'Ebre, qui doit être chargée de l'attaque essentielle, comprend les corps d'armée de Lister (5^e), Taguena (15^e) et Vega (12^e). Les contingents de l'armée de l'Est comprennent les divisions 27, 60 et 43.

¹⁹⁰ Rojo note, pour la seule journée du 31 juillet, l'apparition de 200 avions de bombardement et de 96 chasseurs.

tête de pont est sans cesse menacée.

La bataille d'usure

A partir du 1^{er} août, la véritable bataille commence; les nationalistes s'entêtent à rejeter leurs adversaires au delà du fleuve; les républicains s'acharnent à se maintenir. Les combats qui s'engagent ainsi vont durer jusqu'au 15 novembre; les forces gouvernementales démontrent comme elles l'ont fait à Teruel, qu'elles sont capables de ténacité dans les circonstances les plus difficiles.

Mais l'armée de l'Ebre doit livrer une bataille d'usure, une bataille de matériel: quel que soit le courage dont elle fait preuve, elle ne peut sortir victorieuse d'une semblable confrontation. C'est, dit Rojo, « la lutte de l'abondance contre la pauvreté ». La prolongation des combats n'a qu'un sens: donner à l'étranger l'idée qu'il existe encore en Espagne un équilibre des forces, au moment où éclate en Europe la crise tchèque.

C'est alors que la réconciliation européenne se produit à, Munich et que les espoirs d'une intervention étrangère s'évanouissent. Dès ce moment, la bataille sur l'Ebre est devenue non seulement inutile, mais dangereuse pour les républicains: « La perte de la Catalogne, écrit Ulibarri, se décida sur l'Ebre. » Sans doute un mouvement de retraite sur la rive gauche dans les premiers jours d'août eût-il évité un plus grave échec et les pertes énormes subies par les républicains dans la suite. Mais le répit donné aux armées du Centre eût été trop bref et, surtout, l'abandon de la tête de pont aurait provoqué, après les claironnements communiqués de victoire, une réaction catastrophique pour le moral de l'armée et de l'arrière.

Aussi, malgré la mise en place de forces considérables du côté nationaliste, l'état-major de Barcelone s'entête et résiste. Peut-être le commandement républicain accepte-t-il plus volontiers une guerre défensive que des manœuvres de grande envergure: les troupes qui tiennent la tête de pont ont conquis certains avantages; la possession des principaux observatoires de la région renforce singulièrement leur position. Les succès remportés dans les premières journées, la confusion et le flottement qu'ils ont pu distinguer chez l'adversaire augmentent leur courage et leur ténacité.

Ils ont eu en face d'eux au début de l'offensive des forces relativement restreintes. Ainsi, à l'exception du secteur d'Amposta, toute la zone d'attaque était-elle protégée par la seule 50^e division. L'état-major nationaliste comptait surtout sur la protection naturelle qu'offre le fleuve et sur la lenteur habituelle des opérations gouvernementales. Sur ces deux points, il s'est trompé. Si, dans les premiers moments de l'offensive, certains officiers franquistes ont témoigné de leur optimisme, dès l'aube du 25 le ton des communiqués a changé; les nouvelles sont devenues franchement mauvaises. En dépit de la masse de matériel jetée rapidement dans la bataille, toute l'artillerie disponible, toute l'aviation, il a fallu huit jours avant de rétablir les « conditions normales de la bataille » et de stabiliser le front.

Sept divisions¹⁹¹ ont été mises successivement à la disposition du corps d'armée marocain pour rétablir la situation. Le général Franco a été obligé de retirer des troupes du Levant, et même d'autres secteurs du front central pour les diriger vers l'Ebre. Comme à Teruel, il a accepté de se battre sur le terrain choisi par ses adversaires. Mais il accepte ce défi parce qu'il est certain de sa supériorité matérielle chaque jour plus évidente. Sur un front aussi étroit, la victoire ne peut être emportée qu'en écrasant l'adversaire sous le feu de l'artillerie et de l'aviation. Franco pense que cela lui est maintenant possible.

Les républicains se sont accrochés à leur tour, ont envoyé des renforts. Et pendant des semaines, les deux adversaires vont s'obstiner, amener de nouveaux moyens, de nouvelles troupes, jusqu'au moment où les terribles pertes subies de part et d'autre forceront un des combattants à abandonner le terrain. La bataille de l'Ebre a été plus sanglante encore que celle de Teruel. Elle s'est également transformée en bataille d'anéantissement; mais cette fois le combat sera décisif.

Au début, la contre-offensive nationaliste évolue favorablement. La tête de pont de Fayon est réduite; la concentration des troupes et surtout de l'artillerie, « l'extraordinaire densité de feu » permettent une victoire rapide : la 42^e division républicaine est pratiquement anéantie.

Mais ce n'est là qu'un succès local. La bataille décisive doit se dérouler autour de la tête de pont de Gandesa. Or les nationalistes y subissent un premier échec: l'attaque lancée avant le 10 août contre la Sierra de Pandols se heurte à une résistance acharnée, « comme il n'y en a pas eu dans toute la guerre », dit Aznar; pratiquement les gains obtenus sont inexistantes. En août et septembre, les attaques se succèdent, à peine interrompues par quelques périodes de calme, qui permettent aux troupes, qui subissent à chaque fois de lourdes pertes, de se réorganiser. Il y aura quatre offensives jusqu'au mois d'octobre. Ce ne sont pas, à proprement parler, de grandes actions militaires, mais des opérations localisées autour de quelques points pris et repris par les adversaires. Plus qu'à Teruel, où la dureté des combats était due en grande partie aux conditions climatiques, la bataille de l'Ebre, par sa longueur, sa dureté, son opiniâtreté, fait penser aux combats de la guerre de 14-18. C'est le Verdun espagnol.

Mais les adversaires ne peuvent supporter indéfiniment une telle cadence de destruction, presque ininterrompue. Les pertes énormes en hommes et en matériel aboutissent en définitive à l'épuisement de la masse de manœuvre républicaine. A la fin du mois d'octobre, les réserves sont devenues insuffisantes. Du côté nationaliste au contraire, des renforts ont pu être préparés; un nouveau corps d'armée est constitué, celui du Maestrazgo : confié au général Garcia Valino, il comprend cinq divisions.

Le 24 octobre, l'instruction générale 44 adressée aux nationalistes leur donne l'ordre de « réduire la poche formée sur l'Ebre ». En fait, l'attaque ne commence vraiment qu'à partir du 1^{er} novembre. L'escalade des positions républicaines de la Sierra de

191 La 13^e division (Barron), la 84^e (Galera), la 8^e (Delgado Serrano), la 152^e (Rada), la 4^e de Navarre (Alonso Vega), la 102^e (Castejon) et la 74^e (Arias). Autour de la tête de pont principale sont groupées les divisions 82 et 102, sous le commandement de Delgado Serrano, les 13^e et 74^e commandées par Barron, les 4^e et 84^e. La 105^e division garde le front jusqu'à l'embouchure de l'Ebre.

Caballs est réussie par surprise. Du 1^o au 8 novembre, toute la partie sud-est de la tête de pont jusqu'à Mora del Ebro est occupée. La deuxième phase de l'offensive s'achève le 15 novembre. Les gouvernementaux ont perdu tout le terrain conquis depuis le début des combats. Certes, l'armée républicaine a prouvé qu'elle est capable de se battre et de tenir, en dépit de son infériorité matérielle, mais les pertes subies, peut-être 100 000 hommes tués, blessés ou prisonniers¹⁹², l'ont saignée et ont incontestablement préparé sa défaite.

Sans doute, le front s'est-il stabilisé après le 15 novembre. D'autre part, l'offensive lancée en Estrémadure vers Cabeza del Buey et Almadén, offensive qui a progressé rapidement pendant le mois d'août, est finalement enrayée par les républicains, grâce à l'appui des troupes du Levant. La bataille de l'Ebre, en attirant les meilleures forces nationalistes, a donné un répit appréciable à la zone centrale; Miaja en a profité pour réorganiser ses troupes.

Mais, depuis la victoire aragonaise de Franco, l'Espagne républicaine est divisée. Les troupes de Catalogne n'ont pas connu de répit; elles sont épuisées par les combats qu'elles ont dû soutenir. Il leur faudrait une longue période d'accalmie et des renforts en armes pour pouvoir présenter à une vaste offensive nationaliste un front unique et solide, ce qui ne leur sera pas accordé. La lassitude provoquée par la guerre est de plus en plus évidente au fur et à mesure des échecs militaires. Les succès remportés sur l'Ebre en juillet avaient relevé un moment le moral de l'arrière, Mais, depuis, le terrain conquis a été repris par les franquistes. L'espoir d'un appui extérieur a pris fin avec Munich. La thèse de Prieto: « L'Europe nous a trahis », est admise par beaucoup.

Pour cette Catalogne qui a été le foyer de la révolution anarchiste et le théâtre des Journées de mai, la « trahison » de l'Europe apparaît comme la condamnation de la politique de Negrín. La révolution a été abandonnée et l'Europe mise maintenant sur Franco.

Pour la première fois, en Catalogne, l'arrière va lâcher. Faire de Barcelone un nouveau Madrid est d'ores et déjà impossible. Les conditions ne sont plus celles de 1936. La foi non plus.

La Catalogne avant l'attaque

Peut-on dire au moins que le gouvernement a rattrapé en autorité ce qu'il a perdu en popularité? Cela même est discutable. Le parti socialiste est profondément divisé, en dépit de l'apparente réconciliation entre ses diverses tendances. La poussée communiste a cristallisé l'hostilité des autres partis contre ce partenaire trop envahissant. L'armée n'a jamais cessé d'être influencée par la politique.

D'autre part, le manque de produits importés, l'arrêt progressif du commerce, par suite du blocus, du manque d'argent, de la mauvaise volonté des pays étrangers, paralysent peu à peu la vie en Catalogne. A un moment où l'industrie de guerre devrait être développée au maximum, la production se ralentit: il n'y a pas assez de matières premières. La production agricole est, elle aussi, en régression; beaucoup de paysans sont au front, d'autres ne livrent pas leurs produits. Le ravitaillement devient de plus en plus difficile. Au mois de novembre, devant les difficultés que laisse présager un troisième hiver de guerre, le gouvernement a créé, sous la présidence du ministre de la Défense nationale, un « Comité régulateur du ravitaillement » qui doit coordonner « toutes les activités touchant à la production, à la vente d'articles d'alimentation et d'habillement de première nécessité ». En fait, il s'agit d'organiser la distribution de vivres, en donnant la priorité aux combattants, puis aux forces armées de l'arrière, enfin à la population civile, en commençant par les enfants, les malades et les travailleurs des industries de guerre. Mais -cet organisme se trouve bientôt placé en face de difficultés insurmontables.

Il convient d'ajouter que dans toute la Catalogne, et particulièrement à Barcelone, les partisans du franquisme sont restés nombreux et actifs. Avec l'effondrement de la Catalogne, cette cinquième colonne se manifesterait notamment dans les dernières heures de la défense de Barcelone. Enfin le moral de l'arrière est miné par les bombardements incessants de la capitale catalane. Tout contribue à préparer la défaite de la République en Catalogne.

Les corps d'armée franquistes¹⁹³ se sont déployés le long d'un front qui suit l'Ebre jusqu'au confluent du Segre, puis remonte vers les Pyrénées, en longeant le Segre et le Noguera, les villes jalonnées par cette ligne de front, Lerida, Balaguer et Tremp étant aux mains des nationalistes.

La perte de Barcelone

Le 23 décembre commence l'offensive sur la Catalogne. En principe, les forces républicaines sont toujours constituées par deux armées; au nord, à partir de la frontière française, l'armée de l'Est¹⁹⁴; au sud, l'armée de l'Ebre. L'infériorité en hommes et en matériel est telle, après la bataille de l'Ebre, que les républicains sont maintenant à peu près incapables de mener une action offensive quelconque. Selon Ulibarri, dans chaque brigade, il manque de 600 à 1 000 hommes sur 3 600 que devrait compter un effectif complet. Au total, le commandement républicain peut mettre en ligne 90 000 hommes, mais il ne dispose d'aucune réserve.

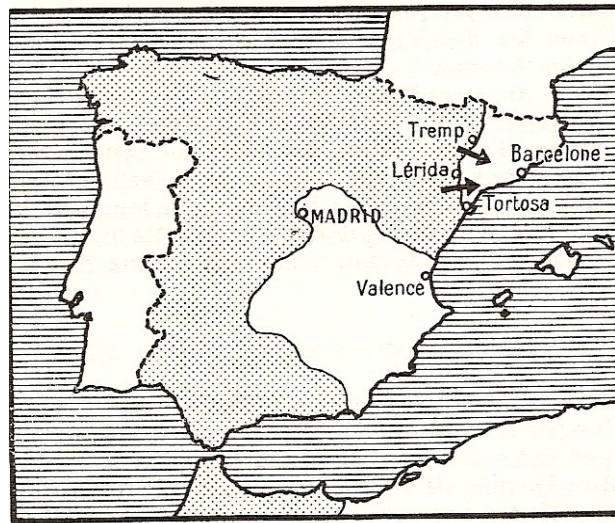
Ce sont les 11^o et 12^o corps de l'armée de l'Est qui vont supporter tout le poids de l'attaque. Un double assaut nationaliste entraînera la rupture du front du Segre. Après une faible préparation d'artillerie, une attaque des blindés italiens provoque un début de débandade; la 16^o division, placée en réserve, bat en retraite au lieu de défendre ses positions. La brèche ainsi

192 C'est le chiffre donné par les franquistes.

193 Marocain, navarrais, italien, d'Aragon, du Maestrazgo et d'Urgel.

194 Son P.C. est à Solsona. Elle comporte les 10^o, 11^o et 18^o corps d'armée. L'armée de l'Ebre comprend les 13^o, 15^o et 24^o corps.

créée rend difficile une contre-attaque d'envergure. La tentative qui sera faite le 25 décembre aboutira à un échec presque total ; son seul résultat est de ralentir quelque peu l'avance du C.T.V. et des Navarrais. Finalement, pour pouvoir tenter une nouvelle action offensive, il faut renforcer l'armée de l'Ebre avec des contingents de l'armée de l'Est. Et c'est un nouvel échec.



4. *La campagne de Catalogne (janvier-février 39)*

Les combats ont maintenant commencé depuis dix Jours. Dans l'armée républicaine, il est pratiquement impossible d'assurer la relève des unités combattantes. La fatigue et l'impression d'impuissance s'ajoutent à l'infériorité matérielle. Les appareils de chasse n'essaient même plus de gêner les incursions nationalistes et n'apparaissent qu'après le combat; les habitants de Barcelone les ont surnommés *l'Arco de Iris*, l'Arc-en-ciel. Le moral des troupes, en particulier celui des nouvelles recrues baisse tous les jours. L'effondrement se produit dans les premiers jours de Janvier. Tandis que l'attaque italienne a pour résultat une percée sur Borjas Blancas, les corps d'armée nationalistes de l'Aragon et du Maestrazgo progressent rapidement dans la région de Trepça, menaçant d'isoler les forces républicaines installées en face de Lerida. Toutes les centrales électriques de la zone de Lerida, les plus importantes d'Espagne, tombent aux mains des franquistes. L'état-major de Barcelone donne l'ordre de repli. La ligne de bataille a littéralement éclaté; l'offensive nationaliste devient générale; les six corps d'armée se déploient en utilisant les blindés. A partir du 6 janvier, il n'est plus question de réactions offensives: « Il ne s'agit plus, dit Rojo, que de se défendre. » En réalité, il s'agit surtout de savoir combien de temps les républicains pourront résister, éviter l'encerclement et l'isolement, protéger les chemins qui mènent à la frontière pyrénéenne. Les nationalistes n'ont même pas besoin d'engager comme précédemment une bataille de rupture : alignant six corps d'armée, ils sont déjà largement supérieurs en nombre aux forces réunies par les sept corps d'armée républicains; ils témoignent d'une supériorité matérielle chaque jour plus écrasante. L'artillerie républicaine, selon Rojo, est réduite au sixième de l'artillerie adverse. L'armement individuel fait défaut: 60 000 fusils, pas assez pour armer tous les combattants.

Certes, un effort est encore possible; le gouvernement de Barcelone l'a tenté en décidant de mobiliser tous les hommes en âge de combattre; mais cette mobilisation, même si elle avait été réalisée, n'aurait guère modifié la situation, puisqu'il n'y a pas d'armes à distribuer. Et puis cette levée en masse prend une allure souvent absurde : sous le prétexte d'amener sur le front des troupes qu'il ne sera même pas possible d'utiliser, on en arrive à mobiliser les pompiers de Barcelone, ville quotidiennement bombardée, et qui subit jusqu'à cinq et six alertes par jour. Dans la période qui va du 20 au 26 janvier, la vie de la cité est complètement désorganisée.

En fait, la bataille qui s'engage pour la possession de la ville est perdue d'avance. L'armée de l'Ebre, profondément engagée vers le sud, doit, pour éviter l'encerclement, abandonner le triangle méridional que défend Tarragone; la perte de cette ville annonce l'effondrement du front. Elle s'ajoute à l'énorme désordre en provoquant le déplacement vers le nord d'une foule de réfugiés, qui encombreront les routes de Catalogne. Ils s'entassent déjà dans Barcelone, couchant jusque sur les quais du métro, qui servent à la fois d'abris et de dortoirs.

Sans doute, les chefs militaires, les commissaires et les représentants des partis et des syndicats songent-ils encore, le 24 janvier, à soutenir une longue défense. Un effort considérable de propagande a été fait. Partout sont déployées des banderoles et placées des affiches : « La Catalogne est en danger. Tous aux armes! » ou : « Gagnons cette bataille et nous gagnerons la guerre ! » Pour gagner cette bataille, il faudrait d'abord pouvoir la livrer. Les forces chargées de la défense de la place sont notoirement insuffisantes. Le colonel Romero dispose à peine de quelques milliers d'hommes, provenant soit de bataillons d'arrière-garde de valeur douteuse, soit de troupes en retraite depuis le début de l'offensive nationaliste, auxquelles on ne peut demander d'avoir un brillant moral. De plus, les gardes d'assaut abandonneront le front dans la matinée du 21 janvier.

Enfin la population de la ville n'est pas préparée à une véritable résistance. Sans parler des gens favorables au franquisme, la grande majorité des habitants est manifestement lasse et ne croit plus à une victoire qu'elle a attendue si longtemps. Survivre est devenu à Barcelone le premier des problèmes. Tout manque; plus de charbon, ni d'électricité. Les boutiques sont vides; même au marché noir, la pénurie se généralise. Les distributions gouvernementales sont trop faibles et irrégulières. Les marchés ne sont plus approvisionnés; le sucre est remplacé par la saccharine; on ne trouve pratiquement plus d'huile. Seul le

pain ne manque pas, sauf pendant les trois jours qui précèdent la prise de la ville, mais 300 grammes d'un pain gris ne calment pas la faim. L'aspect désolé de la ville, contrastant avec l'allégresse et la couleur des premiers jours de la révolution sur les Ramblas, permet de mesurer le chemin parcouru. Les lieux de distractions ferment leurs portes, cabarets et dancings d'abord, puis, à partir du 14 janvier, les théâtres, les cinémas et même les cafés, où l'on venait s'attabler par habitude. Les derniers magasins ont tiré leurs rideaux de fer. « Barcelone, quarante-huit heures avant l'entrée de l'ennemi, dit Rojo, semble une cité morte. »

La dernière ligne de défense protégeant la ville est la chaîne montagneuse du Tibidabo. Elle n'est pas sérieusement défendue. Le 23, le front du Llobregat est rompu. En trois jours, les refus d'obéissance, les désertions se multiplient. C'est la débandade à peu près totale le 26 au matin ; le dévouement héroïque de quelques groupes¹⁹⁵, qui se font massacrer sur place, est parfaitement inutile. Les quartiers du port sont bombardés par l'aviation, l'artillerie et la marine franquistes. Les troupes de Solchaga et de Yagüe qui convergent sur la ville occupent les quartiers militaires de la périphérie. Au début de l'après-midi, les tanks débouchent sur le port. Dans la soirée, toute résistance a cessé. L'occupation même de la ville n'a coûté qu'un mort aux franquistes.

Les derniers défenseurs de la capitale se sont retirés, soucieux avant tout de ne pas se laisser déborder par le nord. Depuis le 23 janvier, le président Negrín et son gouvernement, les ambassades et les services ministériels ont quitté Barcelone. On n'a pu cependant tout évacuer ; une partie des archives ont été détruites. Et lorsque les nationalistes ont fait leur entrée dans la ville, ils ne l'ont pas trouvée vidée de ses habitants. Beaucoup, à l'image de l'ancien secrétaire de la municipalité, ont préféré attendre les vainqueurs. Le nouveau maire de la ville, Miguel Mateu Pla, président de la société Hispano-Suiza, pourra rétablir rapidement les services essentiels. Le plus difficile sera de réorganiser le ravitaillement.

La perte de Barcelone n'est pas pour les républicains d'une importance stratégique énorme ; mais la reddition sans condition de la capitale de la Catalogne va avoir sur le moral de la population dans toute la zone républicaine un effet décisif. C'est de ce jour que commence l'agonie de la République.

La fuite vers la frontière

L'écroulement du front, les bruits qui circulent et qui accompagnent toute catastrophe, ont jeté sur les routes une foule de réfugiés qui se dirigent en désordre vers tous les points de passage de la frontière française. D'après *le Temps* du 6 février, 100 000 l'auraient déjà franchie. Rojo évalue encore à une centaine de milliers ceux qui se pressent aux postes de douane. « C'est le chaos », dit-il. On trouve mêlés à la population civile fuyant l'avance franquiste, foule misérable encombrée de quelques bagages, des milliers de soldats qui ont abandonné la zone des combats ; ils ajoutent à la panique en colportant les rumeurs les plus invraisemblables. Des hommes en armes s'emparent de force des voitures, qu'ils abandonnent d'ailleurs à la frontière. Il n'y a plus d'ordre, plus de police, plus qu'une vaste anarchie. C'est le chaos de la défaite et du désespoir. Et pourquoi la foule ne fuirait-elle pas ? Dès la fin janvier, il ne se passe pas de jour où l'on ne signale le passage en France de quelques personnalités politiques, Giral, Caballero, Araquistain. Ces choses-là se savent et même, dans l'affolement général, elles sont démesurément amplifiées.

Devant la masse des fuyards, les autorités françaises sont débordées. Au début, elles ont laissé entrer les réfugiés ; mais, très vite, il est devenu impossible de contrôler et de répartir dans le pays ces dizaines de milliers de fuyards. Le 30 janvier, les autorités françaises décident de ne plus laisser passer les hommes valides pour le moment et de n'accorder le droit d'asile qu'aux femmes et aux enfants. Les hommes qui ont déjà franchi la frontière et n'ont pas encore été dirigés sur un point quelconque du territoire sont regroupés dans un camp de concentration, à Argelès, dans les Pyrénées-Orientales. Sur le moment, cette décision produit une panique nouvelle parmi les Espagnols qui attendent aux postes du Perthus et du Boulou. Une partie des fuyards reflue sur la Catalogne encore libre. D'autres cherchent à entrer clandestinement en France, et beaucoup y réussissent, malgré la présence des troupes sénégalaises chargées de la surveillance ; cette situation ne fait que compliquer encore la tâche des autorités françaises. Aussi, à partir du 5 et jusqu'au 9 février, la frontière est-elle de nouveau officiellement ouverte aux soldats espagnols. Rojo a promis que le passage de la frontière se ferait en bon ordre.

Et en effet, si la débandade de certains éléments n'a pu être évitée, il convient de signaler, parce que c'est une réussite qui témoigne, au milieu de l'anarchie générale de la valeur certaine de ces troupes, que les derniers contingents armés ayant franchi la frontière se sont repliés en bon ordre ; les journalistes français constatent chez eux un meilleur moral et, une allure qui n'est pas celle d'une troupe en déroute. Parmi eux, 700 des derniers Internationaux, restés en Catalogne jusqu'au dernier moment, passent la frontière le 7 février seulement.

Selon les accords conclus avec l'état-major républicain dès que les hommes ont franchi la frontière, ils ne sont plus considérés comme des soldats, mais comme des réfugiés ; Ils sont désarmés, subissent une fouille sommaire et sont dirigés aussitôt sur les centres de regroupement, dont le principal reste Argelès. Celui-ci se révèle vite insuffisant pour recevoir tout le monde ; il faut en créer un autre, non loin de là, à Saint-Cyprien.

Le matériel de guerre est confisqué par le gouvernement français ; si certains dirigeants espagnols ont eu l'illusion de pouvoir transporter ce matériel dans la zone centrale, ils sont bien obligés de se rendre à l'évidence : la zone centrale, si elle continue le combat, le fera avec ses seules forces.

Dans les tout derniers jours, les dirigeants de la République ont à leur tour passé la frontière. Le président Azaña arrive en France le 5 février au matin, précédant de trois jours les derniers membres du gouvernement et Negrín lui-même. Mais déjà, entre le président de la République et le chef du gouvernement, des divergences apparaissent sur l'attitude qu'il convient d'adopter après la perte de la Catalogne.

195 Le 125^e bataillon de mitrailleuses, la 151^e brigade mixte.

Negrín et son état-major se sont efforcés de maintenir un peu d'ordre et de discipline. Ils ont pu songer à maintenir à l'extrémité nord du pays, autour de Gérone et de Figueras, en s'appuyant sur la frontière française, une certaine résistance. Mais il est difficile d'imaginer qu'un front régulier puisse être tenu par des troupes qui s'effritent chaque jour. Le service de renseignements a cessé de fonctionner ; l'avance des troupes nationalistes, si elle peut être contenue dans le secteur montagneux, n'a jamais cessé le long de la côte; le commandement lui-même ne semble pas à la hauteur de sa tâche: il a fallu le remanier dans les derniers jours : le général Jurado remplace Sarabia à la tête de ce qui reste du groupe d'armées. Malgré tous ses efforts pour maintenir la discipline, l'état-major ne peut éviter les paniques localisées; les unités de carabiniers et des forces de sécurité, incorporées à l'armée, ont donné le signal de la débandade. Les mesures qui ont été prises à Figueras pour essayer de réorganiser les troupes en retraite ne sont que des palliatifs très insuffisants. Les bombardements aériens, la crainte d'un débarquement nationaliste à l'arrière achèvent de rendre impraticable toute organisation défensive. Les conseils ministériels que Negrín tient à Figueras n'ont plus aucun sens: à quoi servent des décisions qui ne peuvent être exécutées? Ce qui a disparu ou est devenu inutilisable, ce n'est pas le gouvernement, mais les organismes de gouvernement et d'exécution. Les petites villes de Figueras et de Gérone ne peuvent les abriter, Il n'y a même pas la place d'y installer des bureaux; l'arrivée des cortèges de voitures officielles ne fait que paralyser la circulation. Beaucoup de fonctionnaires de Barcelone, qui n'ont plus dans l'issue de la guerre la moindre confiance, n'ont du reste pas attendu l'ordre du gouvernement pour gagner la frontière. En somme, s'il y a toujours un gouvernement, il n'y a déjà plus d'État.

Le 8 février, l'état-major se transporte au Perthus et, le 9, Rojo passe au Boulou sur le territoire français. Le même jour, à 13 h. 50, les franquistes atteignent la frontière au Perthus. Les dernières troupes républicaines organisées passent en France les 9 et 10 février. Il n'y a plus d'armée de Catalogne.

La capitulation de Minorque

Au même moment, la capitulation de Minorque fait apparaître un élément nouveau, la médiation anglaise.

L'île est complètement isolée depuis que la supériorité maritime de l'Espagne nationaliste est devenue manifeste. Le 8 février, le croiseur anglais *Devonshire* amène à Port-Mahon un représentant franquiste, le colonel San Luis. Un premier entretien a lieu entre le gouverneur de Minorque, Gonzalez Ubieta, et le capitaine du *Devonshire*, Muirhead-Gould. Ubieta accepte de préparer avec le colonel San Luis les modalités d'une capitulation. Au cours de deux entrevues, auxquelles assiste le commandant du *Devonshire*, les deux parties tombent d'accord pour que soit accordée la vie sauve aux officiers et aux fonctionnaires républicains et que soit assurée l'évacuation de ceux qui désirent échapper à la domination franquiste. Le *Devonshire* embarquera 300 hommes, 100 femmes et 50 enfants.

Tout a pourtant failli échouer au dernier moment, par suite d'un bombardement nationaliste qui a eu lieu le 9 février, après les accords de Port-Mahon. On a cru à une trahison de la part des nationalistes. La base franquiste de Palma qualifia d'« erreur » ce bombardement. On peut en douter: la base de Palma, malgré son commandement espagnol, est contrôlée par les Italiens, hostiles à tout accord réalisé sous l'égide de la Grande-Bretagne. Certes, la radio anglaise nie que le gouvernement britannique ait participé à un accord et déclare que le commandant du *Devonshire* a agi de son propre chef; de son côté, Jordana affirme à l'ambassadeur d'Allemagne qu'il n'y a eu aucun accord anglo-espagnol sur Minorque. Mais ce sont là des affirmations diplomatiques. L'Angleterre ne se vante évidemment pas d'une intervention qui peut être considérée comme une ingérence dans les affaires espagnoles; et les franquistes tiennent trop à l'alliance italo-allemande pour mécontenter ouvertement les gouvernements de ces pays.

Mais les accords de Minorque sont significatifs : après la chute de la Catalogne, il faut bien envisager de finir la guerre.

Le gouvernement Negrín devant le problème de la paix

Au milieu du désastre se pose ce problème essentiel, qui est un problème politique. Le 1^{er} février, les Cortes, ou ce qu'il en reste, se sont réunies à Figueras. Negrín a nettement envisagé devant elles la possibilité du rétablissement de la paix. Mais avec une armée vaincue, un État en décomposition, il n'est plus question d'une négociation entre parties égales. Malgré leur modération, les treize points dont Negrín a fait en 38 son programme minimum sont maintenant dépassés. Negrín n'envisage plus que trois points comme conditions de paix: la garantie de l'indépendance et de l'intégrité nationale; la garantie de la liberté pour le peuple espagnol de choisir son destin; la garantie qu'une politique d'autorité mettra fin, après la guerre, aux persécutions.

Encore est-il évident qu'il sera difficile, dans une négociation, d'obtenir satisfaction sur le deuxième point. Et Negrín semble ne pas vouloir se borner au seul énoncé de ces conditions. Pour la première fois, la médiation anglaise est officiellement envisagée par le gouvernement républicain. Del Vayo rapporte qu'une entrevue a eu lieu à Agullana entre le chargé d'affaires britannique Stevenson, l'ambassadeur français Jules Henry, Negrín et lui-même. Au cours de cette entrevue, Negrín aurait expliqué ce que signifiaient pour lui les trois garanties. La première concernait « l'évacuation du territoire espagnol de tous les éléments étrangers » ; la deuxième signifiait que « le peuple espagnol déterminerait librement son régime politique, et sans aucune pression étrangère ». Del Vayo expose que Franco n'acceptera probablement pas ces deux propositions; Negrín admet qu'on pourrait les abandonner dans le cours de la négociation: même si l'on obtenait une approbation de principe du gouvernement de Burgos, elle aurait peu de chances d'être respectée par la suite. Il ne reste plus alors que la troisième condition, que Del Vayo exprime à l'aide de cette formule concise: « Pas de représailles ». Il était difficile d'être plus conciliant.

Rojo semble confirmer ce que dit Del Vayo lorsqu'il parle de terminer la guerre de la manière la plus digne et en sauvant le

plus grand nombre possible de personnes. Mais il y a déjà un mot dans le texte de Rojo qui souligne le désaccord naissant entre l'armée et le président du Conseil ; le général parle en effet d'une formule politique à trouver. On peut considérer qu'il acceptera en somme de préparer la capitulation en éliminant ceux qui constituent un obstacle à la paix. Negrín, lui, entend pratiquer une négociation de gouvernement à gouvernement, ce que n'acceptera jamais Franco. Au cas où la négociation ne pourrait aboutir, Negrín donne l'ordre de résister. « Avec quoi allons-nous résister ? Pourquoi allons-nous résister ? » demande Rojo.

Pour beaucoup de militaires en effet, la guerre est finie. *Le Temps* du 9 février signale le choix fait par des officiers de la maison militaire d'Azaña : ils ont décidé de rejoindre l'Espagne nationaliste. Entre les chefs militaires qui constatent la défaite et le gouvernement qui envisage encore la résistance, l'entente est impossible.

j. La junte Casado et la liquidation de la République

Comme des mois plus tôt dans les cités vaincues, Malaga, Bilbao, Barcelone, la chute de la Catalogne attise les oppositions, les haines ou les jalousies. Partisans de la résistance et de la capitulation s'affrontent. On s'arrache les moyens de fuir. On s'accuse mutuellement de vouloir d'inutiles massacres ou de chercher à trahir. Les officiers républicains espèrent que ceux du camp opposé montreront à leur égard quelque mansuétude et songent aux chances d'une capitulation honorable. Les agents de l'étranger, ceux de la cinquième colonne intriguent. La lutte s'engage finalement entre ceux qui parlent encore de résistance et ceux qui veulent une paix immédiate.

Aucune période de la guerre civile n'a suscité littérature plus abondante ni plus contestable, mémoires, actes d'accusation, polémiques et plaidoyers. Paradoxalement, le travail de l'historien se trouve compliqué par l'abondance d'un matériel qui lui est trop manifestement destiné. Bien des témoins semblent songer surtout à sauver leur vie et leur carrière politique future.

Le gouvernement Negrín en France

Dès maintenant, le sort du territoire républicain est discuté non en Espagne, mais en France, au consulat espagnol de Toulouse, où le gouvernement Negrín a trouvé asile après la déroute de Catalogne. Le président Azaña, comme son entourage, ne croit plus possible la prolongation de la lutte et Negrín multipliera en vain les efforts pour le convaincre que son devoir est de rentrer en Espagne avec lui. L'absence du gouvernement représente en effet un important facteur de démoralisation. Et ces interminables conciliabules accentuent dans la zone républicaine la conviction que tout est perdu. De fait, la situation empire de jour en jour ; les bombardements incessants terrorisent les populations urbaines ; les difficultés de ravitaillement deviennent tragiques. Beaucoup cherchent désespérément les moyens de sortir du piège de la zone Centre-Sud. Le problème de l'évacuation est à l'ordre du jour des travaux gouvernementaux ; Negrín y consacre une partie de son activité à Toulouse. Le Mexique propose d'accueillir 30 000 familles. Lord Halifax promet l'aide britannique pour évacuer les réfugiés menacés. La Compagnie Midatlantic signe un contrat de location pour les 150 000 tonnes de sa flotte de transport. Deux commissions gouvernementales travaillent en permanence sur les deux aspects du problème : celui des moyens de transport, celui des personnes à évacuer.

Cependant, ce n'est pas l'évacuation que le gouvernement Negrín considère comme la tâche la plus urgente. Au cours des dramatiques conseils de cabinet de Toulouse le président, Del Vayo et les communistes font prévaloir leur point de vue : avec ou sans Azaña, le gouvernement rentrera en Espagne pour y diriger la « résistance à outrance ». Pourquoi cette décision ?

Sans doute, selon Segundo Blanco, « le gouvernement fait ce qu'il peut, ni plus, ni moins ». Franco, en effet, ne veut pas négocier avec lui. Il a refusé de traiter sur la base des trois points de Negrín. Il ne reste donc plus qu'à résister. Cela seul peut amener les nationalistes à modérer leurs exigences et à traiter, comme le désirent vivement les Anglais. La résistance est le seul moyen d'échapper à la capitulation sans conditions. C'est ce qu'Alvarez del Vayo s'efforce de prouver. Pour lui, Negrín et ses amis ne croient évidemment plus à une victoire militaire proche, mais estiment que les forces armées de la zone Centre-Sud sont suffisantes pour prolonger de quelques mois la résistance ; même si Madrid tombe, les troupes républicaines peuvent tenir longtemps dans le secteur montagneux du Sud-Est. Or, selon eux, la guerre, depuis Munich, est inévitable en Europe. Elle peut encore sauver la République en lui donnant des alliés.

En admettant que cette thèse soit juste¹⁹⁶, le plus difficile reste à faire : convaincre les Espagnols eux-mêmes de la possibilité et de la nécessité de la résistance. Les ministres présents à Toulouse acceptent de rentrer, sauf Giral. Mais Azaña reste à Paris, répondant à Alvarez del Vayo : « Personne ne croit à notre capacité de résistance et ceux qui y croient le moins sont nos propres généraux. » Il démissionne le 2 mars. Son successeur « légitime », Martínez Barrio, président des Cortes, ne donne pas non plus à Negrín la caution légale de la présidence et refuse de retourner en Espagne.

Le retour du gouvernement en Espagne

Dès son arrivée à l'aérodrome de Los Llanos, Negrín réunit les chefs militaires. Cette conférence peut lui faire mesurer les

¹⁹⁶ Le raisonnement de Negrín et Alvarez del Vayo semble justifié a posteriori par l'éclatement, en septembre 39, de la deuxième guerre mondiale. En février, pourtant, il n'est étayé que sur de fragiles hypothèses. Même en cas de guerre, rien ne prouve que les pays occidentaux pourraient ou même voudraient apporter une aide réelle à la République. D'ailleurs, les dirigeants espagnols tablent sur le fait que l'U.R.S.S. se trouverait dans le camp « démocratique » : le pacte germano-soviétique aurait ruiné ces espérances. La conjoncture internationale dont Negrín et Del Vayo attendaient le salut ne s'est réalisée qu'en 1942. Pour suivre Del Vayo, il faudrait admettre que la République aurait pu tenir ou que les communistes espagnols, à la différence de tous les autres, auraient, de 39 à 42, accepté, sans tenir compte du Pacte, de se ranger dans le camp des « démocraties » ...

difficultés de la mission qu'il s'est donnée. Après son exposé, tous les chefs militaires, à l'exception de Miaja, déclarent la résistance désormais impossible; il faut négocier pour éviter le désastre. A la démoralisation de l'arrière et des soldats, Negrín voit s'ajouter un nouvel obstacle à sa politique, le défaitisme des chefs de l'armée, tel qu'il s'exprime depuis plusieurs semaines à travers les initiatives politiques du chef de l'armée du Centre, le colonel Casado.

Officier républicain de longue date, ancien commandant de la garde présidentielle, Casado est un des militaires professionnels qui composaient l'état-major de Largo Caballero. Il passe pour un homme de gauche, a des relations avec certains socialistes et anarchistes, mais reste un officier, convaincu de l'importance de sa « mission de soldat », persuadé qu'il est « respecté dans le camp ennemi »¹⁹⁷. Il est très hostile au parti communiste, considère que c'est « l'excès des commandements communistes » qui a conduit les démocraties occidentales à abandonner la République. Comme militaire, il juge la résistance impossible. Or, Franco ne négociera pas tant que Negrín, Del Vayo et les communistes domineront la République. Il faut donc les éliminer pour obtenir une paix honorable¹⁹⁸. Casado est convaincu que les partisans de la négociation bénéficieront de l'appui britannique dès que l'influence communiste aura disparu. Il faut, dit-il à Negrín, obtenir le retour d'Azaña et former un nouveau gouvernement de républicains et de socialistes, excluant le P.C.

En fait, à cette date, il a déjà pris, depuis plusieurs semaines, des contacts politiques en vue de renverser le gouvernement. Chez les anarchistes, il s'est lié avec Cipriano Mera¹⁹⁹, qui commande sous ses ordres un corps d'armée, avec Garcia Pradas, dont l'hostilité au P.C. ne s'est jamais démentie. Certes la C.N.T. continue de soutenir Negrín, dont Segundo Blanco se fait le porte-parole au sein du mouvement libertaire. Mais l'hostilité de la F.A.I. l'emporte à une réunion du comité de liaison C.N.T.-F.A.I.-Jeunesses libertaires, qui demande le 25 février la formation « d'un nouveau gouvernement ou d'une Junte de défense ». Chez les socialistes, l'ami de Caballero, Wenceslao Carrillo, est, lui aussi, au courant des projets du colonel et les approuve. Il rassemble ses amis de Madrid pour tenter d'arracher la direction du P.S. et de l'U.G.T. aux partisans de Negrín restés près de lui en France; après leur retour, il multiplie les attaques contre Gonzalez Pena. Un autre socialiste vient appuyer le mouvement casadiste : Julian Besteiro n'est ni un militant ni un homme d'action, mais l'incarnation du socialisme républicain classé, à l'extrême-droite du parti socialiste, cet universitaire n'a joué aucun rôle important depuis le début de la guerre. Il passe pour l'homme du compromis depuis qu'Azaña l'a chargé de chercher à Londres les bases d'une médiation anglaise. C'est une personnalité « bien vue » à Londres et à Paris.

Enfin Casado a certainement pris contact avec les diplomates étrangers, britanniques en particulier. Dominguez dit²⁰⁰ que ses contacts étaient fréquents avec Cowan, qui aurait été le véritable instigateur du complot, allant jusqu'à conseiller le colonel dans le choix de ses collaborateurs. Hidalgo de Cisneros affirme de son côté à Del Vayo que le colonel lui parla à mots couverts de promesses anglaises²⁰¹...

Le gouvernement Negrín est au courant de la situation et des périls qu'elle comporte. Il tente de convaincre ou d'intimider ses adversaires, visiblement hésitants. Il y a derrière Negrín la considérable puissance du P.C., de ses unités militaires, de sa police parallèle. Mais les anarchistes voudraient arracher des concessions à Negrín, le convaincre de partager avec eux certaines responsabilités. Selon eux, le gouvernement qui réside « quelque part dans la zone » républicaine est en fait réduit au triumvirat Negrín-Del Vayo-Urbe. Ils considèrent comme une provocation de sa part la nomination du chef du S.I.M., Garces à la tête de la commission qui doit choisir les personnes à évacuer; ils insistent pour que la direction des opérations d'évacuation ne reste pas « aux mains de Negrín et Vayo », expriment la crainte qu'on n'évacue par priorité les hauts fonctionnaires. Le 3 mars, ils conservent encore l'espoir de participer à l'organisation de l'évacuation et proposent l'un des leurs, Gonzalez Entralgo, pour le poste essentiel de commandant de la base navale de Carthagène. A plusieurs reprises, ils, répètent à Negrín qu'ils ne sauraient admettre de voir s'accroître le pouvoir communiste par l'attribution de nouveaux commandements. Or, le 2 mars, Negrín a fait son choix et le Conseil des ministres entérine une série de promotions et de mutations dans le haut-commandement. Casado est nommé général, mais remplacé à la tête de l'armée du Centre par le communiste Modeste, promu, lui aussi général. Miaja²⁰² reçoit une retraite honorifique avec le titre d'inspecteur général de l'armée; la création d' « unités mobiles de choc », destinées à renouveler les méthodes de combat, s'accompagne de promotions d'officiers communistes : Lister, Galan, Marquez sont nommés colonels. Ce sont enfin des communistes qui reçoivent le commandement dans les ports, Vega à Alicante, Tagueña à Murcie, et surtout Francisco « Paco » Galan à Carthagène, poste convoité entre tous, qui lui donne la haute main sur ce qui reste de la flotte.

A ceux qui l'accuseront d'avoir ainsi exécuté un véritable coup d'État et donné le pouvoir aux communistes, Negrín répliqua que, le gouvernement ayant décidé la résistance, il avait le devoir de placer aux postes de commandement des partisans de la résistance. La prépondérance des communistes n'est que le reflet de leur adhésion totale à la politique de Negrín. Mais pour les adversaires du gouvernement, les mesures prises n'ont qu'une signification: c'est désormais le parti communiste qui contrôle seul l'évacuation et dispose seul du pouvoir.

197 Casado, *The last days of Madrid*.

198 « Negrín termina en disant qu'il avait échoué dans ses efforts pour la paix et que, par conséquent, il n'y avait rien d'autre à faire que résister .. Il ne lui vint pas à l'idée de nous dire qu'avant échoué, il avait décidé de démissionner pour qu'on puisse former un gouvernement capable de réaliser ce qu'il n'avait pu faire. » (*The last days of Madrid*, p. 119.)

199 Dès le 16 février, à Madrid, s'est tenue une réunion du comité de liaison consacré à l'affaire Mera, à qui ses camarades reprochent de se lier avec Casado, de risquer une « action précipitée » ou un « faux-pas » (Peirats, *op. cit.* T. III p. 358).

200 Dominguez, *Los vencedores de Negrín*.

201 Alvarez del Vayo, *La guerra empezó ..*, p. 307.

202 Celui-ci venait de se révéler, à son tour, partisan de la négociation.

Nouvelle guerre civile ?

Les remaniements décidés par le gouvernement sont mal accueillis. Non seulement les techniciens militaires mais les cadres des partis et des syndicats, une grande partie de la population y voient la mainmise d'un parti dont le comportement a soulevé bien des haines et des rancœurs. C'est une occasion inespérée pour les conspirateurs, qui manifestent ainsi leur opposition à la fois à un coup d'État communiste et à la prolongation inutile de la guerre, de ses massacres et de ses misères. L'irritation croissante contre ce gouvernement de vaincus après trois ans de guerre civile, va provoquer une explosion de colère à l'encontre de Negrín.

Les anarchistes et les socialistes de gauche qui ont dû renoncer à leurs ambitions révolutionnaires tiennent enfin leur revanche sur « le parti de l'ordre ». Les hauts fonctionnaires et les officiers de carrière s'empressent de saisir l'occasion d'une paix « honorable ». Ils souhaitent un compromis par lequel Franco reconnaisse leur rang dans la hiérarchie sociale. Les dirigeants des partis et des syndicats veulent l'assurance de pouvoir quitter le pays. La masse de la population, qui ne croit plus à rien se retourne contre ceux qui veulent accumuler des souffrances désormais inutiles, contre les privilégiés du nouveau pouvoir; un seul souhait, finir la guerre le plus rapidement possible; on espère vaguement que Franco sera d'autant plus enclin à la clémence que les communistes auront été éliminés. Les agents franquistes, tous les jours plus nombreux, attisent les discordes.

C'est à Carthagène qu'éclatent les premiers troubles, dans une totale confusion. L'amiral Buiza a déjà fait savoir à Negrín que la flotte quitterait le pays s'il ne se décidait pas à négocier. Malgré un voyage spécial de Paulino Gomez, le ministre de l'Intérieur, chargé de préparer le terrain, la nomination de Galan met le feu aux poudres. Une partie de la garnison se soulève sous la direction du chef de l'artillerie, le colonel Armentia, et s'oppose à l'installation du nouveau commandant. Les phalangistes, mêlés aux insurgés, s'emparent de la radio, diffusent de fausses nouvelles. La flotte prend la mer pour ne pas tomber entre leurs mains. Pourtant l'insurrection échoue. Le colonel Armentia, après avoir longuement hésité, se rend, puis se donne la mort. La 10^e division, sous le commandement du communiste de Frutos, marche sur Carthagène; en quelques heures, à la tête de la 11^e brigade, le communiste Rodriguez a brisé l'insurrection. Mais la flotte ne revient pas, décidant finalement, sur l'injonction de l'amirauté française, de rejoindre Bizerte, où les équipages sont internés: ainsi disparaît un des moyens de l'évacuation. Le gouvernement semble s'être affolé : Hernandez, commissaire général, aurait dirigé la riposte de sa propre initiative.

A Madrid, cependant, la situation s'aggrave brusquement. Casado s'est en effet décidé: prévenu par Gomez Ossorio, gouverneur de Madrid, de la teneur des décrets, il prend immédiatement contact avec les partis pour constituer un Comité de défense où lui-même représenterait les militaires. Menendez, au Levant, est d'accord avec lui, ainsi que Matallana. Miaja se rallie au mouvement et lui apporte son prestige. Garcia Pradas rédige le manifeste des révoltés. Pedrero, du S.I.M., le socialiste Girauta, directeur de la Sûreté, sont du complot. Mera apporte le concours du 4^e corps d'armée et le socialiste Francisco Castro celui d'une brigade de carabiniers. Les officiers *asaltos* se rallient dans leur quasi-totalité.

La junte Casado

Réunis dans les caves du ministère des Finances, les conspirateurs passent la soirée du 5 dans l'attente du coup d'État. La 70^e brigade, commandée par l'anarchiste Bernabe Lopez, occupe les points stratégiques de la capitale. Quand ses hommes ont achevé leur mouvement, la radio lance la proclamation de la *Junta*. Besteiro parle le premier pour demander au gouvernement Negrín de se retirer: « L'armée de la République, avec une autorité indiscutable, prend en mains la solution d'un problème très grave, essentiellement militaire. » Critiquant la politique de Negrín, il l'accuse de ne chercher qu'à gagner du temps, avec « la morbide croyance que la complication croissante des événements internationaux conduira à une catastrophe de proportion universelle ». Il demande à tous les Espagnols de soutenir « le gouvernement légitime de la République, qui, pour le moment, n'est autre que l'armée ». Casado s'adresse à son tour aux Espagnols « d'au-delà des tranchées ». Il offre le choix: « Ou la paix pour l'Espagne ou la lutte à mort. » Mera dit que la « mission » de la Junta est d'obtenir « une paix honorable, basée sur la justice et la fraternité ». Puis on annonce la composition de la Junta : le général Miaja la préside, Besteiro est conseiller aux Affaires étrangères, Casado à la Défense, Carrillo à l'Intérieur, Eduardo Val aux Communications: un autre anarchiste, Gonzalez Marin, survivant de la Junta de 37, Antonio Perez de l'U.G.T., et les républicains San Andres et Jose del Rio complètent la formation, dont le « syndicaliste » Sanchez Requena est nommé secrétaire. Tous les syndicats ou partis du Front populaire y figurent, à l'exclusion du P.C.

Le gouvernement Negrín, qui se trouve à Elda, dans un isolement total, protégé par un détachement de 80 soldats encadrés par des officiers communistes, engage, le 5, une discussion qui se prolongera jusqu'à la soirée du 6 mars. Sur le papier, il dispose encore de moyens considérables: trois sur quatre des corps d'armée du Centre sont commandés par des communistes: Barcelo, Bueno, Ortega. De même, au Levant, il a trois corps d'armée à opposer à Menendez, en Estrémadure trois divisions, et dans toutes les unités, les officiers communistes. Malgré cela, Negrín ne tente pas de résister; il lance un appel solennel à Casado afin d'éviter toute effusion de sang et lui offre de nommer des délégués pour « régler toutes les divergences ». Casado répond en menaçant de faire fusiller tous les membres du gouvernement si le général Matallana, retenu à Elda, n'est pas libéré dans les trois heures. Au moment où les officiers communistes prennent les armes à Madrid contre la Junta, le gouvernement quitte l'Espagne. Negrín et Del Vayo prennent l'avion pour la France. Avec eux partent les dirigeants communistes, politiques comme la Pasionaria et Uribe, militaires comme Lister, Modesto, Hidalgo de Cisneros, Nunez Maza. Mais la fuite du gouvernement n'empêche pas l'effusion de sang qu'il semble avoir voulu éviter.

A Madrid, le commandant Ascanio, à la tête du 2^e corps d'armée (il a pris la place de Bueno, malade), entreprend de couper la capitale du reste de la zone républicaine par le nord. Une lutte triangulaire s'engage alors, les franquistes exploitant la situation, les communistes, et les casadistes s'accusant mutuellement, et, semble-t-il, avec raison, d'abandonner le front pour

régler leurs comptes.

Le 7, Barcelo s'empare du quartier général de Casado, où il est attaqué par Mera. Le 10, le colonel Ortega, suspect aux yeux de la Junte, se rend aux troupes de Casado. A la suite de sa médiation, des négociations s'engagent entre le P.C., représenté par Diegues, et Casado. Le P.C. demande la liberté garantie pour ses militants et pour sa presse, et l'entrée d'un communiste dans la Junte. Casado accepte en principe de ne pas se livrer à des représailles, mais fait fusiller le lieutenant-colonel Barcelo²⁰³ et le commissaire communiste Conesu, qu'il rend responsables de l'exécution, après la prise de son quartier général, de plusieurs officiers, dont les colonels Gazolo et Otero. Le 12, un tract du P.C. appelle à la fin des combats fratricides « Non seulement nous abandonnons toute résistance au pouvoir constitué, mais les communistes, au front, à l'arrière, à leur poste de travail et de lutte, continueront à donner l'exemple de leur abnégation et de leur sacrifice, de leur héroïsme et de leur discipline. »

Cette semaine de guerre civile a fait 2 000 morts. Il n'y a eu pourtant de véritables combats qu'autour de Madrid. Au Levant, les troupes fidèles à Menendez ont eu quelques accrochages avec les blindés du commandant Sendin, qui se tenaient prêts à couper les communications avec Madrid. Mais la 45^e division, aux ordres de la Junte, a occupé les locaux du P.C. et arrêté ses dirigeants. Le républicain Julio Just négocie l'accord entre casadistes et communistes. En Estrémadure, les communistes Teral et Martinez Carton se sont tenus dans l'expectative; les seuls incidents sérieux ont eu lieu à Ciudad Real, où le gouverneur, Antona, a fait tirer au canon sur un immeuble du P.C. et fait arrêter Mangada, malgré son adhésion à la Junte.

En résumé, rien ne montre la volonté du P.C. de se débarrasser de la Junte Casado. Seules les unités commandées par Ascanio ont attaqué les troupes casadistes. Ailleurs, les corps encadrés par les communistes se sont contentés de se défendre. Les initiatives de Castro Delgado et Jesus Hernandez à Valence sont restées sans lendemain. Le départ de l'état-major communiste, le 6 mars, prouve que le P.C. s'est incliné et qu'il juge maintenant, lui aussi, la défaite inévitable. Togliatti, Checaet Claudin, de la J.S.U., restés en Espagne après le 6, sont arrêtés, puis libérés sur l'ordre du général Hernandez Sarabia. Ils ne semblent pas avoir eu d'autre mission que celle d'assurer l'évacuation des cadres; un groupe d'une cinquantaine de militants décolle le 25 mars d'un petit aérodrome, près de Carthagène²⁰⁴.

L'échec des négociations pour une paix honorable

Cette « guerre civile » avait eu au moins un résultat, celui de compromettre définitivement la réalisation de l'objectif commun aux deux partis: les amis de Negrín ont pu faire remarquer en effet que la Junte Casado n'avait fait que reprendre la politique du président, moins les chances de la réaliser, puisqu'elle avait renoncé au chantage à la prolongation des combats. Les partisans de Casado rétorqueront que c'est le soulèvement communiste qui a porté un coup mortel aux minces possibilités de résistance. Quoi qu'il en soit, c'est un fait que celle-ci n'est plus possible.

En tout cas, les luttes intestines réglées, la Junte a les mains libres pour négocier. Elle propose de le faire sur les bases suivantes :

1. - Affirmation de l'intégrité et de la souveraineté nationales.
2. - Respect de tous les combattants dont les motifs étaient « sincères » et « honorables ».
3. - Garantie qu'il n'y aura pas de représailles en dehors des jugements réguliers et que les délits politiques seront distingués de ceux de droit commun.
4. - Respect de la vie et de la liberté des militaires des milices et des commissaires n'ayant commis aucun acte criminel.
5. - Respect de la vie, de la liberté et de la carrière des militaires professionnels.
 - a. Mêmes garanties pour les fonctionnaires.
6. - Délai de grâce de vingt-cinq jours pour quiconque veut quitter l'Espagne librement.
7. - Pas de soldats italiens ou marocains dans l'ancienne zone républicaine.

Sans doute, ce sont là des prétentions exorbitantes dans les circonstances où elles sont formulées. La partie la plus solide du document est la demande de garantie pour les militaires et les fonctionnaires: il s'agit de sceller ainsi, au-dessus des combats, la réconciliation entre adversaires d'une même classe. Mais, sur l'ensemble, la Junte ne peut qu'aller de désillusion en désillusion. Elle veut des négociations : Franco veut une capitulation. Elle veut un traité: Franco ne veut rien signer. Et c'est

²⁰³ Eduardo Barcelo Llacuri, officier de carrière, a fait partie du noyau d'officiers sortis des cabinets ministériels qui ont travaillé en août 36 au ministère de la Guerre. Commandant des troupes devant l'Alcazar, Il est ensuite un des chefs du 5^e régiment. Les communistes ne sont pas les seuls à le présenter comme un honnête homme. Peirats rappelle cependant, que, commandant de la 14^e brigade. Il fut accusé par le commandant de la division de l'assassinat de deux de ses soldats. Inculpé pour ces faits et incarcéré à Barcelone, il aurait été libéré sur l'intervention de Cordon.

²⁰⁴ Castro et Hernandez semblent avoir combattu à l'époque l'attitude de capitulation de leur direction et notamment la fuite de la Pasionaria. La discussion sur ce point ne fut jamais abordée à Moscou : ils avaient le soutien de José Díaz, mais la Pasionaria avait celui de Staline. Les uns et les autres attestent que les communistes s'attendaient au coup de Casado et s'y étaient préparés. D'après Hernandez, Togliatti pensait que le soulèvement serait étouffé en une demi-heure. Diegues, selon Vanni, dit que les communistes auraient pu écraser la Junte et affirme que l'ordre de liquidation définitif a été apporté le 12 mars par Rita Montagnana, femme de Togliatti. Quoi qu'il en soit, il semble que l'U.R.S.S. n'avait pas intérêt à voir se prolonger une bataille perdue qui gênait son rapprochement déjà ébauché avec l'Allemagne, et que le P.C., partisan en réalité de l'arrêt de la guerre, a eu l'habileté d'utiliser, sans la susciter, la réaction spontanée des communistes madrilènes; il est permis toutefois de penser que la direction du Parti se préoccupait en même temps de ne pas « risquer la perte » de dirigeants - comme l'écrit pudiquement Ferrara, le biographe de Togliatti.

un premier affront: le plénipotentiaire de Franco est un officier « républicain » de l'armée du Centre, un subordonné de Casado (qui pense un instant à le faire fusiller), le colonel Cendaños ; il connaît, avant que Casado ne le lui remette, le texte du mémorandum ... Deuxième affront, Franco refuse de négocier avec Casado et Matallana; il n'envisage que la reddition et exige pour traiter des officiers de grade moins élevé. Casado s'incline et désigne deux officiers d'état-major, le commandant Leopoldo Ortega et le lieutenant-colonel Antonio Garijo, attaché à Miaja depuis de nombreuses années (mais que Franco récompensera plus tard « pour services rendus » à la cause nationale). Le 23 mars: les deux plénipotentiaires sont à Burgos. Leurs propositions ne sont même pas examinées. Franco veut que l'aviation se rende le 25, et tout le reste de l'armée le 27. Ses représentants, les colonels Ungria directeur de la Sûreté, et Vittoria, font oralement quelques promesses: application du code de justice, pas de représailles « politiques », possibilité pour certains de s'expatrier.

Les réactions de la Junte sont violentes : Carrillo dit que les républicains ne peuvent rien accepter s'il n'y a aucun texte écrit. Bestelro riposte: « Je ne suis pas venu ici pour continuer la guerre. » Et Carrillo: « Ni moi pour trahir ».

Le 25, Ortega et Garijo, de nouveau à Burgos, espèrent convaincre leurs interlocuteurs que la Junte ne peut aller plus loin. Mais un ordre de Franco interrompt les négociations : l'aviation ne s'est pas rendue comme il l'a demandé. La Junte est aux abois; certains anarchistes veulent résister; les militaires y sont opposés. Casado croit pouvoir évacuer Madrid en trois jours. Le 26, la Junte annonce à Franco que l'aviation se rendra le 27 et demande de fixer la date de la capitulation. La réponse de Franco, laconique, n'admet pas de réplique : les troupes nationalistes vont attaquer; les troupes républicaines devront arborer « le drapeau blanc », effectuer une « reddition spontanée », en suivant autant que possible « les instructions données » par les envoyés nationalistes les soldats groupés en brigades après avoir abandonné leurs armes ...

Pour ce genre de capitulation, il n'est pas besoin de gouvernement. La Junte d'ailleurs n'en est plus un. L'État républicain s'est dissous : il ne s'est trouvé aucun fonctionnaire de police pour obéir à l'ordre d'arrêter à Madrid le phalangiste Valdès, libéré début mars. Dans les heures qui viennent, les conseillers n'ont plus qu'à essayer de réaliser l'évacuation au plus vite et le plus complètement possible. « Notre préoccupation », déclare la Junte dans la nuit du 26 au 27, est « l'évacuation des citoyens de la zone républicaine qui doivent s'expatrier. » Les gouverneurs sont invités à remettre des sauf-conduits à tous les citoyens menacés. La Junte demande des bateaux à l'étranger, spécialement à Londres et à Paris.

Mais la décomposition est trop avancée pour que cette ultime opération puisse être menée à bien. Les bateaux retenus par Negrín ne viennent pas, sous prétexte qu'on n'a pas payé d'avance, et la Midatlantic remet son contrat à Burgos. Londres et Paris ne font rien. Alors que 45 000 personnes sont entassées à Alicante, un seul bateau français en partira, avec 40 passagers.

Il n'y a plus ni armée, ni autorité. Du 27 au 30 mars, c'est la course éperdue vers la mer de tous ceux, qui, restés jusqu'au dernier moment, tentent d'échapper à l'ennemi.

La Junte tient sa dernière réunion le 27 au soir : tout est fini. Carrillo et d'autres conseillers partent pour Valence dans la nuit. Casado, qui voulait diriger l'évacuation de Madrid pendant les jours suivants, les y précède finalement en avion. Des bandes de jeunes gens arborent les insignes nationalistes et scandent dans les rues le nom de Franco. Ce qui reste d'autorité en Espagne républicaine s'emploie à assurer la transmission pacifique des pouvoirs: ainsi à Valence, où les conseillers traitent avec un représentant de la cinquième colonne. Casado annonce cet accord à la radio pour essayer d'obtenir le calme. Le 29 au soir, le général Miaja a quitté l'Espagne. Casado et ce qui reste de conseillers autour de lui prennent place, après de longues discussions, sur le *Galatea*, bateau de guerre anglais. Les nationalistes n'ont pas cherché à les en empêcher. Mais ils arrêtent Besteiro, resté à Madrid, et Sanchez Requena, à Valence. Ici ou là, quelques centaines de combattants se font tuer ou se donnent la mort. Des centaines de milliers ont abandonné le front, mais le plus grand nombre est finalement pris. La domination de Franco s'étend à toute l'Espagne. La guerre civile est terminée.

k. Épilogue

Il est impossible de donner le nombre exact des réfugiés qui ont quitté la zone centrale dans la deuxième quinzaine de mars pour la France et l'Afrique du Nord. Dans son réquisitoire contre Casado, Alvarez del Vayo dit que 2 000 seulement sont partis, quand 30 000 auraient dû pouvoir le faire, mais son argumentation repose sur le postulat suivant : le gouvernement Negrín aurait joui d'une autorité supérieure à celle de la Junte Casado; ce qui est douteux. L'aide dont les républicains avaient besoin aurait dû être à la fois rapide et massive; les gouvernements anglais et français n'ont pas répondu comme on l'espérait aux appels de Madrid. Le gouvernement français notamment, qui a déjà accueilli les réfugiés basques et catalans, se montre aujourd'hui très réticent : peu de bateaux français se rendront à l'appel des républicains; beaucoup d'hommes devront s'enfuir au dernier moment à l'aide de moyens de fortune.

L'exil

Pour tous ces réfugiés commence alors la terrible épreuve de l'exil. En Afrique du Nord et en France, ils sont internés dans des camps où ils connaissent des conditions matérielles et morales très dures en attendant l'accueil d'un pays étranger ou l'autorisation de demeurer en France. Sans enthousiasme et sans élégance, les autorités françaises ont néanmoins accordé l'asile que leur demandaient les républicains vaincus. Elles n'opèrent aucune discrimination politique. Mais la guerre de 39 renverra une bonne partie de ces réfugiés dans les camps. Et le gouvernement Pétain acceptera de les livrer à l'Allemagne: plusieurs milliers d'Espagnols²⁰⁵ connaîtront ainsi la déportation et les « camps de la mort ». D'autres, fort nombreux, en particulier dans le Sud-ouest, participeront à la Résistance des « maquisards » français.

205 Notamment, l'ancien président Largo Caballero.

Les États-Unis, dont la population a, dans sa majorité, condamné le franquisme, n'acceptent pourtant qu'un contingent très faible de réfugiés.

De son côté, l'U.R.S.S. réserve à ses partisans espagnols une pénible déception. Certes, le gouvernement russe accepte d'en recevoir un grand nombre, mais, s'il offre à certains dirigeants du P.C. espagnol des conditions de vie privilégiées, les autres, placés dans des conditions de vie nouvelles, dans un pays étranger par la langue et par l'esprit, vont se trouver en butte à de grandes difficultés. Non seulement ils ne trouvent pas dans la Russie de 39 le paradis promis par leurs dirigeants, mais ils sont souvent dispersés, isolés, placés dans des conditions de travail rendues encore plus pénibles par le climat, difficile à supporter pour des méditerranéens. Les témoignages que nous possédons sur leur sort peuvent être soupçonnés de partialité puisqu'ils émanent d'anciens communistes ayant rompu avec leur parti; ils n'en font pas moins comprendre le désenchantement qui, pour certains, se transforme en une hostilité systématique et donne un regain d'aliments aux querelles de l'exil.

Ces accueils difficiles, intéressés ou malveillants, ne font que mieux ressortir la bonne volonté et la générosité dont a fait preuve le gouvernement mexicain, qui a librement ouvert ses frontières à tous ceux qui désiraient trouver refuge dans le pays²⁰⁶.

Avec l'exil, s'ouvre l'ère des controverses. Certes, il y a longtemps que les partis républicains ne cherchent plus à cacher leurs désaccords. Du moins ont-ils fait semblant, tant qu'a duré la guerre, de croire à l'unité dans un combat contre un adversaire commun, le franquisme. Avec la défaite, ce lien a disparu. Au contraire, politiques et militaires se retrouvent face au désastre qu'ils doivent expliquer. L'heure est aux justifications. La censure et le souci d'empêcher l'adversaire d'exploiter les dissensions du camp républicain ont dissimulé bien des divergences au grand public; mais la défaite fait disparaître les scrupules de cet ordre et les discussions se font âpres entre les alliés de la veille à l'intérieur même des partis, qui connaissent dans l'émigration des scissions plus ou moins profondes, plus ou moins durables.

Les querelles entre émigrés sont toujours pénibles; du moins ici s'expliquent-elles par la persistance des illusions sur les « démocraties » chez la plupart des dirigeants politiques de l'exil, et l'espoir entretenu pendant des années de faire s'écrouler de l'extérieur le régime de Franco. Bien sûr, ni l'activité politique des « gouvernements en exil », ni même les guérillas qui se maintiennent ou apparaissent encore plusieurs années après la fin de la guerre civile ne justifient à elles seules leur confiance dans « l'avenir de l'émigration » ; mais chacun sait qu'au lendemain de la guerre mondiale, les puissances occidentales peuvent, si elles le désirent, renverser Franco, pour qui la victoire militaire n'a été que le début de difficultés économiques et politiques sérieuses ...

L'Espagne après la guerre

Quoi qu'il en soit, au mois de mars 1939, tout ce qui reste de la zone républicaine est occupé en huit jours. Franco a annoncé une offensive pour le 26 mars; mais il n'a plus en face de lui de force organisée. Ce n'est plus un combat, mais une simple occupation de positions abandonnées. Les nationalistes auraient pu faire immédiatement leur entrée dans Madrid. Ils ont attendu quelques heures pour donner à la prise de possession de la ville plus de solennité. C'est dans Madrid, symbole de la résistance républicaine et capitale retrouvée de l'Espagne, que se déroulera le défilé de la victoire, sur l'avenue de la Castellana. Honneur est rendu aux alliés italien et allemand, dont les troupes sont placées en tête du cortège. Partout ailleurs l'occupation se poursuit sans difficulté, au milieu des acclamations et des cérémonies religieuses.

Le Caudillo n'a pas fait les gestes de réconciliation que certains, dans le camp adverse, attendaient de lui: la répression n'a pas cessé avec sa victoire. L'application de la loi sur les responsabilités politiques, l'installation des conseils de guerre dans toute l'ancienne zone républicaine ont au contraire renforcé les mesures de réaction. Arrestations et condamnations se multiplient. Il s'agit, selon Ciano, « d'une épuration sérieuse et très rigoureuse ». Le modérantisme n'est pas considéré comme une circonstance atténuante; Besteiro, qui a voulu épargner ces violences à l'Espagne, est lui-même condamné à trente ans de prison²⁰⁷. Des dizaines de milliers de prisonniers attesteront pendant les années la puissance de l'État Nouveau. L'armée, la police et la milice phalangiste assurent la stabilité d'un régime « fort ». A tous, on inculque la haine de la « révolution rouge » et même d'un système libéral condamné par l'Église. Si certains phalangistes gardent l'espoir de voir triompher un jour le régime national-socialiste, qui signifierait peut-être un progrès social, si certains « libéraux » en viennent, par hostilité au régime, à souhaiter l'avènement de la monarchie, dont tout indique pourtant qu'elle garderait un caractère absolutiste, les véritables vainqueurs - et ceci est chaque jour plus clair - sont l'Armée et l'Église. *L'Accion catolica* n'a pas tardé en effet à retrouver toute sa puissance: après s'être contentée de soutenir le système de l'extérieur, elle a accepté de participer au gouvernement. Il est vrai qu'il a été question à plusieurs reprises d'une libéralisation du régime, que les frontières se sont ouvertes plus librement, qu'un certain nombre d'exilés politiques ont pu rentrer. Mais, pour l'essentiel, le système reste immuable. Car ce régime issu du conservatisme politique le plus pur n'a pu résoudre ses problèmes économiques.

Endettée, appauvrie, l'Espagne a perdu au cours de la guerre une partie du cheptel qui faisait sa richesse. Par rapport aux chiffres de 1935, il n'y a plus en 1939 que 60 % des chevaux, 72 % des mulets, 73 % des bovins. Pour les récoltes, la baisse

²⁰⁶ La plupart des pays d'Amérique latine de langue espagnole ont largement bénéficié de l'apport intellectuel et culturel des républicains espagnols, qui ont pris place dans les entreprises, les journaux, les universités. Voir à ce sujet le tableau dressé par Aldo Garosci dans le chapitre de son ouvrage consacré aux intellectuels dans l'émigration.

²⁰⁷ Seuls des membres de la Junte, Besteiro et Arino avaient décidé de rester à Madrid. On peut sans doute expliquer ce geste à la fois par un sentiment généreux et par l'espoir que, la première tourmente passée, une réconciliation pourrait intervenir.

de production, calculée sur les mêmes années, est de 30 % environ pour le blé, 35 % pour l'orge, le tabac et l'olive²⁰⁸, de 65 % pour la betterave; si la production de maïs a augmenté, c'est qu'il s'agit d'une année exceptionnellement bonne. Dans les productions essentielles, la baisse est flagrante et correspond à une diminution des surfaces cultivées²⁰⁹. Malgré l'effort réalisé des deux côtés en faveur de l'industrie, la production a également diminué, en particulier dans le textile. Même la production minière a baissé pour le fer, le cuivre, le plomb, le zinc²¹⁰. La prospérité apparente de l'Espagne nationaliste a fondu au fur et à mesure que le gouvernement de Franco a dû prendre en charge les régions surpeuplées et mal ravitaillées de Barcelone, de Madrid et du Levant. Dès la chute de Barcelone les difficultés de ravitaillement ont commencé: le pain blanc des années de guerre est remplacé par du pain gris.

L'Espagne devrait se procurer à l'extérieur une partie de son approvisionnement. Mais comment vivrait alors ce pays agricole? Aussi le régime franquiste cherche-t-il à pratiquer l'autarcie, comme l'U.R.S.S. ou l'Allemagne. Cependant, ce qui est possible, au prix d'importants sacrifices, à de grandes puissances ne l'est pas au XX^e siècle pour un pays sous-développé comme l'Espagne.

Malgré les privations imposées, le maintien d'un niveau de vie extrêmement bas, l'intense propagande sur la « Patrie espagnole » et l'Empire ibérique, le gouvernement du général Franco n'a bientôt le choix qu'entre deux orientations: ou suivre l'Allemagne et l'Italie, lier le sort de l'Espagne au leur, ou essayer de gagner l'amitié de certaines puissances occidentales, en particulier la Grande-Bretagne. D'un côté jouer la reconnaissance pour l'aide reçue, pendant la guerre civile, la communauté d'idéologie, éventuellement la satisfaction de certaines ambitions politiques ; de l'autre, le besoin de paix, l'influence anglophile du Portugal.

Les engagements pris par Franco à la fin du conflit paraissent prouver qu'il a alors choisi l'alliance avec le fascisme et le nazisme. L'adhésion au pacte Antikomintern en est la garantie. La place prise par Suñer dans la politique, extérieure de l'Espagne semble, en dépit des réserves qu'ont pu formuler les Allemands à son égard la preuve de l'orientation très germanophile de la politique franquiste. Mais, dès le lendemain de la guerre civile des incidents se produisent, qui permettent de mesurer les limites que le Caudillo entend imposer à ses engagements internationaux. On a vainement tenté d'organiser une rencontre Goering-Franco, et l'échec de ce projet provoque, au lendemain même de la victoire commune une première tension entre les deux pays. Plus tard la rencontre entre Franco et Hitler, après la victoire allemande en France, représentera une nouvelle déception pour le chancelier nazi. Sans doute les opinions de Suñer n'ont-elles pas changé et l'Espagne reste-t-elle favorable à une victoire germanique; mais l'envoi de la légion *Azu* sur le front de l'Est²¹¹ sera le seul témoignage positif de cet attachement. Les efforts faits pour détacher le Portugal de l'alliance anglaise restent vains et la perte d'influence de Suñer exprime une évolution. Certes, les espagnols peuvent considérer que Franco a rendu service à son pays, au lendemain d'une guerre Civile épuisante, en le tenant à l'écart du conflit mondial. Mais sans doute l'objectif recherché était-il seulement la stabilité du régime, finalement sauvé au lendemain de la guerre par la protection du vainqueur américain.

Epuisée, l'Espagne l'eût été de toute façon quel qu'ait été le vainqueur. Les naïfs s'étonneront peut-être qu'après une guerre civile menée sous le drapeau de la « rénovation », de la « patrie » et de « l'indépendance nationale », l'Espagne se retrouve plus archaïque et plus dépendante encore des autres qu'auparavant, en face du monde du xx^e siècle. Seule l'armée a rattrapé une partie de son retard du fait de l'intervention étrangère; cela ne l'empêche pas d'ailleurs d'être toujours inapte à une guerre moderne. L'Espagne est retombée dans son passé par la volonté de l'oligarchie, avec la complicité des puissances étrangères.

Ciano dans ses Mémoires, écrit : « Montrant l'atlas ouvert à la page de l'Espagne, Mussolini dit: « Il a été ouvert ainsi pendant trois ans; maintenant, cela suffit. Mais je sais déjà que je dois l'ouvrir à une autre page. » La répétition générale qui s'est jouée sur les champs de bataille espagnols prend fin au moment où se prépare la guerre mondiale; Hitler occupe la Tchécoslovaquie; Mussolini s'apprête à attaquer l'Albanie. Bientôt, le pacte Hitler-Staline et l'attaque de la Pologne préludent à six ans de guerre mondiale; la chute de Mussolini, l'effondrement de l'Allemagne hitlérienne, de nouvelles explosions révolutionnaires d'un pays, d'un continent à l'autre ... Vingt ans après, le Caudillo construit encore des monuments à sa gloire.

208 Blé : 1935 : 41 000; 1939 : 28 699. Orge : 22 320 et 14 180. Olives : 18 475 et 11 502 (en milliers de quintaux).

209 En ce qui concerne les céréales, elles tombent de 8 288 000 à 6 526 000 hectares.

210 Seules exceptions, le manganèse et le wolfram.

211 Sous la direction du général Munoz Grande, un des fidèles de Franco.